



Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Le Médiateur européen à Luxembourg



(de gauche à droite) M. Marc Fischbach, Médiateur luxembourgeois; son homologue européen, M. Nikiforos Diamandouros; M. Lucien Weiler et M. Claude Frieseisen

En date du 8 mars 2006, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a reçu le Médiateur européen, M. Nikiforos Diamandouros. M. Diamandouros qui était le premier Médiateur national de Grèce avant de devenir le deuxième Médiateur européen - reprenant le flambeau de M. Jacob Söderman le 1^{er} avril 2003 - était en visite officielle à Luxembourg les 7 et 8 mars 2006.

Toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union européenne peut saisir le Médiateur européen si elle se sent lésée par un manquement ou une défaillance de l'administration communautaire. L'action du Médiateur européen se limite donc à enquêter sur des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions et organes de l'UE.

Par conséquent, il n'est pas habilité à enquêter en cas de problèmes avec une réglementation européenne à un niveau national, régional ou local. Dans ce cas de figure, une plainte éventuelle serait à adresser au médiateur (ou ombudsman) national ou régional.

Le prédécesseur de M. Diamandouros, M. Jacob Söderman, avait créé un réseau regroupant tous les médiateurs nationaux et régionaux de 29 pays européens (UE 25, Bulgarie, Roumanie, Norvège et Islande) afin de favoriser l'échange et de faciliter le renvoi de plaintes considérées comme irrecevables par le Médiateur européen, mais comme potentiellement recevables à un niveau national ou régional.

Ainsi le Médiateur européen est - au niveau de l'UE - le pendant de ses homologues dans les pays membres, et ne saurait en aucun cas être considéré comme leur chef ou supérieur hiérarchique. L'institution du Médiateur européen n'est pas une instance d'appel: elle peut être contactée directement par les citoyens de l'UE, ce qui la différencie des juridictions européennes qui ne peuvent être saisies qu'après avoir épousé toutes les voies de recours auprès des tribunaux nationaux.

Le Médiateur européen est une institution indépendante, rattachée au Parlement européen auquel il doit présenter son rapport annuel et des rapports spéciaux au cas où une administration européenne refuse d'accepter ses recommandations.

www.euro-ombudsman.eu.int

L'Ombudsman luxembourgeois

Alors que le Médiateur européen s'efforce de promouvoir la bonne administration au sein des institutions et organes de l'Union européenne, le Médiateur luxembourgeois cherche à résoudre les litiges qui opposent les résidents du Grand-Duché aux différentes administrations publiques luxembourgeoises. Depuis sa création, le poste d'Ombudsman luxembourgeois est occupé par M. Marc Fischbach.

L'institution du Médiateur n'a qu'une très courte tradition à Luxembourg. M. Fischbach, premier Ombudsman luxembourgeois, a pris ses fonctions en janvier 2004. Toute personne physique ou morale peut s'adresser au Médiateur du moment qu'elle désapprouve une décision ou une procédure la concernant, prise ou mise en oeuvre par l'administration publique (c'est-à-dire une administration étatique ou communale ou encore un établissement public relevant de l'Etat ou des communes). L'Ombudsman est le représentant des citoyens: il est conseiller et médiateur entre les citoyens et l'administration.

Contact: Marc Fischbach / Ombudsman - 36, rue du Marché-aux-Herbes L-1728 Luxembourg – tél.: 26 27 01 01
e-mail: ombudsman@ombudsman.lu – www.ombudsman.lu

Les présidents des délégations auprès de la COSAC réunis à Vienne

M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise, a représenté la Chambre des Députés lors de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée le 20 février 2006 à Vienne.

Les représentants des commissions parlementaires en charge des affaires européennes des parlements nationaux des Etats membres de l'Union européenne, des pays adhérents et des pays candidats ainsi que les représentants du Parlement européen ont procédé à un échange de vues avec Mme Ursula Plassnik, Ministre autrichienne des Affaires étrangères. La Ministre a présenté les priorités de la présidence autrichienne et a donné des explications sur le déroulement de la période de réflexion retenue dans la déclaration du Conseil européen des 16 et 17 juin 2005 suite aux résultats négatifs des référendums

en France et aux Pays-Bas sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

La délégation luxembourgeoise s'est en outre intéressée aux suites que la présidence autrichienne compte accorder à la position du Parlement européen concernant les perspectives financières 2007-2013.

D'autres points à l'ordre du jour étaient le processus de Lisbonne, l'accent ayant été mis plus particulièrement sur les aspects démographiques, et le contrôle de la subsidiarité. Les parlements nationaux ont en effet choisi plusieurs actes législatifs européens qui seront soumis à un contrôle du respect du principe de subsidiarité, et notamment une proposition de règlement sur le droit applicable et la compétence en matière de divorce que la Commission européenne soumettra aux institutions européennes compétentes au courant des prochains mois.

Visite ukrainienne à la Chambre des Députés



M. Laurent Mosar et M. Anton Buteiko

M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés, a reçu en date du 17 février 2006 le Premier Vice-Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine Anton Buteiko. À un mois des élections législatives M. Buteiko s'est dit confiant que cette échéance électorale aboutisse à une clarification de la situation sur la scène politique intérieure de son pays, qui - actuellement - est pour le moins compliquée.

Ainsi M. Buteiko plaide pour une adhésion de son pays à l'OTAN et

à l'UE - ambition qu'il souhaite d'ailleurs voir appuyée par les autorités luxembourgeoises sachant toutefois qu'elle n'est pas approuvée par une majorité parlementaire dans son pays.

Les réticences d'une majorité parlementaire seraient également à la base du fait que l'accord contre la double imposition, conclu entre le Luxembourg et l'Ukraine et ratifié par le Grand-Duché, n'ait - jusqu'à ce jour - pas été approuvé par le Parlement ukrainien.



Députés tchèques reçus au Parlement

Constitution européenne & immunité parlementaire

Le processus de ratification du projet de Traité constitutionnel européen et le principe de l'immunité parlementaire étaient les principaux sujets d'entretien d'une délégation de la Commission des lois constitutionnelles et de la législation de la Chambre des Députés de la République tchèque au Parlement luxembourgeois.



(de gauche à droite) M. Patrick Santer, M. Paul-Henri Meyers, M. Stanislav Křeček, Mme Dalila Graffová

Contrairement au Grand-Duché de Luxembourg, la République tchèque ne s'est pas encore prononcée sur le projet de Traité constitutionnel. Il n'est même pas clair à ce stade si la procédure retenue pour la ratification sera la voie référendaire ou la voie parlementaire. Cette question ne devrait pas être tranchée avant les élections législatives prévues

pour juin 2006. La Constitution de la République tchèque ne prévoit pas l'instrument du référendum.

Ce sujet a été abordé au cours d'une réunion avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés luxembourgeoise.

Lors d'une entrevue avec des membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, les députés tchèques se sont intéressés au fonctionnement des institutions luxembourgeoises. Ils ont relevé quelques différences avec leur système politique: ainsi, en République tchèque, un membre du gouvernement peut aussi être membre du parlement.

Par ailleurs, lorsque la Chambre des Députés tchèque a décidé qu'un député ne pourra pas être poursuivi pour une infraction à une loi, une telle poursuite sera impossible, même après l'expiration du mandat de député. Le Parlement tchèque ayant l'intention de changer ces dispositions, les députés se sont particulièrement intéressés à l'immunité parlementaire telle qu'elle existe au Grand-Duché de Luxembourg.

L'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne



M. Nicolae Vlad Popa entouré des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Le 13 février 2006, M. Nicolae Vlad Popa, sénateur roumain et observateur auprès du Parlement européen, a rencontré une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, composée par M. Charles Goerens, Vice-Président de la commission, ainsi que par Mme Lydie Err, M. Marc Angel et M. Jacques-Yves Henckes, membres de la commission.

L'échange de vues était focalisé sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, et notamment sur certains domaines jugés préoccupants par la Commission européenne dans le rapport global de suivi 2005 sur la Roumanie. M. Popa a donné des explications sur la législation roumaine en matière de lutte contre la corruption et sur la justice en général.

Lors de leur entrevue, les parlementaires ont également évoqué le dossier des adoptions.

NOUVELLES LOIS

4673B - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le projet de loi sous examen vise à transposer en droit national la directive 98/44/CE relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques.

Il y a lieu de relever que l'échéance du délai de transposition, à savoir le 30 juillet 2000, est dépassée depuis longue date. Le 9 septembre 2004, le Luxembourg a été condamné par la CJCE en manquement pour non-transposition de la directive (affaire C450/03). Enfin, ce janvier 2006, en application de l'article 228 du traité CE, un avis motivé supplémentaire vient d'être adressé au Luxembourg afin d'inviter notre pays à se mettre immédiatement en conformité avec cet arrêt, sous peine de demander à la Cour, en dernier recours, d'imposer une astreinte ou le paiement d'une somme forfaitaire. Cette évolution au niveau des institutions européennes explique en partie la volonté de la commission parlementaire d'évacuer le projet de loi sous rubrique dans les meilleurs délais.

La directive 98/44/CE à transposer en droit national règle plusieurs points importants: Elle confirme la brevetabilité de la matière biologique, qu'elle soit d'origine végétale, animale ou humaine. Un élément du corps humain est brevetable dans la mesure où il ne

constitue pas une découverte. Dans ce cas, la demande de brevet doit exposer concrètement l'application industrielle de l'invention. La directive confirme également que les inventions portant sur des végétaux ou sur des animaux sont brevetables si la faisabilité technique de l'invention n'est pas limitée à une variété végétale ou une race animale déterminée.

En ce qui concerne la dimension éthique, la directive entend préciser ce qui est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs en donnant des exemples d'exclusions à la brevetabilité: le clonage humain, la modification de l'identité génétique germinale de l'être humain, les utilisations d'embryons à des fins industrielles ou commerciales ainsi que les modifications de l'identité génétique des animaux qui sont de nature à provoquer chez eux des souffrances sans utilité médicale substantielle pour l'homme ou pour l'animal.

La directive tente également de fournir des réponses aux craintes du milieu agricole de devenir économiquement dépendant de l'industrie biotechnologique, en raison de la protection du brevet qui s'étend aux générations successives des plantes ou animaux brevetés. Afin d'éviter ce risque, la directive introduit le privilège de l'agriculteur et le privilège de l'éleveur qui sont des exceptions à cette règle.

Points sensibles

Les voix critiques qui se font entendre sur la directive 98/44 en général et le projet de loi sous ru-

brique en particulier sont d'avis que le texte ouvre la voie à une brevetabilité de la matière vivante (plantes, animaux et êtres humains). Il y a quelques années déjà, plusieurs pays européens avaient soumis cette question d'ordre éthique à la Cour de Justice des Communautés européennes. En octobre 2001, la Cour a rejeté ce recours en annulation qui avait été introduit par les Pays-Bas, l'Italie et la Norvège contre la directive, estimant que le texte était compatible avec les règles communautaires et internationales en matière de brevets, de biodiversité et de dignité humaine.

Les considérations d'ordre éthique n'avaient pas laissé insensible la Chambre des Députés elle-même. Le 26 février 2002, le Parlement luxembourgeois a en effet voté à l'unanimité une motion, signée par les représentants des cinq groupes parlementaires, invitant le Gouvernement:

«- à demander une renégociation des articles donnant lieu à des ambiguïtés entre la brevetabilité de la matière vivante et des interventions proprement dites, notamment les dispositions de l'article 5, alinéa 2 de la directive 98/44/CE;

- à intervenir dans le même sens auprès de l'Office européen des Brevets;

- à se prononcer en faveur d'une ronde de discussion internationale concernant le droit des brevets dans le domaine de la santé ainsi que l'application de la Déclaration sur l'accord des ADPIC et de la santé publique».

Aujourd'hui, il faut cependant se rendre à l'évidence que la renégociation des dispositions controversées n'a pas été entamée et que la Commission européenne ne manifeste aucune intention de présenter dans l'immédiat une nouvelle directive sur le sujet.

D'autres questions touchant notamment les implications économiques de la brevetabilité de la matière vivante pour le monde agricole sont exposées dans une pétition que des représentants des différentes fédérations agricoles et des ONG de développement et de protection de l'environnement ont remis au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, le 17 janvier 2006. Les signataires exigent que le projet de loi 4673B «soit retravaillé de façon à exclure totalement le principe de la brevetabilité des plantes et des animaux. Ils demandent également au Gouvernement de se mobiliser en faveur d'une renégociation de la directive 98/44 au niveau européen.»

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 07.06.2000

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

09.12.2004 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte du projet de loi

11.01.2005 Échange de vues

01.02.2005 Examen du projet de loi

03.03.2005 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.11.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État

08.12.2005 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

15.12.2005 Discussion sur les amendements proposés par M. Kox

19.01.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.02.2006

5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les priviléges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002, et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003

Le projet de loi sous examen vise principalement à approuver une série de Protocoles ayant modifié la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995, plus communément désignée comme «Convention Europol». Cette Convention a été approuvée au Luxembourg par une loi du 29 mai 1998, publiée au Mémorial A N°42 du 10 juin 1998, page 619, avec une autre loi du 29 mai 1998 ayant approuvé le Protocole du 24 juillet 1996 concernant l'interprétation à titre préjudiciel de la Convention Europol par la Cour de Justice des Communautés Européennes.

Il s'agit plus précisément des Protocoles suivants:

- le Protocole du 30 novembre 2000, qui élargit les compétences d'Europol au blanchiment d'argent en général, même si l'infraction sous-jacente au blanchiment (l'infraction dite primaire) ne relève pas de ses compétences¹,

- le Protocole du 28 novembre 2002, qui met en œuvre l'article 30 paragraphe (2) du Traité sur l'Union européenne qui prévoit la possibilité pour Europol de participer à des équipes communes d'enquête et de demander aux autorités compétentes des États membres d'entamer des enquêtes², et enfin,

- le Protocole du 27 novembre 2003, qui apporte un certain nombre d'améliorations au fonctionnement d'Europol, telles que la modification des attributions du conseil d'administration, du directeur d'Europol ou encore la possibilité pour un État membre d'autoriser les contacts directs entre leurs services de police et Europol sans devoir passer par l'unité nationale³.

Europol, dont le siège se trouve à La Haye aux Pays-Bas, a été institué dès 1992 après que le traité de Maastricht ait conclu à la nécessité de mettre sur pied un Office européen de police. La Convention Europol est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1998.

Europol a été créé dans le but d'accroître la sécurité au sein de l'espace européen en contribuant à améliorer l'efficacité des services de police compétents des États membres et leur coopération dans de nombreux domaines tels que le trafic de stupéfiants, la traite d'être humains, le trafic illicite de matières radioactives et nucléaires ou encore la lutte contre le terrorisme.

Il apporte son concours aux États membres en facilitant l'échange d'informations entre les services de répression nationaux, en rassemblant et analysant les informations et les renseignements, en communiquant aux services compétents des États membres les informations concernant, en informant ces mêmes services des liens constatés entre des faits délictueux ou encore en gérant des recueils d'informations informatisées. En effet, l'une des missions essentielles d'Europol est de gérer et d'alimenter un système d'informations informatisé TECS alimenté directement par les États membres et directement accessible aux unités nationales, aux officiers de liaison Europol (OLE) et autres personnes habilitées.

Il convient de souligner que contrairement au FBI des États-Unis, Europol n'a pas de compétence effective sur le terrain. Les agents d'Europol ne peuvent pas mener des enquêtes ou arrêter des suspects. Il ne s'agit donc pas d'une force de police européenne.

Depuis qu'Europol a officiellement démarré ses activités en juin 1999, l'institution n'a cessé de se développer. Il emploie quelque 490 collaborateurs, dont 80 officiers de liaison OLE en provenance des États membres et d'un certain nombre d'États tiers. Plusieurs accords de collaboration ont été conclus ou sont en cours de négociation avec un certain nombre de pays tiers dont des pays candidats à l'Union européenne ou encore la Suisse et la Russie. Europol dispose de plusieurs officiers de liaison OLE à Washington et d'un officier de liaison OLE auprès d'Interpol.

Tous ces développements ont rendu nécessaire une modification de la Convention Europol en adaptant notamment les compétences et les moyens d'Europol. Or, c'est précisément l'objet des trois Protocoles mentionnés ci-dessus.

Dépôt par
M. Jean Asselborn,
Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):
23.02.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
01.02.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

de justice grâce notamment à une coopération plus intense entre les forces de police, les autorités douanières et les autres autorités compétentes dans les États membres engagées dans la lutte contre la criminalité.

Les équipes communes d'enquête viennent compléter l'arsenal des moyens qui organisent la coopération en matière pénale.

Les principales caractéristiques des équipes communes d'enquête

Deux ou plusieurs États membres peuvent décider de recourir à la mise en place d'une équipe commune d'enquête pour les besoins d'une enquête pénale lorsque celle-ci requiert p.ex. une action coordonnée et concertée ou encore la mobilisation de moyens importants. Toutes les infractions pénales peuvent justifier la création d'une équipe d'enquête commune.

L'équipe d'enquête commune est créée dans l'État dans lequel l'enquête doit être effectuée et se compose des représentants des autorités judiciaires compétentes des États membres concernés.

La création d'une équipe commune d'enquête doit faire l'objet d'un accord écrit entre les autorités compétentes, accord qui précise l'objectif de l'équipe commune d'enquête, la durée pour laquelle elle est constituée, son lieu d'intervention et les moyens à mettre en œuvre. L'accord devra également spécifier les personnes qui composent l'équipe ainsi que celles qui en assument la responsabilité. Il s'agira le plus souvent de juges d'instruction, représentants des parquets, ainsi que d'officiers ou d'agents des services de police.

L'équipe agit conformément au droit de l'État sur le territoire duquel elle intervient. Lorsqu'elle agit sur le territoire luxembourgeois, l'équipe commune d'enquête est donc placée sous l'autorité du procureur d'État ou du juge d'instruction.

Dépôt par M. Luc Frieden,
Ministre de la Justice,
le 03.12.2004
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

23.02.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
05.10.2005 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2005 Présentation et adoption d'une proposition d'amendement pour l'art. 2, par. (1) et (2)
01.02.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

Le projet de loi sous rubrique entend transposer en droit luxembourgeois le contenu de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête et créer un cadre légal pour la constitution d'une telle équipe commune.

Il contribue ainsi à réaliser l'un des objectifs de l'Union européenne qui est d'offrir aux citoyens un niveau élevé de protection dans un espace de liberté, de sécurité et

du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit les mesures communautaires introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS⁴. Il vise à actualiser la loi sur les comptes des établissements de crédit en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS.

Par ailleurs, le présent projet de loi complète d'ores et déjà les informations à publier dans l'annexe des comptes publiés des établissements de crédit en transposant anticipativement l'article 50 de la proposition de directive concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE, proposition sur laquelle un accord politique est intervenu au Conseil en date du 11 octobre 2005.

Les normes comptables internationales IAS ont été introduites dans l'Union européenne par plusieurs dispositions dont le règlement IAS, la directive Modernisation des directives comptables, la directive Juste Valeur (fair value). Les deux principaux objectifs du règlement IAS sont:

- l'adaptation et l'application des IAS dans l'Union européenne, dans le but d'harmoniser l'information financière consolidée présentée par les sociétés cotées de droit communautaire afin de garantir un degré élevé de transparence et de comparabilité des états financiers et, partant, un fonctionnement efficace du marché communautaire des capitaux et du marché intérieur;

- l'extension de l'harmonisation de cette information financière aux

⁴ Les normes comptables internationales sont appelées «International Accounting Standards» («IAS») suivant la dénomination des normes comptables internationales adoptées par l'«International Accounting Standards Committee» («IASC») ou «International Financial Reporting Standards» («IFRS») suivant la dénomination des nouvelles normes comptables internationales adoptées par l'«International Accounting Standards Board» («IASB»), l'institut successeur de l'«IASC» depuis le 1^{er} avril 2001.

comptes consolidés des sociétés non cotées ainsi qu'aux comptes individuels grâce à des options offertes aux États membres.

Comme il s'agit d'un règlement, l'obligation en question est d'application directe, sans que les États membres aient à la transposer dans leur droit national.

Le règlement IAS laisse à chaque État membre le soin de retenir une ou plusieurs de trois options. Chaque État membre doit transposer les options décidées dans son droit national pour qu'elles soient applicables.

La modernisation des directives comptables (par la directive Modernisation des directives comptables) s'est avérée nécessaire du fait que les concepts comptables et les pratiques admises ont considérablement évolué et que les dispositions actuelles ne permettent pas, dans certains domaines, d'appliquer des règles cohérentes avec les principes des IAS.

La directive «juste valeur» prévoit des modifications sur les règles d'évaluation en introduisant notamment la juste valeur pour l'évaluation des instruments financiers (IAS 39).

Les modifications apportées par le présent projet de loi à la réglementation sur les comptes des établissements de crédit

Le projet de loi transpose toutes les options prévues à l'article 5 du règlement IAS en introduisant deux nouvelles parties dans la loi sur les comptes des établissements de crédit, permettant aux banques non cotées de publier des comptes consolidés conformes aux IAS et à toutes les banques de publier des comptes individuels conformes aux IAS.

Le projet de loi entend ainsi donner aux banques la faculté de ne produire qu'un seul jeu de comptes et de faire, dès l'introduction de la nouvelle réglementation, du référentiel IAS leur référentiel de base.

Le projet de loi transpose toutes les dispositions transitaires prévues aux points (a) et (b) de l'article 9 du règlement IAS dans la loi sur les comptes des établissements de crédit et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE, proposition sur laquelle un accord politique est intervenu au Conseil en date du 11 octobre 2005.

Le projet de loi transpose toutes les options comptables offertes par les directives Juste Valeur et Modernisation des directives comptables. En introduisant des dispositions IAS sous forme optionnelle, le législateur permet aux banques de recourir à l'une ou l'autre disposition.

Toutes les options offertes aux banques par le présent projet de loi sont à soumettre au préalable à la CSSF.

Le projet de loi transpose, en outre, dans la loi sur les comptes des établissements de crédit les dispositions communautaires suivantes, qui constituent une mise à jour de certaines dispositions existantes, à savoir:

- en application de la directive Modernisation des directives comptables: les dispositions relatives au contenu du rapport de gestion et celles relatives au rapport du contrôleur légal des comptes;

- par anticipation de l'entrée en vigueur de la directive sur le contrôle légal des comptes: la publication d'informations sur les honoraires des contrôleurs légaux des comptes.

Seules les banques dont les titres (actions ou obligations) sont cotés sont obligées de publier leurs comptes consolidés sous le référentiel IAS, en application du régime obligatoire du règlement IAS (article 4).

5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée

¹ JOCE C 358 du 13.12.2000.

² JOCE C 312 du 16.12.2002

³ JOCE C 2 du 06.01.2004.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.01.2005
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président:
M. Laurent Mosar):

12.01.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5460 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

L'article 293 du Traité instituant la Communauté européenne invite tous les États membres de l'Union européenne à conclure des conventions contre les doubles impositions avec les autres États membres.

La présente Convention s'est inspirée du modèle OCDE de convention fiscale concernant le revenu et la fortune. Les points suivants de la Convention se distinguent de ce modèle:

1. Contrairement au modèle OCDE, qui définit une entreprise d'un État contractant par référence au siège de direction effective des entreprises, la Convention opte pour une référence au lieu de résidence de la personne qui exploite l'entreprise (article 3).

La Convention demande explicitement aux autorités compétentes des deux États contractants de trancher les conflits de résidence pour des personnes autres que des personnes physiques (article 4).

2. La notion d'établissement stable (article 5) diffère aussi légèrement de la définition donnée par le modèle OCDE.

3. En matière d'imposition des dividendes (article 10), le partage du droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire ne peut en aucun cas entraîner une perception d'impôt supérieur à 10% du montant brut au profit de l'État de la source. Dans la convention modèle de l'OCDE ce taux est de 15%. La définition des dividendes a été modifiée. Il a été ajouté une précision afin de tenir compte des spécificités de la législation grand-ducale en matière de bailleur de fonds et des arrérages et intérêts d'obligations.

4. Le Protocole annexé à la Convention prévoit une clause de la nation la plus favorisée pour les intérêts.

5. Contrairement au modèle OCDE, la Convention prévoit (article 12) le partage du droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence. Ainsi, des plafonds sont prévus pour l'imposition dans l'État de la source. Le Protocole annexé à la Convention prévoit, comme pour les intérêts, une clause de la nation la plus favorisée pour les redevances.

6. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, le modèle de l'OCDE attribue un droit d'imposition exclusif à l'État de résidence du bénéficiaire. Le paragraphe 2 de l'article 18 déroge à cette règle prévue au paragraphe 1, en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source.

7. À la demande de la Lettonie, l'article 21 visant les activités en mer en relation avec la prospection ou l'exploration du lit de mer ou du sous-sol et de leurs ressources naturelles est ajouté à la Convention.

8. En ce qui concerne la méthode d'élimination de la double imposition (article 24), le Luxembourg opte, comme à l'accoutumée, pour la méthode de l'exemption, à l'exception des dividendes, des intérêts, des redevances et des revenus des artistes, des sportifs et des revenus qualifiés «autres revenus» figurant à l'article 22 de la Convention auxquels s'applique la méthode d'imputation. La Lettonie retient, d'une manière générale, la méthode d'imputation.

9. Le modèle OCDE ne réserve quasi aucun développement à certaines entités ou situations qui intéressent particulièrement le Grand-Duché. Il s'agit surtout des organismes de placement collectif et des holdings. Suivant la Convention sous rubrique (article 29) sont explicitement exclus du champ d'application, les sociétés holding régies par la loi du 31 juillet 1929 et l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, les autres sociétés luxembourgeoises et lettones qui sont soumises dans les États contractants à une législation fiscale similaire à celle appliquée dans le cas des holdings et les revenus qu'un résident letton tire des sociétés précitées, ni les actions ou autres titres de capital.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

19.01.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5473 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

La présente Convention fiscale s'inspire du modèle OCDE de convention fiscale concernant le revenu et la fortune à l'exception des points suivants:

1. Contrairement au modèle OCDE qui définit une entreprise d'un État

contractant par référence au siège de direction effective des entreprises, la Convention opte pour une référence au lieu de résidence de la personne qui exploite l'entreprise (article 3).

La Convention demande explicitement aux autorités compétentes des deux États contractants de trancher les conflits de résidence pour des personnes autres que des personnes physiques (article 4). En ce qui concerne la définition de résident d'un État contractant, la Convention ajoute le lieu d'enregistrement à l'énumération des termes et expressions qui peuvent être pris en considération pour la qualification de résident.

2. La notion d'établissement stable (article 5) diffère aussi légèrement de la définition donnée par le modèle OCDE.

3. La définition des dividendes (article 10) a été légèrement modifiée par rapport au modèle OCDE en ne mentionnant pas les revenus provenant d'actions ou de bons de jouissance, des parts de mine et des parts de fondateurs. Une précision a été ajoutée afin de tenir compte des spécificités de la législation luxembourgeoise en matière de bailleur de fonds et des arrérages et intérêts d'obligations. Le droit d'imposition est partagé entre l'État de la source des dividendes et l'État de résidence du bénéficiaire.

4. En ce qui concerne les redevances, le modèle OCDE pose le principe de l'imposition exclusive de ces revenus dans l'État de résidence du bénéficiaire. La Convention sous rubrique prévoit par contre à son article 12 le partage du droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence. Ainsi, des plafonds sont prévus pour l'imposition dans l'État de la source. Le Protocole prévoit une clause de la nation la plus favorisée pour les redevances.

5. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, le modèle de l'OCDE attribue un droit d'imposition exclusif à l'État de résidence du bénéficiaire. Le paragraphe 2 de l'article 18 déroge à cette règle prévue au paragraphe 1, en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source.

6. À la demande de la Lituanie, l'article 21 est ajouté à la Convention, visant les activités en mer en relation avec la prospection ou l'exploration du lit de mer ou du sous-sol et de leurs ressources naturelles.

7. L'article 22 traite du droit d'imposition des revenus qui ne sont pas réglementés dans les articles 6 à 21. Suivant le modèle de l'OCDE, ces revenus sont généralement imposés dans l'État de résidence du bénéficiaire. La Convention sous rubrique déroge à cette règle en disposant que ces revenus sont également soumis à l'imposition dans l'État de la source.

8. En ce qui concerne la méthode d'élimination de la double imposition (article 24), le Luxembourg opte, comme à l'accoutumée, pour la méthode de l'exemption, à l'exception des dividendes, des intérêts, des redevances et des revenus des artistes, des sportifs et des revenus qualifiés «autres revenus» figurant à l'article 22 de la Convention auxquels s'applique la méthode d'imputation qui, d'une manière générale, a été retenue par la Lituanie.

9. Le modèle OCDE ne réserve quasi aucun développement à certaines entités ou situations qui intéressent particulièrement le Grand-Duché. Il s'agit surtout des organismes de placement collectif et des holdings. Suivant la Convention sous rubrique (article 29) sont explicitement exclus du champ d'application, les sociétés holding régies par la loi du 31 juillet 1929 et l'arrêté grand-ducal du 17 dé-

cembre 1938, les autres sociétés luxembourgeoises et lituanaises qui sont soumises dans les États contractants à une législation fiscale similaire à celle appliquée dans le cas des holdings et les revenus qu'un résident lituanien tire des sociétés précitées, ni les actions ou autres titres de capital.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

19.01.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

En ce qui concerne la contribution luxembourgeoise à la 14^e reconstitution des ressources de l'AID, il a été décidé d'augmenter la part de notre pays dans l'AID de 0,10% du total des contributions à 0,18%, soit 28,83 millions d'euros. Cette participation se compose de la contribution de base (26,72 millions d'euros), du financement des dons (0,57 million d'euros) ainsi que du financement de l'initiative PPTE (1,54 million d'euros). La contribution s'opère par l'émission de trois bons du trésor de 9.610.000 euros chacun, répartis sur les années budgétaires 2006, 2007 et 2008.

Créé en 1973, le Fonds Asiatique de Développement (FAD-ADF) est le guichet concessionnel de la Banque Asiatique de Développement, accordant des prêts à taux réduit et des dons aux pays membres les plus pauvres de l'Asie et de la région du Pacifique. La réduction de la pauvreté reste l'objectif primordial du Fonds.

L'enveloppe globale de la 8^e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement (ADF-IX) s'élève à 7 milliards de dollars pour les années 2005 à 2008.

Le montant de la participation luxembourgeoise à ADF-IX est fixé à 2.925,819 euros. Cette contribution inclue la participation de base de 2.625,524 euros, 136,199 euros pour le financement des dons ainsi que 164,096 euros représentant une contribution additionnelle en support de l'objectif financier originale proposée par l'institution («high-case scenario»).

La contribution s'opère par l'émission de quatre bons du trésor de 731.455 euros chacun, répartis sur les années 2005, 2006, 2007 et 2008.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005
Rapporteur:
M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

12.01.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5507 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et

- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

Le projet de loi 5507 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement des travaux

d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et de construction d'une installation de prétraitement mécanique et biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC).

Le SIDEC assure la collecte et l'élimination des déchets ménagers et assimilés en provenance de 57 communes. Le site Friedhaff, utilisé comme décharge depuis 1945, a connu plusieurs agrandissements pour répondre au volume toujours croissant des déchets à éliminer en provenance des communes membres du syndicat intercommunal.

Les travaux relatifs à la décharge peuvent être divisés en trois phases. Une première phase comprenait l'aménagement d'une nouvelle aire de dépôt avec toutes les infrastructures accessoires y relatives, des bassins de rétention des eaux en provenance de la décharge et le renforcement de la digue en aval de la décharge. Une deuxième phase a été consacrée à la mise en place d'un système d'étanchement intermédiaire de certaines aires avec aménagement d'un drainage de sécurité concernant les eaux de ruissellement et de condensation. Enfin, une troisième phase aura pour objet les travaux de planification et de construction des couches définitives d'étanchement de la décharge avec évacuation des eaux et gaz en provenance de la décharge.

L'autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'enga-

gement total de l'État dépasse le montant prévu à l'article 80, d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, en l'occurrence 7.500.000 euros.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005

Rapporteur:
M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

30.01.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.02.2006 Visite du SIDEC

09.02.2006 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.02.2006

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le projet de loi 5510 a pour but de transposer la directive 2004/101/CE modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, au titre des mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et, partant, d'adapter la loi du 23 décembre 2004, laquelle a transposé la directive 2003/87/CE. La directive 2004/101/CE vise à approfondir les liens entre le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, d'une part, et les mécanismes inscrits dans le Protocole de Kyoto, d'autre part.

Pour rappel, il est convenu dans le Protocole de Kyoto que les pays industrialisés réduisent leurs émissions globales de 6 gaz à effet de serre en moyenne de 5,2% entre la période de 2008 à 2012 par rapport à 1990. Le Protocole introduit trois mécanismes pour aider à atteindre les objectifs de réduction des émissions:

- l'échange de droits d'émission;
- la mise en œuvre conjointe (MOC) réalisée par des projets dans les pays de l'OCDE et les pays à économie de transition;
- les mécanismes de développement propre (MDP) sont mis en œuvre par des projets dans les pays en développement.

La mise en œuvre du système d'échange de quotas d'émission a débuté le 1er janvier 2005. Les trois premières années constitue-

ront une phase préliminaire, alors que, durant la période allant de 2008 à 2012, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28%.

La directive 2003/87/CE établit un système communautaire d'échange des quotas d'émission des gaz à effet de serre. L'échange de droits d'émission autorise les entreprises à une certaine quantité d'émissions dans l'atmosphère. Ces droits d'émission sont délivrés sous la forme de certificats par les Etats membres de l'UE. Si une entreprise produit plus d'émissions que la quantité permise, elle peut acheter des droits à une autre entreprise qui elle n'a pas besoin de la totalité des droits qui lui ont été accordés. Il en résulte d'une part une incitation économique à produire le moins d'émissions possible et, d'autre part, la possibilité de revendre à profit les parts non utilisées.

La directive 2004/101/CE approfondit le lien entre le système d'échange de quotas d'émission de l'UE et le Protocole de Kyoto en rendant compatibles avec ce système les mécanismes dits «de projet» du Protocole de Kyoto (la mise en œuvre conjointe et le mécanisme de développement propre). De cette manière les exploitants pourront utiliser ces deux mécanismes dans le cadre du système d'échange de quotas pour s'acquitter de leurs obligations. Le résultat sera une réduction des coûts de mise en conformité des installations soumises au système.

Cette directive reconnaît ainsi la validité des crédits résultant des projets de MOC et du MDP au même titre que les quotas d'émission, à l'exception de ceux issus de l'utilisation des terres, du chan-

gement d'affectation des terres et de la foresterie. Les crédits résultant de projets de MOC sont appelés «unités de réduction des émissions» (URE), tandis que les crédits résultant de projets du MDP sont appelés «réductions d'émissions certifiées» (REC). La directive prévoit également des modalités pour éviter que les URE ou les REC ne soient comptabilisées deux fois lorsqu'elles résultent d'activités qui entraînent également une réduction ou une limitation des émissions des installations conformément à la directive 2003/87/CE.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 26.10.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

30.01.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.02.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;



**Chambre
des Députés**

LUXEMBOURG

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sitzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

mat de Rubriken

■ Composition
& Organisation

■ Séances publiques
& Commissions

■ Hôtel de la Chambre

■ Portail documentaire

■ Web TV live

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports
 - Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux de Esch-Beval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
 - Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de paiement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
 - Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

4. Question avec débat N°5 de M. Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures
(Exposé - Débat)

6. 5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/ Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et
- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5538** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Belarus

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.02.2006

2. **5539** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Ukraine

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.02.2006

3. **5540** - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.02.2006

4. **5541** - Projet de règlement grand-ducal modifiant l'article 13 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 portant application de la directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 08.02.2006

5. **5543** - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.02.2006

3) Par lettre du 3 février 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 15 décembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion au nom de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique de l'accord de coopération scientifique et technologique entre les Communautés européennes, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Danemark, étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) N° 343/2003 éta-

blissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers et du règlement (CE) N° 2725/2000 concernant la création du système «Eurodac» pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la Convention de Dublin;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège;

- position sur la proposition de règlement du Conseil concernant la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord entre la Communauté économique européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles, pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011;

- résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2006;

- résolution sur les droits de l'homme et la liberté de la presse en Tunisie et l'évaluation du sommet mondial sur la société de l'information de Tunis;

- résolution sur l'utilisation présumée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers;

- résolution sur le degré de préparation à l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie;

- résolution sur le degré de préparation à l'adhésion à l'Union européenne de la Roumanie, et

- résolution sur les droits de l'homme en Russie et la nouvelle législation relative aux ONG.

2. Ordre du jour

Mir kommen elo zum Ordre du jour vun dëser Woch. D'Presidentekonferenz huet an hirer Réunioun vum 9. Februar Folgendes virgeschloen. Haut de Mëtteg hu mer:

1. Eng Froestonn un d'Regierung;
2. Question avec débat vum Här Fernand Diederich;

3. Eng Aktualitésstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert den Dialog téscht de Kulturen, an dann nach

4. De Projet de loi iwwert d'Décharge vum Fridhaff.

Muer de Mëtten diskutéiere mer:

1. De Projet de loi iwwert d'Brevets d'invention, an

2. De Projet de loi iwwert de Protokoll vu Kyoto.

Iwwermuer, den Donneschdeg, hu mer:

1. Zwou Propositounen iwwert d'Revision vun de Verfassungartikelen 68 an 69. Béid Propositione ginn an enger Diskussioun behandelt, a bei der Ofstëmmung ass eng qualifizéiert Majoritéit eruerdet;

2. De Projet de loi iwwert d'Konvention Europol;

3. De Projet de loi iwwert d'Équipes communes d'enquête;

4. De Projet iwwert de Fonds Asiatique de Développement;

5. De Projet iwwert d'Établissements de crédit;

6. Ee Steierofkommes téscht Lëtzebuerg a Lettland, a schliesslech nach

7. E Steierofkommes téscht Lëtzebuerg a Litauen.

D'Riedezäit bei de Projeten 2 bis 7 ass nom Basismodell festgeluecht. Ass d'Chamber mat dem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtte fänke mer u mat der Heure de questions. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet en Deputéierten zwou Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwieselnd vu Majoritéit an Oppositoun.

Als éischt Fro hu mer déi vum honarabelen Här Marco Schank iwvert de Schutz vun de Gewässer. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt de Minister, deen zoustanng ass fir d'Waasser an der Regierung, eppes froen, an zwar am Kontext vum preventive Waasserschutz. Et ass jo esou, datt preventive Waasserschutz ee weesleche Bestanddeel vum Waassermanagement zu Lëtzebuerg ass. Eng Partie Gemengen, Gemengesyndikater, déi probéieren och an Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft, mat de Stéit an esou weider, eis Waasserreserven ze protégéieren.

Mer mierken awer, wa Gemenge respektiv Gemengesyndikater wëllen Aiden u Bauere ginn, wa se wëlle Berodunge bezuele fir d'Landwirtschaft, dann däerfen déi eng dat, an déi aner däerfen dat net. Ouni elo hei Nimm vu Gemengen oder Gemengesyndikater ze nennen, ass et ganz kloer esou, datt déi eng et kënne maachen, déi aner däerfen et net.

Hei meng éischt Fro, déi also dohinner ziilt: Firwat ass dat esou? An Zukunft, besonnesch am Zesummenhang mat der Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv, misst dat jo spéitstens dann änneren!

An déi zweet Fro dru gehong: Eist gréisst Waasserwierk, de SEBES, ass amgaang seng Statuten ze änneren, an esouwält wéi ech weess, ass nach émmer net virgesinn, datt an deene Statute soll drastoen, wat fir preventive Waasserschutz gemach gëtt. An ech mengen awer, wann een dobaussen am Ausland kuckt, datt déi Kooperatiounsmöller mat der Landwirtschaft haut den A an den O si fir preventive Waasserschutz. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Schank. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Schank seng Fro mécht ganz vill Sënn, well d'Landwirtschaft ass sécherlech e wichtige Partner fir eis an der EU. Am Fong geholl, wann ee kuckt, wat do Landwirtschaft genotzt gëtt, fir do eng Struktur ze kréien, déi nohalteg ass, well 50% vun der Gesamtfläche vun der EU gëtt vun der Landschaft bewirtschaftet. Am Süde vun Europa sinn dat bis 60% vun Waasser, déi an d'Bewässerung ginn. Also ass et kloer, dass ee sech do muss eng Linn ginn.

Dir hutt ugeschwat, éischtens d'Hélfelen un d'Gemengen. Do muss ech soen, dass mer och do am Ufank sinn. Mer hunn e Pilotprojekt lafe mat Waldbéllieg, wou Fachleit aus der Landwirtschaft Bauere beroden. Och d'Landwirtschaftskammer huet Projekte gemacht. Ech hu mol hei nogekuckt, zu Miersch, zu Réiden un der Attert, zu Viichten, um Geieschhaff, am Äischdall si lauter Pilotprojekten. Mir wëllen doraus léieren. Mer wëllen déi Iddi, déi Der hutt, fir Waasserschutz a preventive Waasserschutz ze maachen, also ophuelen. Wann elo d'Wasserrahmenrichtlinie déposéiert ass, welle mer do Diskuusione féieren.

Ech si beflass, fir mat de Responsable vun der Agriculture, mam Här Boden senge Leit, fir do ze kucken, fir an déi Iddi, déi Der opgeworf hutt, also an d'Hélfelen do eng gewësse Linn dranzkréien.

An deen anere Punkt, wat d'SEBES ugeet, wou Der sot, si sollen och am Fong geholl am preventive Waasserschutz méi offensiv ginn, do kann ech lech matdeelen, dass ech den 11. Januar e Bréif gemaach hunn un de President vun der SEBES, wou ech him wuertwiertlech geschriwwen hunn: «Pour ce qui est du rôle du SEBES en matière de protection de l'eau, j'estime que le comité de votre syndicat devrait analyser cette question de façon positive.»

Dir gesitt also, op wéi enger Welletalngt ech do sinn. Ech mengen, ech wier op därselwechter wéi Dir. An ech hunn dat Gefill, dass de SEBES och wëllt méi aktiv ginn am Beräich vum preventive Waasserschutz. Mir wäerten also versichen, fir am Senn eist Grondwaasser besser ze schützen, wat eng vun den Oplagen ass vun der Wasserrahmenrichtlinie, do eng Strategie ze kréien, wou mer dann eben hellefe gi respektiv d'Bauerent derzou kréien, duerch vlächt Oflage vu Geld - dat muss een elo kucken, wéi een dat upaackt, mä ech fanne Är Iddi ganz positiv, a mir wäerten eis mat lech ralliéieren. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro, déi vum honorabelen Här Emile Calmes iwwert d'Afierung vun enger Ekotax bei den Autoen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports

M. Emile Calmes (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Début vum Autosalon hat den Émweltminister annoncéiert, e géif eng Ökosteier aféieren, déi dann den 1. Januar 2007 géing a Krafft trieden, a bei där d'Rechnung net méi no de Cylindréen, no de Kubike géif goen, mä a sech no den Emissiounswärter. An deem Kontext hunn ech eng Partie Froen un de Minister ze stellen.

Déi éischt Fro: Do wollt ech e froen, ob déi Ökosteier a sengem Gaart gewuess ass, oder ob en déi op der Europäescher Wiss gepléckt huet. Ech weess net, ob eng Direktiv an deem Senn an Ausaarbechtung ass. Wann dat esou wier, da kéint ee jo mol froen, wien da schonn esou eppes hätt, wou dat wier, a wat fir Erfahrungen déi Länner a sech do dermat gemaach hunn.

Da wollt ech e froen, wat fir eng Verwaltung, oder wien datt sech a sech ém d'Andreiwe vun där Tax do géif bekümmeren, wat jo dann eng Ökosteier ass. Ech wollt en och froen, wat a sech d'Differenz ass zwéschent enger Tax, déi sech op d'Emissioun berift, an enger Tax, déi virdrun de Kubiken entsprach huet, wou datt do d'Differenz ass, vu datt dat eent an dat anert zimlech datselwecht ass, oder ob dat méi differenziert gétt.

Da wollt ech e froen, wéi datt se gerechent gëtt, och ob domat eng Erhéijung vun där Autostax verbonnen ass, a finalment, wat datt mat deene Suen do geschitt, ob déi engem spezielle Fong affectiéert géife ginn, wéi zum Beispill dem Kyoto-Fong. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. D'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Fro, op wéi enger Platz déi Iddi vun der ökologescher Taxéierung gebuer ginn ass, kënnt ech äntwerfen: Se ass an der Reduktionsanalyse an am Programm vu mengem Virgänger, dem Här Charles Goerens, am Mee 2000 virgeluecht ginn, an eng vun 29 Moosnamen, déi proposeert waren, fir d'CO₂-Emissiounen zu Létzebuerg ze reduzéieren. Doniewent ass se den 12. Oktober d'escht Joer an der Ried vum Statsminister iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung nach eng Kéier kloer bekräftegt ginn.

Ech hunn am Ufank vum Autofestival déi Iddi nach eng Kéier dohnergeluecht, fir kloer ze maachen, dass mer op der Basis effektiv vun engem Projet de directive schaffen, dee mer kritt hunn am Hierscht d'escht Joer, wou d'Kommission eng Propositoun mécht, fir et an alle Länner émzeseten - also, net méi no Kubikstääerten, mä no Schadstoffemissionen déi Taxéierung vun den Autoen an de 25 Länner vun der Europäescher Union ze maachen. Ech bekräftegen, datt dat eleng géing duergoen, fir d'Nécessitéit vun der Reform kloer ze maachen. Ech mengen awer, dass, wa mer am Mee wëllen en éische Programm virleeë vun Potenzialer fir d'Reduktiou vun eisen CO₂-Emissiounen, dat ee vun de Punkten ass, déi mer mussen ugoen.

Dir frot dann och nach: A wat fir enge Länner ass dat an der Zwëschenzäit nach geschitt op Grond vun deem Projet de directive? Natierlich nach bei kengem, mä et ass kloer, dass d'Briten an hirer Taxéierung haut schonn CO₂-Emissiounen berechnen an dass déi Däitsch sät langem eng Taxéierung hunn, déi sech haut mécht op den Euronorme 4 a muer héchst-wahrscheinlech Euronorme 5, also méi op den NOx-en, op de Stéck-oxiden an op dem renge Stébs.

Wat elo d'Introduktioun hei zu Létzebuerg ubelaangt, mengen ech, ass et eng gutt Geleeënheet, fir eng Kéier kloer ze maache bei deenen, déi dat dobaussen oft duerchernee geheien, dass dës nei Taxéierung déi aktuell Taxéierung, déi mer hunn, ersetzt. Et ass also náischt Neies, wat mer hei aféieren. Et ass eng nei Akzentuierung vun där Tax, déi mer sät Joren, ech kënnt scho bal soen, sät Jörzéngten, hei zu Létzebuerg hunn.

An ech mengen, et gëtt dobaussen e groussen Accord driwwer, dass et noutwendeg ass an dësen Zäiten, déi Taxéierung net eleng op Grond vu Cylindrée-s-stääerten ze maachen, mä se ze maachen op Grond vun de Schadstoffen. En Aarbeitsgrupp, dee mer ageset hunn, ass elo haut de Mëtte währing dëser Zäit amgaangen eng drëtte Kéier dodrobber ze schaf-

fen. Dir frot, wat fir eng Verwaltung déi ass, déi sech ém d'Emsetzung wäert këmmeren. Dat ass de Finanzministère, deen d'Propositounen herno wäert hei an der Chamber deponéieren. Mir hunn en Aarbeitsgrupp, an deem niewent de Finanzen och den Transport- an den Émweltministère an och d'Kontrollstation vun Sandweiler sinn, dee ganz wichteg wäert sinn, fir d'Emsetzung herno ze maachen, an deen och amgaangen ass, eng Rei vu Modeller ze analyséieren.

Doniewent versiche mer de Ver- such - an ech mengen, ech hunn

dat dobausse scho gesot -, no-deem mer d'ADAL an d'FEGAR-LUX gesinn hunn, déi zoustänneg Associations professionnelles vum Secteur, déi iwwregens, muss ee luewenswärterweis hei soen, mam Prinzip vun där ökologescher Taxéierung sech d'accord erkläert hinn, fir eis driwwer eens ze sinn, dass d'Prioritéit an der Bemessung soll d'CO₂-Emissiounen sinn, dass mer awer och versichen an deem Modell renge Stébs a Stéck-oxide mat dranzkréien; awéiwäit dass dat eis an engem relativ onbürokratesche Modell geléngt, muss sech dann erausstellen.

Mir hu gesot, dass mer et wëlle versiche fir den 1. Januar 2007 fäerdeg ze hunn, an ech mengen, et wäert, wéi d'Unicitéit vum Budget et verlaangt, wéi haut an de Budget eragoen. Dass dat natierlich helleft, fir eenzel Moosnamen am Rahme vun eise Reduktionspotenzialer kënne besser ze finanzieren, ass evident. An dobäi däerfe mer net vergiessen, dass 20% vun där Steier, wéi bis elo, un d'Gemenge wäerte goen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'éi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Roland Schreiner iwwert d'Mise en application vu verschiddenen Aspekter vum Accord salarial an der Fonction publique. Här Schreiner.

Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Roland Schreiner (LSAP).- Merci, Här President. Léi Kolleginnen a Kolleegen, ech wollt dem Minister vun der Fonction publique eng Fro stellen iwwert d'Emsetzung vum Accord salarial, deen d'Regierung mat der CGFP den 31. Mee 2005 énnerschriwwen huet. Et ass jo esou, dass déi Dealer vum Accord, déi an e Gesetz afléisse müssen, vun der Chamber am Juli vum leschte Joer an an enger zweeter Etapp och am Dezember vum leschte Joer hei évacuéiert goufen an a Krafft getruedde sinn. Zum Gehältervertrag gehéieren awer och verschidde Punkten, déi iwwer Reglement grand-ducal émgesat musse ginn - ech mengen, et sinn der sechs am Ganzen, à moins dass ech mech verzilt hunn -, an do schéngt et mer esou ze sinn, wéi wa se nach net all publizéiert wieren. Ech denken zum Beispill un deen, dee virgesait, dass de Congé de circonsistance beim Accouchement vun der Fra vun zwee op véier Deeg eropgesat gëtt, wou vill Leit jo sécher och drop waarden.

Ech wollt also de Minister froen, ob hie mir an eis alleguerte ka soen, wou mer mat der Emsetzung vun deene Punkten dru sinn, respektiv wéini déi verschidde Règlements grand-ducaux, déi nach ausstinn, publizéiert kënne ginn.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet elo de Minister vum öffentlechen Déngsch, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.- Merci, Här President.

Op d'Fro vum honorabelen Här Schreiner wëll ech a sech äntwerfen, dass e groussen Deel vun deene Moosnamen jo effektiv émgesat ginn - wéi Dir et selwer gesot hutt - iwwert d'Gesetz vum 21. August 2005, an deen zweeten Deel

den 23. Dezember 2005 iwwert en zweet Gesetz. Déi zwee Gesetzer hinn déi Zäit misse getrennt ginn, well mer wollte virun der Vakanz deen Deel vum Accord salarial duerckréien, deen a sech d'Augmentation vum Punktwäert bedeit huet, vu datt dee jo retroaktiv ausbezelt ginn ass à partir vum 1. Januar 2005 an de Conseil d'Etat eis den Avis fir de Rescht vun de Punkten eréisch duerno ginn huet. Dir hutt richteg gemierkt, datt deelweis op Basis vun deenen zwee Gesetzestexter och nach hu misse eng Rei Règlements grand-ducaux émgesat ginn, an zwar deen iwwert d'Proratisatioun vun den Allocation-de-repasen, déi an Zukunft kënnen op 25, 50 a 75% proratiséiert ginn; deen ass och den 18. Januar am Mémorial erschénge an ass also rechtskräfteg. Deen zweeten ass d'Fixatioun vun der Indemnité kilométrique pour voyage de service, deen ass och den 18. Januar erschénge an ass och rechtskräfteg. Deen drëtent, dat ass - an deen hutt Dir speziell genannt - deen iwwert d'Augmentation vum Congé de circonsistance en cas d'accouchement de deux jours ouvrables.

Do ass et esou, datt deen nach net publizéiert ginn ass, well am Avis vum Conseil d'Etat déi Remarque drasteet, datt sech soll iwwerluecht ginn, wéi ee mat deem Typ vu Congé émgeet, deen an dësem Fall, sou wéi en haut am Gesetz steet, net némmen déi Pappe betrëfft, déi bestued sinn, «c'est un congé qui est accordé en cas de l'accouchement de l'épouse», steet do. Dat ass och eng Fro, déi scho verschiddelech hei an dësem Kreess gestallt gi war. Op Basis vun dem Avis vum Conseil d'Etat wollt d'Regierung nach eng Kéier d'Situatioun vun alle Congéen duerckucken, wéi et sech mam Partenariat an deenen do Type vu Congé huet an da selbstverständlichech och d'Publikatioun vun deem Reglement maachen, wat also schonn aviséiert vum Conseil d'Etat ass a bis op deem do Detail dann och prett fir d'Publikatioun ass.

De véierten Text, dat ass deen iwwert d'Indemnité d'habillement pour tenue de service an deen ass och den 18. Januar publizéiert ginn. De fénneften, dat ass de Règlement grand-ducal iwwert de Rekrutement vum Stagiaire, deen an Zukunft och soll kënne à tâche partielle rekrutéiert ginn; dat ass och publizéiert ginn.

An da sinn nach zwou Froen, déi a sech opbleiben, an zwar ass dat déi Fro, déi sech stellt, fir Avancementen ze kréien fir Fonctionnaires, déi an hirer Carrière blockéiert sinn a méi wéi zwielef Joer blockéiert sinn. Do, wann Dir lech gutt erénnere kënnt, hat de Conseil d'Etat eng Opposition formelle ge- maach, well hie sengerzäit gesot huet, datt ee misst kucke fir eng Équivalenz mat der Magistratur ze schafen, wou dat net hei virgesinn ass. De Problem ass, datt dat awer absolut net esou evident ass, wéi dat sech an engem Saz, an engem Avis schreift, dofir si mer nach net do zum Schluss komm. Ech mengen, dat wären awer elo all déi Punkten, déi opgezielt gi waren.

Weiderhin ass vlächt nach ze soen, datt nach en anert Reglement, wat awer méi fréi émgesat ginn ass, vum 25. November 2005, d'Applikatioun vun der Augmentation vum Punktwäert op d'Volontaires de l'armée mécht. Dat ass am November émgesat ginn, sou datt et vum 1. Januar un och gültig ass.

Bleift nach ze soen, datt op där enger Säit och e puer Aarbeitsgruppen agesat gi waren, déi zu engem Deel elo schonn, mindestens wat d'Preparativaarbechten op der Fonction publique sinn, hir Aarbechten opgeholl hinn. An op där anerer Säit, dee leschte Punkt, dat ass dee vun dem Transfert vun der Kantin vun der CGFP, wou d'Servicé vun den Travaux publics

an deem Moment amgaang sinn ze sichen, wat fir eng Alternativen et gëtt. Mä an dem Kader vun deene Méglechkeeten, déi mer an der Stad Létzebuerg hinn - a mir müssen am Zentrum vun der Stad Létzebuerg bleiwen - ass dat net ganz esou evident. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'éi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Claude Adam iwwert de Bau vun engem Lycée zu Perel.

Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Regierungsrot énnertzt d'Schafung vun engem Lycée Schengen zu Perel am Kader vun de Zesummenaarbecht téschent dem Saarland a Létzebuerg. Et geet hei wéi e Ganzdaglycée am Secondeur am Secondeur technique, wou ee souwuel de Létzebuerger Ofschloss wéi och en däitscht Abitur ka maachen. Sou stoung et um Site vun der Regierung den 20. Januar 2006 an ech wier vrou, fir nach zousätzlech Informatiounen iwwert dëse Projet ze kréien.

Engersäits d'Envergure vun deem Projet: Wéi vill Schüler, wéi vill Professeuren dohinner goen? Och, wien däerft dohinner goen? An et géing eis och interesséieren: Wéini geet et lass mat deem Lycée? Sinn do och nach baulech Moosnamen ze maachen? Ass dat um Site vun der Realschoul vu Perel oder sinn do och nach, wat de Site betrëfft, zousätzlech Froen op?

Ass d'Philosophie vun deem Lycée déiselwecht wéi déi vum neie Lycée, wéi et am Regierungsrot och ugedeit ass? Kann een do de Létzebuerger Ofschloss oder den däitschen Ofschloss maachen? Oder eventuell déi zwee mateneen? Wie bezilt dat? Sinn do och europäesch Gelder am Spill?

An eng zousätzlech Fro, wann nach Zäit bleibt, mä Madame Minister, Dir hutt mech schonn oft iwwerzeugt, datt Der op vill Froen a kuerzer Zäit kënnt äntwerfen: Wéi ass et da mat der Primärschoul zu Schengen? Wéi eng Envergure huet déi? Wéi vill Létzebuerger Enseignanté sinn do mat dran? Wéi ass do ongefier d'Evolution? Just eng Gréissenuerdnung: Ass dat ee grousser Projet oder ass dat éischter eppes, wat op eng, zwou Klasse begrenzt ass? Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Minister, zoustänneg fir d'Éducation nationale, huet d'Wuert. Madame Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren.

Énnert der viregter Regierung ass eng Zesummenaarbecht opgebaut ginn zwéschent dem Saarland a Létzebuerg, notamment wat d'Schoulen ugeet um Niveau vu Primärschoulen. Do gëtt et de Motiv en Échange, wou ee Létzebuerger Schoulmeeschter an Däitschland Schoul hält, an do haaptsächlech Franséisch enseigniert an der Primärschoul. An et gëtt een däitschen Enseignant, deen zu Mondorf an der Schoul ass, fir do méi Däitsch ze ginn.

De Wonsch war et vun deenen zwou Regierungen - deemoos och schonn am Ufank, an dat huet sech konkretiséiert - , fir déi Zesummenaarbecht weiderzeféieren. Well wann déi Kanner an Däitschland, déi an der Primärschoul Franséisch liéieren, wann déi net eng Offre

scolaire kréien, wou se, wa se an de Lycée kommen, kënne weiderfueren, dann hu se zwar déi Joren net verluer, wou se Franséisch géiéert hunn, mä si kënnen awer net weiderfueren.

Déi däitsch, saarländesch Regierung huet mech kontaktéiert, an dunn hu mer Gespréicher gehat, wéi mer déi Zesummearbecht da kënnte weider ausbauen. Dat war och am Sommet zwëschen dem Saarland a Lëtzebuerg festgehalte ginn. Mir sinn elo um Stadion eigentlech vun der Prinzipien erklärtung. Dat heescht, mir hunn zesummen e Projet ausgeschafft vun enger Schoul; dat wär eng Ganzdagsschoul. D'Envergure wär ongeféier 700 Schüler- et ass jo eng Offre scolaire, et ass jo keng Obligation -, wou mer rechnen, dass am Idealfall d'Halschent Kanner aus Däitschland an d'Halschent Kanner aus Lëtzebuerg géifen dohinner goen, à terme.

De Site, dee mer zréck géifen halen, wär deen effektiv vun der Realschule zu Perl. Deen ass awer net grouss genuch - also, de Site ass grouss genuch, mä d'Infrastruktur misst ausgebaut ginn, notamment fir eng Kantin dohinner ze kréien, fir den Accueil vun de Kanner ze maachen, a wann de Lycée da Succès huet, fir en duerno an enger zweeter Etapp auszubauen. Do ass och festgehalte ginn, prinzipiell, wann ausgebaut géit, dass mer d'Fraisë vum Ausbau hallef an hallef géife bezuelen: Halschent Lëtzebuerg, Halschent d'Saarland. Dat ass awer nach méi kompliziert wéi sou.

D'Offre scolaire géif doranner bestoent: An Däitschland hält d'Primärschoul nom véierte Schouljoer op, dat heescht, vum fénnete Schouljoer un wär d'Offre scolaire. An déi Kanner, déi do an d'Schoul ginn, déi kréien, wa se derduerchaange sinn, zwou Offeren. Bis d'néngt Schouljoer, wär et eigentlech - wéi soll ech soen - eng Offre commune, wou mer awer eng Differenzierung maachen nom Niveau, zwee an dann dräi. A vun der Neuvième u kann een da wielen: Entweder Gymnasium, wat eise Lycée ass, oder en Équivalent vun eisem Lycée technique, eng Filière.

(*Interruption*)

Déi Diplomer, déi déi Kanner géife kréien, dat wär à la fois en däitschen an e lëtzebuergeschen. Dat ass eigentlech nom Modell vun de Lycée franco-allemands, wou d'Kanner, déi draginn, och ee franséischen an en däitschen Diplom kréien. Hei wär et en däitschen an e Lëtzebuerg Diplom. Et ass also net entweder oder, mä bêides géif ee kréien.

Mir huet dat gutt gefall als Modell. Ech kann lech awer all Detailer nach net soen, well mer si jo nach an den Diskussionen dorriwwer. Just fir weiderfueren hat et mir geschéngt, dass et wichtig wär, dass ech emol den Accord de principe vun der Regierung géif kréien, ob mir kënnten op dee Wee goen. Deen hunn ech kritt am Januar.

An Däitschland leeft déiselwecht Prozedur. Dat heescht, d'saarländesch Regierung huet de Feu vert ginn. Si sinn elo amgaang ze diskutiere mam Kreistag Merzig-Wadern, well deen ass Träger, finanziell, vun där Schoul. Do géit et e Préjugé favorable, mä déi hunn déi formell Décisiounen nach net geholl, sou dass ech an dësem Stadium eigentlech méi dozou elo net ka soen. Mir denken awer, dass mer séier géife weiderkommen. Mir wëllen dann Aarbechtsgruppen asetzen, déi de Programm méi genee ausschaffen. Wa mer déi Konvention maachen, géit dat natierlech e Gesetz, wat jo hei muss duerch d'Chamber goen. Voilà! Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Nächst Fro, déi vum Här Marcel Glesener, iwwert d'Erhalung vun den Héichiewen zu Esch-Belval. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux de Esch-Beval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Marcel Glesener (CSV).- Merci, Här President. Kolleginen a Kollegen, den 28. August 1997 sinn déi lescht Héichiewen op ARBED-Belval stëllgeluecht ginn. Ee Joer virdrun, an zur gläicher Zäit och d'Madame Mutsch, hunn den Här Jean Spautz an ech selwer iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Ufro de Wonsch zum Ausdruck bruecht, fir déi Héichiewen ze erhalen, fir se ze restauréieren, a fir se als Symbol vun enger laangjähreger Geschicht ze klasséieren als Monument historique.

Den 11. Dezember 1996 hunn ech am Numm vun alle Fraktioune hei am Parlament eng Motioune präsentéiert, déi vun alle Fraktioune énnerzeichnet war, wou d'Regierung och hire Feu vert ginn huet, wou mer de Wonsch zum Ausdruck bruecht hunn, fir déi zwee Héichiewe mat der Anlag ze erhalen, a se och ze restauréieren a se ze klasséieren.

Haut héiere mer opgrond vu bestëmmten Initiativen, och vum Mouvement écologique, a vun enger Rei Leit ém de Mouvement écologique vun Esch selwer, datt de Fonds Belval am Dezember 2005 een Architekturwettbewerb ausgeschriwwen huet, mä en attendant awer elo schonn amgaangen ass eng ganz Rei wesentlech Deeler vun der Héichuewenanlag ofzeräissen, sou datt een net méi weess, wou et elo hiféiert, an och ob effektiv nach Substanzielles vun deenen Héichiewe kann erhale bleiwen, wat wichteg ass awer och fir den Nokommen eppes ze weisen hei iwwer eng Period vun industriellen Aarbechten, déi sech virun allem am Süden ofgespilt hunn.

D'Fro stellt sech vun engem Moratoire. Ass dat noutwendeg oder net? Ech weess et net. Nach ee Moratoire bedeut vlächt, datt de Verfall nach émmer méi wäit fortschreit. Menger Meenung no ass schonn ze laang gewaart ginn, bis effektiv ugefaang ass ginn, déi Héichuewen an déi Anlag ronderém ze erhalen. Ech wéisst also gär vun der Regierung, wéi dee jézze Stand ass, a wat beabsichtigt géit, fir dee Site historique op ARBED-Belval ze halen. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. D'Wuert huet elo den Här Kulturminister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Merci, Här President. Ech sinn dem Här Glesener dankbar, dass en déi Fro hei gestallt huet, wat mer eraarlaabt e puer Saachen ze soen, déi ech och muer de Moien zesumme mam Claude Wisseler a mam Octavie Modert dem Mouvement écologique soen, déi e Rendez-vous bei eis gefrot hunn, dee se och direkt kritt hunn. Ech muss just émmer mer Froe stellen, dass d'Leit, wa se gär e bëssen diskutéieren e Rendez-vous froen. Dee gi mer och émmer direkt, mä fir d'éischt kënnt dann normalerweis eng Pressekonferenz virum Rendez-vous. Mäi Gott, dat ass jo net eise Problem, mä dee vum Mouvement écologique!

Deen Dossier vun den Héichiewen ass ee wichtige fir eist Land, och e wichtige fir den Développement vu Belval. Et ass awer e komplexe. An ech soen och hei, dass et en deieren ass. Et war jo esou, dass mer, an de Marcel Glesener huet den Historique hei gemaach, Debatten haten a geschwat hunn vum éisichten Héichuewen.

Mir hunn émmer vun engem Héichiewe geschwat: den A. Den C war

jo fort, a China. An dunn huet d'ARBED, déi et déi Zäit nach gouf, ier dass et Arcelor war, eis de B geschenkt.

(*Interruption*)

Jo. Cadeau sinn heiando gutt.

Déi Fro, déi sech gestallt huet, dat ass: Wat maache mer mat deenen Héichiewen A a B, fir déi ze erhalen? Wéi wäit erhale mer se? Wat fir eng Roll kréie se an deem ganzen Développement vu Fonds Belval? Do sinn an Aarbechtsgruppen, wou iwregens och Leit derbäisouzen, déi sech haut zu Wuert mellem, dräi Zeenarioen ausgebaut ginn. Et ass ganz schwierig lech dat elo hei ze weisen. Den Zeenario A, dat war just eigentlech d'Tierm behalen an dat Meesch ofrappen. Dat do war den Zeenario 1. Den Zeenario 3 war bal alles halen. An duerno gouf et en Zeenario B, op deen ech nach eng Kéier zréckkommen. Et war eng Komromésssolution.

Déi Zeenarien hunn all e Käschtepunkt. Den Zeenario A, dee mir ni geheier war, well et fir mech émmer e bësselchen en Disneyland-Zeenario war, dat war natierlech dee bëllesten. Do hätte mer misse, fir déi Rumpfstrukturen ze erhalen, 12,5 Milliouen Euro investéieren, an dann nach eng Kéier ronn 14 Milliouen op déi nächst 30 Joer investéieren, fir dat ze erhalen. Dat heescht, dat wier e Käschtepunkt op 30 Joer vu 26,5 Milliouen ronn.

Am drëtten Zeenario, dee mir dee sympatheschste war - och anere Leit an der Regierung, notamment dem Premier -, do war d'Erhale vun allem 22,3 Milliouen, an de Käschtepunkt vun dem 30-Joer-Konservéieren iwwer 60 Milliouen, dat heescht, mir waren do iwwer 82 Milliouen ronn.

D'Regierung huet sech no laangen Diskussionen fir den Zeenario B entschloss. Den Zeenario B, dée seet: Vum Héichuewen A erhale mer esou vill wéi méiglech, fir dass een nach weess, wat en Héichiewe war, a vum B erhale mer just d'Silhouette. Dee Käschtepunkt beleeft sech op 14,7 Milliouen, fir dat elo hierzestellen, a fir et währing 30 Joer ze erhalen, op 32,7 Milliouen. Ech hunn émmer no uewen opgeronnt. Also 47,3 Milliouen Euro, dat war de Käschtepunkt 2. Deen ass also vum Konzept an och vum Käschtepunkt hier téschent deenen zwee.

Zu deem sti mer, dat ass eng Décisioun, déi gefall ass am Regierungsrot den 18. Februar. Ech kann lech se och eng Kéier virliesen: «Ce scénario vise à documenter le fonctionnement d'un des deux hauts-fourneaux, qui serait dès lors conservé avec ses éléments significatifs pour montrer l'activité sidérurgique, et à conserver des éléments de silhouette du deuxième haut-fourneau.

Il tire profit de l'état de conservation du haut-fourneau A, qui n'a jamais été remis en service depuis sa dernière campagne de réfection en 1990. Les éléments principaux appartenant aux installations du haut-fourneau A seront maintenus ainsi que les conduites de grand diamètre qui permettront de comprendre les relations fonctionnelles entre les éléments. Les équipements annexes appartenant au haut-fourneau, tels les bâtiments électriques et les salles des machines, les aéro-réfrigérants et les bassins de granulation, seront déposés, les éléments appartenant aux installations du haut-fourneau B seront conservés à un degré comparable à celui mis en œuvre dans le scénario 1. Il engendra des dépenses d'investissement...», wat ech lech alles gesot hunn. Doropshin ass de Fonds Belval amgaang gewiescht, dat émzesetzen, an et sinn dunn nach Bedenke komm

vun eise Servicë vum Sites et Monuments.

Ech sinn du selwer am Oktober...

Coups de cloche de la Présidence

M. le Président.- Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Jo, dann halen ech op! Gutt!

M. le Président.- Jo, ech hunn net gesot, Dir misst direkt ophalen. Ech hu gesot, Dir musst elo esou lues zum Schluss kommen,...

(*Hilarité*)

...well Der elo bei véier, bal fénnef Minutte sidd!

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Also, ech sinn dunn am Oktober sur place gaang an ech hu mer nach e puer Saachen ugekuckt, an ech hunn eigentlech doropshin an eegemächtiger Décisioun, ouni d'Regierung ze froen, dee Käschtepunkt nach verdeiert vum Zeenario B,...

Une voix.- Euh, wat erlaabt Dir lech!

Une autre voix.- Geet dat dann nach!

(*Interruptions*)

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Jo! ...andeem ech gesot hunn, dass verschiddelementer misste konservéiert ginn.

Wann Der nämlech den Diagramm hei kuckt, da gesitt Der - an dat ass den Haaptpunkt vun der Diskussion gewiescht -, dass et Gasleitung ronderém déi zwee Héichiewe gouf, déi deem Ganzen e gewëssenen Aspect ginn.

Interruptions et coups de cloche de la Présidence

Déi Gasleitung hunn ee Problem vu Sécherheet, well do leeft eng Strooss laanscht - eng Strooss iwwregens, déi herno d'Stad Esch muss a Stand halen.

Une voix.- Haalt elo op!

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Ech hunn doropshin d'Servicë vu Sites et Monuments, vum Fonds Belval, vum Agora an d'Stad Esch zesummegefügt, a mir hu versicht e Komproméss ze fanne, wou mer herno am Endeffekt d'Struktur kënne behale vun deem, wat ronderém geet, fir dass een dee Carré erëmféint, wat bedeit, dass d'Maste stoe bleiwen...

Coups de cloche de la Présidence

M. le Président.- Sou, Här Minister, elo musse mer wierklech zum Schluss kommen!

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Okay, dann halen ech op. Merci. Da gitt Der de Rescht iwwert d'Zeitung gewuer.

(*Brouaha général et hilarité*)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum Honorabelen Här Robert Mehlen iwwert d'Ausbezuele vun de Primes an der Landwirtschaft. Här Mehlen!

Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de paiement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture

ture et du Développement rural

M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Här President, mat der Reform vun der europäescher Agrarpolitik huet och de System vun de Primes, déi an der Landwirtschaft bezuelt ginn, fundamental geännerzt. De Gros vun deen Primë si vun der Produktion découpéiert ginn, dat am Hiébleck op d'Verhandlungen an der WTO, an et ass eigentlech e System vun enger Prime unique agefouert ginn, wat fälschlecherweis als Jeton bezeechent géett.

Dat huet natierlech alles e groußen administrativen Opwand mat sech bruecht, deen och dozou gefouert huet, datt déi Dossiere selbstverständliche net zur Zäit fäerdegen waren. Souwält wéi mer wéissen, huet d'Regierung awer eng Avance bezuelt op deem, wat d'Betriber zegutt hunn, esou datt de Problem net esou urgent ass. Mä trotzdem, de Rescht stéet nach op, an dat créiert natierlech an de Betriber e Problem vun Trésorerie, och ganz besonnesch vum Hannergond, datt déi aktuell Auswirkunge vun der Deierecht vun den Energien dozou féiert, datt d'Betriber souwisou finanziell méi schlecht dostinn. Et muss een och wéissen, datt déi Primes insgesamt haur 90% vum Revenu vun eise Bauerebetriber ausmaachen.

Dofir wollt ech den Här Minister froen: Wéi wäit sinn déi Dossiere vun de Betriber ofgeschloss? Wéi wäit sinn hautdëslegs d'Primë bezuelt? Ass domat ze rechnen, datt de Rescht ausbezuelt géett, a wéi huet d'Regierung wélles an Zukunft d'Ausbezuele vun deen Primes do virzehuelen?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen ass agaan op de Payement unique. Dir wësst, datt mer hei zu Lëtzebuerg no laangen Diskussionen mam Secteur de System gewielt hunn, fir déi direkt Bäihellefe komplett ze entkoppele vun der Produktion. Dat ass, wéi gesot, no laangen Diskussionen mat dem Secteur gemaach ginn. Mir hunn do e System gewielt, deen op d'Lëtzebuerg Landwirtschaft ofgestëmmt ass.

Mir hunn an engem Reglement vum 8. Abrëll 2005 d'Dispositiounen festgehalen a mir hunn och festgehalen, datt ee soll der Entwicklung no 2002 Rechnung droen. Dat heescht, déi Betriber, déi vergréissert henn, déi investéiert henn, déi kënnten eng Modifikatioun vun hiem historesche Referenzbetrag ufroen.

Mir hunn eng éischt Kommunikatioun iwwert den historesche Referenzbetrag, deen déi eenzel Baueren no dem gewielt System zegutt haten, matgedeelt. Ufank Mee hu mer dat gemaach. Mir hu 658 Baueren, déi duerno opgrond vun deen Bestëmmunge gefrot hunn, datt hire Referenzbetrag, dee se matgedeelt kritt hunn, soll modifiziert ginn, well se wéi gesot entweder investéiert oder de Betrieb vergréissert haten.

Vun deene 658 Demanden, déi am Fong 1.264 Cas-de-figuren émfaasst hunn, hu mer der elo 640 traitéiert. Dat heescht, et bleiwen der nach ganz wéineg ze behandelen, an Enn vun dësem Mount wäerten déi reschtlech Fäll traitéiert sinn, esou datt dann ufanks Mäerz déi genee Referenzbetrag kënnen de Leit matgedeelt ginn.

Mir hunn och an engem Reglement vum 24. November 2005 festgehalen, datt jonk Baueren, déi sech installéieren, och en zousätzleche Montant kënne kréie vun 3.030 Euro, entweder énnert der Form vu Jetonen oder als Augmentatioun

vum Betrag vun hiren eenzelne Jetonen. Och do hu mer Demanden erakritt. Déi wäerten an den nächste Wochens dann och gesot kréien, wéi vill a wat fir eng Leit déi 3.030 Euro kréien an énner wat fir enger Form se se kréien.

Esou datt mer am Fong Ufank Mäerz wäerten de Bauere kënne soen, wat hire Referenzbetrag ass. Normalerweis mussen déi Montanten ausbezuelt ginn téshent dem 1. Dezember an dem 30. Juni, dat wäert also an deenen nächste Joren de Fall sinn.

D'lescht Joer hate mer gefrot a laang interveniéiert bei der Kommissiou, datt se sollten d'Méiglechkeet ginn, fir datt een dat éisch Joer, wou e gewesseenen Délaia Retard do ass, fir déi ganz Berechnungen ze maachen, kënnt Avancé bezuelen. Mir hunn och dunn eng Autorisatioun kritt, fir 80% Avancé kënne ze bezuelen. Am Dezember vum leschte Joer hunn ech Virementé gemaach vu 24.385.769,04 Euro. Dat heesch, dat ass eng Avance vun 80% op déi provisoresh Berechnung gewiescht. Et bleiben also nach 20% auszebeuelen, niewent deene Modifikatiounen, déi elo fir déi eenzel Leit gemaach ginn an déi ronn 224 Millioune wäerten ausmaachen. Am Total wäerten d'Bauerent also eng direkt Bäihëllef kréie vun 32,4 Milliouen Euro.

Dat ass och e Resultat, wat erreich ginn ass no laangen Diskussioune mat der Kommissiou an no gudde Verhandlungen, déi mer mat der Kommissiou bei der Reform vun 2003 gefouert hunn. Dat sinn also am Fong déi Montanten, déi hei am Spill sinn.

An ech denke schonn, datt deen neie System dierft dozou bäidroen, datt d'Landwirtschaft och an Zukunft kann op zolite Féiss stoen, datt déi Bauerent, déi hire Betrib gutt féieren, och kënne relativ positiv an d'Zukunft kucken. Mir wäerten am Kader vun deem neien Agrargesetz och dozou bäidroen, datt e gudde Kader gesat gëtt, fir hei zu Lëtzebuerg eng performant a kompetitiv Landwirtschaft ze bedrewen.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro, iwwert d'Schutzmoosnamen am Fall vun engen Méningite-Erkrankung an de Schoulen, kënnt vun der Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol!

Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de surveillance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, lëif Kolleginnen a Kolleegen, d'Optriede vun engem Fall vu Méningite suergt émmer, an ech menge och zurecht, fir Opreegung an Onrou bei deene Leit, déi eventuell a Kontakt ware mat deem Beträffen. A regelméissegen Ofstänn kënnt et awer leider och hei bei eis am Land zum Optriede vun esou engen traureger Nouvelle, datt eben erém déi eng oder aner Persoun un dëser Krankheet sech ughestach huet, esou wéi dat eben am Moment de Fall ass am Neie Lycée.

Dem Zeitungsartikel vun de Moien no ass awer an désem Fall exemplaresch reagéiert ginn. Dofir dann och an deem Zesummenhang meng Fro un de Minister, wat dann iwwerhaapt virgesinn ass beim Optriede vun engem Fall vu Méningite, sief et an engen Schoul, wéi et elo ass, sief et vläicht muer an engem Betrib. Dann och: Gëtt et eng Lëscht vu Symptomer, déi de Leit eventuell géing hëlfelen, fir wann e Verdacht op Méningite ass, deen éischer ze identifizéieren? A wann esou e Verdacht sech bestätigt,

gëtt et dann e geneen Noutfallplang a wéssen d'Leit wien se kontaktéiere mussen? A wat genee ass vläicht am Résumé d'Prozedur heiun?

Zu gudder Lescht géing mech och nach interesséieren, ob an deem Beräich nach weider Mesurë virgesi sinn, zum Beispill eng regelméisseg Sensibilisatioun vun der Bevölkerung, fir datt ebe rechtauteg agegraff gëtt, wann emol eng Kéier esou e Fall och an engem senge familiären Ëmfeld géing optriieden.

Merci elo scho fir d'Antwort.

M. le Président. - Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv esou, wéi d'Madame Dall'Agnol gesot huet, dass d'Zesummenaarbecht exemplaresch geklappt huet an deem heite Fall vu Méningite am Neie Lycée, grad ewéi déi Zesummenaarbecht exzellent geklappt huet 14 Deeg virdrun, wéi mer en ähleche Fall am Lycée Robert Schuman haten.

Zwee Fäll also an dësem Joer, wat an däi Kondensatioun vläicht e bëssen aussergewéinlech ass, awer net an der Zuel, well regelméisseg hei zu Lëtzebuerg isoléiert Fäll vu Méningite optriieden. An deene leschte Jore waren et der regelméisseg zwee bis dräi, mat enger Exceptioun um Enn vun den 90er Joren, wou mer eng Kéier eng Konzentration vun aacht Fäll beieen-haten am Süde vum Land a wou eng systematesch Impfaktioun stattfonnt huet, deemoools gratis Impfunge vun de klenge Kanner bis zu de Jugendlechen erop bis 19 Jor.

An dësem Fall, dee mer iwwert de Weekend hatten, hunn déi Rieder exzellent anenee geograff: vun der Diagnos duerch de Generalist bis bei den Avertissement vum 112, wou déi giel Ambulanz, d'Ambulanz, déi fir infektiös Krankheeten do ass, ageschalt ginn ass mam Samu; d'Prise en charge am Spidol an den Avertissement, deen direkt bei déi zoustännege Instanze gaang ass: bei d'Inspection sanitaire, bei d'schoulmedezinesch Servicer, bei de Lycée selwer a bei déi zwee Ministeren. D'Madame Delvaux an ech sinn e Samschden nach kontaktéiert ginn. Mir waren iwwert de ganze Weekend am Kontakt mat de Servicer an hu regelméisseg Bericht erstatt kritt.

Ech hu gesot, dass deen heite Fall énner erschwéierte Verhältnisser stattfonnt huet, well et iwwert de Weekend geschitt ass an Équipen hu missen zesummegetrommelt ginn, mä och dat huet exemplaresch geklappt. D'Schouldirektioun zesumme mat deenen zoustännege Instanzen aus der Santé hu sämtlech Kanner ugeruff, déi konnten a Kontakt gewiescht si mat deem Jong, deen infiziert war, an hunn hinnen iwwert de Weekend respektiv bis e Méinden déi Prophylax ginn, déi an esou engem Fall noutwendeg ass, dat heesch eng Dosis staarken Antibiotikum, deen déi Bakterien ofdét, déi dann net méi infektiös wierke kënnten.

Wéi gesot, mir sinn hei a Presenz vun engen bakterieller Méningite, wou et extrem wichteg ass fir déi Beträffen an déi, déi mat hinnen a Kontakt waren, dass et eng Fréierkennung gëtt. D'Madame Dall'Agnol huet mech gefrot, wéi d'Symptomer sinn a wéi ee sech soll verhalen, wann een esou Symptomer gesäit.

Also, am Ufank sinn et ählech Symptomer wéi bei der Grippe, mat engem ganz spezifische Miermal, dat ass e steift Genéck. An engem méi avancéierter Phas komme Pinkelcher op d'Haut, déi sech no an no blo verfierwen. Da gëtt et alerdéngs schonn héich Zäit, fir ze reagéieren! Wéi gesot, am Zweij-

felsfall bei den Hausdokter. Den Hausdokter, wann de berechtegte Verdacht do ass, mellt sech direkt iwwert den 112 bei de Servicer an da ginn déi zoustännege Instanzen ageschalt a si reagéieren esou séier wéi méglech.

Ech wollt soen, dass dat hei also een isoléierte Fall ass, dass duerch déi gutt Reaktioun deen isoléierte Fall am Grëff ass. Dee jonke Mënsch ass um Wee vun der Beserung, hien ass net méi a Liewensgeförf, esou dass also eng bechegte Hoffnung...

(*Coups de cloche de la Présidence*)

M. le Président. - Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - ...besteet, dass et dobäi bleift an dass mer alles am Grëff hunn.

Merci, Här President.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Upassung vum Loyer beim Fonds du Logement.

Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Zäit konnt ee jo an der Press liesen, dass eng grouss Zuel vu Locatairé vum Fonds du Logement Problemer haten, wat d'Fixatioun an d'Adaptatioun vun de Loyeren ugeet. Den Här Fischbach, dee jo eise Médiateur ass, huet selwer eng Reform vum System, deen et haut jo gëtt fir d'Loyerze rechnen, préconiséiert.

An dësem Zesummenhang wéll ech dem Här Minister d'Froe stellen, ob den Här Minister mam Här Médiateur schonn zesummekomm ass a mat him iwwert déi Situatioun diskutéiert huet, notammt fir d'Loyer vun alle Locatairen am Ufank vum Joer ze fixéieren. An dann de Kritär vun der Applikatioun vum Loyer, dee jo reduziert soll gi fir eeler Leit a fir handicapéiert Leit, ob den Här Minister mer ka soe wéi vill Leit vun deene Messuré profitéieren an och ob den Här Minister op deeselwechte Wee wéll goe wéi den Här Médiateur, dat heesch fir dës Kritären ze wiesselen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bettel. Den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Ombudsmann Marc Fischbach huet mer am Januar eng Recommandatioun geschéckt iwwert d'Adaptatioun vum Reglement vum 16. November 1998, wat d'Festleue vun de Loyere betréfft a sou genannte subventionéierte Wunnengen.

Hien huet déi nämlech Recommandatioun awer och der Chamber geschéckt, fir datt se an der Kommissiou vun de Petitiounen an an der Logementskommissiou soll duerchdiskutéiert ginn. Den Här President vun der Logementskommissiou, den Norbert Haupert, huet mer och gesot, datt hie géif ganz kuerzfristeg eng Sitzung aberuffen, wou ech dann och gäre bereet sinn dohinner ze kommen,

fir iwwert déi Recommandatiounen vum Médiateur ze diskutéieren.

Ech wéll och soen, dass dat net déi éischte Kéier ass, datt iwwert dést Reglement geschwat gëtt. Am Juli vum leschte Joer huet d'Logementskommissiou schonn des Längeran an des Breeden dorwer diskutéiert. An ech muss soen, datt ech deemoools net d'Impressioun hat, datt se fundamental Bedenken iwwert d'Philosophie an d'Ausrichtung vun deem Reglement do ausgedréckt hunn.

Deen Dossier vum Médiateur ass relativ voluménis. Dat sinn iwwer 14 Säiten. Dat muss een also gene analysséieren, examinéieren, well do eng ganz Rei vu Rechbeispiller dra sinn, eng ganz Rei vu Problemer opgeworf ginn, déi eng seriö Analys verlaangen. Mir sinn amgaangen dës Analys ze maachen.

Ech wéll awer och drop hiwisen, datt dat Gesetz vum 20. Abrëll 1998 an och dat Reglement hei op Initiativ am Fong vum leider verstuerten Députéierte Willy Bourg komm ass, deen am Numm vun der Stad Lëtzebuerg drop hiwisen huet, datt grouss Problemer wären an de soziale Wunnengen, well Leit mat héijen Akommesen géifen an deene soziale Wunnengen bleiwen, an déi géifen net fräi gi fir aner Leit, déi se néideg hätten, déi e klengt Akommes hätten.

Opgrond vun deem hu mer eis Philosophie och bestätigt, datt ee soll mat steigendem Akommes och méi en héije Loyer bezuelen, fir datt een automatesch, wann een en héicht Akommes hätt, géif vum selwen aus däi Wunnengerausgoen a se fräi maache fir Stéit mat engem méi klengen Akommes. Dat ass d'Philosophie, an ech mengen, déi solle mer op kee Fall oppinn.

Dat huet eis nämlech eriwwregt, datt mer hei grouss Diskussiounen a Problemer haten iwwert d'Besetzung vu soziale Wunnengen duerch Leit, déi net dohinner gehéieren, wéi dat am Ausland oft de Fall ass, wat zu grousse Streidereie gefouert huet. Also ech géif mengen, dee Prinzip solle mer net oppinn, datt een no der Kompositioun vum Ménage an nom Akommes vum Ménage de Loyer fixéiert.

Elo kann ee bei engem Reglement, wat méi wéi siwe Joer al ass, iwwer eenzel Modalitéiten diskutéieren. Ech si gäre bereet, fir dat ze maachen. Wéi gesot, mir wäerten elo eng Analys an détailleert Äntwert zu de Recommandatiounen vun dem Médiateur maachen. Wat elo eenzel Froen ubelaangt, fir um Utank vum Joer dee Loyer festzelleen, dorwer kann een diskutéieren. Mä wou een net kann dervun ewechgoen, menger Meenung no, ass all Joer de Loyer nei ze fixéieren, no der Kompositioun an dem Akommes vum Ménage.

Zweete Problem, deen opgeworf ginn ass, fir déi eeler Leit an déi Handicapéiert, déi jo eng Reduktionioun vum Loyer kréien: Do froen ech mech, ob et awer richteg ass, datt wann ee 65 Joer ass, datt een automatesch deen Dag eng Reduktionioun vum Loyer kritt, obscho seng Wunneng net ännert, d'Kompositioun vum Ménage net ännert an och sain Akommes net ännert!

Ech froe mech, ob dat wierklich eng Solution ass, déi onbedéngt zréckzebehalen ass. Dorwer kann een diskutéieren. Echhoffen, datt mer dat an der Logementskommissiou maachen, an da wäerte mer kucken, fir do an däi Richtung zu Solutionen ze kommen, déi akzeptabel a raisonnable sinn.

Dir hutt gefrot, wéi vill Leit vun däi Formel fir eeler Leit an Handicapéierte géife profitéieren. Dat sinn 178 Locatairen, déi vun däi Formel profitéieren, op ee Gesamt vun 1.363 Dossieren, fir dat nach eng Kéier ze soen. Dat ass awer némme Fonds de Logement. Ech mengen, d'Gemenge hu jo och esou Leit. Ech weess net, wéi vill

dat der do sinn. Dat misst Dir vläicht besser wéesse wéi ech. An 140 vun deen 178 sinn der, wat den Alter ubelaangt, an 38, wat den Handicap ubelaangt. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Nächst Fro, déi vum honarabelen Här Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, lëif Kolleginnen a Kolleegen. Ech wolltnofroen, wou de Règlement grand-ducal, de Règlement type sur les bâtisses wier. Dat ass nach e wichtige Règlement grand-ducal, deen nach feelt, fir d'kommunaal Aménagementsgesetz vun 2004, wat jo schonn d'lescht Joer ofgeännert ginn ass, émzesetzen. Gëtt et konkret Ursachen, Schwierigkeiten, fir dee Règlement auszeschaffen? Wa jo, wat sinn déi Schwierigkeiten? A wéini kënne mer dermat rechnen, dass dee Règlement grand-ducal do ass? Merci.

M. le Président. - Merci, Här Gira. Kuerz a prezis war dat. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Fro vum Här Gira ze beäntwerfen, mengen ech, muss ee kuerz zréckkucken, wat d'Geschicht ass, oder d'Vergaangenheit ass vun dësem Règlement grand-ducal. Mir haten an enger éischter Versioun ee Règlement grand-ducal gemaach fir d'ganzt Land, wou déi Aspekter vu Salubritéit a Sécuritéit, déi besonnesch an dësem Règlement grand-ducal an der Versioun vun deem neie Gesetz an an der Philosophie an am Geesch vun deem neie Gesetz, do sollte fir d'ganzt Land organiséiert ginn.

Do war de Statsrot dergéint, fir esou eppes ze maachen. Hie sot, dës Aspekter, dat wär Autonomie communale, dat wär also en Domän vun de Gemengen. Mir wëllen dat dann och respektéieren. Dunn hu mer en zweete Règlement grand-ducal gemaach, dee sech mat der Struktur beschäftegt vun dësem Règlement type.

Wat ass do geschitt? Ma do ass Folgendes geschitt: Mir hunn och en Avis kritt op dee Règlement grand-ducal, wou vill Froen opgeworf si ginn. Mer hunn duerno och nach am Avis vum Statsrot, bei deem geännerte Gesetz vun 2004, dee mer d'lescht Joer kritt hunn, geschriwwen kritt, mer sollen dee Règlement grand-ducal einfach ofschafen.

Mir sollen en ofschafen, an da solle mer de Gemenge soen, si sollen iwwert den Artikel 39, wou drastee, sech kennen an deem Beräich organiséieren, si sollen dat also fräi a selwer maachen, dass d'Autonomie communale also soll respektéiert ginn. Mir wëllen eis och deem Wonsch da vum Statsrot, fir d'Réglement grand-ducal ofgeschafte gëtt. D'Gemenge kënne da selwer hiré Règlement des bâtisses maachen.

Wann de Wonsch heibannen ass, oder bei de Gemengen ass, losse mer soen, fir do eng Linn ze kréien und d'Accord op Wonsch vun de Gemengen dann eis mam Syvicol un den Dësch ze sätzen, an esou e Règlement type mat hinnen infor-

mell zesummenzesetzen. Da menge ech, da géife mer eng Linn am ganze Land kréien iwwert d'Aspekter vu Salubritéit a Sécuritéit, déi an dësem Règlement type solle verankert ginn. Ech mengen, da wäre mer an der Logik vun der Autonomie communale.

Doriwwer eraus géifen d'Gemenen dann och Geld spueren. Well wa mer esou e Règlement type géife maachen, deen all Gemeng misst maachen, da géifen 116 Büroen am Land esou e Reglement opsetzen. Et wier émmer deeselwechten, well et mécht jo Intérêt deeselwechte Reglement am ganze Land ze hunn.

Also nach eng Kéier ofschléissend, wann de Syvicol mengt, mer sollte fir d'Gemengen eng Gesamtlinn kréien, da si mir gären als Ministère an dann als Commission d'aménagement - wien deen Usprichtpartner och ass - d'accord eis mat lech un den Dësch ze setzen an informell esou e Reglement auszeschaffen. Awer aus dem Gesetz selwer wollte mer en eraushuelen, wéinst deenen Awänn, déi de Statsrot eis ginn huet, betreffend d'Autonomie communale. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Mehlen iwwert d'Flossbett vun der Sauer. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, bei de leschte groussen Iwwerschwemmungen hei am Land war besonnesch den Dall vun der Sauer a Matleedeschaft gezu ginn. Ganz besonnesch d'Uertschaft Steenem stoung deemoos an engem Mooss émmer Waasser, wéi dat am Fong geholl ni virdrun de Fall war.

Eng vun den Ursachen ass, datt an deem Beräich vun däitscher Säit hir d'Prüm an d'Sauerbett eraként, an datt dat am Laf vun der Zäit zu villen Oflagerunge gefouert huet, allerdéngs och bedéngt duerch d'Stauwier zu Rouspert. Esou datt eng Initiativ entstanen ass, déi verlaangt huet, datt nodeem, datt sou laang sech do émmer némme Erdmassen ofgelagert hunn, wat zu enger terribeler Vervlaachung a Verengung vum Sauerbett gefouert huet, an do duerch iergendwou zu engem Réckstau feiert, wann et dann zu Iwwerschwemmunge kénnt, datt endlech dat Bett erém eng Kéier misst a sain ursprünglechen Zoustand zréckversat ginn.

Et huet eng Partie Gespréicher ginn téscht däit Initiativ an och der Regierung. Et ass menges Wëssens och eng Etüd gemach ginn am Optrag vun däit Initiativ, déi erginn huet, datt effektiv, wann een dat géif maachen, d'Gefor vun der Iwwerschwemmung géing erofgesat ginn. Mä et gesät een, datt sech awer an der Praxis náischt beweegt. Iergendwéi, mir sinn eis alleguer doriwwer mengen ech am Kloren, iergend erém eng Kéier wáerte mer an därselwechter Situation sinn, wann náischt geschitt. Duerfir ass meng Fro: Wéi stellt d'Regierung sech prinzipiell an deem Problem? A wou ass deen Dossier de Moment drun?

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, dass, wéi Dir sot, an der Uertschaft Steenem e Projet vun der Gemeng Rouspert leeft, fir d'Uertschaft an Zukunft besser ze schütze géint Héichwaasser. Dat ass richtege. Dëse Projet gëtt be-

gleet vun eiser Wasserwirtschaftsverwaltung.

Hei geet et also net drëm, fir dat Héichwaasser duerch baulech Moosnamen ze bekämpfen, wéi zum Beispill uewe bei Dikrech an de Gemengen do ronderën, andeem ee Mauer oder Schuttdämm baut, mä et geet och net drëm am Fong geholl, fir d'Sauer auszébaggeren. Mä fir déi richtege Terminologie ze nennen: Et geet drëm, fir naturnoen Héichwaasserschutz ze kréien. Naturnoen Héichwaasserschutz, esou dass mer eng - dat ass och eng Terminologie - héichwaassergerecht Uferlandschaft schafen. Dat ass dat, wat hei soll geschéien.

An der Uertschaft Steenem gëtt dat natierlech Waasserbett méi breet, mä et muss eng adaptéiert Vegetatioun kommen. An déi Problematik muss dann esou cadréiert ginn, dass all déi Oplagen, déi mer hei hunn, respektéiert ginn, dass mer also keen Héichwaasser méi kréien, dass mer keng Iwwerschwemmung méi kréien am Sënn, dass Schied entstinn. Mir hunn awer hei de Problem, dass en Habitatgebiit do ass, an dat Habitatgebiit, wat do ass, dat mécht d'Saach net méi einfach an dofir brauche mer den Accord vum Émweltminister, fir dësen Dossier ze clôturéieren.

Déi Impaktstudie, déi Dir virdrun an Ärer Fro ugeschwat hutt, ass effektiv vun engem spezialiséierte Büro gemaach ginn. D'Resultat läit vir. Si ass vum Innenminister bezuelt ginn. An do musse mir elo mam Émweltminister schwätzen, wéi mer hei erauskommen.

Mir hate schonn eng Réunioun déser Deeg, de leschten Donneschden, mat der Gemengeresponsabel vu Rouspert - well den Här Bonblet, de leider verstuerwene Bürgermeeschter vu Rouspert, hat déi nach ugefrot virun e puer Wochen. De leschten Donneschden hate mer also eng Réunioun, wou mer iwwert déi ganz Problematik geschwat hunn, an do si mer eis eens ginn, dass mer eis elo mat der Gemeng géifen un en Dësch setzen, well d'Gemeng ass den Initiator, fir hei erauskommen.

Mir wéissen och, dass déi däitsch Gemengen, déi en face sinn, d'Gemeng Minden an d'Gemeng Ralingen, mat de Pläng vun der Gemeng Rouspert d'accord sinn. Mir müssen eis also elo zesumme mam Émweltminister un en Dësch setzen an en Accord kréien. Mir hoffen, dass dat elo schnellstens geet, esou dass mer dann, wéi Dir sot, séier weiderkommen an deen Dossier clôturéiere kënnen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Laut Reglement wäre mer elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm, et bleift eis awer nach eng Fro. Ech denken, dass d'Chamber domat d'accord ass, dass mer dem honorabelen Här Gibéryen d'Geleeënheet ginn, fir seng Fro iwwert d'Finanzsituatioun vum Fonds communal de dotation financière virzedroen an dann och d'Äntwert vum Minister dozou ze héieren. Här Gibéryen!

Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. An der Press konnte mer haut liesen, datt de Syvicol géschter eng Pressekonferenz hat, wou hiern Alarm geschloen huet, wat d'Entvécklung vun de Gemengfinanzen ubelaangt, méi spezifesch, wat de Fonds communal de dotation financière ubelaangt fir d'Joer 2005. Laut dem Syvicol kriten d'Gemeng elo, an contraire zu deem, wat an der Circulaire am November stoung, wat si an de Budget 2006

oder an de Rectifié 2005 sollten asetzen, 9,1% manner u Recetten op deem engen Artikel, deen am Prinzip een Drëttel vun de Gemen gerecetten ausmécht.

Ech hat bei de Budgetsdebatte fir 2005 am Dezember 2004 hei gesot, datt ech der Iwwerzeegung wier, datt déi Artikelen, déi an de Budgeten ageschriwwen wieren, ze héich wieren an datt ech géif fäerten, datt d'Gemengen géifen irgeleet ginn. Datselwecht hunn ech och elo am Dezember 2005 gesot, wat de Budget 2006 ubelaangt, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt déi Kreditter, déi fir d'Gemengen ageschriwwen goufen, net némme wat d'Dotatioun, mä och wat den Impôt commercial ass, ze héich wären. Ech hunn och gesot, datt an der Finanzkommissioune d'Steierverwaltung eis gesot hat, datt d'Kierperschaftssteier vun 2006 op 2007 ém 30% kéint zréckgoen, wat da parallel och den Impôt commercial géif ugoen. Ech hunn dofir deemoos scho gefrot, ob et net awer méi virsiichteg vun der Regierung wier, fir d'Gemengen deementspriechend ze informéieren.

Dofir meng Froen un den Här Innenminister:

1) Confirméiert den Här Innenminister déi Chifferen, déi géschter op der Generalversammlung vum Syvicol avancéiert gi sinn?

2) Wann dat stëmmt, wéi ass et méiglech, datt d'Gemengen nach am November geschriwwen kruten, si kéinten an hirem Budget e Plus asetzen an elo am Februar, wou d'Budgete praktesch all gestëmmt sinn an och schonn zu engem gudden Deel vum Ministère autoriséiert sinn, ee bei den Dekonten dann awer elo géif feststellen, datt ee manner géif erakréien?

3) Ass de Minister dann och gewëllt, sech kuerzfristeg, wann dat alles géif stëmmen, mat de Gemengen zesummesetzen, mam Syvicol zesummesetzen, fir de Gemengen eventuell en Ausgläch fir die Verloscht ze bréngen, well am Prinzip sinn dat dote jo scho Suen, déi d'Gemengen ausginn hunn 2005 an déi se elo beim Dekont net kenne kréien.

An da géif ech ofschléissend froen, ob de Minister eis haut scho kéint eppes soen, wat déi Chifferen vun 2006 ubelaangt, ob déi esou kéinten agehale ginn, wéi se am Budget festgeschriwwen gi sinn...

(*Coups de cloche de la Présidence*)

...oder ob d'Gemengen d'nächst Joer do nach eng Kéier musse mat enger Iwweraschung rechnen.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gibéryen wérft hei verschidde Froen op, déi ech him och gäre beäntwere wéll. Ech muss se in globo beäntwerfen, well déi éisch Fro, déi hie stellt, ass déi: Confirméiere mir d'Chifferen, déi do gesot gi si vum Syvicol? Do kann ech némme soen: Déi Chifferen si richteg, mä et muss een awer nach déi Nuance mat era;bréngen, dass wann de Syvicol gesot huet, dass 513.162.062 Frang am Budget stoung vun 2005...

Plusieurs voix. - Euro!
M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - ...also Euro am Budget stoung vun 2005...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Maacht eis net Angscht.

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Soss wäre mer ganz schlecht drun.

...an elo um Kont némme méi 467.318.382 Euro stinn, dann ass dat effektiv e Réckgang vun 8,93%, wann een dat rechent. Mä wat awer elo nei ass a wat de Syvicol géschter net gesot huet, dat ass, dass den ICC, den Impôt commercial, d'Gewerbesteier, an d'Lucht geet. Do waren am Budget 2005 450 Milliounen virgesinn an do hu mer elo 459.414.038 Euro um Kont.

M. Carlo Wagner (DP). - Dat si Peanuts.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Dat ass eng Augmentatioun vun 9,4 Milliounen Euro, dat si praktesch 400 Milliounen al Létzebuerguer Frang. Wann dat fir den Här Wagner Peanuts sinn, dann ass dat esou!

(Interruption)

Et muss een awer, wann een dann de Vergläch mécht, kucken: op däer enger Säit 45,84 Milliounen wéineger, 9,4 Milliounen plus, da bleibt also effektiv en Defizit vu 36 Milliounen...

M. Carlo Wagner (DP). - Voilà.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - ...wat 3,73% sinn. Ech kann et awer och par rapport zu de Recetté kucke vun dem Kont vun deem Joer virdrun, dann ass et eng Regressioun am Ganze par rapport zum Joer 2004 vun 0,46%, a wann ech de Fonds de dotation communal hueben, dann ass et eng Regressioun vun 1,96%.

Et ass also en neie Moment an deem Sënn, dass d'Einnahmen zréckginn. Et ass awer keen neie Moment an der Geschicht vun de Létzebuerguer Gemengen, well an de Joren 1991 an 1992 hate mer deeselwechte Phomeen. Do war et awer dann den Impôt commercial, deen ém 11,14% zréckgaange war. Dat huet och herno en Total ausgemaach vun 1,81%. An deem Sënn ass et náischte Neies.

Wat nei ass, dat ass, dass mir de Gemengen an de Joren 2001 an 2002 gesot hunn, well do d'Einnahme vum Impôt commercial immens héich waren, se sollen eng Reserv maachen. A wann d'Gemengen dat gemaach hunn - an dat hu se jo och gemaach -, dann hu mer eng Reserv vun 126 Milliounen op déi Zäit berechent, wou haut nach mat deene Récklagen, déi gemaach gi sinn an de leschten zwee Joer, 110 Milliounen dra sinn. Déi Gemenge kenne also elo ganz kloer aus däer Reserv prélevéieren. Si kenne do déi 45 Milliounen eraushuelen an da bleiwen nach émmer 65 Milliounen an däer Reserv, esou dass awer, wann een dat global kuckt, d'Situation financière vun de Gemenge stabile bleift.

D'Gemenge kenne also hir Dépense, déi se allegueren am gaange sinn ze maachen, nach asseureieren. Déi Moins-valueen, déi se hei kréien, kenne se kompenséieren iwwert dëse Phomeen oder iwwert dës Aart a Weis, fir dann déi Gelder ze henn.

Ofschléissend wollt ech soen - dat hutt Dir jo och ugeschwat, Här Gibéryen -, mir hunn de 26. Oktober de Gemenge geschriwwen, ech liese vir:...

(*Coups de cloche de la Présidence*)

...«Pour ce qui est des recettes du Fonds communal de dotation financière», dass dee 513 Milliounen Euro héich wär an dass deen «ne pourra pas être atteint en réalité». A mir hu gären op eng virsiichteg Aart a Weis geschriwwen an hu gesot, et ass kloer, mir wéissen net ge-

nau, wéi et ausgesäit. Ech soen lech och, firwat dass dee Phenomeen komm ass, well «l'approche communale en matière budgétaire pour 2005 et 2006 devra donc rester prudente dans la logique d'une politique budgétaire responsable». Dat heescht also, mir hunn dat hei gesi kommen.

Firwat ass et méi e grousst Lach ginn, wéi déi Jore virdrun? Dat ass doduerch...

M. Henri Grethen (DP). - ...Generalsekretär vum Syvicol...

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Här Grethen, dat ass doduerch, well mer an de leschte Méint - an dat konnt een net virausgesinn -, am Dezember nach, hu misse Remboursementer maache vun TVA an do duerch ass dann déi Recette esou zréckgaangen.

(Interruption)

Dëse Phenomeen, wann een déi lescht Jore kuckt, vun 2001 un d'Recetté vun der TVA, da gesäit een, dann hate mer 2001 ofgeronnt 1,36 Milliarden, 2002: 1,44, 2003: 1,60, 2004: 1,78, 2005 hate mer der 1,99 ageschriwwen, mä do ass jo elo dee Problem geschitt, dass mer eben op 1,38 zréckginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...mä mer kenne sécher sinn, déi Phenomeener kommen net all Joer, wou punktuell um Enn vum Joer esou Remboursementer musse getätegt ginn, esou dass dee Phenomeen hei och an eisen Aen éischter unique an exceptionnel ass fir dëst Joer, esou dass een dovnunner aus ka goen, dass an Zukunft d'Recetté vun de Gemenge weider wäerten an d'Lucht goen.

M. le Président. - Merci, Här President. Domat ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss. Mir kommen direkt zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung, dat ass d'Fro vum Här Fernand Diederich betreffend d'Iwwerverschöldung. Den Här Diederich huet fénnef Minuten Zäit fir seng Fro ze stellen an eventuell eng Zousazfro.

4. Question avec débat N°5 de M. Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement

M. Fernand Diederich (LSAP). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, den 30. November d'lescht Joer ass vun der Madame Ministesch op enger Pressekonferenz eng nei Preventiounscampagne géint d'Iwwerverschöldung virgestallt ginn, wou énnner anerem gesot ginn ass, datt déi zwee Servicer fir Information a Berodung, déi sech mat deene Problemer befaassen, ongefér 450 Demanden, wou ém Héllef gefrot gëtt, pro Joer traitéieren. Vun den Antragsteller sinn der 20% am Chômage oder bezéien den RMG, 60% hu Kanner zu Laaschten a 50% dovnunner si Létzebuerguer.

(*M. Laurent Mosar prend la Présidence*)

Vu datt d'Gesetz vum 8. Dezember 2000 am Artikel 31 virgesäßt, datt d'Regierung an engem Délai vu fénnef Joer der Chamber e Rapport iwwer seng Application soll virleeën, wéilt ech vun der Madame Ministesch wéissen, ob déi Chifferen, déi bei der Campagne publiziéiert gi sinn, op dë

tiouncampagne anzesetzen, fir dése Fléau ze bekämpfen?

D'Madame Ministesch kënnt eis och vläicht soen, wat niewent deenen zwou Affichen an der zweeter an drëtter Phas ze verstoen ass, wou méi am Fong bestëmmt, spezifesch. Elementer vun der Konsumatioun a Presseartikelen sollen thematiséiert ginn a wou versicht soll ginn, duerch d'Organisatioun vu verschiddene Manifestatiounen méi direkt un de Public erunzekommen.

Merci.

M. le Président.- D'Regierung huet elo d'Wuert. D'Madame Familljeministesch.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Diederich huet mech gefrot, ob déi Zuele géinge stëmmen, déi an dår Pressekonferenz genannt si ginn. Dat sinn déi Zuelen, déi an deene leschte Jore vun deenen zwee Servicer ermëttelt goufen an déi och an den Ofschlossrapport selbstverständliche drakomen. Dir konnt se och noliesen am jährleche Rapport vum Familljeministère, wou Der gesitt, datt an engem Total vum Januar 2001 - an dofir hu mer misse waarde bis den Ofschloss vun 2005, ier mer konnten déi definitiv Chifferen do kréien - 2.159 Demandë gemaach goufen, déi dozou gefouert hunn, datt 1.306 Dossieren opgemaach goufen, an datt mer elo Enn Mäerz/ Ufank Abrëll wäerten dee Rapport hei der Chamber zur Verfügung stellen.

De Service vun Interaktiouen huet 881 Demandë kritt a 425 Dossieren opgemaach; dee schafft haapsächlich am Süde vum Land. An de Service vun der Ligue médico-sociale, deen 1.278 Demandë kritt an 881 Dossieren opgemaach huet, ass haapsächlich täteg am Zentrum vum Land an am Norden.

Elo kann ee sech froen: Firwat sinn an enger Partie vun deene Fäll do keng Dossieren opgemaach ginn? Dat ass entweder, well d'Leit nëmmen dohinner e Renseignement si chen oder e Conseil froe komm sinn, oder awer gemengt hunn, si wieren an enger Situatioun vu Surendettement, wat sech awer duerno net erausgestalt huet, oder awer d'Leit no dår éischter Kéier net méi zréckkomm sinn.

Wat déi Campagne ubelaangt: Heiansdo freeet ee sech jo, wat bei esou Campagnen erausként a wéi vill datt dat bréngt. Ech weess net, ob et déi onerwaarte Publicitéit war, déi déi Campagne op eemol kritt huet, datt se esou vill Erfolleg hat, mä mir hunn eng Kéier zwou Affichen erausginn, wou et haapsächlich drëm gaangen ass, fir de Consommateur ze responsabiliséieren, fir net méi Suen ewechzeginn, wéi en der huet.

Déi Campagne dauert am ganzen 13 Méint, dat heescht vum Dezember 2005 bis den Dezember 2006, a gëtt och begleet - an ech denken, datt dat jo wéinstens esou wichteg ass, wéi d'Affichen et sinn - mat Presseartikelen, mat Emisiounen iwwert de Radio an iwwert d'Televisioun. Och Déplianten sollen dofir erauskommen.

Déi Campagne, déi hat d'lescht Joer 19.000 Euro kascht, an do ass fir 2006 virgesinn, datt déi nach eng Kéier 37.200 Euro kascht.

A fir lech ze soen, wat bis elo déi Campagne bruecht huet, dat ass, datt am Januar 2005 bei der Ligue médico-sociale 15 Demanden do waren, an dësem Januar 55 Demanden do waren, a bei der Interaktiouen am Januar 2005 29 Demanden an am Januar 2006 39 Demanden. Dat muss een net onbedéngt als e positivt Zeeche wäerte fir d'Situatioun u sech, wann esou vill Leit méi iwwerverschëlt sinn, mä et kann een et awer als e positivt Zeeche wäerte fir déi Campagne, déi domadder also awer eppes bruecht huet.

Här President, dat sinn elo déi konkret Äntwerten, déi ech op deen dote Volet vun der Fro vum Här Diederich wollt ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier: Selbstverständliche Enn Mäerz/Ufank Abrëll wäert dee ganzen Dossier, dee Rapport dann hei an der Chamber déposiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs Merci. Här Diederich, wéllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

M. Fernand Diederich (LSAP).- Ech froen d'Wuert.

M. le Président.- Dann hutt Dir d'Wuert.

M. Fernand Diederich (LSAP).- Jo, ech wéilt da froen, wann de Rapport virláiit am Fréijoer, wéi elo gesot ginn ass, datt dann d'Chamber sech an engem méi groussen Débat wéi an dëser Form hei mam Problem nach eng Kéier soll befaassen.

(*M. Lucien Weiler reprend la Présidence*)

Vu datt déi concernéiert Servicer, déi a fénnef Joer elo hir Erfahrung konnte maachen, och fannen, datt eng Rei Verbesserunge fir nouwendeg gehale ginn, an d'Problemer sech an Zukunft sécher net wäerte vum selwe léisen - wann ee bedenkt, datt de Chômage klämmt, datt ee vun Taxenerhéjungen iwwerall liest, an de Gemengen énnner anerem, an och d'Präisser um Wunningsmaart klammen -, sou wäert dat ville Leit och an Zukunft Schwierigkeete bereeden.

Ech wéll zum Schluss awer ganz kuerz énnesträichen, datt mer domat och de Beméunge vun eisem fréiere Kolleeg Marc Zanussi probéiere gerecht ze ginn. Hie war et, deen dësen Dossier ganz gutt kannt huet a sech mat vill Härz agesat huet a vill Energie heiranner investéiert huet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Jacobs, d'Madame Minister freeet d'Wuert och nach eng Kéier.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, ech denken, datt mer virun allem an dësem Moment aus deenen Erfahrungen, déi bis elo gemaach gi sinn, gesinn - an ech wéll hei net ze vill Zäit an Usproch huelen -, datt et eng Kéier administrativ Changementer gëtt, déi ee muss maachen, déi de Moment net onbedéngt zur grousser Zefriddeneet geregelt sinn.

Mä ech denken, datt mer virun allem iwwert dräi grouss Punkten, wat dat Gesetz selwer beinhalt, müssen diskutéieren. Dat ass eng Kéier d'Assistenz vun deene Plansocialen, déi gemaach ginn, wéiwäit datt een d'Leit do muss begleeden, wéiwäit datt een hinnen do Héllefé soll ginn, muss ginn. Mir wéissen, datt dat an eenzelne Fäll wichteg ass, wa se déi éducativ Begleedung hunn. An anere Fäll mierke mer awer och, datt et just dat ass, wat eng ganz Partie Leit ofhält, fir an esou Servicer ze goen, well se fäerten, si géifen do ze vill kontrolléiert ginn oder vläicht och zu Minderjähregeen erkläert ginn.

Eng zweet grouss Fro ass déi vun der Dauer vun deenen Entschéldungspläng. Mir sinn elo op siwe Joer; et kann ee sech virstellen, datt een op fénnef Joer geet. Et kann ee sech awer och virstellen, datt ee seet, datt, wann déi siwe Joer eriwwer sinn, erëm nei Pläng kënnen entstoen. Et kann ee sech natierlech och virstellen - an dat wier deen drëtte gréissere Punkt, iwwert dee mer eis da mussen énnerhalen, dat ass d'Fro vun der Faillite civile, wou mer och driwwer diskutéiert hate sengerzäit, och hei

an der Chamber a mat der Chamberskommissioun, fir ze kucken: Wéi ass dat, awéiwäit solle mer de Leit da soen, wa se sech fénnef Joer, siwe Joer als éierleche Bierger do bewäert hunn an hire Verfluchtungen nokomm sinn, datt een da seet, mä domadder ass dann déi ganz Schold do eriwwer?

Mir hunn och an deem Gesetz dee Fonds d'assainissement vun dem Surendettettement. Mä och do stelle sech Froen, wéi wäit datt een do geet a wat datt een do ka maachen. Mä ech denken, datt, wa bis de Rapport do ass, mer da sécher wäerten an der Kommissioun respektiv och hei am Plenum d'Geeleéneet hunn, fir dorriwwer ze diskutéieren a fir och dann ze soen, wat fir eng Changementer datt mer mengen datt missten an deem Gesetz gemaach ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass och dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschlossen. Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn iwwert den Dialog téscht de Kulturen, eng Stonn, déi ugefrot ginn ass vun der DP-Fraktiouen. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chamberreglement festgehalen a gesäß Folgendes vir:

Déi Fraktiouen, déi d'Stonn ugefrot huet, huet zéng Minuten, déi aner Fraktiounen jeeweils fénnef Minuten an d'Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Scheuer, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Goerens, als Vertrieder vun der DP-Fraktiouen.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures

Exposé

M. Charles Goerens (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn et hei mat engem Phenomeen ze dinn, deen eis préoccupant genuch schéngt, fir eng Kéier eng öffentlech Debatt heiriwwer ze lancéieren. Et geet hei ém déi zwielef Karikaturen, déi vun enger dänischer Zeitung den 30. September 2005 veröffentlech goufen. Déi Karikaturen hunn de Prophet Mahomet duergestallt, wat natierlech am Monde islamique oder musulman schlecht opgeholle gëtt, well déi sech natierlech verbidden, datt hire Prophet iwwerhaapt representéiert gëtt a Form vu Biller, a geschweige énnner Form vu Karikaturen.

Kuerz zur Chronologie vun de Fai ten: Den 30. September, wéi gesot, sinn déi Karikaturen publiziéiert ginn. Enn September koumen éischt Reaktiouen an Dänemark selwer, haapsächlich vun der Communauté musulmane. Déi hu sech al lerdéngs bis dohinner nach op Dänemark beschränkt. Den Oktober ass d'Pressioun natierlech an d'Lucht gaang an Dänemark selwer, wou eng Partie Islamistes danois probéiert hunn, d'Ambassadeuren aus den arabesche Länner un éischter Stell ze mobiliséiere géint déi Publikatioun vun de Karikaturen.

Uganks Dezember 2005 ass op der Conférence islamique och e Communiqué final komm, wou ech just zwee Deelsätz wéll draus zitiéieren. Deen een, do gëtt geschwät vun der «préoccupation grandissante de l'Islam et des Musulmans». An deen aneren: «Ils condamnent les récents cas de profanation de l'image du Saint Prophète Mahomet dans les médias de certains pays.» An des Weideren ass nach gesot ginn, datt d'Fräiheit oder de Gebrauch von

der Liberté d'expression net kënnt als Prétexte mobiliséiert ginn, fir d'Relioun vun anere Couranten ze diffaméieren. Souwält, sougutt.

D'Condamnatiounen hu sech wei der multiplizéiert. Den 10. Januar 2006 huet eng norwegesch Zeitung nach eng Kéier déi zwielef Karikaturen erémgeholle an se och publiziéiert. De 26. Januar 2006 huet eng Partie saudi-arabesch Imamen d'Polemik lancéiert an och zur Hetz opgeruff géint Dänemark insgesamt. Do gëtt schonn net méi all Nuance gemaach. Et ass iwwrgéngs eng schlecht Konjunktur fir Nuancen a pondéréiert Stellungnahmen.

Den 30. Januar huet d'Direktiouen vun dår dänischer Zeitung, déi fir d'éischt déi Karikaturen do publiziéiert huet, hir Regreten ausgedréckt. An den 3. Februar hunn énnner anerem eng Partie europäesch héich Personalitéité reagéiert, énnner anerem de Jacques Chirac, deen eng relativ balanciéiert Position ageholle huet téscht dem Respekt vun der Liberté d'expression an och dem Respekt vun de Croyancé vun anere Leit. De 6. Februar sinn eelef Leit am Afghanistan émomm, déi Victimé gi si vun deene Revolten, déi entstane sinn duerch déi Hetzcampagne, erém eng Kéier géint Dänemark.

Den 8. Februar ass et a Frankräich erém eng Kéier zu enger Stellungnahm, déi se zesumme mam Bistum an och mam Consistoire of ginn hunn no 2001, wou d'Gefor vun enger vergréisserter Islamophobie no den Attentater vum 11. September eng reell Gefor war. Dat kann ee begréissen.

Wat ech e bësse bedaueren, dat ass, datt mer e Land wéi Dänemark an dår Situatioun hei eleng loosen. Stellt lech emol vir, Lëtzebuerg géif elo international diplomatesch an engem Deel vun der Welt isoléiert ginn, eis Produit géif aus de Regaler verschwanden. Dat geet wéit iwwert d'wirtschaftliche Bedeutung vun deem Schued do eraus, an déi aner Länner géife sech relativ zréckhalen an der Condamnatioun vun esou Agissement, deene mir am Fong ouni méiglech Géigewier ausgeliwwert wieren. Ech fannen, mir géifen do zu Recht e Mangel u Solidaritéit vis-à-vis vun eisen europäesche Partner akloen.

An, et gëtt bestëmmt och Weeér fir eisen dänische Frénn ze soen, datt mer der Meenung sinn, datt hire Stat, hir Regierung, hirt Parliament, souwuel Majoritéit wéi Opposition, an deem dote Fall absolut irréprochabel sinn. Et sieft dann, et géif een hinne reprochéieren, datt se un de Grondfester vun hirer Demokratie, déi och verfassungsrechtliche verankert sinn, festhalen, déi mir och héich an helleg émmer erém bei gréisseren a klengere Geéneéheete betounen.

Elo fir zum Schluss ze kommen, Här President, ganz kuerz dat hei: Mir sinn hei an enger Situatioun, déi awer méttel- a laangfristeg, wa se net énnner Kontroll kënnt, e reelle Risiko duerstellt. De Risiko vun der Contamination vun engem Land zum aneren vun der Instrumentalisation vu Minorité-agissanten ass émmer e reelle Risiko, an duerfir musse mer eis deem och stellen. Mir musse ganz gutt oppassen, wat amgaang ass ze geschéien.

Mir musse wéissen zum Beispill, datt dat do scho Répercussionen huet an eisem Nopeschland, an der Belsch, wou eng - wéi se sech nennt - europäesch-arabesch Liga um Internet Karikaturen publiziéiert iwwert d'Shoah, déi effektiv néga tionnistesch Tendenzen huet, wou carrément d'Zuel vu sechs Millioune Victimé vum Holocaust ugezweifelt gëtt, wou Karikature gewise gi vum Anne Frank an Hitler am selwechte Bett, an dann doriwwer gelästert gëtt. Mir musse wéissen,

zweetens gëtt natierlech alles énnnerholl, och fir datt déi Instrumentalisation vun deene Publikatiounen sech net weiderentwéckelt. Duerfir sinn och alleguer déi offiziell Stellungnahmen, déi d'Instrumentalisation als inakzeptabel bezeechen, némmen ze begréissen.

An drëttens, mengen ech och, sinn alleguer déi Erneierungen - och wa se scho bal gebetsmühlernaarteg émmer erém reproduziéiert ginn -, déi e besserer Dialog viséieren,

eng erhéichte Kooperatioun an e méi grousse Respect mutuel vun de Croyancé, natierlech alleguer wéllkomm. Dat sinn och Pilieren, op deenen d'Rapporten téschtent d'Civilisatiounen solle berouen. An ech mengen, wat Lëtzebuerg ubelaangt, kann ee jiddefalls net soen, datt an dår Hisicht déi Grondfélémenter an déi Grondfélémenter vu gesonde Relatiounen téschtent verschiddene Courant-de-penséeën net respektéiert géifen.

Den Här Solana ass och de Moment amgaang eng Tournée ze maachen duerch de Mëttler Orient. Do erénnert en och un d'Noutwendegkeet, fir am Dialog ze bleiwen. D'Éisträichesch Présidence énnéréisst och näischt, fir den Dialog zwésst de Kulturen ze promouvéieren.

Elo wat Lëtzebuerg ubelaangt: D'Grondhaltung stëmmt. Ech men gen, et ass gutt am Fong, datt et net zu enger exzessiver Thematisa tion komm ass hei am Land. Et ass gutt, datt déi verschidde Communautéiten, énnner anerem och d'Communauté musulmane, bis elo ganz pondéréiert dodrunner ginn, an datt se bis elo sech och net d'un pouce écartéiert hu vun deene Grondhaltungen, déi se an der Vergaengenheit ageholle hunn, wann et international gekriselt huet. Ech erénnert zum Beispill un eng Stellungnahm, déi se zesumme mam Bistum an och mam Consistoire of ginn hunn no 2001, wou d'Gefor vun enger vergréisserter Islamophobie no den Attentater vum 11. September eng reell Gefor war. Dat kann ee begréissen.

Wat ech e bësse bedaueren, dat ass, datt mer e Land wéi Dänemark an dår Situatioun hei eleng loosen. Stellt lech emol vir, Lëtzebuerg géif elo international diplomatesch an engem Deel vun der Welt isoléiert ginn, eis Produit géif aus de Regaler verschwanden. Dat geet wéit iwwert d'wirtschaftliche Bedeutung vun deem Schued do eraus, an déi aner Länner géife sech relativ zréckhalen an der Condamnatioun vun esou Agissement, deene mir am Fong ouni méiglech Géigewier ausgeliwwert wieren. Ech fannen, mir géifen do zu Recht e Mangel u Solidaritéit vis-à-vis vun eisen europäesche Partner akloen.

An, et gëtt bestëmmt och Weeér fir eisen dänische Frénn ze soen, datt mer der Meenung sinn, datt hire Stat, hir Regierung, hirt Parliament, souwuel Majoritéit wéi Opposition, an deem dote Fall absolut irréprochabel sinn. Et sieft dann, et géif een hinne reprochéieren, datt se un de Grondfester vun hirer Demokratie, déi och verfassungsrechtliche verankert sinn, festhalen, déi mir och héich an helleg émmer erém bei gréisseren a klengere Geéneéheete betounen.

Elo fir zum Schluss ze kommen, Här President, ganz kuerz dat hei: Mir sinn hei an enger Situatioun, déi awer méttel- a laangfristeg, wa se net énnner Kontroll kënnt, e reelle Risiko duerstellt. De Risiko vun der Contamination vun engem Land zum aneren vun der Instrumentalisation vu Minorité-agissanten ass émmer e reelle Risiko, an duerfir musse mer eis deem och stellen. Mir musse ganz gutt oppassen, wat amgaang ass ze geschéien.

Mir musse wéissen zum Beispill, datt dat do scho Répercussionen huet an eisem Nopeschland, an der Belsch, wou eng - wéi se sech nennt - europäesch-arabesch Liga um Internet Karikaturen publiziéiert iwwert d'Shoah, déi effektiv néga tionnistesch Tendenzen huet, wou Carrément d'Zuel vu sechs Millioune Victimé vum Holocaust ugezweifelt gëtt, wou Karikature gewise gi vum Anne Frank an

Et ass précisément dat, wat och d'Détracteure vun där Campagne, déi aus Länner wéi Iran oder Libanon énner anerem gesteiert gëtt, bezwecken. Mir sollen och do - an ech mengen duerfir ass et gutt, datt déi verschidde Communautéite mateneen dialogéieren - déi énnerstézzen, datt se sech net zur Geisel gi loosse vun deem engen oder aneren oder vun där enger oder anerer Minorité agissante.

Mir hunn also ganz kloer et hei mat dräi Saachen ze diinn. Engersäits mat engem Risiko, wat e réelle Risiko ass. Mir hunn d'Méiglechkeeten, fir dat ze contréieren - keng Garantie, mä Méiglechkeeten. An ech menge mir hätten och Limiten. An där kuerzer Zäit hunn ech iwwert d'Risiken net laang genuch geschwatt, mä émmerhin awer se kuerz skizzziert.

Wat d'Possibilitéiten ubelaangt, mengen ech, hu mer hei am Land och eng Partie Initiative geholl, fir den Dialog téschent de verschidene Couranten a Kulturen ze förderen. Ech wollt do just e puer Beispiller erwähnen. Ech denken zum Beispill...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Goerens, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Charles Goerens (DP).- Jo, Här President, ech versichen Ärem Wonsch nozkommen.

Ech denken do un eng Initiativ vun der Madame Brasseur, fir op Deuxième e Cours unzebidden, als Ersatz zu de Reliounsunterrechten an der Instruction laïque, deen de Versteedemech téschent deen verschidene Kulturen fördert. Ech denken och un d'Verbesserung vun den Niveauen an der Instruktion religieuse a civique wéi an der Instruction laïque. Ech denken och un déi Efforten, déi gemaach ginn téschent de verschidene Communautéiten.

Ganz zum Schluss, Här President, d'Limiten. Mir musse Jo soen zu engem vergréisserte Civismus - an déi Beispiller, déi ech virdru genannt hunn, déi bréngen dat mat sech -, Jo zu méi Respekt vun de Kulturen, Jo zur Förderung vum Respekt vun deenen anere Glawensrichtungen, awer Neen zur Aschränkung vun de Fräiheeten.

A Spuenien gëtt et schonn 30 Joer laang Krich téschent der ETA an dem spuenesche Stat, d'Leit ginn awer nach op d'Terrassé sätzen. An Irland gi se och nach an de Publir Gespréicher féieren a sech stärken. Duerfir solle mer eis och net aluede loosse vun Theorien à la Huntington iwwert de Schock vun den Zivilisationen.

Neen zur Limitatioun vun de Fräiheeten. An zu deene Fräiheete gehéiert och eng, déi mer ganz wichteg schéngt, dat ass námlech d'Pressefräiheit. Mir ass net bekannt, datt de Létzebuerg Presserot sech bis elo scho geäusser hätt zu dár doten Affär, mä mir wéllen awer hei betounen, datt jiddferen awer natierlech wéssen muss, datt hie responsabel émzegoen huet domat an datt d'Fräiheit a besonnesch d'Pressefräiheit natierlech de Féllement ass vun eenzelne Reaktiouen, déi ee kann als exzessiv bezeechenen,...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Ech sinn elo färdeg, Här President.

...mä déiselwecht Fräiheit erlaabt awer och deenen aneren hir Grondiwverzeegungen zum Ausdruck ze bréngen. Dofir musse mer bei deene Méiglechkeeten a Limitten hyper-alerte bleiwen. An ech géing eis alleguert recommandéieren de Juni och de Rapport vum Observatoire de Vienne iwwert d'Phénomènes racistes, xénophobes an antisémites ze suivéieren an hei am Haus ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dialog téschent de Kultur ruffe mer émmer dann erbäi, wa mer eis an engem interkulturelle Konflikt befannen. Esou och elo e puer Méint no der Publikatioun vun engen Dosen eigentlech méi schlechte wéi béiswällege Karikature vum Prophet Mohammed, déi dänesch „Jyllands Posten“ de leschte September publiziert hunn, ouni datt et zu vill Gedäisch komm wier.

D'Gedäisch koum fir d'éischt lues, dann émmer méi haart, bis schlussendlech dänesch Fändelen an der arabescher Welt gebrannt hunn, dänesch Produkter boykottéiert an dänesch Ambassadé gestiert goufen a bei der Protester Leit émkomm sinn. Ass dat déi Basis op där sech en Dialog féiere léisst? Wuel kaum!

De Respekt vun der Würd vum Mensch, d'Reliounsfraîheit esou-wéi d'Meenungsfraîheit gehéieren zu deenen héchste Gidder an enger demokratescher Gesellschaft. Fir eis därf een dës Grondprinzipien net liichtfankech op d'Spill setzen. Och d'Gläichheet zwéische Mann a Fra an déi domat verbonne Rechter fir d'Fra si fir eis net verhandelbar. Mir sinn dofir der Meenung, datt egal zu wat fir enger Relioun ee sech bekent, dës Grondprinzipien net kennen zur Disposition stoen, ouni eist eegent Weltbild a Fro ze stellen. Och d'Pressefräiheit soll dës Grondrechter vun all Mensch net untaaschten.

Här President, et gëtt eis gesot, datt de Koran et géif verbidden, sech e Bild vu Gott oder sengem Prophet ze maachen. Dat ass net wouer! Am Koran selwer stet zu dësem Sujet náisch; d'islamesch Billerverbuet fénnt sech eréischt an den Hadithen, an de Léierschréften, déi nom Empfänke vun de koranesche Versen duerch de Mohammed verfaast goufen. Wat awer am Koran stet, dat ass, datt all Leit vum Buch, also déi moslemesch, déi jiddesch an déi chréchtlech Monotheiste sech sollte géigesäiteg Respekt entgéintbréngen. Ech betounen: Géigesäiteg!

Respekt virum Islam, dat ass fir eis awer émmer d'Akzeptanz vun deem, wat eigentlech inakzeptabel misst sinn an enger fräieetlecher Gesellschaft wéi eiser, déi d'Menscherechter uecht. Et ass ni de Géigendeel. Queesch duerch Europa sti Moscheen, a mir akzeptéieren, datt een a Saudi-Arabien kee Rousekranz därf bei sech hunn, déif an der Paltongstäsch. Queesch duerch Europa fénnt ee verschleiert moslemesch Fraen op der Strooss, déi sech fräi kénne bewegen, ouni datt mir dobäi eppes fannen. Mir respektéieren den Islam, esou wéi mer all Relioun op dëser Welt ze respektéieren hunn, och wann dat Weltbild, fir dat den Islam stet, op ville Punkte am Géigesaz zu eisen Iwwerzeegunge stet.

Och d'Meenungs- an d'Pressefräiheit gehéieren zu de Peiler vun enger gutt fonctionnéierender demokratescher Gesellschaft. Wéi sot emol e gewéssene Voltaire zu engem Mensch, deem seng Usicht hien net gedeelt huet: „Ech veruechten Är Meenung, mä ech géif mäi Liewen dofir hierginn, datt Der se sollt kénne soen.“

Dovu si mir am Billersträt mam Islam schrecklech wäit ewech. Jo, et därf een och reliéis karikaturéieren, och wa mer novollzéie können, datt vill gleeweg Menschen dëst als e graven Netrespekt vun hire reliéis Iwwerzeegungen emfanzen. Hei an Europa därf een dat, well hei gëlle Gesetzer a Gewun-

nechten, déi dat erlaben. Wéi vill Karikature vum Härgott a vu Jesus Christus hu mer scho gesinn, a ville Fäll selwer drawner gelaacht, an anerer fonnt, datt wier awer alles vu schlechtem Goût, an domat hat et sech?

An deene leschten Deeg goufe Grenzen iwverschratt, déi net dierften iwverschratt ginn. Et ass inakzeptabel, datt State bewosst náisch énnerhuelen, fir déi diplomatesch Vertriebung vun anere Staten op hirem Territoire ze schützen. Dat geet net! Dat ass keng Viraussetzung fir e kulturellen Dialog, well dat, wat eis a Syrien, an Indonesien, am Libanon, am Iran an op anere Plaze gebueude gouf, hat an huet mat Kultur náisch ze dinn.

Et kann een der Meenung sinn, datt déi dänesch Mohammed-Karikaturen net vun deem beschte Goût sinn; et kann ee sech als Moslem wahrscheinlech undorwer empören, mä dofir stécht ee keng Ambassaden a Brand! Virun allem akzeptéiert een et als Staten, als Regierungen, als Autoritéiten net, datt Botschaften a Brand gestach ginn. Dogéint énnerhéilt een eppes, wann eis och no de Protester nach gär Dialog hätt. Et gouf awer náisch dergéint énnerholl!

Et huet een an deene leschte Wochen aus der islamescher Welt, mat Ausnahm vun e puer Intellektueller, net vill Leit héieren, déi zum Dialog vun de Kulturen opgeruff hätten. Dat ass schued, well et schéngt, wéi wa mir nees eng Kéier dësen Dialog misste mat eis selwer féieren.

Et gëtt Zäit, datt déi moslemesch Welt verstéet, datt net alles an Europa einfach esou kann higeholl ginn. Dat gehéiert och zum Dialog. Virun allem: Dialog ass de Géigendeel vu Monolog. Fir datt Dialog ka stattfanne müssen op d'mannst zwee Interlocuteuren dëst wëllen. Eleng féiert ee keen Dialog. Mir wéllen a müssen awer en Dialog féieren, mä och déi gesamt islamesch Welt ass gefuerert, fir datt den Dialog net e Monolog bleift.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Jos Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Merci, Här President. Den Här Goerens schwätz a sengem Titel vum Dialog vun de Kulturen an definiert domat am Fong schonn d'Konklusioun vun dëser Aktualitéitsstonn; an hien ass och zu dár Konklusioun komm.

An den Titel ass gutt gewielt, well de Flächebrand, deen duerch Karikaturen an der dänescher Zeitung ausgelést ginn ass, deen ass entstanen, well eben zwou kulturell Welten openee getraff sinn. Am westleche Kultukrees ass d'Pressefräiheit eng demokratesch Erungenschaft; si ass en Ecksteen vun der Demokratie.

De westleche Kultukrees bestreit d'Fräiheit, fir d'Relioun als Instrument vun der Politik ze notzen. An eisem Kultukrees gëtt dat net gutt geheescht. D'Identifikatioun vu Relioun a vu Stat lehne mir of.

Op islamescher Sait besteht déi absolut Fuerderung, fir d'Relioun an allen hiren Ausdrucksformen respektéiert ze gesinn. Dës Fuerderung gipfelt an der Drohung, déi deelweis schonn émgeset ginn ass, fir e Krich auszeléisen, e Kulturkrich, en Handelskrich an offenen Terror.

Iwwert d'Pressefräiheit an hir moalesch a politesch Limité gëtt fir de Moment vill diskutéiert. Ech bezweifelen, datt sech allgemeng

gültig Konklusiounen aus dár Diskussion zéie loassen. E responsabile Journalismus gëtt gedroe vun der Meenungsfraîheit, an zur Meenungsfraîheit gehéiert, datt Fanatismus an Intoleranz bekämpft kënne gi mat de Mëttelen, déi an engem demokratesche Land gesetzlech a konstitutionell verankert sinn. D'Pressefräiheit ass en Element vun der Meenungsfraîheit.

Mä, wéini ass et opportun, fir ganz iwwerluecht mat dësem Recht émzegoen, fir eventuell zréckzesschrauben, fir virsichteg ze sinn, fir un d'Konsequenzen vum Gebrauch vun dár Meenungsfraîheit a vun der Pressefräiheit ze denken a fir op Provokatioun ze verzichten? D'Konsequenzen kënne dramatesch sinn. Et ass schonn erschreckend och, wéi d'Relioun zur Intoleranz féiere kann. Eng méssbrauchte Relioun! Et ass erschreckend an tragesch, wann eng Relioun als Instrument vu Fanatiker benutzt gëtt, fir Terror auszéüberen a fir deen Terror ze justifiéieren.

Terror géint Eenzelner, awer och Terror géint Kollektivitéiten, déi anescht denken, déi eppes aneres gleewen, Terror géint politesch Systemer, dat lehne mir kategorisch of! Do müssen all Parteie solidaresch sinn, do musse mir alleguerten, och als Eenzelner, solidaresch si mat deem Land, wou Journalisten dat ausgelést hunn.

Dialog heescht Austausch vun Argumenter, heescht nolauschteren, heescht verstoen an heescht Äntworte fannen an Äntworte ginn. Den Dialog vun de Kulturen heescht also, sech zesummen ausserneen ze setze mat allen Elementer, déi d'Kulture gemeinsam hinn, an dat kennen a müssen d'Méenscherechter sinn. Zu de Méenscherechter gehéieren och d'Rechter vun de Fraen. Et heescht awer och, erklären, verstoen an akzeptéieren, wat a Kulturen, historesch, geographesch, materiell, politesch, soziologesch, philosophesch a reliéis vu Particularitéite bestinn, wou Differenze bestinn. Kultur léisst sech eben net op Relioun reduzéieren.

Europa huet e wäite Wee zréckgluecht, fir sech ze léise vun intolleranten Ideologien an hiren Exzesen an hire fierchterleche Konsequenzen. Gefuerert sinn haut Statsleit, déi de politeschen Dialog sichen an déi e féiere kennen um héchsten Niveau an déi hirn Nationen an hire Bierger dës Noutwendegkeet och iwwermëttle kënne wëllen. An do ass an deem Kultukrees, un dee mir eis wenden, awer Skepsis ubruecht. Et gesäßt dramatesch schlecht aus.

An der Zeitung „Le Monde“ huet en islameschen Dichter Darwich gesot: «S'il y avait des élections libres dans le monde arabo-musulman, les islamistes l'emporteraient partout.» An dat ka kee vun eis widderleeën.

E Wuert dann zu Létzebuerg. Et ass roueg hei, et ass friddlech hei - den Här Goerens huet et gesot. Et gëtt iwwerluecht émgaang mat der Situations, mä d'Flicht vun de Parteie besteet, fir sech zu de Grondwärter vun der Demokratie haut ze bekennen. Zu deene Grondwärter gehéieren Toleranz a Pluralismus. D'Konditiounen fir d'Zesummeliewe vun de Kulturen hei zu Létzebuerg an eiser westlecher Welt berouen op de Prinzipiën vun der Toleranz a vum Pluralismus. Et ass d'Flicht vun der Politik an awer och vun de Forces vives, fir den Dialog vun de Kulturen hei zu Létzebuerg ze animéieren, fir hien emol richteg unzefänken a fir deem Dialog eng Form oder Formen ze ginn.

M. le Président.- Här Scheuer, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Ech kommen zum Schluss. Éischens also, eng Form ze ginn an de Schoulprogrammer - den Här Mosar huet schonn drawner geschwatt. Ee vun deene wichtigste Coursen

ass d'Éducation aux valeurs, e Schléselfach an deene verschidene Forme vum Secondeaire. Zweetens, eng Form ze ginn an dem kulturelle Liewe vu Létzebuerg, an den Échangens, a Manifestatiounen, am Dialog vun den Intellektuellen. An drëttens, virun allem ass et dann och d'Flucht vun de Medien, a vun alle Medien, fir eng éducativ Roll ze spiller.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Félix Braz.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begrísse fir d'éischt d'Initiativ vun der DP, fir dëse Punkt haut op den Ordre du jour ze setzen, well jo bis elo an der Létzebuerg Politik sech nach relativ wéineg geäusser ginn ass. Dat hei soll eis effektiv d'Geleeéhheet ginn, fir op verschidene Saache kloer Messagen och un d'Leit ze riichten.

Et ass natierlech an engem Exercice, wou een némme fénnef Minutten huet, eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir och némme fir zwee Sou nuancéiert dat, wat ee behaapt, ze beleeeën. Et ass awer elo d'Spillregel vun deem Exercice. Ech wäert dann och probéieren, mech un d'Zäit ze halen, och wann dann dat eent oder dat anert net mat all de Nuancé ka formuléiert ginn.

Zénter der Publikatioun vun deene Karikaturen, ém déi et an deene Reaktiounen geet, déi duerno komm sinn, muss ee feststellen, dass et eng ganz Partie méi oder wéineger oncécher Reaktiounen ginn ass an enger éischter Phas. Onsécher a vläicht och liicht verspélé Reaktiounen vun der dänescher Regierung selwer, déi och eng Weilchen net wosst, wéi se sollt mat dár Saach émgoen. Onsécher Reaktiounen och beispillsweis wéi déi vum President Chirac a Frankräich, déi och net oncontestabel sinn. Deelweis och oncécher Reaktiounen um Niveau vun der Europäischer Unioun, och an der Press selwer.

Wann een a Frankräich och kuckt, wéi d'Mediélandschaft reagéiert huet, beispillsweis den „Monde diplomatique“ oder den „Canard enchaîné“ oder „Charlie Hebdo“, déi Exponenten si vun enger bestëmmter Konzeptioun vun der Pressefräiheit, dat a vun de Grondrechter, da gesäßt een, dass si och net zu eestëmmege Konklusiounen komm sinn. Si hinn énnerschiddelech reagéiert op dee Phenomen.

Als Lescht géing ech och wéllen drop hiwisein, dass eis amerikanesch Partner net alleguerten, och um Regierungsniiveau, vläicht mat deem néidege Feingefill déi Saache kommentéiert hinn. Et hat een heiansdo d'Gefill, dass si souguer deelweis e gewëssend Amusement dorriwwer géingen emfanzen, wat den Europäer elo geschitt, nodeems si selwer jorelaang am Kräifzeyer vun der Kritik vun der arabischer Welt sech erëmfonnt hinn.

Glécklecherweis gëtt et aner Reaktiounen an Europa, wéi déi vun der islamescher Communautéit selwer, vun sou genannten „Islam européen“, déi gréissendeels, wann och net exklusiv - den Här Goerens huet virdru scho selwer ee Beispill genannt, wat net positiv ass - modérerent waren. Si hinn engersäits Kritik un der Qualitéit vun der Karikatur geäusser, an dat ass völleg legitim - d'Meenungsfraîheit, dat ass keng Einbahn, dat därf een och kritiséieren -, mä dunn awer genausou kloer gesot, dass déi Reaktiounen, déi deelweis an der arabischer Welt komm sinn, genausou ze kritiséiere sinn.

Haut gëtt probéiert mat enger Politik vun der Deseskalatioun dem Phenomen ze begéinen. Och mir

begrissen dat. Mir halen dat à ce stade fir de richtege Wee, well mir solle wierklech probéieren, an en Dialog vun de Kulturen ze kommen op dësem am Moment relativ schwierege Punkt.

Gläichzäiteg muss een awer och soen, dass déi Sich nom Dialog vun de Kulturen net däerf zur Selbstverleugnung féieren. A wann een haut muss dem Stat Dänemark de Réck stäipen - an ech hunn dat Gefill, och wéi den Här Goerens, dass een dat méi offensiv, méi staark, méi verständlech, méi kloer misst maachen, wéi dat an de leschte Wochentage de Fall war -, dann ass dat och, well ee muss op esou Wälder wéi Pressefräheit oder Demokratie heweisen, awer och op d'Trennung téschent Kierch a Stat, déi an eise Länner ebe gëllen an Héichwärter an eise Länner sinn.

Dat gesot, kann een natierlech net iwwert dëse Problem schwätzen, ouni e bëssen ze verstoen, op wéi engem Hannergrund dass déi Reaktioune an den arabesche Länner stattfannen. Et stellt ee fest, och wann een dat net muss gutt-heesch, dass et do antiwestlech Ressentimenter gëtt, do gëtt et e Konflikt Palästina, deen zu enger permanenter an an der Lescht vläicht souguer nach verschärfeter Bedrohung vum Stat Israel gefouert huet, déi ee muss ganz eescht huelen, och als Létebuerger Land, an et gëtt natierlech och ganz krass sozial Problemer an deene Länner.

Et ass op deem Nährboden do, wou sech och kënne bestëmmten totalitär Tendenzen développéieren, an duerfir muss een dat och kloer soen.

Anerersäits sinn ech mam Här Mosar net d'accord, wann hie seet, mir wären an engem Kampf vun de Kulturen. Dat ass net de Fall. Dat ass net de Fall an dat soll een och duerfir haut net esou behaapten: Mir sinn net an engem Kampf vun de Kulturen!

Éischtens emol, well déi Reaktioune an den arabesche Länner net iwwerall stattfonnt hunn. Et ass falsch ze soen, et wär a sämtleche Länner. Dat ass net richteg. Et gesät ee vill arabesch Länner um afrikanesche Kontinent, och an Asien, och an Europa: Bosnien, beispillsweis, huet keng esou Reaktioune gewisen; Marokko huet keng esou Reaktioune gewisen; Libyen huet keng esou Reaktioune gewisen; an de Golfregione gëtt et keng esou Reaktioune, oder total minoritärer - dat muss een och soen.

Zweet Argument ass, dass ee muss ganz kloer soen, dass hanpert deene Protester d'politesch Instrumentalisierung stécht vu Regimer, déi d'Relioun wëllen instrumentaliséieren, fir hir totalitär Zwecker ze verfollegen. A wann een déi Analys net mécht, dann huet ee sech net komplett mam Phenomeen ausenaner gesat. Do gëtt et handfest Interesse vu politesche Regimer, déi ganz geziilt dofir suergen, dass déi richteg Leit zum richtege Moment op der richteger Plaz dat maachen, wat si fir richteg halen. Et ass kee generelle Kampf vun de Kulturen!

An deen drëtte Punkt, deen een och erwähne muss, dat ass, dass, wa mer haut eisem dänesche Partner an och eise Wälder müssen an der arabesche Welt zu Verständnis verhällefien, dann och domuerch, dass ee kloer mécht, dass een net amgaangen ass dem Islam de Kampf unzesoen, mä beschtefalls an héchstens deene Verbriechen, déi a sengem Numm begaange ginn.

Ech soen lech Merci.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, mir sinn och frou, datt mer haut iwwer e Problem diskutéiere können, dee mer all Dag an de Medië gesinn. Dofir well ech direkt e puer Saache kloerstellen.

Fir ons schéngt et ganz kloer ze sinn, datt et ee Prinzip an Europa an hei am Land gëtt, dee mer net sollten a Fro stellen, an dat ass dee vun der Presse- an der Meenungsfräiheit. Mir hu gesinn, datt et och hei an onsem Land heiansdo Caslimité gëtt, wou d'Justiz interveniéiert fir verschidde Saachen a wou mer dann hei an der Chamber Debatten hunn iwwert déi Pressefräiheit, mä mir wëssen awer och, datt, wa Karikature publizéiert ginn - fir op deem Gebitt ze bleiwen -, mer do eng Gesetzgebung hunn, déi dat zu engem Deel verbitt. Den Artikel, mengen ech, 214 vun onsem Code pénal, gesät vir, datt, wann ee géing Karikaturen, déi e Culte établi géingen outragéieren, wann een déi an enger Kierch oder ronderém e Lieu de culte géing verdeelen, da sti ganz schwéier Prisongsstrofen dorop. Dat verhünnert awer net, déiselwecht Karikaturen an enger Zeitung ze publizieren oder soss op anere Plazen. Do hu mer also dee Kader, an deem mer ons bewegen a wou mer och net däerfen, énner kengen Émstänn däerfen dovunner ofwällchen.

Deen zweete Problem, dee mer hunn a mat deem mer och konfrontéiert sinn, dat ass d'Aart a Weis, wéi d'Berichterstattung an onse westleche Länner an an den arabesche Länner gemaach gëtt, an do bleibt munches ze soen.

An onse Länner gesät een Attentäter vun Araber an Israel. Et gesät een déi Attentäter am Irak. Et gesät een Attentäter hei an do; et gesät ee Manifestatiounen virun den Ambassaden.

An den arabesche Länner, wann een zum Beispill nuren den TV-Sender vun „Al Jazeera“ kuckt oder „Al Arabiya“, da gesät een aner Biller. Da gesät een d'Biller vun den doudge Fraen a Kanner an de palästinensesche Gebidder; déi Doudech, déi d'Amérikaner an d'Engländer am Irak maachen; déi Doudech, déi gemaach ginn am Pakistan, wann no iergendengem Terrorist gesicht gëtt an da bei Bombardementer ganz Dierfer zerstéiert ginn. Do kommen also déi Ressentimenter hier.

A wann dann och nach an deem Land an an därs Atmosphär do geïerkt gëtt, datt déi Relioun, déi fir ganz vill Leit liewenswichteg ass, déi hiert Liewen am Alldéeglechen total impragnéiert, kulturell a cultuel, da gëtt dat natierlech als ganz schaarf emfonnen. An dat, wat ee mierkt, dat ass, datt déi, déi dovnuer profitéieren, dat sinn déi, déi den hellege Krich wëllen, d'Djihadisten, déi, déi den Terror wëllen, dat sinn déi, déi vun esou Evénelementer profitéieren an deen Ablack versichen, Ambassaden ze attackéieren an domadder nach méi negativ Biller an Europa an an de Westen ze bréngen.

Et ass do, wou mer kritesch musse si vis-à-vis vun deene Biller, well dat si Minoritéiten, déi esou handelen, an net d'grouss Majoritéit vun de Muselmanen. Domadder musse mer ons kritesch ausenaner setzen. Mä et ass awer och gradesou kloer, datt mer musse versichen, datt mer an den arabesche Medien, do, wou et méiglech ass, datt och do iwwert déi diplomatesch Moyenen, iwwert déi mer verfügen, den Dialog an deene Medië soll gemaach ginn, wou mir och solle kënnen explizéieren, wéi mir et gënn. Et ass esou, wéi den Dialog ka gemaach ginn.

Ech sinn dofir frou, datt den europäische Porte-parole, den Här Solana, elo justement amgaangen ass, esou eng Campagne an den arabesche Medien ze maachen. Hie geet an déi eenzel Senderen, fir do Explikatiounen ze ginn. Ech fannen dat positiv.

Ech mengen, datt och mir hei zu Létebuerger misste kucken, fir deen Dialog mat der muselmanescher Communautéit, déi déi zweetgréiss reliéis Gemeinschaft hei am Land ass, op iergendeng Aart a Weis ze institutionaliséieren. A Frankräich gesät een, datt dat iwwert de Conseil islamique geschitt; an der Belsch och an däitschland och. Mir mussen och kucken, wann et sollt Problemer hei gëtt, datt mer dann e Moyen hunn, fir als Regierung, als Parlament do en Dialog kënnne sichen ze goen, Explikatiounen ze ginn an Explikatiounen ze fannen.

Et ass esou, wéi mer deen Dialog des cultures féiere können. Fir ons am Parlament wäert et op jidde Fall och nach an der Missioun sinn, fir am Kader vum Parlament vum Euro-méditerranée den Dialog mat de Kolleegen aus deenen anere Parlamenteur ze féieren an och domadder onse Baitrag ze ginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir datt mer deen Dialogue des cultures ronnnkréien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass gutt, dass mer de Mëtten an der Chamber dës Debatt féieren, woubäi ech Hoffen, dass déi Debatt elo net just gefouert gëtt, well déi Affär vun de Karikaturen à la une ass, mä dass mer vläicht déi Debatt kontinuéierlech weiderféieren, well et ass - an dat heite weist et, déi Affär vun de Karikaturen - ganz einfach a kuerzer Zäit eppes ze zerstéieren, et ass awer méi schwierig a laanger Zäit eppes opzebauen; de Charel Goerens ass schonn e bëssen op den Historique agaangen.

Et sinn hei Feeler respektiv bewosst Irreführungen op deenen zwou Säite geschitt. Déi Affär ass jo keng nei. Si ass ugaangen am September, a vun därs Zeitung muss ee jo och wëssen, a wat fir engem Milieu déi sech beweegt. Et muss ee jo och wëssen, wat an Dänemark vun Diskussioun ass zénter e puer Joren iwwer Ausländerpolitik - och dat dierf een net vergiessen. Et gëtt eng Partei, déi iwwregens elo an de Sondagen nach vill besser kreditéiert ass wéi virdrun, an déi eigentlech vill méi d'Diere vun Dänemark wëllt zoumaachen. An déi Karikaturen an de Positionnement vun därs doten Zeitung, déi dat publizéiert huet, muss een och an deem dote Mouvement gesinn. Also, et ass net alles némme innocent gewiescht. Et sinn och vläicht vun dänescher Säit vill Feeler geschitt.

Op därs anerer Säit ass et awer och ganz kloer, dass déi Affär vun dänesche Muselmanesche Kreesser an der arabesche Welt esou opgespilt ginn ass, dass mer haut eng riseg Affär hunn, déi een net onbedéngt hätt misse kréien, a wou souguer, schéngt et, Karikaturen diffuséiert ginn, déi iwwerhaapt net an enger vun den Ausgabe vun därs dänescher Zeitung waren. Dat heescht, et ass wéi émmer, et ass elo ganz einfach, sech op déi eng oder aner Säit ze positionéieren, mä wann een dat e bësse méi am Detail nokuckt an zréckkuckt bis an de September, da gesät een, dass do vill méi diffus Saache waren.

Et muss een natierlech och wëssen, an dat ass virdru schonn ugeklunge bei deem engen oder anere Riedner, dass d'Reaktioune an der arabesche Welt net émmer d'selwecht waren an dass och do handfest Interesse bestinn an dass

et verschidde Regimer absolut arangéiert, wann d'Positioun vun Europa elo énnerminéiert gëtt, souwuel an hirer Roll a Palästina wéi an hirer Roll am Iran, wou all Kéiers Europa u sech...

(Coups de cloche de la Présidence)

...eng staark aussepoltisch Roll spilt. Et kann do eng Partie Kreeser absolut arrangéieren, dass déi Roll vun Europa énnerminéiert gëtt, andeem Europa virgeworf gëtt, et wär u sech antiislamesch, sou dass et och do wichteg ass, dass Europa sech do uerdentlech positionéiert an och versicht, seng staark Roll, déi et awer déi lescht Zäit an der arabesche Welt opgebaut hat, weiderzeféieren.

Ech sinn net Ausseminister, duerfir ginn ech och elo net weider op déi dote Froen an, mä ech mengen, dass een dat awer muss am Hanerkapp hunn. De Laurent Mosar sot virdrun, et huet ee wéineg déi Stëmmen héieren an der arabesche Welt, déi do Dissonance gemaach hunn. Där gouf et der awer och! Mä de Problem ass wéi émmer an esou Ausenansetzungen: Déi méi gemässigt Stëmmen de part et d'autre, déi ginn énner.

Wat erauskënnnt, dat ass eng Polarisierung vun natierlech deenen engen, deenen d'Pressefräiheit iwwer alles geet - mä et ass awer och schonn ugeklongen, mir hunn hei en Émgang mat eiser Pressefräiheit, wou mer, mengen ech, émmer souwuel d'Press wéi och d'Gesetzer an d'Instanzen awer eenegermoosse gutt gemeeschert hunn an och d'Press eng responsabel Roll gespilt huet, well domadder fänkt et eigentlech un -, an op därs anerer Säit vun deenen, déi soen: Majo, alles wat iergendwéi némme kann un d'Relioun touchéieren, dat ass schonn direkt eng Atteinte à la culture.

Dat ass e bëssen de Problem, déi polariséiert Rollen, déi mer elo hunn, a wou ee muss kucken, e Mëttelwee, eng Voie raisonnable ze fannen, wou ech mengen, dass mer et an eisem Land nach émmer fäerdeg bruecht hunn.

Mä esou Diskussiounen, déi vum Ausland oder der internationaler Bühn bei eis erém zréckrépercéiert ginn, riskéieren natierlech dann all Kéiers och Efforten, déi mer während Joren opgebaut hunn, erém eng Kéier zunichte ze maachen, an dat ass e bësselchen de Problem, dee mer hunn. Ech hinn et scho virdru gesot: Et ass méi einfach, eppes a kuerzer Zäit ze zerstéieren, wéi eppes a laanger Zäit opzebauen, an do musse mer eis druginn.

Déi Leit, déi am meeschten an därs heiter Diskussioun vum Karikatursträit énner Drock geroden, dat si jo eigentlech déi Muselmanen, déi an der westleche Welt lieuen. Déi si jo net all énnerwandert. Natierlech ass émmer d'Gefor vun Énnerwanderung do. Do därfen mer net blauäugeg eragoen, dass mer vun Islamisten énnerwandert ginn. Mä déi meeschte Leit, déi dem Islam unhänken, si keng Islamisten. Där gëtt et der awer, an déi probéieren och émmer erém, d'islamesch Communautéit am Westen ze énnerwanderen. Dat hu mer jo genuch gesinn an der Vergaangeheet. Mä et gëtt der ganz vill, déi einfach hei lieuen, déi och d'Valleurë respektéieren an déi och eng Bereetschaft weisen, fir eng proper Integratioun ze maachen.

Eng Integratioun kann ni eesäiteg sinn, si muss émmer béisäiteg goen, grad ewéi en Dialog ni kann eesäiteg sinn. En Dialog ass keng Additioun vun Monologen. Dialog heescht emol fir d'éischt, dass een engem nolauschtert, dee schwätz, an dass een dann äntwert op dat, wat e geschwat huet. Da muss een net eens ginn herno an et muss een net Konsensualismus maachen, mä et heescht emol fir d'éischt, dass een deem iwwerhaupt nolauschtert, deen eppes seet, a sech da mat deem, wat déi gesot, ausernee setzt. Ech stellen allerdéngs fest, dass ganz oft d'Leit énnert engem Dialog eng Additioun vun Monologe verstinn, an dat ass keen Dialog.

Dat ass also nach eng Kéier e Problem fir déi Muselmanen, déi an de westleche Länner lieuen. Déi risquéieren do énner en duebeln Drock ze kommen, engersäits vun de Valeuren an deem Land, wou se lieuen, an anerersäits dem Drock, deen dann erém vun islamistesche Kreesser ka gemaach ginn aus deene Länner, wou se hierkommen. An duerfir soll een och virun allem un déi denken.

Ech hu ganz Pressedossieren nach gëschter gelies iwwert déi ganz Geschicht a virun allem och Reaktionen neverfollegt vun enger ganzer Partie Leit, zum Beispill Muselmanen, déi an Dänemark wunnen, wou der ganz vill eigentlech elo eréisch zum Beispill gezwonge goufen, sech emol mat därs doter Fro ausenaner ze setzen an ze soen: „Hei, ech stinn emol op an ech bekenne mech zu eise Grondfräiheiten.“ - awer och soen: „Bon, et war vläicht net alles awer glécklech, wéi et geschitt ass.“ Et ass duerfir wou ech virdrun aganks e bëssen d'politesch Situations vun Dänemark ugerass hunn.

An déi Fro, op déi ech wéll agoen, well ech jo net Ausseminister sinn, mä Kultur- a Kultusminister, dat ass eigentlech déi: Wat maache mir zu Létebuerger, fir den Dialogue des cultures ze fördern, a wat kënne mer weider maachen? Ech gesinn do dräi Niveauen:

D'Éischt ass d'Schoul, dat Zweet sinn déi offiziell Relatiounen mat der muselmanescher Communautéit zu Létebuerger an dat Drétt ass de groussen, breit gefächerten Dialog an der Gesellschaft.

D'Schoul ass schonn ugeklonge gewiescht. D'Éducation aux valeurs, wéi se elo agefouert gouf am Neie Lycée, wat e Pilotprojekt ass, dee mer an déser Koalition ofgemacht hunn an dee vläicht ka gutt Iddi gi fir aner Schoulen: Ém wat geet et do?

Et geet eigentlech doréms, dass ee Cours ass iwwert d'Éducation aux valeurs, wou awer all Reliounsgemeinschaften zu Wuert kommen. Och d'muselmanesch Gemeinschaft sätzt do um Dësch, fir déi Courses ze maachen, wou ebe just iwwert deen dote Wee och déi Grondwärter, déi een huet, iwwert d'Relioun oder och net iwwert d'Relioun diskutéiert ginn. Et gëtt aner Weeër, fir och op déiselwecht Grondwärter ze komme wéi d'Relioun.

Et ass och en Dialog an der Éducation aux valeurs téschent Reliounen an téschent Atheiste virgesinn. Dat alles ass e guude Pilotprojekt, wou een elo muss dann, wann dee bis ofgeschloss ass, Konklusiounen zéien an dee ka vläicht exportéiert ginn op aner Schoulsystemer.

Dat war d'Iddi, woufir mer an deem Neie Lycée, deen ebe sollt och e bësselche méi innovativ sinn, versicht hunn, dat doten ze maachen, eben net dat ze maachen, wat oft verlaagt ginn ass, fir ze soen: D'Reliounen müssen erausbleiwen aus der Schoul, mä fir se mat eranzehuelen a se och do ze zwéngen, mat de Schüler en Dialog ze maachen, fir dass een deen anere besser versteet.

Wéi gesot, dat kann een nach an de Schoulen och nach op anere Punkte maachen. Et gëtt och iwwregens ganz vill Fächer, déi sech dozou prétéieren, ouni dass et némme d'Éducation aux valeurs ass. Et gëtt ganz vill Fächer, duerch déi ee sech kann domader ausernee setzen. Och am Franséischen oder am Däitschen an am Engleschen kann een Texter studieieren, wou een d'Schüler mat deenen dote Saache konfrontéiert. Alles dat ass dran.

Ech si souwisou net der Meenung, dass et némme d'Éducation aux valeurs soll sinn, déi sech mat Va-

leuren ausenaner setzt, mä dat kann een a ville Fächer maachen. Vun der Geschicht iwwert d'Sproochen an nach ganz vill aner Fächer kann een dat iwwert d'Programme maachen, an dat geschitt iwwregens och; et ass net esou, dass näisch geschitt.

Déi zweet Fro, dat ass déi vun den offizielle Relatiounen mat der muslimanescher Gemeinschaft. Ech wëll bewosst vu muslimanescher Gemeinschaft schwätzen an net muslimanesche Gemeinschaften. Dir wësst, dass ech scho virun e puer Joer ugekënnegt hunn - an ech bleiwen derbäi, et ass just net esou einfach, wéi ee sech dat virstellt -, dass ech wëll, och opbauend op eng Motioun, déi hei 1998 vun der Chamber gestëmmt gouf, mat der muslimanescher Gemeinschaft eng Konventionofschléissen, déi dann natierlech hei muss ratifiziert ginn, selbstverständlech, iwwert d'Relationen tëschent dem Stat an der muslimanescher Gemeinschaft.

Nu sinn déi dote Verhandlungen - déi éischt Kontakter waren 1996, ech hunn dunn 2003 versicht, systematesch do Kontakter opzehuelen - natierlech net esou einfach, well mer zwee Problemer hunn, déi do musse geléist ginn. Deen een ass: Wien ass mäin Interlocuteur? Well et am Islam net déi hierarchesch Glidderung gëtt vun der Kierch wéi zum Beispill beim Katholizismus. Do weess ech, mat wiem ech schwätzen, do gëtt et e Chef.

(*Interruption*)

Am Islam gëtt et dat net. Do ass et d'Gemeinschaft, an dat ass vill méi diffus.

Da kënnt derbäi, dass d'Gefor ass, dass et verschidde Gemeinschafte gëtt. Dir kënnt lech vläicht erënneren, dass ech lech hei virgeschloen hat, bei den Orthodoxen eng Konvention ze maachen an net verschidden national-orthodoxesch Ofkommessen ze maachen. Datselwecht ass fir mech absolut unabdingbar bei de muslimanesche Gemeinschaften, nämlech eng ze kreien. An een éischt Resultat, wat mer awer kënne verzeichnen, dat ass, dass ech déi verschidde Gemeinschaften, déi op verschiddene Plaze waren - Lëtzebuerg, Bouneweg, Esch, Wolz -, eigentlech forcéiert hunn, eng gemeinsam Schura ze maachen.

Elo weess ech nach émmer net, ob déi schonn esou fest ass, wéi ech se gären hätt. Déi Echoen, déi mer kréien, soen awer, dass mer se gezwangen hunn, sech emol zezammen op een Dësch ze setzen, fir mat der Regierung ze dialogiéieren. Dat war emol schonn en éischt Schrëtt an déi richteg Richtung. Dat heescht, mir sinn elo mam Dialog amgaang.

Dann ass natierlech den Inhalt vum Dialog - an och do stäipen ech mech op déi Motioun, déi hei 1998 ugeholl gouf - unanime fir mech. Aner Leit sinn der Meenung, et wär net unanime - dat menge verschidde Leit vum ADR -, mä et war awer beim Handophiewen an der Chamber, wann Der nokunkt, unanime. Fir mech ass et duerfir nach émmer unanime, fir ze soen: Wa mer eng Gemeinschaft hei konventionéieren, da muss se sech zum Ordre public luxembourgeois bekennen. Dat sinn déi Grondwärter, déi mer hunn!

Ee wäsentleche Wäert an deenen Diskussiounen, dee fir mech ass, dat ass d'Stellung an de Respekt vun der Fra. Stellung a Respekt, well heiando gëtt némme vu Respekt geschwat, d'Stellung ass och wichteg.

(*Interruption*)

Dat ass... Jo, also ech hunn „Froa“ gesot, „Fra“ verstitt Der da vläicht besser.

Une voix.- Aahhh!

(*Interruptions diverses*)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Gutt. D'Stellung vun der Fra, dat ass eng Déngen. Mir sinn och amgaang do weiderzefueren, an ech wëll lech soen, dass mer och déi Diskussiouen erëm opgräifen an dass mer wäerte versichen, och der Regierung an dann der Chamber virzeschloen, esou eng Konvention ze maachen, déi dann zum Beispill ebe just géif déi Schura kénne konsolidéieren.

Well do gëtt et Beispiller: Bei der jiddescher Gemeinschaft, do ass et och net de Rabbi, deen d'Hauptpersoun ass, mä et ass de Consistoire, eppes Ähnleches - an do hunn ech mech largement inspiriert beim Här Sarkozy an esou weider. Et kann een also do Beispiller huelen, fir dass ee mol eng Gemeinschaft huet, dass een effektiv en Interlocuteur huet.

De franséische Modell schéngt mer wäsentlech besser wéi dee belschen, well dee belsche méi d'Communautarisierung fördert, während dee franséische méi d'gemeinsamt Spill fördert.

Dann ass et och do wichteg, dass mer zum Beispill wëssen - well den Haaptzweck vun engem Konvention ass et jo, e Ministre du culte, an désem Fall en Imam, ze bezuelen -, wéi dee forméiert gëtt! Dat ass zum Beispill eng wäsentlech Fro, well en Imam, obwuel et net den Imam ass, deen se ofschléiss, dat ass awer deen, deen un d'Leit erukénnt. Also ass et fir eis - an all déi aner europäesch Männer maachen dat och - wichteg ze wëssen, wat fir eng Imamen zu Lëtzebuerg priedegen; et hängt vill dovunner of. An dat gesäit een iwwerall, huelt némmen d'Beispiller vu Frankräich, an deenen enge Moscheeë gëtt aneschters geprédégt wéi an anerer; och dat ass wichteg.

An dann ass ee Punkt, dee mer och um Häerz läit - an ech soen dat fir all déi Gemengopolitiker, déi heibanne sinn -, eng Fro, wou ech wierklech frou wär, wann ee se géing léisen, an déi mer scho laang geléist hu fir d'jiddesch Gemeinschaft, an dat ass déi vum Kierfecht, an zwar fir eng Plaz op eise Kierfechter ze fannen och fir eis muslimesch Matbrider. Ech mengen, dass een dat implizit kéint iwwer esou eng Konvention ofschléissen.

Wéi gesot, dat ass do, wou mer wëllen hikommen. Dat gëtt nach laang net esou einfach, mä mir wëllen dat maachen. Well wa mer déi Konvention ofschléissen, d'Relioun als Facteur d'intégration unerkennen amplaz d'Aen ze verschléissen an déi Leit an de Ghetto ofzeschéissen, da kënne mer hei wierklech e positive Mouvement maachen.

Dann, drëtten a leschte Punkt, Här President, d'Roll vun der Gesellschaft: Den Dialogue des cultures, dat ass eppes Permanentes. An ech wëll do just soen, dass bei eis am Haus, am Kulturministère, ganz vill an deem Secteur geschafft gouf an nach weider dierft geschafft ginn.

Dir kënnt lech vläicht erënneren 2004 am Hierscht waren an der Abtei Neumünster, déi souwisou als Motto huet: «Dialogue des cultures et culture des dialogues», eng ganz Partie vu Konferenzen - mat der Uni iwwregens zesummen - iwwert den Islam an déi westlech Welt. Ech hu selwer - dat war déi éischt perséinlech Iddi, déi ech hat als Kulturminister - eng Ausstellung do organiséiere gelooss «Le voile déchiré», wou lauter Biller ware vu Fraen aus der islamischer Welt, déi do, déi eng mat politischen Themen, déi aner mat net politischen Themen, gemoolt hunn, och fir ze weisen, dass et an der islamischer Welt awer aner Biller gëtt wéi déi, déi mer elo erëm gesinn hunn iwwert d'Téle, wou alles némme niddergebrannt gëtt.

An déi Mouvementer musse mer och an der islamischer Welt én-

nerstëtzen. An ech wëll dann och soen, dass mer ganz staark mat-schaffen am Kader Euro-méditerranée, an ech sinn och ganz hou-frech, dass mer de 27. November 2005 als Kulturministère vun dem Euro-med, den "Europe mediterranean award for dialogue between cultures" iwwerreecht kritt hunn als Kulturministère. Dat ass also fir eis schonn als Regierung eng Unerkenning, dass mer hei an däi leschter Zäit vill geschafft hunn a mir wäerten och net midd ginn, fir weider op deem dote Punkt ze schaffen. An ech géif lech och bie-den, dass, soubal mer d'UNESCO-Konvention iwwert d'Diversité des cultures hei déponiert hunn - Dir hutt se elo nach net, mir hu se énnerschriwwen -, mer déi och géife ratifizierer. Dat gëtt eis e weider Element fir e propperen Dialogue des cultures ze feieren.

Dir Dammen, Dir Hären, Här President, zum Schluss wëll ech d'Zitat bréngen aus engem Reportage aus engem Emmissiou vum RTBF, der franséischsprachiger belscher Télee, deen Dag, wou mer d'Kommemoratioun vun der Auschwitz-Liberatioun gefeiert hunn, an do ass en ale jiddesche Rabbi interviewt ginn, dee selwer zu Auschwitz war an deen iwwerlieft huet, an deen huet Folgendes gesot: «Je voudrais rappeler à ceux qui nous regardent que cette horreur, cette barbarie n'est pas apparue du jour au lendemain, d'abord il a fallu que s'installent la judéophobie, les calomnies, le racisme. Comme aujourd'hui lentement mais sûrement s'installe l'islamophobie, ne laissons pas l'histoire se répéter!». An ech mengen, dat ass ei-gentlech d'Roll vum Dialogue des cultures. A mir wäerten als Lëtzebuerg hei bei eis eise Bäitrag douz leeschten.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussiouen ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Diskussiou vum Projet de loi 5507 iwwert d'Décharge vum Fridhaff. D'Riedezaït ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen den Här Schaaf, den Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Reporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

6. 5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et

- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

Rapport de la Commission de l'Environnement

Den aktuelle Site huet eng Superficie vun 11 ha.

1996 ass d'Capacitéit op 370.000 m³ geschat ginn an duerch verschidde Mesuren zwësent 1998 an 2004 konnt eng supplémentar Capacitéit geschafe ginn.

De Gemengesyndicat SIDEC regroupéiert de Moment, no der Fusion vun engem Rei vu Gemengen, 55 Gemengen. De Moment sinn 42 Personen bei dem Syndicat beschäftegt. D'Aarbechten op der Décharge kann een an dräi Phase regroupéieren.

1. Den Aménagement vun enger neier Aire de dépôt mat allen néidegen Infrastrukturen, mat engem Rückhaltebecken an engem Renforcement vun der Digue op der Décharge.

2. D'Mise en place vun engem Système d'étanchement mat Installation vun engem Sécherheitsdrainage.

3. D'Planifikatioun vun enger definitiver Couche mat Evakuatioun vum Waasser an de Gaser vun der Décharge.

Niewent désen Aarbechten op der Décharge war et och noutwendeg, sech un de Règlement grand-ducal vum 24. Februar 2003, wat de Prétraitement vun den Déchets betréfft, ze konforméieren. Sou gouf eng Installation de prétraitement mécanique installéiert, an elo wéi gesot 2006 gëtt eng Installation de prétraitement biologique installéiert, fir dem Reglement nozkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Comité d'accompagnement permanent, deen den 20. Dezember 2001 kreéiert gouf, suivéiert d'Mise au point vun den Infrastrukturen um SIDEC souwuel um technesche Plang wéi finanzielle a budgetären. Duerfir huet de Comité an eng Phas déi Projeten analyséiert, déi staatlech subventionéiert kënne ginn, an zweetens, déi verschidde Varianten, déi d'Nécessitéit vun engem Loi spéiale bedéngen, énnersicht. Dobäi goufe genau déi Propose gemaach, déi mer de Mëtte mierklech erlückert.

Dëse Projet ass also elo zum Schluss an zwee Artikelen ze-summegefaasst:

Den Artikel 1: d'Participatioun un den Aarbechten op der Décharge an un der Installation mécanique mat der Zomm vu 5.433.852 Euro; d'Participatioun um Finanzement vun der biologescher Anlag mat der Zomm vun 2.912.223 Euro. Déi korrespondéiert mat dem Bauindex, verbessert vun 618,55 op den 1. Oktober 2005, an deen och ugepasst gëtt.

Den Artikel 2, dee seet, datt d'Dépense à charge ass vum Fong fir d'Protection de l'environnement.

Dëst zu mengem Rapport, an erlaabt mer am Numm vu menger Partei e puer Wieder un lech ze riichten, an elo schonn den Accord vu menger Fraktiou zu désem Finanzementsprojet ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Offallbeseitung an deene leschte Jorzéngte réckbléckend kucken, sou ass dach eng formidabel ökologesch Entwicklung entstanen. Huet fréier all Bierger sain Dreck an en Drecksdéppé gehäit, respektiv nach méi schlëmm an der fréier Natur entsuert, sou ass haut Dank der Mülltrennung an domat der Erfassung vun deene verschidde Offallaarten eng nei Philosophie entstanen.

D'Kultur, fir den Haushaltsmüll ze trennen, konnt positiv un de Bierger vermëttelt ginn. Énnerstëtzt gouf dësen Trend duerch d'Opstelle vu sou genannte «Bulles» fir Glas a Pabeier. Awer och Haus-fir-Haus-Samlunge vu Pabeier, a muncheruerts Glassammlungen an Haiser hunn derzou gefouert, datt de Müll effikass schonn an enger éischter Phas konnt getrennt ginn.

Containerparken, déi mat der Zäit entstane sinn, ginn dem Bierger eng weider Méiglechkeet seng Offallentsuergung gezielt ze organiséieren. Véier vun dëse Containerparke stinn um Territoire vun Syndicat SIDEC Lenzweiler, zu Wolz, zu Réiden an zu Miersch.

Duerch de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht op verschidene Sitë konnte weider delikat Elementer aus dem Müll eraussortéiert ginn. Dëst huet erlaabt, datt de Restmüll méi kleng konnt gemaach ginn. Op dem SIDEC kënnen an Zukunft duerch d'mechanesch Behandlung vum Müll an duerch déi nei biologesch Anlag dës Wärter nach verbessert ginn.

Mat Sécherheet wäerten déi Responsablel vum SIDEC och all Schrëtt énnerhuelen, fir d'Nuisancé fir d'Personal, d'Bierger an déi ém-grenzend Gemengen ze verbesseren a komplett ze eliminéieren. An ech erlabe mer net am Detail op dës Polemik anzegoen; aner Leit hunn dat zur Genüge an der Press bis elo gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, duerch Aarbechten op der Deponie Fridhaff wäert op dësem Site Plaz sinn, fir bis 2017-2024 de Restmüll ze stockéieren. Den Ausbau vun der Deponie an d'Ariichtung vun der mechanesch biologesch Anlag stelle weider Kapazitéite fräi a wäerten de Restmüll weider reduzieren. An awer heescht et elo schonn, sech zesummenzesetzen fir d'Zukunft vun dëser, a generell eise Mülldéponien ze plangen.

Duerfir mäin Appel un d'Syndikater SIDEC, SIGRE a SIDOR sech zäit mat de Vertrieder vun de Ministère zesummenzesetzen, fir eng national Léisung fir déi nächst Generatiounen ze plangen. An dësem Senn sinn dës zwou Phasen éischt Schrëtt dozou. Wéi uganks gesot, wäert eis Partei dëse Projet och unanime stëmmen.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauscheren.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV).- Sout. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt mol dem honorebale Rapport, dem Romain Schneider, hei Merci soe fir sái ganz detaillierte Rapport. Zuele brauch ech da keng méi erémze-ginn, déi waren allegueren genannt. Ech kann also direkt zu deem kommen, wat ech als Remarquen e wéineg, an als Commentaire zu dësem Projet wollt hei soen.

Et ass esou, dass jidderee vun eis heibanne grad ewéi vun de Leit do-bausen am Normalen eemol an der Woch deeselwechte Geste mécht: Nämlech da setze mer moies eng voll DrecksKëscht virun d'Dier, an owes huele mer eng ei-del erém eran. A fir vill Leit ass domadder d'Entsuergung vum Haushaltsdreck ofgeschloss. Et gëtt awer och anerer. Et gëtt der vill, an et gëtt der émmer méi Gott sei Dank, déi do dernieft den Effort vum getrennte Recycling maache vu Glas, Pabeier, Metall, Plastik, Holz, Gréngschnëtt, Problemstoffen a Kompostoffäll, déi dann enger separater Verwäertung kënnen zougefouert ginn.

Dëse Projet de loi ass u sech en einfachen Text iwwer eng Kofinanzierung vum Stat. Mir ginn eis awer d'Geleeënheet emol ervirze-sträichen, dass déi Saach mam Dreck keng esou eng einfach Missiou ass fir eis, mä awer och fir déi dräi Offallsyndikater haapsäch-lech, am Fall vum SIDEC am Be-sionneschen, dee mer hei hunn. Och fir si ass et ganz oft eng on-dankbar Missiou, sech mam Knascht vun deenen anere Leit mussen ofzeginn.

Déi modern Offallwirtschaft huet awer net prioritär zum Zil, deen do-

ten Dreck ze entsuergen, mä huet prioritär awer och zum Zil Offall ze vermeiden. D'Endlagerung op der Deponie, dat ass émmer némmen d'Enn vum Lidd. An duerfir ass d'Prevention an déi getrennte Kollekt vum Offall déi absolut Prioritéit, sou dass am Endeffekt némmen de Reschtmüll, deen, deen net méi ka kompostéiert oder recyciéiert ginn, entweder deponiéiert oder verbrannt gëtt.

De legislative Kontext, an deem sech d'Offallsyndikater bewegen, imposéiert jo och engersäits d'Reduzéierung vum Reschtmüll, an dat kontinuéierlech an der Zäit, an och d'Behandele vum gesammelten Offall. De SIDEC investéiert, fir do-ropper ze reagéieren, zénter 1998 a mécht dann och elo déi mechanesch Oppbereitung, a wäert an Zukunft déi biologesch Behandlung vum Reschtmüll nach hannendrunhänken.

Et ass interessant ze gesinn, dass dat och Senn mécht. Wann een d'Statistike kuckt, dann hu mer 1994 am Land pro Kapp 489 Kilo Dreck bei deenen dräi Syndikaten ofgeliwwert. Zéng Joer duerno sinn dat nach 428 Kilo pro Kapp. Dat ass eng Reduzéierung vun 12,5%.

Énnert dem Impuls vum Stat, mä besonnesch awer vun de Gemen-

gen, déi iwwert de Wee vun hire Syndikater sech dëser Aufgab un-huelen, sinn eng ganz Rei Initiative geholl ginn, wat de Recyclage ubelaangt. De Romain Schneider huet et och scho gesot, dass Recycling-Parken an d'Liewe geruff gi si vun de Gemenge respektiv vun de Syndikater. De SIDEC, deen déi Haushaltsdeponie zénter 1972 bedreift, huet zenterhier eng Milliou Kubikmeter Dreck deposéiert. Déi Zomm, déi de SIDEC bis elo investéiert huet, an därl Zäitspann, déi eis hei concernéiert, vun 1998 bis 2007, ass eng Zomm vun 32 Milliouen Euro, also eng grouss Zomm, déi mer elo hei mat 25% vum Stat kënne subsidiéieren.

Duerch déi mechanesch a biologesch Behandlungsanlag gëtt deen ugeliwwerten Offall zerkleingt an duerno an dräi Zorte vu Müll opgedeelt a weiderverschafft. Dat ass engersäits deen, deen e gudde Brennwäert huet. Dat sinn 20% bis 35% vun der Capacitéit, déi an enger Müllverbrennungsanlag - därl hu mer jo némmen eng am Land, um SIDOR - kënne verbrannt ginn. Dann déi, déi nach kënnen direkt recyciéiert ginn, déi Partien, déi Eisen, déi kënnen erausgeholl ginn. À schiesslech de Reschtmüll, deen no engem biologesch Traitemet dann definitiv um Tipp déposéiert gëtt.

Dee biologesch Traitemet - an och dat ass interessant fir eis an och interessant fir d'Leit - ass also esou eng Reschtoffallbehandlungsanlag, déi émmerhin hei mat 2,9 Milliouen Euro zu Buch schléit. Déi suergt net némmen derfir, dass den Dreck sech am Volume reduziert, mä awer och dass manner Gasen entstint; dass déi désagréabel Geröch erogéinn; dass d'Sickerwaasser - wat émmer e Problem vun all Tipp ass - nees eng Kéier ka benutzt ginn zur biologesch Behandlung, an dass eben duerch déi ganz Installatiounen den Dreckstipp um Fridhaff nach zéng Joer kann exploitéert ginn. Also ronn fénnef Joer méi laang, wéi ouni deen doten Invest.

Dat werft awer, wann een dat esou héiert, d'Fro natierlech op, firwat een hei esou vill Suen investéiert, wann nach esou eng kuerz Lafzäit hannendrun ass. Duerfir wéll ech awer bemierken, dass eiser Aschätzung no deen Tipp net 2007 seng Dieren zouréucht, mä dass selbsterständlech d'Asammelen, den Tri, de Recycling, déi mechanesch an déi biologesch Virbehandlung vum Dreck émmer, och nach duerno, weider genotzt ginn, also wäerten net op der SIDEC 2017 d'Luuchten ausgoen.

Niewent därl biologesch a mechanesch Reschtoffallbehandlungsanlag - ee relativ komplizéier-

ten Terme - soll een awer och de Bléck drop geheien, dass aner Saachen hei investéiert gi sinn, nämlech d'Erweiderungs- an d'Sanéierungsaarbechte sinn ofgeschlossen no sechs Joer Bauzäit an déi hu sech charakteriséiert duerch, dass riseg Menge vum Offall- an Äerdémlagerungsaarbechten hu missen ausgefouert ginn.

Op enger Fläch vu 37.000 m² gouf den Äerdbuedem opwended geschützt, et goufen Dichtungsschichten agedroen, fir datt eben d'Schmotzwaasser net méi onge-nier kann an d'Grondwaasser an-dréngen, do derniewent Schmotza Sickerwaasserkanal, Kanäluewerflächen, Kilometere vun Drainage a Kanäl mat Opfangbecken a sou weider, also ee ganz groussen Invest an d'Sécherheet vun de Leit a vum SIDEC-s-Tipp. Grouss Dealer vun der Deponie, déi net méi a Betrib sinn, goufen zousätzlech mat enger Leemschicht versinn, fir eben och d'Witterungsfléiss ewechzehalen, woumat ebe kee Reewaasser méi dherch den Deponiekörper dréngt an domadder och d'Sickerwaasserproblematik reduziert konnt ginn, grad wéi déi intensiv Gerochsentwicklung, déi nun eemol bei der Zersetzung vun organesche Stoffer entsteet.

Här President, duerch dës Aarbechte konnt d'Capacitéit vun der Deponie vergéissert ginn an deemno och, wéi scho gesot, d'Liewensdauer. Mä net némmen. Déi Sanéierungsaarbechten haten och zum Zil e bessere Schutz fir Mënsch an Émwelt. Deen, deen en Tipp bedreift, deen ass och émmer e bëssen - ob hie wéll oder net - op der Uklóbänk. Den Offall gëtt als potenziell geféierlech agestuft an hien ass et jo och eigentlech. Duerfir kënnnt op déi Verantwortlech vum SIDEC eng ganz grouss Noutwendegkeet vun totaler Transparenz an Offenheit zu.

An de leschte Wochen hu sech an der Öffentlechkeet eben eng Rei Leit zu Wuert gemellt, déi dem SIDEC-s-Tipp net richteg trauen. Mir wéissen, dass deen alen Deel vum Tipp net esou ofgedicht ass wéi déi modern Deponiedeeler, dass den Ofwaasserkollekter net ofgeschiert bis an d'Kläranlag vum SIDEN leeft, mä einfach an de Kanal vun lerpeldeng, dass e Risiko vu Contaminatioun vum Grondwaasser besteet, dass eng Rei Analysen héich Wärter opweisen, och wa se net iwwert de Grenzwärter fir d'Aspeisung an der Kläranlag leien.

Ech maache mer och Gedanken, wann ech d'Resultater kucke vun de Waasseranalyse vun der Émweltverwaltung vum Dezember 2005, déi op verschidde Plazen um Tipp geholl goufen. Déi weisen deelweis abnormal héich Konzentrationen vun verschidene Stoffer op, zum Beispill Ammoniak.

Well och Onkloerheet bei enger Rei vun Analysen an e Gefill vun Onsécherheet besteet bei enger Rei vun Awunner, huet den neie Gemengerot vun lerpeldeng décidéiert, onofhängeg Analysen duerchférer an och öffentlech zougänglech ze maachen. Domadden wélle si vun neutraler Plaz noweisen, ob eng Gefor fir d'Émwelt besteet, Jo oder Neen, a si wéll och sécherstellen, dass d'Quellen-aspeisung vum lerpeldeng Drénkwaasser net duerch den Tipp a Gefor ass.

Ech wéll hei kengem de Prozess maachen; ech wéll awer soen, dass et wichtig ass, déi Noutwendegkeet vun Transparenz gëllen ze loossen an alle Situationsen, dass een Informatiounen muss publik maachen, Kritiker empfänken a Leisungen erklären.

Mat deenen Investissementer, déi haut décidéiert ginn, gëtt déi De-

ponie méi sécher, kritt méi eng laang Liewensdauer an erféilt besser déi émweltspezifesch Ufuerderungen. A wann och nach dëst Joer vum Ofwaassersyndikat SIDEN deen neien Uschloss un d'Kläranlag realiséiert gëtt - dee wäert dëst Joer an de Chantiers-stadium kommen -, da kann ee sécher sinn, dass d'Sickerwaasser net méi mam Kanalnetz vun lerpeldeng a Beréierung kënnnt an domadder e groussen Deel vum Problem wäert gelést sinn.

De Fait awer, dass hei de Stat hëlf-left bezuelen, heescht net, dass alles an der Rei ass, an et heescht net, dass all Zweifler Onrecht huet. De Fait, dass mer haut dëst Gesetz stëmmen, dat gëtt dem SIDEC Sécherheet a finanzieel Moyenen, seng Investissementer am Intérêt vun der Saach a vun der Sécherheet vun de Bierger weiderzedieren.

Här President, an engem leschte Punkt wollt ech nach eng Kéier op d'éi Lafzäit vun der Deponie zréckkommen. Et ass virgesinn, dass den Tipp bis 2017 énnert därl Form, wéi en haut fonctionnéiert, ka fonctionnéieren, an da wäert hie voll sinn. Duerfir wier et jo wichtig, dass een haut scho sech Gedanke mécht, wéi et no 2017 kann ausgeln.

Duerfir gëtt et eng Rei Froen: Brauche mer eng aner Deponie am Norden? Bleiwe mer beim System, dee mer haut kennen? Kënnen déi dräi Syndikater nach besser zessummeschaffen? Musse mer net eng Kéier eng Müllverbrennungs-anlag kréien, déi eng national Léistung kann duerstellen? Dës Froen no enger zukünftiger sécherer Offallentsuergung sinn net némme politesch Froen; et sinn och technesch a souguer wéssenschaftlech Froen.

Duerfir, Här Émweltminister, sidd Dir gewéllt mat allen dräi Syndikater un engem flächendeckende System fir ganz Lëtzebuerg ze schaffen, woubäi, denken ech, déi Reschtfadauer vum SIDEC den Timing muss virgi respektiv d'Fro no der Visioun vum Émweltministère fir d'Offallentsuergung no 2017?

Ech wéll schléisse mat zwou Bemerkungen: Eichtens, dem Accord vun der CSV-Fraktiou zu dësem Projekt, an zweetens der Ausso, datt trotz aller Polemik a Kritik, déi vereenzelt un der Gestiou an un der zagharter Öffentlechkeetsaarbecht geaussert ginn ass, ech vun dëser Platz aus de Verantwortlechen an de Mataarbechter vum SIDEC duerfir Merci soe wéll, dass all Woch ronn 100.000 Awunner aus eisem Land aus 57 Gemenge moies hir DrecksKëscht kënnen voll eraussetzen a se owes propper, eidel kënnen eranhuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, wann ech gelift.

M. Emile Calmes (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt eis modern Gesellschaft hautesdays vill - Verschidderen soen, ze vill - Dreck produzéiert, dat ass eng Tatsaach, déi sech och mat deene performantsten technesch Mëttelen net ewechrationaliséiere léisst, mä dat kann dach net bedeiten, datt mer de Kapp an de Sand stieche virun deem Problem an einfach kapituléieren, mä mir sinn au contraire dozou opgefürert, de Problem konsequent unzegoen.

Am Joer 2000 gouf de Plan national de gestion des déchets opgestallt An deem Plang ass virgesinn, d'Quantitéit vu produzéiertem Offall pro Awunner ém 30% ze reduzéieren. Fir datt dëst Zil kann erreicht ginn, sinn eng ganz Rei vu Mesuren noutwendeg. Op därl enger Sait mussen d'Leit fir d'Offallvermeidung sensibiliséiert ginn, an ech mengen, datt hei schonn an de leschte Joren eng Partie grouss Effort gemaach gi sinn an datt och

dës Efforten hire Succès haten - leider net genuch. Op därl aner Sait muss dann awer dofir gesuerjt ginn, datt dat, wat vun Offall bleift, an dat trotzdem net ka recycléiert ginn, méiglechst émweltgerecht a mat Hëlf vun deenen neisten technesch Mëttelen ka gelagert ginn.

De virleide Projet de loi gesäßt vir, dass de Stat sech mat ronn aacht Milliouen Euro un der Vergréisserung an der Sanéierung vum Site Fridhaff bedelegt. Weiderhin deckt de Projet déi finanziell Bedelegung vum Stat un der Installatioun vun enger Anlag of, déi et erméiglecht Offall, éier en op der Deponie gelagert gëtt, ze trennen.

De Règlement grand-ducal vum 24. Februar 2003 gesäßt vir, dass Haushaltsoffall virun hirer Entlage rung op der Deponie müssen no bestëmmte Kritäre traitéiert a gesénnert ginn. Elo ass et némme logesch, dass de SIDEC dëse Virschräfte wéll gerecht gi mat der Installatioun vun enger mechanesch, biologesch Anlag, déi esou eng Trennung vun den Offäll erméigleicht. Eng Anlag, déi énnert anerem d'Eisen an déi Komponente mat héijen Heizwärter fir d'Verbrennung vun der SIDOR aussortéiert, funktionnéiert zénter 2002 um Fridhaff. D'Installatioun vun enger Anlag, déi biologesch Offall aussénnert ass fir dëst Joer virgesinn - déi Aarbechte wäerten eng Rei vu Méint dauerem, éier se dann a Betrib kënnne goen - an hei gëtt dat organescht Material ofgebaut, éier dann de Rescht um Site deponéiert gëtt.

Déi aner Donnéeë sinn elo hei gesot ginn, wat den Historique ubeet, wéi vill Restcapacitéit do bleift, datt déi verduebelt ginn ass an dass dësen Tipp énnert Émstänn bis 2017 respektiv 2024 - jee vu welleche Schätzungen een ausgeet - ka funktionnéieren.

Mä Virriedner huet et hei ugedeit, datt an deene leschte Joren awer eng Rei vu Kritiken un dëse Site geriicht gi sinn, wat d'Ofwásser vun der Deponie ubeet. An trotz Investitiounen, déi an deene leschte Joren duerchfouert gi sinn, konnten eng Rei vu Problemer an dëser Richtung hei, déi mat der Deponie zesummenhänken, scheinbar net gelést ginn. A wann een deene beträffene Kritiker do nolau-schert, da kommen émmer déisel-wecht Froen a Kritiken op.

Émmer erém heescht et sätients de Kritiker, mat un der Spëtz den Nico Jäger - deen eis virun all Wahlcam-pagne op d'Prouf stellt, net némme meng Partei, mä och all déi aner Parteien, fir deen de Problem allerdéngs och eréischt méi grouss ginn ass, zénterdeem de Kolleeg Gira d'Presidentschaft iwwerholl huet, virdru war déiselwéch Problematik op d'mannst gradesou grouss, deemoobs huet een d'Kritike manner grouss héieren -, vu Bedenken, déi émmer erém an déiselwéch Richtung ubeet, an zwar dass d'Behandlung vun den Ofwásser beileiwen net optimal wier.

Et gëft drop higewisen, datt dat d'lerpeldenger Gemeng Problemer mat de Quellen hätt, datt ondicht Plazen an der Ofdichtung vum Tipp wieren, datt doduerch nei Problemer kommen, datt d'Féischweiere verknascht wieren an datt domat och heiansdo d'Féisch géife stieren.

Och géif sech d'Fro gestallt ginn, firwat den Tipp vum SIDEC angescht wéi déi aner Deponien dann nach émmer keng Kläranlag fir d'Sickerwaasser huet. Wéi kann et sinn, datt d'Spulleitung vun der Sickerwaasserleitung direkt an d'Sauer leeft? Firwat gouf eng Zwëschenofdichtung aus Asphalt gebaut? Hält dës Ofdichtung och dann, wa sech den Dreck vun der Deponie iwwer e puer Meter setzt? Dat sinn alles Froen, déi verschidde Leit am Einzugsgebitt oder Anrainer sech hei stellen an déi ech scho 15 Joer laang ze héiere kréien.

Ech zweifelen net un der gudder Gestoun vun deem Tipp hei vu mengem Kolleeg, dem President Camille Gira, och net un der Kompetenz vum Direkter Armand Schmitz. Trotzdeem mengen ech, datt de Kader vun deem Gesetz hei déi richteg Plaz ass, fir vläicht eng Kéier offiziell Stellung ze huelen, dést vum Minister, deen de Problem jo och da misst kennen, fir ee fir allemol Kloerheet ze kréien. Ech gi jo doven aus, datt dat Bescht hei gemaach ginn ass, datt wéi émmer d'Problemer net vun haut op muer kenne gelést ginn an datt déi néideg Schrëtt entaméiert gi sinn, fir datt dann - sou wéi ech dat jo an engem Interview konnt liezen - deemnächst déi Problemer kenne gelést ginn.

Ech riichte mech hei un den Ëmweltminister. A sech misst ech mech un den Innenminister riichten, an et ass am Fong geholl schued, datt deen net hei ass, well et ass jo awer den Innenminister mat sengem Waasserwirtschaftsamt, deen zoustänneg ass fir d'Qualitéit vun de Gewässer. Wann hei eppes net soll klappen, da wier et jo awer esou, datt iwwert déi Sickerwässe, déi sollen duerch d'lerpeldenger Kanalnetz op de SIDEC lafen, dat misst festgestallt ginn, datt d'Qualitéit vun deene Wässer an engem ganz schlémme Zoustand wier. Oder wa se an d'Sauer géifen ofgeleet ginn, datt dann dat den Innenminister misst nervös maachen. Mä säitens dem Innenminister a soss dem Waasserwirtschaftsamt héiert ee relativ wéineg.

Duerfir wier et vläicht gutt, wann op d'mannst iwwert dee Problem do, dee sech a sech haaptsächlech ém d'Waasser dréint, säitens dem Innenminister eng Kéier eng Kloerstellung géif kommen. Oder waerde mer erém drop, bis den nächste Summer kénnt a mer de Communiqué erém erausginn, fir ze soen, datt d'Sauer keng Qualitéit huet fir dra schwammen ze goen? Méiglecherweis ass de Communiqué scho färderdeg am Ti-rang fir den nächste Summer erém erauszeginn. Ech hoffen, datt dee Problem dann op d'mannst fir déi nächst Wahle gelést ka ginn, datt een da roueg déi Wahlcampagne ka maachen, ouni am Raum Ettel-bréck permanent mat deem Problem do befaaszt ze ginn.

Ech mengen, datt awer an deene leschte Jore gutt geschafft ginn ass um SIDEC-s-Tipp an dat Beschtméiglecht gemaach ginn ass - an d'Chiffere weisen dat jo -, fir dee Site hei optimal ze gestalten. Well ech doru gleewen, datt déi Investitiounen, woumat dat finanzieréiert gëtt, och an déi richteg Richtung ginn an domat den Haaptobjektiv erfëllt gëtt: d'Reduzierung an d'Vermeidung vum Offall, a virun allem och mam Resultat, datt dat, wat net ze vermeiden ass, gutt gelagert gëtt, géif ech am Numm vun eiser Fraktiouen den Accord zu désem Projet hei ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Virriedher hu scho praktesch alles gesot, wat ze soen ass. Besonnesch de Rapporteur huet am Detail a sengem schrifftlechen a mëndleche Rapport dat gesot, wat eigentlech ze soen ass, och nach als Spriecher vu senger Fraktiouen, sou dass ech him häerzlech wéllt Merci soen an dass ech mech och relativ kuerz kann halen.

Här President, déi Gréng wäerten dëse Projet stëmmen, well déi Investissementer, un deenen de Stat sech hei bedeelegt, an déi vum SIDEC gemaach gi si respektiv nach wäerten dést Joer virun allem, mä och nach uganks d'nächst Joer gemaach ginn, der Ëmwelt zugutt kommen.

Si bestinn eigentlech aus zwee Voleten: Op där enger Säit eng Sanéierung vun Allaaschten aus de 70er, 80er, och nach Ufank 90er Joren an eng Upassung vun der Deponie selwer un d'Kritäre vun haut, an zweetens, deen zweete Volet, d'Zurverfügungstelle vun enger moderner Virbehandlung vun dem Reschtoffall.

Zum éische Volet - et ass schonn erwähnt ginn: Bekanntlech gëtt zénter 1945 an dat Lach do Dreck getippt, an Dir kénnt lech virstellen, wéi dat bis d'90er Joren alles an dat Lach gaangen ass. E bëssen erstaunlech ass et schonn, dass während 40 Joer kee Mensch eppes dobäi fonnt huet, an eréisch déi lescht véier, fénnef Joer, wou eigentlech op eng Manéier, déi absolut konform ass zur europäescher an nationaler Gesetzgebung, geschafft gëtt, elo op eemol Problemer optauche sollen, wou 30, 40 Joer laang keng solle gewiescht sinn. Dat ass schonn awer e bëssen erstaunlech.

1988 ass dunn - an dat och fir d'éischte hei am Land - eng éischte Basisofdichtung op deen Tipp komm, a vun do u kann een eigentlech vun enger eenegermoosse valabeler ekologescher Gestoun vun deem Tipp do schwätzen.

Elo ass et awer richteg, dass der niewent awer nach eng Rei Secutre, déi scho méi al waren, nach keng Basisofdichtung haten. Iwwert déi ass dann elo eng Tëschendofdichtung geluecht ginn, a wann den Tipp dann an zéng, zwielef oder 15 Joer, losse mer hoffen, zou ass, da kénnt och nach eng Kéier eng generell Ofdichtung iwwert dee ganzen Tipp, 70, 80 cm Leem, sou dass praktesch kee Waasser méi duerch den Tipp leeft.

Fir lech ze weisen, wéi effikass a wéi schnell déi Tëschendofdichtung do schonn hir Resultater bréngt, vläicht folgend Chifferen: Et sinn 2002 25.000 m³ Sickerwaasser - net, Här Calmes, an d'Sauer, well wéi een Intérêt hätte mer dorun -, mä integral, kann ech lech berouegen, an d'Kläranlag um SIDEN gelaf.

(Interruption)

Dofir bezuele mer émmerhin 150.000 Euro - an Dir mat der Ge-meng Préizerdaul en Deel dovu mat -, 150.000 Euro Taxen un de SIDEN. Et wier jo pervers, wann en Offallsyndikat géing 150.000 Euro Taxe bezuelen an dann derniewent d'Sickerwaasser an d'Sauer lafe géing loessen! Wéi kéim dann een dozou, onofhängeg vun der Ekologie?

Mä hate mer 2002 nach 25.000 m³ Sickerwaasser,...

M. Emile Calmes (DP). - Här Gira, ech hunn dat net gesot!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Neen, ech hunn domat...

(Interruption)

...eng vun Äre wichtige Froe beäntwert, déi Dir hei opgeworft, déi d'Leit émmer stellen, ob dann iergendwellech Sickerwaasser géing an d'Sauer lafen. Ech kann lech hei berouegen: Et leeft kee Sickerwaasser an d'Sauer, et leeft integral an d'Kläranlag vum SIDEN a gëtt do onproblematisch verschafft.

Mä dat Sickerwaasser ass vu 25.000 m³ 2002, nodeem déi Tëschendofdichtung gebaut ginn ass, zréckgaang op némme 7.500 m³, dat an Zäit vun dräi Joer. Do mierkt Der, wéi effikass a gutt déi Aarbechten, déi mer hei kofinanzieréieren, sinn.

Mä et ass schonn ugeschwat ginn: D'Zil ka jo net sinn, ekologesch ze deponéieren, mä mir musse jo emol virdu kucken, e Maximum ze reduzieren. An ech wéll awer hei drop hiweisen, dass de SIDEC eigentlech enorm Efforten zénter 1994 gemaach huet. 1994 ass dat neit Offallgesetz komm, a vun enger Gestoun vun iergendwel-

lechen Infrastrukture si mer jo op gefuerert ginn als Gemengen, eng Gestion intégrée des déchets ze maachen.

Ech wéll awer hei emol ervirsträichen, dass eigentlech deemools de SIDEC deen eenzege Syndikat war, dee sech konform gesat huet zu deem Offallgesetz an deen emol gesot huet: „Mir ännernen eis Statuten.“ Well bis dohi war de SIDEC eigentlech net méi an net manner wéi d'Gestoun vun deem Tipp um Fridhaff. Dunn ass geruff ginn: „Mir wéllen d'Gestion intégrée maache vun deem ganzen Offall!“ Mir hunn dat och duerchkritt bei eise Ge-mengen alleguereten. An zénterhier bekëmmert de SIDEC sech ém déi integral Gestoun vun den Offäll. Dat hunn déi aner zwee Syndikater net gemaach!

Mam Resultat, dass mer am Oste bis haut nach kee flächendeckend Netz vu Recyclinghaff hunn; mam Resultat, dass mer am Süden zwar e ganze Koup esou Infrastrukturen hunn, mä dat awer deelweis chaotesch vir sech gaangen ass, a mer elo bei der Réorganisation territoriale feststellen, dass mer eng Multitude vun Offallsyndikater am Süden hunn.

Ech wéll drop hiweisen, dass am Norden deen dote Problem an deem Senn gelést ass, dass mer ee Syndikat hu fir de ganze Volet Gestion des déchets, an eng Ge-meng, déi beim SIDEC Member ass, brauch sech ém guer náischt méi ze bekëmmern, wat de ganze Volet ubelaangt. Souguer d'Bullen, déi an deenen eenzelnen Dierfer stinn, gehéieren dem SIDEC a gi vum SIDEC géréiert. Dat awer emol fir eng Kéier déi fundamental aner Approche vun deem Syndikat vis-à-vis vun deenen zwee aneren duerzestellen.

Dozou gehéiert dann och eng Sensibilisierung mat enger Zeitung, mat Opklärungsblieder op deenen eenzelne Recyclinghaff, dozou gehéiert natierlech d'Collecte sélective, Pabeier an esou weider an esou fort. Et ass ugeschwat ginn an Tëschenzäit - an déi Investissementer kommen nach nieft déi, déi hei subventionéiert ginn, déi ginn op en anere Wee subventionéiert -: e flächendeckende Recyclinghaff mat fénnef Recyclinghaff am ganzen Norde verdeelt. Mam Resultat, dass am Beräich vum SIDEC praktesch kee Mensch méi wält wéi si-wen, aacht Kilometer vun deem nächste Recyclinghaff wunnt, wat einfach dozou féiert, dass d'Resultat och excellent sinn.

Et muss een och wéssen, dass de SIDEC u sech praktesch d'Halschent vum Land ofdeckt, mat awer némme 100.000 Awunner an Awunnerinnen, mam Resultat, dass ee vun den immense Käschtefaktoren natierlech den Transport ass. An dass, wann een e ländlech strukturéierten Offallsyndikat huet, een aner Léisunge muss sichen, wéi wann een an der Stad Lëtzebuerg ass, wou ee praktesch déi-selwecht Awunner an engem Ëmkrees vu fénnef Kilometer sétzen huet.

D'Iwwerleeung dovun, d'Konsequenz dovun ass, dass de SIDEC sou wält wéi méiglech probéiert, mat der Landwirtschaft zessummenzeschaffen, eng Gréngschnëtt-sammlung opgebaut huet, wou mat 23 landwirtschaftleche Betriber dezentral Ophuelstellen ageriicht si ginn.

E Resultat och vläicht dovun, dass et esou verspreet ass, ass, dass de SIDEC décidéiert huet, déi ganz Aarbechten an eegener Regie ze maachen, fir déi Saach besser énner Kontroll ze hunn. Et wéll een awer och kann dodriwwer diskutéieren.

Offall ass en heikele Beräich an dat ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn. Et huet ee schonn x-mol vun internationale Skandaler

héieren, wou Firme probéiert hu mat Offall ganz vill Geld ze verdén-gen. An duerfir waren déi Verant-wortlech vum SIDEC der Meenung, dass een dat alles an Eegeregie soll maachen, well een dann awer, mengen ech, de wirtschaftlechen Drock eraus hätt a mat sengen ee-gene Leit besser Hand iwwert dat huet, wat do geschitt. An awer bleibt natierlech no all deenen Ustrengungen e ganze Koup Reschtmüll. Déi Zuele si glécklecherweis substanziell eroftgaangen, mä weiderhi brauche mer awer nach eng Plaz fir de Reschtmüll.

An da kommen ech bei den zweete Volet vun deenen Aarbechten, déi gemaach si ginn. Et ass awer haut d'Erkenntnis, dass et absolut Onsénn wier, de Reschtmüll ein-fach esou ze deponéieren oder ze verbrennen, an duerfir sinn ebe modern Virbehandlungsanlagen, mechanesch biologesch Anlagen, entwéckelt ginn. An d'r mechanescher Anlag gëtt de Reschtmüll zerklengert, d'Metaller ginn erausgeholl an alles, wat méi grouss wéi 15 cm ass, déi sou genannt heizwärtert Fraktioun, gëtt enger thermescher Verwäertung zourgeföhrt, wou da Stroum a vläicht och iergendeng Kéier nach Hëtzt kann domat produzéiert ginn. An Zäiten, wou mer CO₂ mussen aspueren, mengen ech, ass dat vill méi sennvoll all déi Saachen an enger propperer Verbrennung ze ent-suergen, wann ech esou därf soen, wéi dat op en Tipp ze ge-heien, wou et guer náischt méi bréngt, wou et just eng Verschwendung vu Rohstoffen ass.

Déi biologesch Anlag, déi elo am Bau ass, do soll deen zerklengerten Offall an enger geschlossener Anlag nach eng Kéier sechs Wochen op Mieten gesat ginn, an d'Sickerwaasser vum Tipp gëtt do verwäert. Fir dann déi Fro, déi och dacks op gewësse Plazen op-taucht, ze beäntwerten, wann een Konzept entwéckelt huet, wou ee sái Sickerwaasser ka praktesch am Circuit fermé um Site selwer verwäert, da mécht et jo kee Senn nach eng extra Kläranlag ze bauen. Dat huet jo kee Wäert, dat ass Verschwendung vun öffentleche Gelder, an do uewen um Fridhaff gëtt probéiert mat deenen öffentleche Gelder sou gutt wéi méiglech émzegoen an duerfir ass eng Léisung gesicht ginn, fir dat Sickerwaasser um Site selwer kénnen ze verwäerten.

Déi ganz mechanesch biologesch Anlag erlaabt et, deen Offall, deen do uewen ukénnt, ém 50% ze reduzieren. An dat erkläert och, firwat d'Lafzäit vun der Deponie duerch déi do Anlage wessentlech konnt verlängert ginn. Et huet awer och de Virdeel, dass deen Offall, deen deponéiert gëtt, praktesch mineraliséiert ass, mam Resultat, dass do vill manner Gas an natierlech dann nach eng Kéier e ganze Koup manner Sickerwaasser entsteet.

Wann déi biologesch Anlag färderdeg ass, wäert dat eng vun de modernsten Anlage wält a breet sinn, allen Unkenruffen zum Trotz.

Ech sinn elo e bëssen an enger schlechter Situations, well ech jo eigentlech hei net als SIDEC-s-Pre-sident meng Ried hei halen an ech mengen och net, dass et d'Plaz ass, fir op eng gewësse Polemik anzeigoen. Mir haten d'lescht Woch eng Pressekonferenz, wou mer Punkt fir Punkt op déi Punkten, déi gewësse Leit opgeworf hunn, geäntwert hunn. Ech ka mech iwwer gewësse Remarquen hei némme wonneren, wa vu Manktum un Transparenz geschwatt gëtt.

Ech wéll drop verweisen, dass de SIDEC e ganz demokratesch organisierte Syndikat ass, deen net mam Delegiéierteprinzip fonctionnéiert, mä am SIDEC huet trotz 55 Gemengen all Gemeng en Dele-géierten, deen do ass. Ech men-gen, mir si bestëmmt mat deen eenzege Syndikat, deen e Rapport vun alle Komiteessitzungen, net némme un d'Schäfferéit verdeelt, mä un all d'Conseillieren. Duerfir

mengen ech, ass et awer e bëssen erstaunlech, dass eng Rei Leit hei Froen iwwert dat stellen, wat do uewen ass. All déi Joren hätte se kénnen hiren Delegéierten, dee Repré-sentant am SIDEC ass fir hir Ge-meng, froen. Fir de Rescht sti selbstverständliche déi sámlech Analyse zur Verfügung. Ech stelle just fest, dass déi Leit, déi am meeschten oder ganz vill Lieser-bréier schreiwer, nach ni doueven um Tipp waren an och nach ni iergendeng Informatioun gefrot hunn, sou dass ech ganz éierlech un der éierlecher Absicht vu gewëssene Leit zweifelen. Duerfir wéll ech och weider net op déi Po-lémik agoen.

Et gëtt ee Punkt, dee richteg ass, wou keen de Moment domat zefriden ass an dat ass déi Situations vun den Ofwässe duerch lerpeldeng. Ech wéll awer och hei betounen, dass dat deemools den aus-dréckleche Wunsch vun der Ge-meng lerpeldeng war, fir dee Kanal sou ze leeën, fir Geld ze spueren, fir kombinéiert d'Ofwaasser vum SIDEC mat dem häuslechen Offall ze maachen. Dass dat vläicht net méi ganz dem Stand der Technik entsprécht, do si mer eis alleguer-ten eens; de SIDEC ass awer leider net Maître d'ouvrage, fir dee Kanal ze leeën. Mir su schonn zénter zéng Joer Suen am Budget, fir dee Kanal do ze leeën. Mir sinn déi Éisch, déi drop waarden, dass vun alle staatlechen Instanze gréng Luucht kénnt, an da gëtt dee Kanal sou séier wéi méiglech gebaut, fir am Noutfall dann awer nach eng zweet Léisung ze hunn, souguer, wann d'Sickerwaasser op der Plaz sollt gebraucht ginn.

Dat just dozou a méi wéll ech zu d'r Polemik do net soen. Ech men-gen, de Rescht ka jiddereen an der Press vun der leschter Woch noliesen oder respektiv kritt hi vu mir als SIDEC-s-President da gär sou vill Informatiounen, wéi hie gären hätt.

Dës Anlagen, an och dat ass scho gesot ginn, maachen natierlech Senn, och wann um Fridhaff net méi getippt gëtt. Egal wéi, dee Vir-traitement vun deem Reschtmüll an d'r mechanesch biologescher Anlag ass sennvoll.

Da kann ech och dat némme énnerstëtzen, wat hei scho gesot ginn ass, wa mer vu Réorganisation territoriale schwätzen. Ech sinn der Meenung, dass een déi dräi Offall-syndikater soll bai behalen. Déi hunn awer eng gewësse geschichtliche Entwicklung. Si hunn och eng gewësse Manéier, fir ze fonctionnéeire beim Behale vun dem direkte Kontakt zu de Gemen-gen.

Ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass mer eis dringend müssen zesummesetzen, fir eng national Léisung ze sichen, am Kontext besonnesch vum Reschtmüll. Et ass och net esou, wéi wann dat nach net geschitt wier. Zwëschent dem SIDOR an dem SIDEC gëtt et schonn eng jorelaang Zesummen-arbecht, déi excellent fonctionnéiert. Bis elo war et e bësse méi schwierig, fir deen drëtte mat an d'Boot ze kréien. Ech hoffen, dass - egal wien et wou ass - déi dräi nei Büroen agesinn, dass et einfach Senn mécht, sech zesummen-setzen, zesumme mam Ëmweltminister an der Verwaltung an dringend noutwendeg national Léisungen ze sichen. Mir kénnen déi dräi Strukture bai behalen, mir müssen awer hin op eng national Gestoun.

An an Zukunft därf den Offall net méi no der geographescher Hier-kunft traitéiert ginn, mä no der Qualitéit vum Offall. An dat, wat soll deponéiert ginn, dat soll deponéiert ginn, a wat besser verbrannt ass, dat soll verbrannt sinn. Dat soll d'grouss Linn sinn an ech sinn iwwerzeugt, dass déi dräi nei Büroen hir politesch Verantwortung wäerten iwwerhueulen a schleunegst, wa se bis constituéiert sinn, sech mam Ëmweltminister zesummesetzen, fir den Offallproblem um nationalen Niveau ze lésen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur, deen hei duergeluecht huet, ém wat et geet. Ech wäert tunlechst vermeiden nach eng Kéier op den Objet vun dësem Projet de loi anzegoen. Dat huet hie gemaach an et sinn och anerer nach zum Deel drop agaan- gen. De But ass bekannt. Mir votéieren hei eigentlech némme just eng finanziell Participation vu 25% un engem Invest, dee gemaach gëtt vun engem Gemengesyndikat an zwar fir e bestoenden Tipp ze moderniséieren an ausz- bauen.

Et kann ee ech d'Fro stellen, ob dat, wat mer do matfinanzéieren als Stat, dem Geescht an dem Buschtaf vum Offallgesetz gerecht gëtt, dat eis operleet, fir de Maximum ze maachen, fir d'alleréisicht fir d'Müllvermeidung, dann de Recyclage an duerno eigentlech eréisicht den Dépôt vun deem, wat sech net méi recycléiere léist.

Ech deelen d'Meenung vun all deenen, déi soen, datt mer erfrees- lech Fortschréitter gemaach hunn am Laf vun der Zäit, fir d'Quantitéit vum Müll, deen deponéiert gëtt, ze reduzéieren. Mir sinn einfach an enger Konsumgesellschaft, déi noutwendegerweis e ganze Koup Offall produzéiert. Mä et muss awer och net zwangsläufig esou sinn, datt e groussen Deel dovunner op enger Deponie land. Duerfir muss een all Initiative begréissen, déi dozou féieren, d'Leit ze sensibili- séieren, den Offall ze trennen an e méiglechst no qualitativ getrennte Fraktiouen enger sénvvoller Ver- wäertung zouzeféieren.

Wa mer d'Mülfaktiouen am Detail kucken, da sinn der eng ganz Partie do déi onproblematesch sinn. Ech doe mer all Kéiers schwéier mat der organescher Fraktiou am Offall. Et ass jo och dat, wat hei e groussen Deel vun de Problemer generéiert an och anerwäerts.

An ech muss soen, Här President, mir waren als ADR scho viru Joren eng Kéier a Süddäitschland eng Anlag kucken, déi ausschliesslech biologeschen Offall traitéiert vun enger Population vun ronn 100.000 Awunner. Dat gëtt, well dat Biolo- gescht esou problematesch ass vun der Hygiène hier, zweemol an der Woch ofgeholl.

Ech si mer bewosst, datt ganz be- sonnesch wéi an dësem Fall, wou mer grouss Gebidder hu mat enger relativ schwaacher Densitéit, datt dat och émweltpolitesch problematesch ass, dat mat risem Transport zesummenzeféieren, fir et ze traiteieren. Duerfir triede mir absolut derfir an, datt ee soll probéieren dat sou wäit wéi et geet dezentral mat eise Bauerebetriben zesum- men ze maachen.

Et ass och net - et muss een ein- fach soen - sénvvoll, Compostage ze maachen. Och déi Anlagen hei, wat eng vun deene modernsten ass, déi ech jee gesinn hunn, maache fir d'éischt Biovergärgung. Dat heescht, se huelen de Maximum schonn iwwert de Vergärgungsprozess eraus, wat zu enger Reduktionsvun der Trockenmass féiert vu 25% bis 30%. De Gas gëtt energetesch verwäert. Dat, wat iw- wreg bleift, gëtt entwässert an duerno nach eng Kéier kompos- téiert. Mä do ass de Gros vun der Energie schonn eraus.

De Compostage ass sécher méi einfach, mä en huet awer en Nödeel: Och, wann ee seet, et ass CO₂-neutral, well et ass jo organesche Matière, déi virdrun CO₂ ge- bonne ginn ass, ass en awer trotz allem iergendwou problematesch, well en erém riseg Quantitéit vun CO₂ generéiert, an déi Hëtzt, déi do entsteet, ganz wéineg genotzt ka ginn.

Duerfir mengen ech, et wär absolut noutwendeg, datt mer eis géinge-

Gedanken driwwer maachen, fir flächendeckend déi organesche Fraktiou, déi e groussen Deel vun deem Ganzen duerstellt, an och herno am Dépôt problematesch ass, well se jo émmer nach viruschafft, fir déi esou wäit wéi et némme iergendwéi méiglech ass, getrennt ze erfaassen a getrennt ze verschaffen, an dann erém eng Kéier an den natierleche Kreeslaf zréckzebréngéen. Ech mengen, dat wär mer absolut am Senn vum Offallgesetz.

Déi aner Fraktiouen, do kann ee relativ séier driwwer ewechgoen: D'Metaller, d'Eise losse sech haut ganz liicht mat Magnéiten eraus- huellen. Wou ech perséinlech, Här Minister, e bësse Bauchwéi hunn, dat ass déi Partie Aluminium, och wann et kleng Quantitéit sinn; mä dat sinn, wann een dat iwwert de ganzen Haushaltsoffall zesum- menhëlt, awer gewalteg Quantitéiten. Well mer wëssen, datt den Aluminium en onheemlechen Energiefrésser ass an der Produktiou, misst alles gemaach ginn, fir den Aluminium, och déi klengsten Dealer, separat ze erfaassen. Ech weess, datt dat net einfach ass, datt och d'Population muss dohinner bruecht ginn. Mä wann een den Ufank net mécht, da kënnt een och net un d'Zil.

Pabeier, wësse mer, datt dat gréissendeels funktionéiert. Et kann een et émmer nach besser maachen. Glas och. De Problem, dee bleift, sinn d'Kunststoffer. Ech muss soen, ech war frou, datt ech déi Visite douewe konnt matmaachen. Och dat, wat nom Traitement mécanique herno nach an den Dépôt geet vu Kunststoff, schéngt mir reng optesch gesinn awer nach räichlech vill ze sinn. An an der Optik, datt mer soen, mer wëllen de Maximum recycléieren, misst ee sech iwwerleeën, wéi een dat an Zukunft kënnt an de Gréff kréien. Ech weess, datt e Kunststoffer gëtt, déi problematesch sinn an der Verbrennung. Mä un a fir sech ass et en onbefriddegenden Zou- stand, wann ee gesait, datt nach esou vill op den Dépôt geet.

Här Minister, ech hu viru kuerzem an enger Norichtesendung héieren, datt an der Bundesrepublik Däitschland iwwerluecht gëtt, fir an der Offallwirtschaft zu enger Null-dépôtéisung ze kommen. Dat ass natierlech e ganz héich gestachent Zil. Mä ech mengen, als Zil misst een dat awer kënne guttheeschen. A wann eis däitsch Nopere sech dat als Zil gesat hunn, misst mir, déi mer jo awer op d'mannst grad- esou dichteg si wéi si, eis jo awer och, mengen ech, datselwecht Zil kënne setzen a kucken dorop hin- zeschaffen. Ech froe mech och, mer wëssen, datt d'Europäesch Communautéit eis heiansdo mat Direktiven iwwerschat, ob net ier- gendwann eng Kéier eng Direktiv kënnt, déi eis derzou zwéngt, fir op dee Wee do ze goen.

Virun deem Hannergrond kann ee sech d'Fro stellen: Ass deen Invest, dee mer elo maachen, dann nach sénvvoll? Well et ass jo awer relativ vill Geld, wat elo investéiert gëtt, fir d'Liewendsauer vun der Deponie kënnt ém en etlech Joren ze strecken. An dat virun allem virum Hannergrond - ech weess awer, datt et problematesch ass, well ech aus dem Oste kommen -, datt mer am Osten eng Deponie hunn, dährir Liewendsauer op, ech wéll net soe Jorhonnerten ugeluecht ass, mä déi awer nach eng gewalteg Capacitéit huet. Stelle mer eis emol vir, mer wären an zéng oder 15 Joer do, datt náischt méi däerft deponéiert ginn an náischt méi géif deponéiert ginn durch nei Technologien. Dann hätte mer déi Capacitéit do mol nach net ausge- schäfft, a mer hätten eis eigentlech deen Invest am Norde beim SIDEC kenne spueren.

Virun deem Hannergrond ass et ei- ser Meenung no national gesinn - émmer um nationale Plang gekuckt; mir sinn eis awer bewosst, datt et e Problem gëtt téscht deen dräi Syndikater - net wirtschaft-

lech, fir esou vill Geld fir déi Instal- lation ze investéieren, just fir d'Lafzäit nach ém e puer Joer ze verlänger. Et gëtt gesot, déi Instal- latione géinge jo och, oder solle spéiderhin nach genotzt ginn, wann d'Deponie voll ass. Wéi gesot, mir kucken et trotzdem mat enger Zilrichtung, datt een eigent- lech misst déi verschidde grouss Fraktioune kënnen trennen an en- ger Verwäertung zouférien.

Als Konklusioun, Här President, wëlle mer zréckhalen, datt et drin- gend noutwendeg ass, datt mer déi dräi Syndikater iergendwéi wéi- negstens ee Mol un en Dësch bréngen, an datt mer zu enger nationaler Offallpolitik kommen, wou effektiv net regional gekuckt gëtt, mä wou mer national kucken a probéieren déi verschidde Müllelementer esou gutt wéi méiglech am Senn vum Offallgesetz ze entsuer- gen, a virun allem sénvvoll ze verwäerten an ze recycléieren.

An deem Senn kënnt een eigent- lech der Regierung och e Re- proche maachen, datt se nach net méi drop agewierkt huet. Ech weess och, datt déi Méiglechkeete limitiéiert sinn. Mä ech ka mech erënneren, datt déi Problemer, déi notamment mam SIGRE bestan hunn an der Vergaangenheit an och haut wahrscheinlich nach zum Deel bestim, drop zréckzeféiere sinn, datt do eng gewéss Haart- stréchgekeet war - fir e gudden ale Lëtzebuerger Ausdruck ze gebrauchen -, fir mat op dee Wee do ze goen. Ech weess och, datt déi finan- ziell Bedeilegung vum Lëtzebuerger Stat un deem Investisse- ment, deen do gemaach ginn ass, émmer nach aussteet, well dee Problem do nach net geléist ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et muss een op jidde Fall dofir suergen, an d'Regierung muss mat alle Mëttelen drop hiwierken, datt déi Zesummenaarbecht do kënnt, an datt mer wierklich zu enger nationaler Offallpolitik kommen, déi deenen Ziler do Rechnung dréit. Et fält eis e bësse schwéier, soen ech éierlech, fir deem Projet hei eis Zoustëmmung ze ginn, well vill Geld hei investéiert gëtt an eng So- lutioun, déi némme eng Iwwer- ganksléisung ass. Mä well mer awer keng aner Solutioun de Mo- ment gesinn, si mer d'accord fir dëse Projet matzedroen, a mer hof- fen, datt mer dann trotzdem awer a méi enger laangfristeger Perspek- tiv zu anere Solutiounen kom- men.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo als Of- schloss vun der Debatt den Ém- weltminister, den Här Lucien Lux. Här Minister.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech kënnt mech relativ kuerz halen, well dës Debatt de Mëtte vill gewisen huet a sécher- lech schonn utile war fir déi Revi- sioun vum nationalen Déchets- plang, déi mer am Joer 2006 elo virzehuelen hunn. Ech géif d'Députéierten, déi heibanne sinn, an déi mat vill Kompetenz un déi Fro hei, a schonn an der Kommissioun, drugaange sinn, elo schonn invitéieren, fir de 16. Mee sech virze- suerge fir en éischte Workshop, dee mer maachen, wou mer och déi interesséiert Députéierten invitéieren, fir an déi Diskussioun iwwert d'Revision vun deem Plang an- zetrieden, an ze kucken, inwie- weit dass mer münches, wat de Mëtten hei gesot ginn ass, scho kënnen an déi Diskussioun eran- huelen.

Ech mengen, den Haaptmessage de Mëtten, deen ech mathuelen, ass sécherlech deen, dass et héich Zäit gëtt, dass mer déi dräi

Syndikater un en Dësch kréien, dass mer musse kucken, wat och vum Kolleg Gira gesot ginn ass, net némme d'Hierkunft vun dem Déchets ze kucken an en fonction dovunner d'Veerdeelung ze maachen, mä virun allem och d'Natur, d'Qualitéit vun den Décheten ze kucken, Spezialiséierungen ze maachen a sech da landeswáit e Konzept fir déi nächst Jore ginn.

Dat beantwert och zum Deel déi Appréhensiounen, déi de Kolleg Mehlen zum Schluss hat, fir sech ze froen: Ass deen Invest, dee mer hei maachen, nach néideg op deem Site do? En ass nach néideg! En ass virun allem néideg, well en eis d'Geleeéenheet gëtt, awer am Prétraitement herno émmer nach kënnne mat deenen Infrastrukturen ze schaffen, och wann een herno fir d'Deponéierung vläicht aner Sitë virgesäit.

Mä ech mengen, mir müssen eis elo zesummesetzen. Ech sinn och frô, dass mer relativ schnell mat der Kommissioun dee Projet hei vum SIDEC iwwert d'Bühn bréngen. Och dem Rapporteur dofir e grousse Merci, dass dat vum Dé- pôt vum Projet bis haut dach relativ schnell iwwert d'Bühn gaangen ass, an och dem SIDEC douewen.

An ech mengen, et ass zu Recht hei gesot ginn, de SIDEC muss ee luewen, well et hie war, deen den Esprit an d'Lettre vum Gesetz vun 1994, fir effektiv eng vernetzten integréiert Gestioun vum Müll ze maachen, ganz schnell attackéiert huet an et färddeg bruecht huet, mat all deene Gemengen an dat Konzept do anzetrieden.

Ech denken awer och un déi Aar- bechten, déi amgaange si mam SIGRE, fir och d'Finanzierungsge- setz fir de SIGRE esou schnell wéi méiglech heihinner ze kréien, waarden och mat Ongedold op d'Konstituierung vun deenen neie Gremien an ech mengen, da lëisst et sech vläicht do méi schnell viru- kommen deementspriechend, wa mer eis mat deene Leit da kënnen zesummesetzen.

Jiddefalls, mir sinn am Ministère an an der Verwaltung prett, fir dat vi- runzedreiwen. Datselwicht gëllt natierlech och fir de SIDOR, wou d'Preparatioun fir déi partiell Renovéierung an den Assainissement vun den Anlage jo och en cours sinn, a mer sécherlech dann do och relativ schnell heihinner komme kënnen, fir dat ze maachen.

Doriwwer eraus wéllt ech awer of- schléissend net vergiessen ze soen, dass mer sécherlech nach eng Rei vun aneren Initiativen hue- len, fir d'Preventioun an d'Reduktion émmer erém weiderzedrei- wen. Ech mengen, mir stellen haut nach fest - et ass virdru gesot ginn -, dass mer beim Undeel vun den organesche Fraktiouen émmer nach bei 31% leien. Ech mengen, dass mer do Efforte musse maachen, fir weiderzekommen. Mir sinn amgaangen, e Projet pilote zu Ré- meleng ze maachen, fir mat de Geschäftter zesummen, mat de Konsumenten an de Clienté man- ner Déchete beim Akaf ze maachen.

Mir hinn de Kontrakt mat der Ge- sellschaft Valorlux virun zwou Woche verlängert, fir mat enger Ini- tiativ wéi déi mat den Écosacen och weiderzekommen, wat sécher- lech ee vun deene Punkten ass, well mer mierken, dass de Plastik mat 17% awer nach e groussen Undeel ausmëcht, grad wéi de Pa- beier an de Kartong, dee bei 24% läit. An dann natierlech och kucken, awéiwäit dass mer, beson- nesch bei den organesche Fraktiouen am Osten an am Norden, Efforte maachen, fir iwwert d'Bio- methanisatioun och d'Energiepro- blematik mat eranzebrégen. Alles dat, mengen ech, muss d'Revi- sioun vum nationale Plang vun den Décheten 2006 duerstellen.

Dofir zum Schluss vläicht eng Be- mierkung, ech mengen, de Kolleg Gira huet a senger duebeler Qualitéit hei e bëssen dodrop geánt-

wert. An der Fro vun den Analysen, déi gemaach gi sinn, an och deene Resultat, déi d'Émweltverwaltung dem SIDEC Enn Dezember vir- gleucht huet, ass dat Eenzegt, wat gëllt, kloer ze maachen, dass déi Analysé kloer weisen, dass mer et hei net mat engem groussen Pro- blem ze dinn hunn, an et gëllt do némme eent, dat ass d'Transparenz spiller ze loassen, souwuel an der Émweltverwaltung wéi beim SIDEC wéi an de Gemengen. Ech mengen, dass een un déi Problemer mat rouegem Kapp, awer De- terminatioun muss drugoen, fir dass mer se geléist kréien.

An ech mengen och hei, well dat gesot ginn ass, dass déi Responsabel vum Intérieur a vum Waas- serwirtschaftsamt prett sinn, fir sech mat eis un en Dësch ze setzen, fir déi Problemer do esou schnell wéi méiglech ze diskutéieren, ze analyséieren an dann och virzegoen, dass mer se an de Greff kréien.

Duerfir der Chamber Merci fir dat schnellt Ofhandele vun dësem Pro- jet de loi. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëm- men. Jo, Här Clement.

M. Lucien Clement (CSV).- Jo, mä ech kann net ofstëmmen, et geet net. Här President, meng Ma- schinn geet net!

M. le Président.- Mir kucken elo direkt duerno.

M. Lucien Clement (CSV).- D'Maschinne sinn total k.o.

M. le Président.- De Projet de loi 5507 ass mat 60 Jo-Stëm- men ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaeß, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sun- nen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéry, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Dái nächst Sitzung ass m

Ordre du jour

1. 4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

(*Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Amendement - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Motion*)

2. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

(*Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président. - Ech maachen d'Sëtzung op.

Ech kann d'Regierung net froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet, et ass nach kee Regierungsvertrieber heibannen. Duerfir komme mer dann direkt zu onsem Ordre du jour.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 4673B iwwert d'Brevets d'invention. D'Riedzäit ass nom Modell 2 festgelegt, a fir unzefänken huet da fir d'éischt den Här Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Här Minister, en attendant, hätt Dir vläicht fir d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. - Här President, dat ass net de Fall.

M. le Président. - Merci, da fuere mer mam Här Bodry weider.

1. 4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat d'r heiteger Debatt an Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet 4673B setzt d'Chamber e provisoiresch Schlussstréch énner eng jorelaang Diskussioun ronderém déi sou genannte Biopatenter an d'Emsetzung an d'nationaalt Recht vun der europäesch Direktiv 98/44. E provisoiresch Schlussstréch, well mat dëser Debatt an der Ofstëmmung d'Diskussioun sécherlech ronderém dat Thema net fäerdegen sinn.

Et geet bei dësem Gesetz dorëms, fir europäesch eenheetlech Regele festzeleeën, wat de rechtliche Schutz vu biotechnologeschen Erfindungen ugeet, Erfindungen, déi souwuel Planzen an Délere wéi och eenzel Deeler vum mënschleche Kierper betreffe kënnen. Dës Transpositioun vun enger europäesch Direktiv an d'Lëtzebuerger Recht geschitt iwwer eng Ofännerung vun eiser allgemenger Législation iwwert d'Patenter.

Et ass trotz Retarden, déi Lëtzebuerger jo traditionell bei der Emsetzung vun europäeschen Direktiven opzeweisen huet, schonn aussergewéinlech, dass eng europäesch

ausgeschafft ginn, déi vu sämtleche Fraktioune énnerschriwwen war, déi deemoools hei am Parlament vertrueden waren, an déi och de 26. Februar 2002 an der Chamber eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Dës Motioun vun deemoools, vun 2002, spigelt ganz kloer déi staark Reserven erëm, déi d'Chamber mat deem doten Text vun der Direktiv hat. A Reserven, dat mengen ech och haut kënnen ze soen, déi zu engem groussen Deel och haut nach émmer an der Chamber bestinn. Dat gëllt also besonnesch fir den Artikel 5, deen a sengen Ofsätz 1 an 2 e gewëssene Widder-sproch erkenne léisst, deen op jidde Fall net kloer ass, deen zweedäiteg ass.

Op dår engen Säit behandelt en - dat wëll ech soen - d'Brevetabilitéit vun Deeler vum mënschleche Kierper, wou an deem éischten Ofsaz vun deem Artikel de Prinzip steet, dass u sech e mënschleche Kierper net patentierbar wär, an op dår anerer Säit kommen dann awer am zweeten Ofsaz Aschränkungen zu deem Prinzip, wou dann d'Patentierbarkeet vun Elementer vum Mensch méiglech gëtt, soufern se duerch en technesche Procédé isoléiert oder reproduzéiert ginn.

D'Motioun vun der Chamber huet sengerzäit verlaangt, dass déi deemoleg Regierung sollt eng Renégociatioun vum Artikel 5, Alinea 2, probéieren zu déclenchéieren an och an deemselwechte Senn sollt beim Europäesch Patentamt intervenéieren. Et war also eng duebel Opfuerderung, déi vun der Chamber un d'Regierung gericht ginn ass. D'Chamber huet och nach de Wonsch ausgedréckt, dass d'Regierung sech sollt duerfir staark maachen, dass et op internationalem Plang, also iwwer Europa eraus, sollt zu enger Diskussionsrond iwwert d'Patentrecht an iwwert den Domän vun der Gesondheet kommen.

Déi Motioun huet e Konsens duergestallt téschen deenen eenzelne Fraktioune. Et war an dår Hisicht, och wann een dat historesch kuckt, en aussergewéinleche Schratt, deen deemools d'Chamber geomach huet, well d'Direktiv vun 1998 war zu deem Zäitpunkt schonn net némme rechtskräfteg, mä huet eigentlech scho laang missen an d'Nationalrecht émgesat ginn; an 10 vu 15 EU-Länner vun deemoools hate se och an d'Nationalrecht émgesat. Et war awer wouer, dass bis dohin, bis also de Februar 2002, vun der Europäesch Kommissioun keng rechtliche Schrätter an d'WEE geleet gi ware géint Lëtzebuerger oder géint déi aner EU-Länner, déi d'Transposition vun d'r Direktiv net am virgeschriwwenen Délai duerchfouert haten.

Et ass interessant, déi Interventiounen nozeliesen, déi sengerzäit eenzel Fraktiousspriecher hei geomach huet, wéi iwwert déi Motioun diskutéiert ginn ass. Ech mengen, kloer aus d'r Debatt ass de politesche Wëllen ervirgaangen, fir op europäeschem Plang eng Debatt erëm unzukuerbeln, se positiv ze beaflossen an dozou bázedroen, dass eng restriktiv Interpretatioun vun der Patentméiglechkeet op der lieweger Matière sollt erreecht ginn.

An deenen Interventiounen huet sech méi oder manner kloer och d'Hoffnung erëmgespigel, dass en neien Direktivtext géif vun der Kommissioun ausgeschafft ginn an op den Instanzwee bruecht ginn. D'Hoffnung och sengerzäit, dass aner Länner sech géifen dem Lëtzebuerger Beispill uschléissen, an dass iwwert deen dote Wee, vläicht och mat Hëlf vun enger Majoritéit am Europaparlament, d'Europäesch Kommissioun kéint zu en-

gem Handele beweegt ginn an et kéint akzeptéieren, dass op deem Punkt vum Artikel 5 en neien Text géif op den europäeschen Instanzwee bruecht ginn.

Et muss een natierlech haut de Bilan zéie vun deem, wat déi Initiativ do bruecht huet, zu wat se gefouert oder respektiv zu wat se net gefouert huet. Wann een dat nüchtern haut beureeteelt, da muss ee knapp véier Joer no däi Debatt hei an der Chamber feststellen, dass déi doten Erwaardungen, déi d'Chamber iwwer all Fraktioune viru véier Joer geäussert huet, net erfëllt gi sinn an der Wierklechkeet. Haut dierfe mer, mengen ech, a kenne mer d'Aen net zoumaache virun der politescher a juristescher Realitéit, déi sech haut ergétt, wat d'Emsetzung vun d'r europäesch Direktiv iwwert d'Biopatenter ueget.

Mir si gehalen, mengen ech, als Lëtzebuerger Parlament elo eis Verantwortung hei ze iwwerhuelen, wat natierlech Debatten an Zukunft iwwert déi dote Matière a kengem Fall ausschléisst. Mir musse weider als Lëtzebuerger Parlament iwwert déi dote Froen hei diskutéieren. A mir wäerten och iwwer eng Rei vu Projeten, déi d'Regierung elo deponéiert huet a leschter Zäit an der Chamber, och d'Geleenheit kreien an allernächster Zukunft eis mat all deene Froen erëm eng Kéier hei in extenso ze beschäften.

Wann een déi Debatte vum Joer 2002 noliegt, a wann een d'Interventiounen vun engem Patrick Santer, enger Agny Durdu oder enger Mady Delvaux noliegt, da gesäit een awer och ganz kloer, dass deemoools schonn zumindest deenen dote Spriecher bewosst war, dass et och an der Chamber zu enger nächster Etapp komme muss. Wann nämlech déi Interventiounen bei der Kommissioun náischibréngen, wann et net zu neie Verhandlunge kënnnt, wann et net zu enger neier Initiativ vun der Kommissioun kënnnt, fir déi Direktiv op zumindest engem Punkt émzéanneren, da war et och deemoools scho kloer, 2002 - dat geet aus deenen Interventiounen ervir - , dass dann d'Chamber sech wäert musse mat d'r dote Fro ausenanner setzen, wa sech d'Kommissioun net an deem Senn beweegt, wéi mer dat deemoools gewënscht haten.

Et muss ee ganz einfach feststellen, dass weder d'Europäesch Kommissioun nach de Ministerrot - an, muss ech soen, d'Europäesch Parlament och némmer an engem gewëssene Mooss - op déi kritesch Positioun vum Lëtzebuerger Parlament ageschwenkt sinn. Dat war leider net de Fall, muss een haut ganz ernüchternd feststellen.

Am Géigendeel, d'Kommissioun, déi bis 2002 eigentlech par rapport zu Lëtzebuerger an och an anere Länner net aktiv gi war, wat méiglech juristesches Schratt ugeet, huet sech awer enges Bessere besonnen aus hirer Siicht aus, an ass den 19. Dezember 2002 eng éischté Kéier aktiv ginn, andeem se en Avis motivé géint Lëtzebuerger gericht huet. Dat ass also eng lescht Warnung eigentlech, déi den Traité virgesäit géintiwer Länner, déi sech net konforméieren zum europäesch Recht.

Et huet schlussendlech derzou gefouert, dass nodeem den Text nach net émgesat ginn ass, d'Kommissioun e Schratt weider gaangen ass, a géint Lëtzebuerger wéi och géint d'Belsch a Frankräich - wann ech mech net ieren -, derzou iwwerhuelen ass an e Prozess ugéstrengt huet um Europäesch Gerichtshaff hei zu Lëtzebuerger wéinst Nettranspositioun vun enger europäesch Direktiv.

Deeselwechte Gerichtshaff huet dann och den 9. September 2004 Lëtzebuerger veruerteelt wéinst d'r Nettranspositioun vun dem europäesch Direktivtext. Doropshin huet

d'Wirtschaftskommissioun vun dëser Chamber hir Aarbechten um Text erëm opgehol. Si huet sech vun Dezember 2004 bis Mäerz 2005 a véier Sitzunge mat deem Text vun der Direktiv respektiv mat dem Regierungstext aus dem Joer 2000 beschäftigt.

A si ass derzou iwwergaangen, fir eng Rei vun Amendementen festzehalen par rapport zu deem Regierungstext vun der viregter Mandatsperiode. Déi Amendementen si schlussendlech den 11. Oktober 2005 aviséiert gi vum Statsrot, deen en Avis majoritaire hat an en Avis séparé an d'r heiter Fro. No deem Avis vum Statsrot sinn et weiter der véier Sitzunge gewiescht vun der Wirtschaftskommissioun vun dësem Parlament, wou mer eis mat deem Avis an deenen Texter ausenanner gesat hunn. An an deene Sitzunge waren och nach zousätzlech Amendementen a Propositionen vun der grénger Fraktioune agereecht ginn. De schrifteleche Rapport ass schlussendlech an der Sitzung vum 19. Mäerz 2006 ugeholl ginn.

Et ass also esou, dass wann een de Werdegang vun deem Ganze kuckt, da gesäit een, dass also sech munches gedoen huet an deene leschte véier Joer. An deem Senn, dass déi europäesch Regele voll gespilt hunn, an deem Fall, wou e Land sech net konfirméiert an net bereet ass, fir europäesch Direktivtexten an nationaalt Recht ze iwwerhuelen.

Ufanks Januar ass nach eng Kéier eigentlech eng dropgesat ginn duerch d'Europäesch Kommissioun, well se nach eng Kéier fréisch à charge komm ass, an also virun engem gudden Mount nach eng Kéier en Avis motivé supplémentaire der Lëtzebuerger Regierung zougestallt huet, wat also de leschte Schratt ass dann elo virun enger zweeter Prozedur vírum Europäische Gerichtshaff, déi eigentlech némme kann zur Folleg hunn, dass Lëtzebuerger sieft et zu enger Astreinte, sieft et zu enger Indemnité forfaitaire veruerteelt gëtt, wéi net korrekter Emsetzung vun engem europäesch normativen Text.

An der Téschenzäit, dat muss een och bäßfügen, hunn all EU-Memberstaten den Direktivtext transposéiert, ausser Lëtzebuerger a Letland, wat en neien EU-Memberstat ass, déi nach émmer net konform sinn. Et ass, mengen ech, eis an der Kommissioun kloer gewiescht, dass déi dote Positioun einfach net méi ze halen ass, an dass mer elo hei gehale sinn ze transposéieren.

Et muss een also feststellen, dass mer, nom Scheitere vun enger politescher Léisung, déi déi viregter Chamber iwwer all Fraktioune gesicht huet, an déi op europäeschem Plang net komm ass, elo müssen eise rechtliche Flichten an eisen internationale Verpflichtungen nokommen als Lëtzebuerger Parlament an och als Lëtzebuerger Land. E weidert Festhalen en enger absolut oflehnender Haltung hätt ausser engem risikoräiche symbolesche Wäert och kaum pratessch Konsequenzen.

Ech mengen, dat soll een och nach eng Kéier hei kloer festleéen, dass u sech eng Lëtzebuerger Législation ganz minimal Auswirkungen an deem heite Beräich huet, wann een emol de pratesschen Notze vun deem kuckt. Well ee muss wëssen, dass an Europa hei insgesamt dee groussen Deel vun de Patenter eigentlech vum Europäesch Patentamt zu München vergi gëtt, an dass och eng Demande, déi hei zu Lëtzebuerger gëif als Patentdemande agereechtginn, gëif weidergereecht ginn vun de Lëtzebuerger zoustännege Stellen zur Préifung bei d'Europäesch Patentamt.

Dat Europäesch Patentamt huet déi europäesch Direktiv schonn zénter laange Joren iwwerholl a gëtt seng Interpretatioun vun deem

europäeschen Text, wat net onbedéngt déi restriktiv Interpretatioun ass, déi bis elo hei zu Lëtzebuerg eigentlech vun deene meeschte politesche Kräfte befirwuerzt ginn ass. Mä et ass e Fakt, dass dat esou ass. Dorunner kënne mer eigentlech och duerch d'nationaler Texter näischt änneren.

Et muss een och ganz kloer soen: Och wann eventuell haut géif eng Affär virun engem Lëtzebuerger Geriicht opdauchen, wat de Patentschutz an däer heiter Matière ugeot, da misst och e Lëtzebuerger Geriicht, egal wat den nationalen Text wär, sech fir d'éischt nom europäeschen Text riichten, well europäescht Recht iwwergeuernt ass zu nationalem Recht. Also, och eng contraire Dispositioun vun engem Lëtzebuerger Gesetz géif vu Lëtzebuerger Geriichter net applizéiert ginn. Duerfir, mengen ech, soll ee bei aller Opréegung an allen Emotiounen, déi dës Debatt haut nach émmer mat sech bréngt, dat, mengen ech, niichter kucken an och genau gesinn, wat den Impakt eigentlech vum Lëtzebuerger Législateur an däer doter Matière ass.

Mir sinn awer der Meenung gewiescht, als Kommissioune, dass mer net däerften an och net sollte blann einfach deen ale Regierungstext iwwerhuelen an deem heite Fall, wat eng Transpositioun eent zu eent vun der europäescher Direktiiv ass, mä dass mer solllten dee politesche Spillraum an dee juristesche Spillraum, deen eis bleibt - an deen ass relativ enk an däer heiter Matière -, dass mer dee solllte maximal ausnotzen, fir esou wäit wéi méiglech eng méi restriktiv Interpretatioun an den Text selwer vun deem Lëtzebuerger Gesetz eranzekréien. An zwar an engem Mooss, dass mer eis nach esou wäit wéi méiglech am Kader vun der Direktiiv bewegen. Dass mer also net ofe géint den Text vun der Direktiiv verstoussen, well dat däerfe mer net, mä andeem mer probéieren en esou ze interpretéieren duerch zousätzlech Bestëmmungen, déi mer mat abauen, dass u sech déi Kräften an der aktueller Diskussioun och weider gestäerkert ginn, déi soen, deen doten Text däerf eigentlech net d'Dier wäit opmaache fir d'Biopatenter, mä dat do muss eng Dispositioun ginn, déi restriktiv ausgeluecht gétt an déi sou wäit wéi méiglech, also och an der Ausdehnung vum Patentschutz, sou kleng wéi méiglech gehal gétt.

Dat war déi Richtlinn, déi mir als Kommissioune haten. Mir hunn also net einfach blann den Text iwwerholl, deen eis virlouch, mä mir sinn dozou iwwergaangen, fir ze kucken, wat an anere Länner geschitt ass bei der Transpositioun, wat déi Margé sinn, déi aner Länner benotzt hunn, fir méi eng restriktiv Interpretatioun vun deem heiten Text ze kréien.

Do muss een och ganz kloer soen, dass déi meeschte Länner, déi wäitaus grouss Majoritéit vun de Memberstate vun der EU, eng integral, honnertprozenteg Émsetzung vun dem Text vun der Direktiiv an hir national Rechter gemaach hunn. Et sinn némme ganz e puer Länner, déi versicht hunn en anere Wee ze goen an déi probéiert hunn iwwert den Text selwer oder iwwer Verwaltungsvirschréften nationaler Natur ze erreechen, dass méi eng restriktiv Interpretatioun an d'Auseeitung vun däer Direktiiv hei erakönnt.

A mir hunn eigentlech genau probéiert, eis un deem Beispill do ze inspiréieren, fir an deemselwechte Senn e politeschen Akzent och nobussen ze setzen, och wa mer, wéi gesot, wéissen, dass de pratesschen Notze vun engem Lëtzebuerger nationaler Bestëmmung an däer heiter Matière net schrecklech grouss ass. Dofir si mer dozou iwwergaangen a mir hu scho virun elo engem knappe Joer eng Rei vun Amendementer guttgeheescht an der Wirtschaftskommissioune, déi mer da weidergeschéckt hunn

un de Conseil d'État, fir do och en zousätzlechen Avis ze kréien, an no laanger Diskussioun sti mer nach émmer als Kommissioune zu deenen Amendementer, déi mer virun engem Joer festgehalen hunn an déi och dann elo an den Text vun dem Gesetzesprojet mat integréiert gi sinn.

Mir hunn eis eigentlech och bestäerkert gefillt an däer doten Iwwerleeung, net némme durch déi Beispiller vun Däitschland a Frankräich, un deene mer eis also largement inspiréiert hunn, mä awer och duerch eng relativ rezent Diskussioun, déi am Europaparlament stattfonnt huet, a méi genau iwwer eng Motioun, déi am Europaparlament majoritaire gestëmmt ginn ass - se war relativ kontroversiéert -, an dat war de 26. Oktober 2005.

An do ass et genau ém déi Froegaangen, déi mer och elo an eisen Amendementer vun der Kommissioune behandelt hunn an déi mer schlussendlech och mat erakritt hunn an deen Text, deen eis haut zur Diskussioun an zur Ofstëmmung virläit. Et geet ém Breveten op de sou genannte Gensequenzen, op sou genannten ADN-Patenter. Do gétt zum Beispill gefuerert, dass u sech d'Keimzellen net solle brevetabel sinn; a genau dat schreive mer elo iwwer en Amendment an eis nationaler Gesetzgebung an.

Et gétt vun deem Europaparlament gefuerert, dass Patenter, wann de mënschlechen ADN betraff ass, sech müssen op eng konkret Uwendung beschränken, dass also eigentlech an Europa de sou genannten absolute Patentschutz net däerf gëllen, mä dass némme e funktionsbegrenzte Patentschutz däerf gëllen. Och dat ass déi zweet grouss Iddi, déi mer an eisem nationalen Text elo probéiert hunn, iwwer eng Amendermenter zréckzebehalen, fir also do an deemselwechte Senn eigentlech, wéi d'Majoritéit am Europaparlament sech a rezenten Diskussiounen beweegt, eis nationaler Gesetzgebung ze modifizéieren.

Mir sinn also hei net bei der Émsetzung à contre-courant vun der politescher Strémung an Europa, mä mir si genau an därselwechter Linn wéi elo eben d'Diskussiounen, déi am Europaparlament gelaf sinn an deene leschte Méint. An dat wëlle mer eben och net némme durch Absichtserklärungen hei énnesträichen, mä andeem mer konkret och eisen nationalen Text émänneren, fir deenen dote Gesiichtspunkte kënne Rechnung ze droen.

Well - an dat muss een emol soen - och d'Europaparlament geet an däer Motioun do net esou wäit, dass et onbedéngt eng nei Direktiiv verlaagt, mä et ass souguer der Meenung, dass et eventuell duergeet iwwer eng Recommandatioun un d'EU-Memberstaten, fir dee méi restriktive Patentschutz an däer spezieller Matière do vun der biologescher Matière hei an Europa ze kréien.

Dat doten ass net onémstridden, dat ass ganz kloer, do ginn d'Meeningen téschent deene politesche Richtungen am Europaparlament auserneen an och vu Land zu Land gétt et aner Kulturen an däer doten Hisicht. Länner wéi England, och de gréissten Deel vun de skandinaivesche Länner haten eigentlech ni e Problem, fir déi Direktiiv zu honnert Prozent émzesetzen. Et ass éischter, wéi gesot, an de Länner ronderém Lëtzeburg, wou sech méi Problemer gestallt hunn a wou méi ethesch Iwwerleeunge mat an déi Diskussioun eragefloss sinn, déi sécherlech wichtig sinn niewent deene wirtschaftlechen, déi sengerzäit um Ursprung ware vun der éischter Direktiiv an déi sécherlech och nach - dat muss ee soon - hiren Nidderschlag fannen an dem Direktiivtext, dee schlussendlech och am Joer 1998 vum Conseil a vun dem Europaparlament guttgeheescht ginn ass.

Dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vum 9. Oktober 2001 huet awer dee Méríté, dass et eng

Den amendéierte Gesetzesprojet ass an den Ae vun der Majoritéit vun der Kommissioune den éierleche Versuch dat ethesch, politesch Wénschenswäert mat deem juristesches Méiglechen ze verbanne.

Mir gi mat deem, wat mer hei maachen un d'Grenze vun eisen Transpositiounsméiglechkeeten, a mir sinn der Meenung, dass all Schrëtt, dee mer méi wält ginn, wierklech de Risiko ze grouss mécht, dass et zu eng Veruerteelung vu Lëtzeburg kennt, nodeem mer schonn erém eng Kéier mat engem Avis motivé supplémentaire vun der Europäescher Kommissioune betraff

Et muss een och ganz kloer soen - an dat ass och scho bei den Debatten 2002 hei gesot ginn -, dass, wann de Spillraum vun den nationale Parlamente momentan esou geréng ass bei der Émsetzung vun déser Direktiiv, dann hänkt dat sécherlech och domadder zesummen, dass déi viregt Parlamente, besonnesch dat Parlament, wat eben en fonction war an der zweeter Halschent vun den 90er Joren, eigentlech net interveniéert ass an däer ganzer Diskussioun.

An de fréiere gréng Deputéierten, den Här Garcia, huet dat och ganz kloer zougéi bei den Debatten 2002 an e mea culpa gemaach. Hien huet eigentlech net der deemoleger Regierung d'Schold ginn, mä hien huet gesot, et war e Feeler vun eis, dass all déi Joren - 1996, 1997, 1998 -, wéi déi Diskussioun ronderém déi doten Direktiiv war, dat eigentlech laanscht d'Lëtzebuerger Parlament gelaf ass an dass eigentlech keng Fraktioun vun dësem Parlament, keen Deputéierten, gefrot huet, dass d'Parlament sech sollt méi staark an däi Diskussioun améischen.

Ech sinn dofir vrou festzestellen, dass jo awer hei an deene leschte Méint, grad an dësem Parlament, en Émdenken an däer doter Frokomm ass mat alle pratessche Schwierigkeiten, déi dat mat sech bréngt, dass awer, mengen ech, de politesche Wëllen iwwerall an alle Fraktiounen hei am Parlament ass, dass mer esou Situationsen eigentlech net méi wëllen an net méi däerfen op eis duerkommen loassen, mä dass d'Parlament muss probéieren, iwwer eige Mechanismen a Prozeduren, déi et sech gétt, dofir zu suergen, dass et kann, wann et fir néideg fénnt, fréizäiteg an eng Diskussioun mat awieren an och dann inhaltlech en aneren Impact kann hunn, wéi dat de Fall ass, wann all europäescher Texter scho guttgeheesch si ginn an da just nach eng Transpositioun an d'Nationalrecht méiglech ass, wou oft vill Direktiivtexter eigentlech déi national Margen do ganz kleng halen, well et jo oft ém eng Vereenheetlechung vun de Prozedure geet, wat jo och hei an deem konkrete Fall de Fall ass.

Ech wéll och nach an Erënnerung ruffen, dass et och en Uerteel gétt vum Europäesche Geriichtshaff vum 9. Oktober 2001, wat eigentlech d'Portée vun däer heiter Direktiiv preziséiert huet, wat awer och glächzäiteg d'Konformitéit festgestallt huet vun dem heiten europäeschen Text mat aneren ethesche Grondwärter wéi der Dignitéit vum Mensch, sou dass u sech eigentlech och do Contestatiounen, déi sengerzäit vun eenzelne Memberstate virun dat Geriicht bruecht gisinn, an deem heiten Zesummenhang do net eigentlech gefrucht hunn, dass also och an däer doten Hisicht den Direktiivtext net méi ka juristesches zumindes kontestéiert ginn. Politesch kann een dat selbstverständliche nach émmer maachen.

Dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vum 9. Oktober 2001 huet awer dee Méríté, dass et eng

Rei vu Prezisiounen ginn huet, wat d'Interpretatioun vun däer Direktiiv hei ugeot, och wann net all Froen zefridde stellend behandelt an och bewert gi si vun den europäesche Riichter. Et huet eng Rei vu Prezisiounen ginn, wat den Énnerscheid téschent enger Entdeckung an enger Erfindung an deem spezielle Beräich hei ass - ech mengen, dass dat duerchaus nützlich ass -, a besonnesch huet et festgehalen, fir dass et sech kann ém eng Erfindung handelen - et ass jo eleng déi, déi patentierbar ass par rapport zu enger Entdeckung, déi net patentierbar ass -, do dräi Elementer müssen zusammenkommen: en natierlech Element, en technesche Procédé an eng industriell Applikatioun. An déi dräi Elementer do, déi müssen an enger particuliérer Relatioun een zu deem anere stoen.

Fir eis an der Kommissioune ass et och kloer, dass déi heiten Direktiiv selbstverständliche net den Droit commun däerf op d'Kopp werfe vum Droit des brevets. Et ass also och dat, wat am Allgemengen zu enger Definitioun vun enger Erfindung gehéiert, dass dat selbstverständliche och muss voll a ganz applicabel bleiben an deem spezielle Beräich hei vun de Biopatenter, also vun de Patenter op der lieweger Matière.

An eng Erfindung, déi supposéiert eben eng kreativ Aarbecht, déi supposéiert e Produkt vun der mënschlecher Aktivitéit an déi supposéiert, dass et eppes ass, wat et virdrun net esou ginn huet. A genau dat ass am Fong och dat, wat mer probéiert hunn hei ze maachen, nämlech déi dote Prezisiounen, déi doten Interpretatiounen esou wäit wéi méiglech an den Text vun eisem neien nationale Gesetz mat eranzehuelen.

Ech soen nach eng Kéier, dass mer also dozou iwwergaange sinn, am Géigesaz zu deem, wat am ursprüngliche Regierungstext stoung, dass mer elo iwwer eng Prezisioun, déi an de Considérante vun der Direktiiv stoung, déi awer am Text selwer vun der Direktiiv net erémgeholle war, dat preziséieren a soen, dass Keimzellen net brevetabel sinn.

Zweetens - an dat ass eigentlech dat Wesentlechst hei bei deem, wat mer maachen - gétt an deem nationalen Text elo festgehalen, dass d'Protektioun, déi d' Brevet gétt, an hirem Ausmooss beschränkt gétt, an zwar ass dee Patentschutz beschränkt op déi speziell Fonctioun vum mënschleche Kierper, déi an der Demande vum Brevet beschriwwen ginn ass an op déi dann och eng prezis industriell Applikatioun ka spille.

Et geet eis also drëm, fir ze verhénneren, dass mer iwwert deen heiten Direktiivtext en absolute Stoffschutz, en absolute Patentschutz géife kréien, wat eenzel Stoffer ubelaangt. Dat wéll dës Chamber net, dat wollt och schonn déi viregt Chamber net, an dat wélle mer eben an deem nationalen Text preziséieren.

Dat maache mer, obwuel mer wéissen, an de Statsrot huet dat a sengem Avis majoritär jo och ganz däitlech gesot, dass no Meenung vun enger ganzer Rëtsch vu Juristen dat doten eigentlech schonn ze wäit geet. Mir mengen, dass dat e Risiko ass, deen hei awer calculabel ass, dass mer eis hei awer an däer Marge nach bewegen, déi national Parlamente, den nationale Législateur muss hunn, fir dës Direktiiv kënne propper a sain Nationalrecht émzesetzen.

Ech wéll och soen, dass bei aller Diskussioun, déi et kann iwwer eenzel Dispositiounen vun däer Direktiiv ginn an déi eng gewëssen Ambiguitéit och wäerte behalen - mä dat kénne mir als nationale Législateur net beseitegen -, dass awer och an deem heite Gesetzes-text an an der Direktiiv - well do ginn dann déi Dispositiounen iwwerholl - eng Partie Punkten dra sinn, déi ee muss als positiv duer-

stellen, zumools fir e Land, wou et notamment an däer heiter Matière keng speziell Législatioun gétt.

Dat heesch, zu Lëtzebuerg hu mer zwar e Brevetgesetz, mä mir hunn awer zum Beispill keng speziell Lëtzebuerger Législatioun iwwert d'Biotechnologien, wat e gewësene Mankum ass a wou ech menge, dass mer elo an nächster Zäit och eis dozou bewegen, allerdéngs och erém eng Kéier némme duerch d'Iwwerhuele vun enger Rei vun europäeschen Texter, fir déi Lacunen do zumindes deelweis hei an nächster Zukunft opzeféllen.

Am Artikel 3 vum Gesetz steet zum Beispill der Verbuet vum Breveten op Erfindungen dran, däer hir Exploratioun konträri ass zum Ordre public respectiv zu de bonnes moeurs, wou mer natierlech, wa mer dat national iwwerhuelen, émmer können eng national Interpretatioun gi vun deen zwou wichtegen Notiounen vun der öffentlecher Uerdnung respektiv vun de gudde Setten. Et bleibt awer, dass natierlech doriewer émmer erém d'Interpretatioun steet, déi d'Europäescht Patentamt gétt, déi d'Gros vun den hei an Europa ugefrotete Breveten och schlussendlech délivréiert.

An déi Direktiiv, an domadder och an Zukunft de Lëtzebuerger Gesetzes-text iwwert d'Breveten, gétt dann och eng Rei vu pratesschen Explikatiounen, wat dann e Contreire ass zu de bonnes moeurs an zum Ordre public. Dat ass zum Beispill d'mënschlech Klonen, dat sinn u sech Veränderunge vun de Keimzellen, d'Identitéit beim Mensch, oder dat ass och d'Verwendung vu mënschlechen Embryoen zu industriellen oder zu kommerziellen Zwecker. Dat sinn also Beispiller, déi am Gesetzes-text opgefouert ginn, déi natierlech némme indikativ sinn an déi et net verhénneren, dass ee méi eng exhaustiv Interpretatioun vun deen doten Notiounen kénnt maachen. An do di sech vläicht och an Zukunft Perspektiven op, fir iwwert deen dote Wee weider Restriktiounen an deen heite Beräich mat eranzekréien.

Et muss ee bedaueren, wann een dat kuckt, dass mer eigentlech esougutt an der Ethikkommissioune énnert der viregt Legislatur wéi och elo an eisen Aarbechten eis eigentlech eréisch relatif spéit mat deem Volet Planzen an Déiere beschäftegt hunn. Do kënne mer, mengen ech, e kollektive mea culpa maachen. Dat stoung wéineg zur Diskussioun iwwert déi Period vu véier Joer oder vu sechs Joer, wou sech d'Chamberen eigentlech mat däer heiter Problematik befasst hunn. Et ass awer och op deem doten Domän, wou déi Direktiiv eng ganz Rëtsch vun Dispositiounen beinhalt, déi eben op eng Vereenheetlechung vum Regime a ganz Europa hinzilzen an déi natierlech an éischter Hisicht och d'Landwirtschaft betreffen.

Och do ass et esou wéi bei deem aneren Deel, dass eigentlech déi Direktiiv net e grousse juristesche Spillraum léisst, fir do nach zousätzlech Dispositiounen mat eranzehuelen, mä och do, mengen ech, wier d'Chamber gutt beroden, wa mer mat därselwechter Approche géifen un déi dote Froen erugoen, wéi mer et beim Mensch gemaach hunn, an zwar dass mer solle probéieren, eis ze inspiréieren an anere Länner, déi méi restriktiv waren, wéi eng Weeér déi gaange sinn, an ze kucken, ob dat Texter sinn, déi een och kann hei an d'Lëtzebuerger Nationalrecht iwwerhuelen, ob et Senn mécht dat och hei an Nationalrecht ze iwwerhuelen. Dat wär, mengen ech, eng gesond Approche eigentlech, fir och op de Volet Planzen an Déieren anzeoen.

Mir wollten aus Zäitgrénn, déi jo akut sinn, eigentlech hei an eisen Aarbechten, als Wirtschaftskommissioune, fir de Moment net méi wäit goen. Mir wollten also u sech net nach eng Kéier duerch eng

Well vun neien Ännungen erëm eng Kéier an eng laangwiereg a laang Prozedur eragoen, fir eben de Risiko vun enger Condamnatioun vu Lëtzebuerg, vun engem Schuedensatz esou kleng wéi méiglech ze halen. Eng éischt Veruerteelung hu mer jo schonn hantert eis. Duerfir hu mer gesot, mir ginn hei e bëssen en onorthodoxe Wee, dat ass wouer, a mir verweisen eigentlech déi dote Froen un eng aner Kommissioune, un d'Landwirtschaftskommissioune, déi sêcherlech och méi Kompetenzen huet an dár dote spezifescher Matière, fir op dee Volet do fachmännesch a fachfraulech anzegoen.

Mir konnten dat och maachen, well si si jo och momentan befaasst mat engem anere wichtegen, sensibelen a kontroverse Punkt, dat ass de Projet de loi 5380 iwwert d'Reglementéierung vum Commerce vum Som a vun de Planzen, natierlech och vum Ubau vum sou genannte genmodifizierte Som an iwwer Froe vun der Koexistenz téschen der klassescher Landwirtschaft an dár genmodifizierte Landwirtschaft. Alles dat si Froen, déi eigentlech mat eragehéieren an deen heiten Domän.

Duerfir hu mer proposéiert, dass eng Rei vun Amendementen, déi vun der grénger Fraktioune virun e puer Woche presentéiert gi sinn, un déi Kommissioune verweise ginn. Woubäi mer allerdéngs zu engem vun den Amendementen eis schonn eigentlech positiv ausgeschwat hunn, deen de Patent-schutz ugeet bei onfräiwellegger Fräisetzung vu Som. Do si mer der Meenung, dass mer do iwwer een Zousaz zu eisem Gesetz iwwert d'Brevete kéint hei och déi dote Fro, mengen ech, klären, ouni dass mer eis eigentlech aus dem Domän vun der Direktiv erausbe-wegen.

Do, mengen ech, hëlt een dann net sou séier d'franséisch Texter, déi ee kuckt. Dat sinn éischter u sech däitsch Texter an éisträichesch Texter, déi een eigentlech hei ka mat bâizéien, fir ze kucken, wéi wäit een nach kann e bëssen national Drëpsen an dee Pull do vun den europäeschen Texter erafléisse loessen.

Ech mengen, ech hunn dovun of-gesinn, fir hei nach laang Texter ze zitéieren. Dat hutt Der virleien. Vlächt just awer wëll ech zitéieren, fir dass dat jiddferengem nach eng Kéier kloer ass, de kruziale Punkt eigentlech, den Artikel 5ter vum Gesetz, wat den Artikel 5 vun der Direktiv ass, sou wéi en eigentlech an der Direktiv steet, a wéi en an dem ursprüngleche Regierungs-text stoung, a schlussendlech deen Text, sou wéi d'Kommissioune en eigentlech hei der Chamber haut proposéiert. An dem ursprünglechen Text ass déi dote Fro vun der Patentiéierung vun Deeler vum mënschleche Kierper wéi folgt eigentlech geregt:

Éischten Alinea, an dee géife mer u sech bâibehalen: «Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement,» ... «ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables.» Dat ass also eigentlech de Verbuet vun dem Brevet um mënschleche Kierper.

An da kënnt den Artikel 2, an deem munsch Leit eng Kontradiktioen gesinn eigentlech zum Artikel 1, wat u sech awer eng Exceptionen praktisch duerstellt zum allgemeine Prinzip. Dat ass déi Interpretatioun, déi mir ginn. Déi seet, nach eng Kéier den Direktivtext: «Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, peut constituer une invention brevetable, même si la structure de cet élément est identique à celle d'un élément naturel.»

An da preziséiert den Ofsaaz 3 vum Artikel 5: «L'application industrielle

d'une séquence ou d'une séquence partielle d'un gène doit être concrètement exposée dans la demande de brevet.»

Mir proposéieren hei als Kommissioune, fir den éischten Alinea bâizebehalen, deen u sech eng Interpretatioun praktisch festleit, dee seet, wat net kann an dár doter Matière patentéiert ginn; den Artikel 2 bâizebehalen, mä d'Konditioun nei anzeschreiwen, énnert deenen den Artikel 2 iwwerhaapt ka spiller. Also: A wat fir engen exceptionnel Hypothese kann akzeptéiert ginn, dass e Brevet besteht op lieweger Matière, op Deeler vu mënschleche Kierper an notam-ment op sou genannte Gense-quinzen?

Da soe mer wéi folgt, an dat ass deen Text, dee mer gären hei ei-gentlech ofgestëmmt hätte vun der Chamber: «Seule une invention constituante l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.»

Dat ass eigentlech deen dote Punkt, dee franséischen Text, wat also duergestallt gëtt als e begrenzten, funktiounsgebonnene Stoffschatz, am Géigesaz zu en-gem also allgemenge Stoffschatz, deen net un eng speziell Funktioun oder un eng speziell Applikatioun gebonnen ass, an deen also praktisch kënn zu engem Blocage vun der Recherche op deem dote Punkt feieren. Dat ass déi wesent-lechst Ännering, déi d'Kommissioune hei proposéiert. Mir proposéieren déi eigentlech an den Id-dien op zwou Plazen anzeschreiwen: Am allgemengen Text, mä awer och an herno an deem allgemengen Deel vun der Légalisation iwwert d'Breveten. Déi schwätz vun der Étendue eigentlech, déi d'Protectioun vun engem Brevet gëtt. Et ass genau dat, wat mer hei wëllen aschränken iwwert deen dote Wee.

Ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausfierungen als Rapporteur. Ech wëll nach eng Kéier festhalen, dass mer no jore-laangen Diskussiounen müssen haut zur Feststellung kommen, dass et net méiglech war, op poli-teschem Plang an Europa nei Tex-ter ze kréien, dass mer en face vun deene juristesche Prozeduren, déi géint Lëtzebuerg ugéstrengt si ginn am Laf vun deene leschte Joren, an och en face vun enger Condamnatioun, déi Lëtzebuerg scho kritt huet, elo als Législateur rechtlich gehale sinn, déi Direktiv émzesetzen.

Mir maachen dat net blann. Mir maachen dat net ouni Discerne-ment. Mir maachen dat net aus blankem Gehorsam géintiwwer ier-gendwelleche politeschen oder wirtschaftliche Kräften. Mir maachen dat mat der néideger Vir-sicht. Mir maachen dat och am Be-wosstsinn, dass niewent wirtschaft-lichen Aspekt, déi sêcherlech an dár Matière hei och spiller, een awer och muss ethesch Considéra-tiounen berücksichtegen. An dat probéiere mer ze maachen, an-deem mer esou wäit wéi méiglech iwwert textuell Modifikatiounen an eisem nationale Recht eng restrik-tiv Interpretatioun erakréien, wat besonnesch d'Ausmooss vum Pa-tentschutz op der lieweger Matière ugeut.

An eisen Aen, an den Ae vun der Majoritéit vun der Kommissioune, ass dee Vote, deen elo usteet, déi logesch Suite eigentlech vun dár Entwickelung, déi zénter 2002 an deem doten Dossier national an international stattfonnt huet. Et be-deit fir eis selbstverständliche net-ech betounen dat nach eng Kéier - de Schluss vun der Debatt iwwert d'Biotechnologien an Europa an hei zu Lëtzebuerg.

De Gesondheetsminister huet virun net allze laanger Zäit zwee Texter hei deponéiert, déi dés Chamber nach wäerte beschaftegen. Et ass dat d'Konvention vun Oviedo, an et ass dat och d'Émsetze vun enger Direktiv iwwert d'Recherche biomédicale, déi also all déi dote Matière nach eng Kéier wäerte fréisch opwärfen. Ech freeë mech och weider op déi Diskussioun iwwert deen dote Punkt. Och do, mengen ech, sollt sech d'Chamber hir eege Meenung maachen, wéi se dat an deem heiten Dossier bis elo an der leschter Period an an déser Period gemaach huet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer age-schriwwen. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech dem Här Rapporteur, dem Här Alex Bodry, fir seng ausféierlech schréft-lech a mëndlech Rapporten zu dësem nawell komplexe Projet de loi félicitéieren.

Seelen, wann iwwerhaapt, huet e Gesetzesprojet am Patentrecht, deen normalerweis némme spezialisierter Kreesser interesséiert, esou d'Gemidder erhëtzzt wéi dése Projet de loi. Et ass net némnen zu Lëtzebuerg esou, oder op eng Lëtzebuerg Empfindlechkeet zréckze-féieren. Iwwerall do, wou d'Patentéierbarkeet vu biotechnologischen Erfindungen diskutéiert gouf, si gréisser Bedenken an Dis-kussiounen opgeworf ginn.

D'Debatt ém d'Biotechnologie an d'Patentéierbarkeet vun därsel-wechter, an déi doraus geleeten Ängschten oder némme gestallte Fro spiegle sech och an der Chronologie, net némme vun désem Projet de loi, mä och an der Direktiv 9844, déi mer elo émsetzen, zréck. Esou ass am Europaparla-ment eng éischt Proposition de directive, déi 1988 vun der deemoleger Europäescher Kommissioune abruecht gouf, 1995 vum Europa-parlament verworf ginn. E puer Méint drop ass d'Kommissioune mat enger zweeter Propos komm. Déi gouf no enger ganzer Rëtsch vun Amendementen 1998 émgesat.

Holland hat géint dës Direktiv gestëmmt. Italien an d'Belsch hate sech enthalten. Holland, duerch Italien énnerstëtzzt, huet dann 1998 d'Validitéit vun der Direktiv virum Europäesche Gerichtshaff a Fro gestallt. Den Europäesche Gerichtshaff huet déi Klo an engem Uerteel vum 9. Oktober 2001 ver-worf.

Ech wëll elo net an den Detail vun dësem Uerteel ageoen, mä just zwou Remarquen dozou: Éischtens waren d'Argumenter, déi géint d'Direktiv abruecht goufen, net vun enger eendeiteger Qualitéit. An en-gem Commentaire zu dësem Uerteel huet e franséischen Droitsprofessor geschriwwen: «Il faut bien reconnaître que ce recours consti-tue une sorte de „baroud“, qu'il a été introduit davantage pour des fins de politique intérieure des États concernés que pour de réels motifs juridiques. La pertinence des arguments avancés par les demandeurs à l'annulation paraît discutable et ils ont été aisément écartés par la Cour.»

Mä, an dat ass meng zweet Remarque, dat Uerteel ass awer vun enger gewësse Wichtegkeet, well do den Europäesche Gerichtshaff eng Partie Bestëmmunge vun der Direktiv interpretéiert huet an am europäesche Rechtssystem ass den Europäesche Gerichtshaff déi

eenzeg Institutioun, där hir Inter-pre-tatioun vun engem europäe-schen Text ausschlaggebend ass. An dës Interpretatioun war eis an den Aarbechten an der Kommissioune séier héllefräich fir d'Aus-schaffe vun eisen Amendementen - an ech kommen nach op dee Punkt zréck.

No dësem Uerteel kann een also d'Validitéit vun der Direktiv net méi unzweielen. Si ass eng rechtsgültig Direktiv, déi mer mussen ém-setzen. Mir sinn och, wéi den Här Rapporteur dat virdru gesot huet, mat Lettland dat eenzegt Land, dat dës Direktiv nach net émgesat huet. Och déi Länner Italien an Holland, déi d'Validitéit vun der Direktiv a Fro gestallt hunn, hunn dat scho gemaach. Mir hunn den Dé-lai, deen den 30. Juli 2000 ofgelaf ass, séier verspéit.

Lëtzebuerg ass dofir och vum Eu-ro-päesche Gerichtshaff wéinst dár Netëmsetzung condamnéiert ginn an déi Europäesch Kommissioune huet eis ugedrot, dat se géif den Europäesche Gerichtshaff nach eng Kéier saiséieren, wa mer wei-der géingen trentelen. Dat géif be-deiten, datt den Europäesche Geriichtshaff géint Lëtzebuerg entweider eng festgeluechten Amende géif spriechen oder datt Lëtzebuerg misst eng Astreinte bezuelen. A fir Lëtzebuerg leien déi Astreinten téschent 500 Euro bis 30.000 Euro den Dag Verspédigung. Ech mengen, mir wären dann éischter um maximalen Niveau, bei deenen 30.000 Euro.

Dés Direktiv émsetzen ass méi ein-fach gesot wéi gemaach. Déi viregt Regierung hat dës Direktiv wuert-wiertlech émgesat, an den Text vun der Direktiv hat et och zougelooss. De Projet de loi gouf och unanime vum Statsrot guttgeheesch. Aner Länner hunn dat och esou gemaach.

Wéi mer an der deemoleger Ethiks-kommissioune mam Projet de loi be-faasst goufen, sinn awer Bedenken zum Inhalt vun der Direktiv op-komm. Et ass besonnesch ém eng Bestëmmung vun der Direktiv gaang, ém den ominéisen Artikel 5, wou de Prinzip stoung, datt de mënschleche Kierper net ka paten-tiéiert ginn, mä wou direkt duerno gesot gëtt, datt eenzel Elementer vum mënschleche Kierper kéint enner verschidde Bedingunge patentéierbar sinn.

A 14 Sëtzungen huet sech d'Ethikskommissioune mat dësem Projet befaasst, Géigner vum Projet de loi, Spezialisten an der Biotechnologie, Spezialisten am Patentrecht sinn ugehéiert ginn an d'Kommissioune ass och op München bei d'Europäesch Patentamt gefuer. Et muss een nämlech wës-sen, datt dat Europäesch Patentamt keng Institutioun vun der Euro-päescher Unioun ass. An dár Insti-tutioun, an deem Gremium sinn och Länner vertrueden wéi d'Türkei oder d'Schwáz.

D'Direktiv iwwerhëlt verschidde Regelen a Jurisprudenze vum Eu-ro-päesche Patentamt an dat Eu-ro-päesche Patentamt huet déi Di-rektiv 98/44 an hiert internt Regel-wierk iwwerholl, esou datt et eng géigesätzlech Influenz oder e Gläichgewiicht zwëschent deenen zwee Niveaue gëtt. Et kann een also net dat eent analyséieren, ouni dat anert a Betracht ze zéien.

No all deene Sëtzunge war an der Ethikskommissioune d'Meenung, datt éier mer d'Direktiv iwwerhuele sollen, mer de politesche Wee vun enger méiglecher Renégociatioun vu limitéiert opgezielte Bestë-mmunge vun der Direktiv sollten aschlooen. De 26. Februar 2002, also viru bal véier Joer, hate mer dann eng Debatt hei am Plenum a mir hunn unanime eng Motioune ugeholl, déi d'Regierung invitieréit bei der Europäescher Kommissioune a beim Europäesche Patentamt ze interveniéieren, fir deen om-néisen Artikel 5 iwwert d'Patentéierbarkeet vun Deeler vum mënschleche Kierper nei op de Métier ze huelen.

Dat huet d'Regierung och ge-maach, mä d'Kommissioune huet der Regierung geschriwwen, datt eng Renégociatioun vun der Direktiv partiell oder total net um Ordre du jour wier an datt mer déi Direktiv solitten émsetzen. Même son de cloche beim Europäesche Patentamt. Viru véier Joer hu mer also de Projet 4673B net verworf. Dat ze behaapten ass falsch. An der Ekonomieskommissioune ass dann an enger ganzer Rei vu Sëtzunge vun Dezember 2004 bis elo Januar 2006 de Projet de loi nach eng Kéier analyséiert ginn an et sinn och eng Rei vun Amendementen ugeholl ginn.

De Statsrot hat seng Schwierig-keete mat eisen Amendementen. Majoritär war hien der Meenung, mir sollien déi Amendemente fale loossen, mir géifen duerch déi Amendementen iwwert d'Direktiv erausgoen, mir wären dann net méi konform zu der Direktiv - wat falsch ass.

Am minoritären Avis huet de Stats-rot eis gesot, mir wären net wäit ge-nuch gaangen, mir sollte méi wäit goen an de franséische Modell iwwerhuelen, wou se een Abschnitt vun deem Artikel 5 vun der Direktiv net iwwerholl hunn. Politesch wär dat eng flott Lésung gewiescht, mä juristesch wär dat net gutt gewiescht, well mer een Deel vun dár Direktiv net émgesat hätten.

Fakt ass also, datt mer an iwwer 20 Sëtzungen an zwou Legislaturen dësen Text analyséiert hunn, wou dach awer d'Argumenter, déi géint déi Direktiv virbruecht goufen, scho laang bekannt waren a säit 1998 oder vlâicht souguer scho säit 1988 net geännert hunn.

Fakt ass awer och, datt mer dës Di-rektiv net eent zu eent émgesat hunn. Et gi Bestëmmungen, wou mer d'Direktiv wuertwiertlech émgesat hunn, dat stëmmt. Déi Bestëmmungen, déi am meeschten um Niveau vun der Europäescher Unioun an alle Länner vun der Unioun kritiséiert goufen, déi Bestëmmunge sinn net wuertwier-lech iwwerholl ginn.

D'Bestëmmung iwwert d'Patentéierbarkeet vun Deeler vum mënschleche Kierper ass preziséiert ginn. Duerfir hu mer jo deen Amendement agereecht. Et kéint een na-tierlech soen, datt deen Amendement némmen e puer Wieder laang ass, also et sinn zwee Sätz, mä wéi esou dacks bei juriste-schen Texter können e puer Wieder d'Substanz vun engem Text grondleeënd änneren, et muss ee sech just an dëser Matière ausken-nen, éier een eppes seet.

Wat ass iwwerhaapt e Patent? E Patent ass den Ausdruck vun der Propriétéit, deen den Erfinder op seng Erfindung huet. Wann eng aner Persoun dës Erfindung benotze wëllt, da muss se dem Erfin-der sou genannte Royalties bezuelen. Némnen eng Erfindung ass patentéierbar, eng Entdeckung ass et net; op d'mannst am eu-ro-päesche System. Am amerika-neschen hu se aner Regeln, do ass d'Utilitéit vill méi wichteg, mä bei eis ass emol d'Erfindung nout-wendeg.

An da muss déi Erfindung nach dräi Kritären erfällen. Éischtens, et muss eng Neiheit sinn, dat heescht eppes, wat iwwert den aktuelle Stand vun der Technik eraus-geet. Zweetens, et muss eng erfin-deresch Tätigkeet sinn, dat heescht déi Erfindung muss en technesche Problem léisen. An drëttens, déi Erfindung muss eng industriell Uwendbarkeit hunn.

All déi Kritären a besonnesch d'Summa divisio téschent patentéierbarer Erfindung an net patentéierbarer Entdeckung bréngt keng besonnesch Problemer mat sech, wann et sech ém klassesch industriell Applikatiounen handelt, wéi dése Mikro, en Auerwierk, en Autolack; wat och émmer. Déi Froestellung suergt och net am Pu-blükum oder an de Medië fir grouss Opreegung, mä bei sou genannten

neien Technologië stéisst d'Patentrecht op Problemer. Bei der Patentierung vu biotechnologeschen Erfindunge gesi mer et de Mötten, mä och d'Patentierung zum Beispill vun informatesche Programmer, vu Software bréngt Problemer um Niveau vun der Europäescher Unioun an déi europäesch Institutiounen di sech schwéier mat där Fro, wou och hei zu Lëtzebuerg eng Petitioun leeft.

Et kéint ee sech also froen - an dat ass déi éischt Léier, déi een aus déser Debatt zéie soll -, ob iwwerhaapt d'Patentrecht, wat sech iwwer Jorzéngten a Jorzéngten op klassesch industriell Erfindungen ugewart huet, och den neien Zorte vun Erfindunge gewuiss ass.

Et geet jo an der Direktiv 98/44 wéi och beim Europäesche Patentamt fir Erfindungen an der Biotechnologie net drëm, si engem speziell fir si ausgeschafene Regelwierk ze énnerstellen. Mat der Direktiv ass keen neit Patentrecht fir biotechnologesch Erfindunge geschafe ginn. Mä et sollt ee sech awer d'Fro stellen, ob an déser Matière oder an deenen neien Technologien en général net e speziellt Patentrecht noutwendeg ass, well et hei ém eng Matière geet, wou d'Grenz téschent Erfindung an Entdeckung net émmer esou einfach hierzestellen ass, a wou och besonnesch déi ethesch Aspekter vill méi Platz anhuelen.

D'Biotechnologien, Här President, ganz aus dem Patentrecht auszuschließen, ass net denkbar an och net virstellbar. Et liicht kengem an, zeg Milliounen Euro a biotechnologesch Fuerschung ze investéieren, ouni d'Resultat vun där Fuerschung, wann et eng Erfindung ass, déi de Kritäre vun engem patentierbarer Erfindung entsprécht, net patentiereren ze loessen. D'Biotechnologië representéieren e stänneg wuessenden Deel vun der europäescher Ekonomie. An 2010, also a véier Joer, gëtt geschat, datt d'Biotechnologië bis zu 3% vum europäesche PIB ausmaachen, dovnunner 2% vum Secteur privé an 1% vum Secteur public, Tendenz natierlech steigend. D'Biotechnologië sinn och e feste Bestanddeel vun der Lissabonner Strategie, déi mer schonn an dësem Plenum d'Geleeënheit haten, laang a breet ze debattéieren.

Zemools däerf een net vergiessen, datt Patenter op biotechnologesch Erfindungen náischt Neies sinn. Eng vun deenen éischten internationale Konventiounen iwwert d'Patentrecht, d'Konventioun vu Paräis, ass 1934 geannert ginn an deem Sënn, fir d'Patentierbarkeet vun, ech zielen op, Wäin, Tubakblier, Uebst, Déieren an tous produits naturels et fabriqués ze erläben.

Als Anekdot: 1873 si scho Patenter op Mikroorganismen ugefrot an ausgericht ginn. Dat war den Här Pasteur. A fir nach eng Anekdot ze ginn: Viru méi wéi 170 Joer, 1833, ass schonn an der Belsch d'Hief patentiert ginn. Et muss een zwar dobäi soen, datt deemoos den Énersched téschent Entdeckung an Erfindung am Patentrecht nach net esou kloer gemaach ginn ass respektiv net kloer ugewart ginn ass.

Well mer nach émmer keen op d'biotechnologesch Erfindunge moosseschneidert Patentrecht hunn a mat den allgemeng gültege Regele fuere mussen, stellt sech déi grondsätzlech Fro, wéi een dann d'Resultater vun engem biotechnologescher Recherche als Erfindung ugesi kann. Eng Erfindung ass nämlech eng Antwort op en technesche Problem. D'Entdeckung bezitt sech op déi theoresches oder wéssenschaftlech Fro. D'Erfindung ass also an d'Kategorie vum Savoir-faire anzereien, d'Entdeckung an déi vum Savoir.

Am Exposé des motifs zum däitsche Gesetz, dat déi Direktiv émgesat huet, steet: „Im Gegen- satz zu einer Entdeckung ist eine Erfindung immer eine geistige Leistung eines Menschen in Form

einer Lehre für technisches Handeln, die den Stand der Technik erweitert. Eine solche Lehre für technisches Handeln ist mehr als bloße Erkenntnis, als das bloße Auffinden von etwas bereits Existemem.“ Eng Schrauf, en Autolack, e Mikro, en Auerwierk, dat gëtt et net an der Natur. Et ass elo jiddferengem kloer, datt et sech do ém eng patentierbar Erfindung handelt. Mä wéi ass et mat Zellen, DNA-Sequenzen, Geenen, Déieren oder Blummen? Déi gëtt et jo an der Natur, an et kéint ee sech d'Fro stellen, et kéint sech jo hei némme ém Entdeckungen handelen, also eppes, wat net patentierbar ass.

De Fait awer, datt deen Objet an der Natur existéiert, verhénert nach laang net seng Patentierung. Huele mer d'Beispill vum mënschleche Kierper. Am Artikel steet de Prinzip, de mënschleche Kierper «ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments (...) ne peuvent constituer des inventions brevetables». Mat deem Prinzip ass jo jiddfereen averstanen. Et schwätzet ee jo hei vum mënschleche Kierper a vun der Entdeckung vun engem vu sengen Elementer.

Am zweeten Abschnitt kënnnt awer elo d'Ausnahm, an déi seet: «Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique (...) peut constituer une invention brevetable...» Elementer vum solchen net patentierbare mënschleche Kierper, wann déi vun deem détachéiert, isoléiert goufen, sinn eng Erfindung: Si existéieren net isoléiert vum Kierper. Et kann een an der Natur keng vum Kierper isoléiert mënschlech Zell entdecken. Eng Zell entdecke berächert de Wéssensstand; wann een déi Zell isoléiert, produzéiert, da geet ee vum Wéssensstand op den Know-how, vum Savoir op de Savoir-faire, vun der Entdeckung op d'Erfindung eriwwer.

Dofir steet jo och an engem vun de Considérants vun der Direktiv: «Un tel élément (isolé ou autrement produit) n'est pas exclu a priori de la brevetabilité puisqu'il est par exemple le résultat de procédés techniques l'ayant identifié, purifié, caractérisé et multiplié en dehors du corps humain, techniques que seul l'être humain est capable de mettre en œuvre et que la nature est incapable d'accomplir elle-même.»

D'Brevetabilität vun Deeler vum mënschleche Kierper stéisst och op gewësse Problemer, net némme, wéi ech dat viru véier Joer gesot hunn, op verschidden technologesch Onkloerheeten, mä besonnesch well d'Portée, d'Räichwält vun engem Patent net an der Direktiv kloer émschriwwen gëtt.

Well Patent heesch net émmer Patent. Et gëtt e Verfahrenspatent: Do patentierert der e Procedere, eppes Techniques, eng technesch Prozedur. An et gëtt e Stoffpatent: Do brevetierert der d'Resultat vun Ärer Fuerschung, also d'Erfindung selwer. Verfahrenspatenter, och bei biotechnologeschen Erfindungen, stoussen net op gréisser Problemer, mä d'Direktiv gesät och Stoffpatenter vir. Doriwwer eraus gesät d'Direktiv net vir, ém wat fir e Stoffpatent et sech handelt.

Et gëtt nämlech zwou Zorte vu Stoffpatenter: déi, déi absolut sinn, an déi, déi némme funktiounsbedéngt sinn.

Huele mer emol dat folgend Beispill: Eng Zell gëtt identifizéiert, entdeckt, a kritt vum Entdecker - net vum Erfinder, vum Entdecker - am Kierper eng gewësse Funktioun zougeschriwwen, well se dat an der Natur esou huet. Elo kënnnt en éischte Wéssenschafter an deen isoléiert déi Zell vum mënschleche Kierper a gëtt där eng nei Funktioun, eng zweet Funktioun. E kritt dodrop e Stoffpatent a léisst dat brevetierieren, well et sech, wann natierlech déi aner Bedingungen erfëllt sinn, dann ém en «élément isolé du corps humain» handelt.

E puer Joer drop kënnnt en zweete Wéssenschafter an deen hét déiselwecht Zell a gëtt hir, isoléiert an duerch en aner Verfahren, eng nei Funktioun. Verstéisst dësen zweete Wéssenschafter géint de Patent vun deem éischten? Wann et sech ém en absolut Stoffpatent handelt, da jo, well alles wat mat deem éischte Wéssenschafter senger Zell geschitt, fält a säi Patent. Wann et némme e funktionsbedéngt Stoffpatent ass, dann net, well den éischte Wéssenschafter huet déi Zell némme patentierere gelooss wéinst enger bestëmmter Funktioun, an deen zweete wéinst enger anerer.

D'Direktiv gesäit net vir, ém wat fir e Stoffpatent et sech handelt, ob et absolut oder funktionsbedéngt ass. Den Droit commun vum Europäesche Patentamt ass dann ze soen, datt et sech ém en absolut Stoffpatent handelt. Den Europäesche Gerichtshaff ass awer net därr Meenung. Aus deem Uertel geet ervir, datt de Schutz, deen e Patent mat sech bréngt, némme funktionsbedéngt ass.

Natierlech hätt dee Punkt kënnen an der Direktiv klarifiziéiert ginn. Mä dee Punkt ass awer duerch den Droit de transposition duerch dése Projet de loi méiglech gemaach ginn. Sou huet och an Däitschland déi Gréng Partei - dat war 2001 - dat heite geschriwwen: „Die EU-Richtlinie lässt durchaus ausreichend Spielraum, den Patentschutz so zu gestalten, dass er sich auf die konkret anzugebende Funktion beschränkt und damit die Nachteile eines zu weit gefassten Stoffschutzes vermeidet.“ An dat hu mer och gemaach.

De Statsrot war awer net mat eis averstan. En huet gesot: Dir gitt vill ziit wäit, Dir verstoussé géint d'Direktiv. An ech soen lech, de Statsrot, de majoritären Deel vum Statsrot, läit falsch.

Den Europäesche Gerichtshaff huet a sengem Uertel gesot: «La protection envisagée par la directive ne porte que sur le résultat d'un travail inventif, scientifique ou technique, et ne s'étend pas à des données biologiques existant à l'état naturel dans l'être humain...» - an elo kënnnt et - «...que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation d'une application industrielle particulière.»

A wat steet an eisem Text? «Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière.» Also hoergau datselwecht. Hei ass bal wuertwierlech deen Auszuch aus dem Uertel vum Europäesche Gerichtshaff an duerfir kann ech net verstoen, datt, wann ee wuertwierlech datselwecht iwwerhëlt vun engem Uertel vun engem Institutuon, déi am europäesche Rechtssystem eenzig kompetent ass, fir Direktive rechtsgültig ze interpretéieren, datt mer do gesot kréien, mir géife géint d'Direktiv verstoussen.

(Interruption)

Dir kënnnt jo och dono doriwwer schwätzen. Dir waart jo och an der Kommissioun, da kënnnt Dir eis dat weisen.

Mir bleiwen also an der Linn vun der Interpretatioun, deen dat europäescht Gerichtsuerteel der Direktiv ginn huet. Mir sinn och net déi eenzeg, déi déi Kloerstellung gemaach hunn; an Däitschland ass dat de Fall an a Frankräich och. Den Här Professer Mattei, en eminente Géigner vun der Biopatentdirektiv - an, c'est le hasard des choses, hie war Gesondheetsminister, wéi hien de Projet de loi, déi Direktiv transposéiert huet -, huet

dat heite gesot: «Je propose qu'on brevette une méthode, y compris lorsqu'elle inclut un gène, pour autant que ce gène demeure accessible à qui veut y accéder pour mettre au point une autre méthode plus compétitive, plus efficace et que le brevet de méthode ne permette pas l'appropriation du gène. (...) je n'accepterai pas qu'un gène (...) puisse un jour être l'objet d'une appropriation de quelqu'un qui aurait fait une découverte et non une invention.»

Ech wéilt awer nach op e Punkt opmerksam maachen, an zwar der Prezisioun, datt et sech némme ém e fonctiounsbedéngte Stoffpatent handele kann, wäert an der Praxis op d'mannst hei zu Lëtzebuerg näischt grondleeënd änneren. Kee Patent wäert an déser Matière zu Lëtzebuerg délivréiert ginn, an dat aus enger ganz einfacher Ursach: Éischtens well den Erfinder éischter den europäesche Patent wäert saiséiere fir eng europawäit Patentfro ze maachen, an zweetens, wann hien och wëllt hei op Lëtzebuerg kommen, mir net ausgestatt sinn, fir dës Patentfro ze préiwen an déi dann, wéi den Här Rapporter dat gesot huet, op Münche wäerte weiderreechen.

Mir ginn awer heimadder e politescht Signal, well mer wëlle kloerstellen, datt wann Deeler vum mënschleche Kierper sollte patentierbar ginn - wat mer net kënnen verhénneren - esou e Patent och Grenzen huet. Eng Uneegnung vun Deeler vum mënschleche Kierper duerch en absolute Stoffpatent géif d'Gefor entstoe loissen oder némme d'Bild ginn, datt de Mensch eng Zesummesetzung vu potentielle Patenter ka sinn. De Mensch ass méi wéi e Baukaste vum Patenter. D'Liewen ass méi wéi eng einfach Erfindung.

Eng Gefor vun enger Oligopolisierung vun den Erkenntnissen duerch e puer multinational Firmen ass eng Gefor, déi dacks an déser Diskussioun bei déser Direktiv menéiert gëtt an huet awer an dësem Kader náischt verluer. Et ass net um Patentrecht ze klären, wéi d'Zesummesetzung, d'Zesummelieuwe vu multinationale Firme soll geregelt ginn; dat ass d'Kartellrecht oder d'Konkurrenzrecht dat dat muss maachen. Mat dësem Projet de loi verhénner mer net oder mir erméigleche kee Kartell vu multinationale Firmen, déi dann de «bien commun de l'humanité» géife patentierieren a sech et domadder uneegnen. Et gëtt och kee Beweis, datt an deenen anere Länner, déi dat schonn émgesat hunn - England oder déi skandinavesch Länner ware ganz séier dobäi an den Enn vun den 90er Jore vum leschte Jorhonnert -, dat schonn de Fall war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vun den Aarbechten an der Kommissioun hu verschidden ONGen eng Petitioun agereech, an därr énner anerem e generelle Verbuet vu Patentierung vu Planzen an Déiere gefrot gëtt. Dat bréngt mech dozou e puer Wieder zu deem Deel vum Projet de loi ze schwätzen.

Fir et direkt ze soen: Mir konnten de Fuerderunge vun de Petitionären net Rechnung droen, well e generelle Verbuet vu Patentierung vu Planzen an Déiere géint d'Gefor géift. Mir stëmmen en, well mer müssen eng Direktiv émsetzen, déi mer matgestëmmt hunn, a well et sech ém eng Direktiv handelt, déi vum Europäesche Gerichtshaff als rechtsgültig ugesi ginn ass.

Et geet hei net némme fir ze soen, datt déi Europäesch Kommissioun Druck op eis mécht, well mer scho sät fénnef an engem hallwe Joer a Verzuch gerode sinn, an datt mer kéinteng eng Amende oder eng Astreinte kënnen bezuelen, et geet awer och ém eis international Verfluchtung als Member vun der Europäescher Unioun, Direktiven émzesetzen.

Mir stëmmen de Projet de loi, well mer der Meenung sinn, datt biotechnologesche Erfindungen och a Saache Patenter Regele brauchen, och wann dës Regelen, déi haut ugewart ginn, net déi beschte Léistung duerstellen.

Mir stëmmen dëse Projet de loi, well mer kënnen Stoffpatent mat absolutem Charakter virgesinn ass.

Déieren a Planze kee Grond war, deen ugi ginn ass 1998 vun deene Länner, déi d'Validitéit vun der Direktiv a Fro gestallt hunn, fir beim Europäesche Patentamt eng Klo anzereechen. Et bleibt awer, datt déi Fro vun der Patentierung vun Déieren a Planze Problemer stellt a Froen opwerft.

Bei der Problematik awer vun dëser Patentierung geet et net némme ém dat strikt Patentrecht. Et geet ém d'Rechter och vun de Bauer; et geet ém de Schutz vun deene, déi eng biogerecht Landwirtschaft bedreiwen oder bedreiwe wëllen. Et geet ém déi onfräiwëlle Verbreedung vun OGM oder patentierert Satgut, also ém eng ganz Rei vu Froen, déi net einfach esou vun der Hand ze weise sinn, déi awer net némme kënnen am oder duerch d'Patentrecht géist. Duerfir huet och d'Ekonomieskommissioun - wéi dat och den Här Rapporter elo grad gesot huet - dës Problematik un d'Agrikulturkommissioun weidergereech, wou dann déi eenzel Fuerderunge vun deene Petitionäre kënnen analyséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus den dacks kontroversen Diskussiounen iwwert d'Direktiv 98/44 an dëse Projet de loi, kënnen mer op d'mannst zwou Léieren zéien.

Éischtens sollten déi national Parlamente och op Problemer, déi eng Proposition de directive oder eng Proposition de règlement stellen, opmerksam gemaach ginn an hir Meenung kënnen soen. Dat maache scho verschidde Länner, an et soll natierlech jiddfer Memberstat iwwerlooss sinn, wéi hien dës Implikatioun a sengem Parlament regelt. Dofir ass och d'Initiativ, déi d'lescht Woch diskutéiert a virgestallt gout, fir déi verschidde Chamberskommissiounen an Deputéiert verstärkt mat europäeschen Dossieren ze beschäftegen, eng gutt Saach.

Zweetens stellt d'Direktiv d'Fro, ob een net fir d'Biotechnologie speziell moosgeschneidert Patentrechte solle virgesinn. Wéi ech scho gesot hunn, weist dat klassesch Patentrecht bei neien Technologië Grenzen, déi ethesch Natur sinn, déi politescher Natur sinn, déi technescher Natur sinn, an dofir sollt een op de Wee goe vun neien, der Matière adaptéierte Regelen, fir an dëser Matière de Problemer, déi mer haut gesi mat der Patentierung vu biotechnologeschen Erfindungen, aus dem Wee ze goen.

Wéi och an anere Secteure vun der Ekonomie brauch d'Biotechnologie Patenter, mä eben ass d'Biotechnologie net einfach mat deenen anere Branchen aus der Wirtschaft gläichzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert och ouni groussen Enthusiasmus dëse Projet stëmmen.

Mir stëmmen en, well mer müssen eng Direktiv émsetzen, déi mer matgestëmmt hunn, a well et sech ém eng Direktiv handelt, déi vum Europäesche Gerichtshaff als rechtsgültig ugesi ginn ass.

Et geet hei net némme fir ze soen, datt déi Europäesch Kommissioun Druck op eis mécht, well mer scho sät fénnef an engem hallwe Joer a Verzuch gerode sinn, an datt mer kéinteng eng Amende oder eng Astreinte kënnen bezuelen, et geet awer och ém eis international Verfluchtung als Member vun der Europäescher Unioun, Direktiven émzesetzen.

Mir stëmmen de Projet de loi, well mer der Meenung sinn, datt biotechnologesche Erfindungen och a Saache Patenter Regele brauchen, och wann dës Regelen, déi haut ugewart ginn, net déi beschte Léistung duerstellen.

Mir stëmmen dëse Projet de loi, well mer kënnen Stoffpatent mat absolutem Charakter virgesinn ass.

An déi Direktiv net ze stëmmen, hätt zum Beispill als Konsequenz, datt en absolute Stoffpatent op biotechnologeschen Erfindungen net auszeschlësse wier. An dat wëlle mir net.

Dat politescht Signal, wat mer hei gi mat enger restriktiver Émsetzung vun der Direktiv, ass dee wichtigste Punkt an déser Diskussioun. Et gëtt heiansdo mat Gefiller gespillt, fir eis dozou ze bréngen, dës Direktiv net émzesetzen. Et kann een hei net wäiss a schwaarz gesinn. Et gëtt hei vill Nuancé vu gro, och wat ethesch Froen ugeet. Wéi ass et da soss ze erklären, datt 1996 den europäeschen Ethiksrat oder Ethikconseil sech fir d'Direktiv ausgeschwat huet? Déi meeschten national Ethiksréit negativ. Gëtt do eng verschidden Ethik ugewant? Wéi ass et da soss ze verstoen, datt kee vun deen nationalen Ethiksréit, déi sech an déser Matière ausgeschwat hunn, unanime hir Stellung geholl hunn? Gëtt et och hei national verschidden Ethiken?

Dat heesch op där enger Sait, déi, déi gutt sinn, an op där anerer Sait déi, déi béisst sinn?! Dat esou auszadrécken ass simplistesches. An alles, wat simplistesches ausgedréckt ass, gëtt e falscht Bild vun der Realitéit zréck. Biotechnologien ze verdächelen ass e Schoss no hinnen. Biotechnologien ouni Patentschutz virzegesinn, hemmt d'Entwicklung. D'Entwicklung vun de Biotechnologien ze steieren an déi Richtung, déi mat eise Wäarter kompatibel sinn, d'Excèsen ze verbidden, dat hu mer mat eise limitierte Moyene probéiert, am Kader vun der Émsetzung vun der Direktiv 98/44 ze maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat de Privileg de 7. Juni 2000 am Numm vun der Regierung dése Projet ze déposéieren. Dat war fir mech net en einfachen administrativen Akt. Mä gleeft mer, Här President, dass ech mer déi Saach gutt iwwerluecht hat, well ech mer och bewosst war, wat den Ursprung vun deem Text war, wéi d'Genèse vun deem Text war, a wat fir eng Komplikatiounen, wat fir eng Interrogatiounen deen Text géif ervirruffen.

Als Wirtschaftsminister hat ech awer d'Flight deen Text, deen no enger Diskussioun vun iwwer zéng Joer, net némmen am Europaparlament, net némmen an dem Europäesche Conseil, mä iwwerhaapt an der europäescher Öffentlechkeet, énner Lëtzebuerger Présidence Enn 1997 am Conseil fir d'éisch zu engem Komproméss gefouert huet, an dono, no der Comitologie am Europaparlament och en Accord foont huet, fir deen Text a Lëtzebuerger Recht émzesetzen. Ech hunn dat gemaach, andeem ech déi Direktiv - an dat ass jo vu menge Virriedner och schonn énnerstrach ginn - praktesch wuertwierglech transposéiert hunn, well ech der Iwwerzeugung war, an der Iwwerzeugung bleiwen, dass eng wuertwierglech Transpositioun dee sécherste Wee wier, an dass et e Wee wier, deen ze veräntwerte wier.

Ech war och als Wirtschaftsminister der Meenung, Här President, dass, Abstraction faite vun all deen ethesch Problemer, déi een huet, déi sech stellen, déi sech och haut nach stellen, et e wirtschaftleche Problem och wier, an dass et wichteg wier, dass Erfindungen an Europa, och an déser Matière, kíinte protégéiert ginn. Als eenzel Persoun, als Mënsch, war ech mer, wéi gesot, bewosst vun deem lar- gen Débat, dee während Méint, während Joren an der Öffentlech-

keet gefouert gi war, an dass désen Text e Komproméss war zwéischent all deenen interesséierte Parteien.

An, Här President, ech war mer och bewosst, dass et schwéier ass, e gemeinsamen Nenner zwéischent deene bio-etheschen Exigences an deem juristesche Konstrukt, wat d'Brevetsrecht ass, ze fannen. An ech war mer bewosst, dass d'Introduktioun vun etheschen Iwwerleeungen an d'Brevetsrecht, net esou einfach wier.

An duerfir, Här President, hätt ech mer gewünscht, an ech soe mer, dass ech och schold dorunner mat sinn als Parlamentarier, dass ech mech net éischter, zwéischent Enn den 80er Joren an 1998, als Parlamentarier am Virfeld fir d'Problematik interesséiert hunn, an zouge-looss hunn, dass déi deemoleg Regierung, dass deen deemoleg Gesondheetsminister, den Här Lahure, am Numm vum Lëtzebuerger Land - net der Lëtzebuerger Regierung, mä vum Lëtzebuerger Land - déi Positioun geholl huet.

An dës Chamber, Här President, war sech de Problemer bewosst, well mir hate jo schonn Ufank den 90er Joren eng Ethikskommissioun an hunn iwwert déi Problemer diskutéiert. An all déi, déi sech hauft beschwéieren, dass mer eis deemoools, 1998, net genuch drëms gekëmmert hunn, deene muss ee soen, dass mer zwéischent 1992 an 1998 genuch Zäit hafen, fir eis drëm ze këmmeren an Instruktiounen mat op de Wee ze ginn - wat mer awer leider net gemaach hunn!

D'Wéssenschaft, Här President, u sech selwer, ass weder gutt nach schlecht. Mä et ass den Usage, deen ee vun der Wéssenschaft mécht, deen déi ethesch Froen eréisch suscitéiert. Am 19. Jorhonnert, Här President, war d'Welt iwwerzeugt, dass duerch d'Technik d'Schicksal vun de Mënsche kéit verbessert ginn. D'Wéssenschaft hat e Prestige, souwuel de Wéssenschaftler wéi awer och deen, dee fir d'Mënschheet Guddes gemaach huet.

Dat 20. Jorhonnert, Här President, huet jo eigentlech eréisch engersäits d'Muecht vun der Wéssenschaft, mä awer op där anerer Sait och d'Grenze vun der Wéssenschaft opgedeckt. Ech wëll hei net agoen op déi grujelech Evénementer, déi am Zweete Weltkrich waren, mat all deem, wat zum Beispill a Kazetter sou genannt Wéssenschaftler u Mënsche gemaach hunn. Dái hunn zwar op eng empirisch Aart a Weis wéssenschaftlech Experimenter gemaach, mä à un prix intolérable pour l'humanité!

An et ass jo och 1947, wou eigentlech do de Code de Nuremberg entstanen ass, wou Wéssenschaftler gesot hunn, wou Juriste gesot hunn, wou d'Mënschheet iwwerhaapt gesot huet: Dat do ni méi! Dat do däerft net passéieren! Do si Saache geschitt, déi net ze veräntwerte sinn! 1964 an der sou genannter Deklaratioun vun Helsinki hu Chercheuren, Wéssenschaftler en Text an däer Deklaratioun ausgeschafft, deen hir Praxis délimitéiert huet.

Haut, Här President, stelle sech selbstverständlech nei ethesch Froen. D'Erfindungen an der Biologie multiplizieren d'Méiglechkeiten, déi mir hunn um Mënsch selwer ze intervenéieren, ouni dass een am Viraus sech iwwer all Konsequenze bewosst ass. An aus all deem, wat mer an deene leschte Joren erlieft hunn, aus all deene Skandaler, déi waren, wéi zum Beispill d'Hormones de croissance, wéi zum Beispill de Sang contaminé, wéi zum Beispill d'geckel Kéi, aus all deem ass eng Angscht entstanen, e Mësstraue vis-à-vis vun der Wéssenschaft an de Wéssenschaftler.

Et ass e Gefill, dass d'Wéssenschaft net némme seng Versprechen net hält, mä dass d'Wéssen-

schaft zum Deel wéinstens - wéi soll ech mech ausdrécken - d'Ge-sellschaft verréit, well se ze vill enk mam Kapital verbonnen ass. Mir hunn Angscht wéinst den OGMen. Mir sinn haut obnubiliéiert zum Deel vun der soi-disant Qualitéit vun ei-ser Alimentatioun, déi géif méi schlecht ginn. A wann, Här President, all Mënsch sech indignéiert, dann ass et ganz sécher, dass kee Mënsch méi raisonnéiert.

Et wäerte sech och an der Zukunft, Här President, wichtig Froe stel- len, iwwert déi mer nach d'Ge-leéneheit kréien ze diskutéieren, wéi zum Beispill, ob et erlaabt ass un de Cellules souches embryonaires ze schaffen, mat all deene Potentialitéiten, déi déi a sech hunn. Vill Wéssenschaftler sinn iwwerzeugt, dass duerch d'Forschung op deem Gebitt determinan-t Duerchbréch géifen erreecht gi bei der Bekämpfung vu Krankheete wéi Parkinson, Alzheimer oder Diabetes. Mä d'Fro ass déi: Erlabe mer dat? Gi mer dee Wee? An dat ass eng Fro, Här President - wéi soll ech soen? -, déi kenne mir net als Gesetzgeber beäntwerten. Dat ass eng Fro, déi jidderee mat sech selwer, mir als Gesellschaft insgesamt fir eis müssen décidéieren. D'Politik ass do, Här President, ganz schlecht gestallt.

Wann ech däerft dat Wuert vun der Ingénierie génétique gebrauchen, dann ass dat némmen eng Technik. Mir müssen décidéieren, wat mer wëlle maachen, wéi mer et wëlle maachen a wou mer et wëlle maachen a wéini mer et wëlle maachen. Dái Décisiounen, Här President - an ech henn et scho gesot -, sinn an eiser kollektiver Responsabilitéit an net némmen an der Responsabilitéit vu 60 Memberen an däser Chamber, an iwwert dës Chamber eraus vun der gesamter Kollektivitéit an eiser Gesellschaft. An ech hoffen, dass déi responsabel Bierger an eisem Land, mä och iwwer eist Land eraus, un däi Debatt deelhuelen, déi dat suscitéiert. An et ass némmen, wa mer informéiert bleiwen, Här President, wa mer informéiert sinn, dass mer dës Froen op eng demokratesch Aart a Weis léise kennein.

Als Politiker, Här President, hat ech mat dësem Projet enorm Problemer, enorm Problemer, well ech am gudde Glawen, nodeem op Regierungssäit - wéi soll ech soen? - keng Oppositioone koumen, nodeem de Conseil d'Etat zu deem ganzen Text e positiven Avis ofginn hat, muss ech soen, awer zimlech duerjene war, wéi d'Oppositioone vun alle Säite koumen, haapsächlich énnert dem Impuls vun däi Organisatioun, déi sech „Greenpeace“ nennt - déi awer net vill Friddleches u sech huet,...

(Hilarité)

...an déi mat hire Mercenaires och haut de Mëttég erém hei virun der Chamber an am Chambersgebai selver hir Combats d'arrière-garde duerchgezunn hunn -, mä et war déi Organisatioun, déi eng ganz Rei Kolleegen och heibannen zu anere Sentimenter gefouert huet.

Ech muss lech soen, dass ech verwonnt war iwwert déi Koalitioun, déi sech do gemaach huet. Et huet elo kee Wäert, dass ech lech nach eng Kéier virliesen, wat zum Beispill d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei de 15. November 2000 an engem Communiqué gesot huet, wou d'Häre Schank an Ady Jung eng Delegation vu Greenpeace empfaang hunn.

Ech kann lech och soen, dass de Rapporteur vun dësem Projet den 20. Dezember 2000 mat Greenpeace zesumme war a wat hien deemoools gemengt huet. Hien huet deemoools gemengt, an et ass him och gelunge mat Hëllef vun aneren: "...vorerst dieses Gesetz nicht in Luxemburger Recht umzusetzen". Dat ass gelongen.

Ech wëll lech och erspueren - dat kenne Dir alles noliesen -, wat eisen Äerzbëschof den 8. Dezember 2000 heizou gesot huet - deen huet zwar net gesot, mir sollen d'Gesetz net émsetzen, dat wëll ech ganz kloer soen.

Mir, also d'Regierung huet dann - an ech war domadder d'accord, Här President -, décidéiert, fir déi national Ethikskommissioun bei deem Text ém hiren Avis ze froen. Deen Avis koum de 5. Februar 2002. An deem Avis huet eng Majoritéit vun de Membere vun der Ethikskommissioun sech dofir ausgedréckt, deen Text net émzesetzen, eng Minoritéit war anerer Meenung, an et ass dann de 26. Februar 2002, Här President, an dësem Haus zur Ofstëmmung à l'unanimité vun däi faméiser Motioun Rippinger komm, déi gefrot huet, dass déi Direktiv sollt renégociéiert ginn.

Ech hat der Chamber deemoools gesot, dass een eng Renégocia-tioun wuel kéint froen, mä dass d'Initiativrecht eleng awer géif bei der Kommissioun leien. Et ass gefrot ginn, dass eng Interventiouen soll beim Office européen des brevets gemaach ginn, déi eigentlech náischt domat ze dinn haten; mä och dat ass geschitt. An et sollt een eng Ronde de discussion internationale concernant le droit des brevets féieren, an och déi Ronde internationale ass geschitt, an et huet sech, Här President, esou munches gedoen.

De 15. November 2002 huet den Europäesche Conseil d'Memberstaten opgefuerert, d'Direktiv ohne Wenn und Aber émzesetzen, dat trotz engem vibranten Appel, deen eng Organisatioun, déi „Action Solidarité Tiers-Monde“ heesch, énnert der Fieder vun hiem Editorialist, dem Här Marc Elvinger, deemoools geschriwwen hat: «Monsieur Juncker, transformez l'essai!» Den Essai war, dass de Conseil européen eis dat confirméiert huet, wat ech der Chamber virdru schonn an allen Tounarte gesot hunn.

Den 29. Januar 2003 huet en Här, an zwar dee bei ville beléift, europäesche Kommissár Fritz Bolkestein eis opgefuerert, d'Direktiv ohne Wenn und Aber émzesetzen, dat heesch och der Tugend ofkommen. An, Här President, heibanne sinn der jo vill, déi sech och op chrëschtlech Wäarter beruffen. Ech sinn net esou bewandert wéi si an der Bibel, duerfir, Här President, hinn ech mer missen e Saz opschreiwen, deen ech gäre géif kommen téieren aus der Genesis, Buch 3, Versen 22 bis 24. Ech kann lech et elo op Däitsch, op Franséisch oder op Latäin, wéi Der wëllt, zitéieren. Ech maachen et op Däitsch, et ass méis einfach.

Mme Anne Brasseur (DP)- Maacht et esou, wéi Dir et geléiert hutt.

M. Henri Grethen (DP)- Voilà. Merci, Madame Brasseur.

„Dann sprach Gott, der Herr: Seht, der Mensch ist geworden wie wir. Er erkennt Gut und Böse. Dass er jetzt nicht die Hand ausstreckt, auch vom Baum des Lebens nimmt, davon issst und ewig lebt!“ Ech kíeint nach weiderfueren, Här President, mä ech wëll hei soen: De Mënsch ass keng Maschin! De Mënsch ass kee Computer! De Mënsch ass keen Déier! De Mënsch ass deen Eenzegen, dee kann zwéischent Gutt a Béis énnerscheiden, wéi et schéeden zénter e puer dausend Joer an der Bibel steet.

(Interruption)

Jo: gène, fonction et application industrielle, déi véier Wierder. An ech hinn och de President vun der Kommissioun direkt wësse ge-looss, dass et fir mech kee Problem wier, fir dat an d'Gesetz anzeschreiven; si sollten et just maachen an dann émsetzen. Et ass leider náischt geschitt.

Et ass also elo, duerch den Impuls vun eisem Rapporteur, dee gläch-zäiteg President ass vun der Commission de l'Économie - well mer hu jo elo keng Ethikskommissioun méi -, wou dee Projet erém op den Ordre du jour koum. Ech wéilt him am Numm vu menger Fraktioun vill-mools Merci soe fir déi vill Aar-becht, déi vill Méi, déi hie sech ginn huet, wou hien u sech selwer geschafft huet, fir 62 Méint, nodeem hien déi éischte Positioun ageholl hat, elo mat enger Rei Amendementen, déi hie selwer an och de Virriedner, den honorabelen Här Patrick Santer, hei exposéiert huet, dann deen Text hei der Chamber zum Vote virzeschloen.

Ech, Här President, hätt virgezunn,

dass mer beim ursprünglichen Text bliwwer wieren, ech kann awer

och mat dësem Text liewen. Ech muss just der Chamber soen, dass ech d'Gefill hinn, wann éieren den Europäesche Geriichtshaff géif mat däi enger oder däi aner Dispositioun saiséiert ginn, an hie géif déi dann net konform fannen - wat méiglech ass, wat awer och vläicht net geschitt, mä wann dat géif geschéien -, da si mer an däi penibeler Situatioun, dass mer nach eng Kéier un dësen Text schaffe ginn, dass mer nach eng Kéier, well mer sinn da genau an däi Situatioun, wou mer haut sinn, deen Text missen op de Leesch huelen.

Ech perséinlech, Här President, sinn der Meenung, dass mer esou een Text wéi deen haut oder en ähnelechen Text, am lénfsten awer deen usprünglechen Text, hätte kenne scho viru fénnef Joer a Lëtzebuerger Recht émsetzen. Mir hätten eis do vill Misär mat der Kommissioun erspurt.

Här President, mir hate bei eis an der Fraktioun eng laang Diskusioun driwwer, ob mer dësen Text sollte stëmmen oder net, net well en net an der ursprünglecher Form ass, mä einfach wéinst deen etheschen Problemer, déi sech stellien an déi jiddfer Eenzelne fir sech beäntwerte muss.

A mir hinn als Fraktioun ganz kloer décidéiert, dass an esou engem Projet wéi deem hei kee Fraktiounswang wier an dass jiddferen an esou engem Projet wéi deem heiten no sengem Wéssen a Gewësse muss décidéieren, well an dëse Froen, Här President, an esou eminent ethesche Froe wéi dësen, ass jiddfereen eleng, jiddfereen eleng mat sengen Hoffnungen, déi hien an esou eng Technologie ka setzen, jiddfereen awer och mat senge Bedenken, mat senge Froen, mat sengen Interrogatiounen.

Ech perséinlech, Här President, gleewen un de Fortschrëtt. Ech perséinlech, Här President, hinn och Vertrauen an de Bon sens vun der Mënschheit, wéssend, dass et émmer erém Leit gëtt, déi vum Pad vun der Tugend ofkommen. An, Här President, heibanne sinn der jo vill, déi sech och op chrëschtlech Wäarter beruffen. Ech sinn net esou bewandert wéi si an der Bibel, duerfir, Här President, hinn ech mer missen e Saz opschreiwen, deen ech gäre géif kommen téieren aus der Genesis, Buch 3, Versen 22 bis 24. Ech kann lech et elo op Däitsch, op Franséisch oder op Latäin, wéi Der wëllt, zitéieren. Ech maachen et op Däitsch, et ass méis einfach.

Mme Anne Brasseur (DP)- Maacht et esou, wéi Dir et geléiert hutt.

„Dann sprach Gott, der Herr: Seht, der Mensch ist geworden wie wir. Er erkennt Gut und Böse. Dass er jetzt nicht die Hand ausstreckt, auch vom Baum des Lebens nimmt, davon issst und ewig lebt!“ Ech kíeint nach weiderfueren, Här President, mä ech wëll hei soen: De Mënsch ass keng Maschin! De Mënsch ass kee Computer! De Mënsch ass keen Déier! De Mënsch ass deen Eenzegen, dee kann zwéischent Gutt a Béis énnerscheiden, wéi et schéeden zénter e puer dausend Joer an der Bibel steet.

(Interruption)

Et ass elo un eis, Här President, ze décidéieren, nodeem mer vum Bam vum Wësse giess hunn, ob mer erém gären zréck ginn an de Garten Eden, fir d'Frucht vum Bam vum Liewen ze huelen, fir d'Genen am mënschleche Kierper ze änneren an der Hoffnung, méi laang, wann net éiweg ze liewen.

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, dat ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no esou enger Ried ass den Iwergank natierlech e bësse méi brutal, wann ech erém op eis méi Terre-à-terre-Diskussioune vun der Brevetabilitéit zréck wëllt kommen.

Also, déi Fro «Que peut-on faire breveter?» ass jo elo während zwou Stonnen a sech hei des Laangen an des Breeden diskutéiert ginn. Ech vu menger Säit wëllt natierlech och déi eng oder déi aner Ergänzung dozou ginn an och vläicht am Virfeld direkt soen, dass déi gréng Fraktioun natierlech vill Problemer mat déser Direktiv huet an och hat an der Vergaangeneet an dass mer se, esou wéi se de Moment virläit, och net wäerte stëmmen.

Une voix. - Jo!

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - D'Émsetting vun der Biopatent-Direktiv 98/44 huet, dat hutt Der héieren, scho munnech Diskussioune lassgebrach a wäert an der Zukunft - an dat ass och scho gesot ginn - munnech Kappzerbrieches mat sech bréngen. Déi Diskussioune si jo och net némnen hei a Lëtzebuerg gefouert ginn, mä déi si wäit, wäit gefouert ginn an zumindest an der Europäischer Unioun ganz déif gräifend. Ech wäert och a sech da komplementär Ergänzungen zu deem, wat alles schonn haut hei gesot ginn ass, liwweren.

Meng dräi Virriedner hu schonns vill Aspekt vun déser Émsetting hei beliicht, dëst souwuel wat d'Form wéi och de Fong vun dësem Gesetz betrëfft. Eng Rei vun den Argumenter kann ech och no-vollzéien, ouni awer deene kënnen zouzestëmmen. Iwwert déi eenzel Etappen ass och, mengen ech, scho ganz vill hei gesot ginn, an dofir erlaabt mer, Här Bodry, dass ech lech da fir Äre mëndlechen a schrëtleche Rapport nach eng Kéier begléckwénschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech virdru vläicht vun engem virleefgefe Schlusspunkt, geschwattunn, mengen ech domat, dass dat Gesetz hei haut nach eng ganz Rei vu Verbesserungsvorschléi ka verdroen. Dofir wäerte mir och net ophalen, weiderhin Ännerrungen zu dësem Gesetz ze proposéieren. Ier ech mech awer mat der eigentlecher Brevetabilitéit wëllt ausenaner setzen, wëll ech nach eng Kéier den Oflaf trotzdem aus eiser Siicht beliichten.

Dat Gesetz - dat ass och scho gesot - ass ural. D'Direktiv staamt vun 1998, an do virdru war jo och schonn eng siewjähreg Debatt am Europaparlament, an do huet et och scho ganz héich Welle geschloen. Lëtzebuerg - ass och scho gesot - huet aach Joer gebraucht, fir dat da schlüssendlech an dat Gesetz hei iwwerzebrélen. Ech mengen, och déi viregt Chamber huet sech jo des Laangen an des Breeden domat ausenaner gesat. Och dat ass scho virdru gesot ginn, ech wäert och spéider nach eng Kéier drop zréckkommen.

Eigentlech ass et schonn erstaunlech, dass sech an dëser Chambersessioun eng Ekonomieskommissioun mat esou engem Dossier befaasst huet. Ech wéll eben drun erënneren, dass bei der leschter Chambersessioun dat net d'Ekonomieskommissioun war, mä eng speziell Ethikskommissioun, déi sech grad mat der Brevetabilitéit vum Liewegen deemoools ausenaner gesat huet.

Ech wéll och nach eng Kéier déi Motioun, déi deemoools eestëmmeg hei ugeholl gouf, ernimmen, wou iwwer eng Renégociatioun vun der Direktiv iwwer grad déi Zweedäitegkeet, déi hei an der Direktiv steet, sollt nach eng Kéier verhandelt ginn. No därt Direktiv - an do

widderhuelen ech mech och nach eng Kéier - ass praktesch näisch méi passéiert.

Dofir menge mer, dass och dës Chamber endlech erém esou eng Ethikskommissioun sollt an d'Liewe ruffen. Et ass virdru gesot ginn - vum Här Grethen, mengen ech -, dass eng Rei weider ganz kruzial Froen op eis duer wäerte kommen. Des Weideren ass vum Här Bodry och virdru gesot ginn, wat mir voll énnerstëtzen, dass sech am Virfeld vun deenen Direktive sollt méi eingehend domadder beschäftegt ginn, zumindest wat alles Ethesches betrëfft. Ech erënneren drun: Gen-Sequenzen, embryonal Stammzellen an esou weider an esou fort, an net zulescht och déi ganz Problematik ém d'OGMen an der Landwirtschaft.

Dofir erlaabt mer, Här President, dass ech lech eng Resolution iwwerreechen, fir drop hinzuweisen, dass mir vun der Grénger Partei verlaangen, erém esou eng Spezialkommissioun hei an der Chamber anzeféieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- que les récents travaux de transposition sur le brevetage du vivant dans la seule Commission de l'Économie furent insatisfaisants, dû à la complexité du sujet;

- qu'une commission spéciale «Éthique» a fonctionné de 2001 à 2004 sur des sujets aussi divers que la transposition de la directive 98/44, la médecine palliative et l'euthanasie ou les organismes génétiquement modifiés;

Verfügung ka stellen. Patentéierung fäeg ass dës Leeschtung dann, wann de Fuerscher zusätzlech eng praktesch Verwéartungs-méiglechkeet fir dee Stoff opweise kann. Wann et sech bei désem Stoff elo ém mënschlech Gensequenzen eben handelt, gëtt d'Saach natierlech komplizéiert, an d'Fro «Que peut-on faire breveter?» gëtt dann émmer méi schwéier ze beantworten, besonnesch aus etheschen Iwwerleeuungen eraus.

Déi Gréng sinn awer net am Prinzip géint esou eng Brevetabilitéit, och am Zesummenhang mat der Biotechnologie. Et stellt sech émmer déi Fro vun eiser Säit: Wéi eng Biotechnologie wëlle mer dann och iwwerhaapt an der Zukunft? Wëssend, dass natierlech eng ganz Rei vun ekonomeschen a gesondheetlechen Entwécklungspotenzialer mat der Biotechnologie verbonne sinn, vermësse mir awer nach émmer déi genau Stoussrichtung vun der jéztzeger Regierung, wouhinner d'Biotechnologie dann elo schlussendlech hei a Lëtzebuerg geet.

Ass et elo déi rout, déi sou genannte medezinesch Biotechnologie, déi mer wëlle forcéieren, do wou sech jo elo bekantlech eng ganz Rei vun hoffnungsvolle Resultater erwaart ginn, déi awer gläichzäiteg eng etlech ethesch Froen opwerfen? Ech wëll hei just op deen héije Fall vum südkoreanische Forscher Hwang Woo-Suk erënneren. Well et grad an der Biomedzin ém vill Geld geet - wéi virdrun och scho vum Här Grethen gesot ginn ass -, sinn d'Forscher natierlech émmer méi engem groussen Drock ausgesat an d'Falschunge bleiwen deemno net aus.

Oder ass et vläicht déi gréng Biotechnologie, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëllen ustriewen? Ech mengen, sou wäit ech d'Entwécklung an deene leschte Joren hei a Lëtzebuerg beobachtet hinn, si mer do - an dat queesch duerch d'Parteien - méi retizent. Et ass net fir némisch, datt sämtlech Bauer-associatiounen zesumme mat Entwécklings- an Émweltschutzorganisatiounen eng Petitioun beim Chamberspresident eragereecht hinn, fir géint genmanipuléiert Organisme virzegoen - mä ech kommen nach méi spéit op d'Problematik vun den OGMen ze schwätzen.

Oder ass et vläicht déi sou genannte wäiss Biotechnologie, déi mer wëllen hei zu Lëtzebuerg propagéieren? Eng wäiss Biotechnologie, wou e kontrolléierten Asaz vu biotechnologesche Verfahren an zounen industriellen Anlage benotzt gëtt. Och bei déser Technik gëtt erém vu groussen Erwaardunge geschwatt, a se soll sougħer e Bäitrag zum Émwelt- a Ressourcenschutz maache kënnen.

Ech wär dofir frou, Här Wirtschaftsminister, fir vun lech herno vläicht kuerz an Ärer Stellungnahm e Punkt doriwwer oder zumindest eppes doriwwer ze héieren, well anscheinend ass jo och do eng Studie an Optrag gi ginn, sou dass vläicht do déi éischt Resultater scho virlein.

Zréck awer zur Direktiv 98/44 a méi speziell zu der Froestellung: Wéi wäit soll a kann dat Patent dann elo gräifen? Wéi wäit däerf a kann de sou genannte Stoffschutz, wéi déi Däitsch soen, am Zesummenhang mam Liewege wierken? Dëst war an ass nach émmer de grousse Strätpunkt an hie bleift och fir mech an dësem Gesetz net eendäiteg geregel. Mir hätten eis dofir méi eng couragéiert Approuche gewënscht.

Wa scho Stoffschutz, dann awer just mat engem sou genannte funktionsgesetzte Stoffschutz - an dat ass scho vum Här Santer

erkläert ginn. Da wierke jo entspreechend Patentéierungsregelen an ech widderhuele se nach eng Kéier.

- Et muss sech ém eppes Neies handelen.
- Et muss eng innovativ Handlung virleien.
- An drëttens, et muss eng technesch Uwendung méiglech sinn.

De Stoff selwer awer, am Fall vu Gensequenzen, wéi virdru scho gesot, soll dobäi net kenne brevetéiert ginn.

Den Zugang zu genetischen Resourcen darf net durch Monopolrechte blockiert werden. Es muss auf die einzelne Gene zurückgreifen, um eine brevetable Invention zu schaffen. Eine solche Invention kann nur dann geschützt werden, wenn sie ausreichend von anderen bestehenden Inventionen unterscheidet.

Déi rezent Entwécklungen an Erkenntnissen in Europa, suchen an der Welt, weisen, dass man mit dem dargestellten Schutzrecht nicht mehr auf alle Gene angewandt werden kann. Es kann nur diejenigen Gene geschützt werden, die ausreichend von anderen bestehenden Gene unterscheiden.

2. Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.

Ancien article:

Art. 5ter

1. Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement, y compris les cellules germinales, ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence totale ou partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables;

2. Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, peut constituer une invention brevetable, même si la structure de cet élément est identique à celle d'un élément naturel;

3. Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.

Ad Amendement:

Vu que la Chambre des Députés a demandé en février 2002 par une motion la renégociation «des articles donnant lieu à ambiguïté entre brevetabilité de la matière vivante et des inventions proprement dites, notamment les dispositions de l'article 5, alinéa 2» et que cette renégociation n'a pas eu lieu jusqu'à présent, il est indispensable que le législateur luxembourgeois clarifie ces ambiguïtés autant que possible lors de la transposition de la directive européenne. La modification proposée ne me semble aucunement contraire à l'esprit de la directive pour plusieurs raisons:

a) La même transposition de l'article 5 fut choisie par le législateur français;

b) Le Conseil d'Etat, dans son avis complémentaire séparé du 11 octobre 2005, approuve cet amendement «pris dans un souci de précision et en cohérence avec l'esprit de la directive» et propose de suivre sur ce point le législateur français;

c) La Cour Européenne de Justice, dans son arrêt du 9 octobre 2001, a explicitement précisé que les

éléments du corps humain «ne sont eux-mêmes pas davantage brevetables et leur découverte ne peut faire l'objet d'une protection. Seules peuvent faire l'objet d'une demande de brevet les inventions qui associent un élément naturel à un procédé technique permettant de l'isoler ou de le produire en vue d'une application industrielle.»;

d) Dans son rapport au Conseil et au Parlement européen du 14 juillet 2005, la Commission européenne déclare «ne pas avoir l'intention, pour l'instant, de prendre position sur la validité de la transposition conformément au choix arrêté entre un champ d'application classique et un champ d'application limité de la protection des séquences de gène» et permet donc indirectement une interprétation plus restrictive de l'objet du brevet;

e) Le 26 octobre 2005, le Parlement européen a exigé dans une résolution sur le brevetage des inventions biotechnologiques, que l'objet du brevet soit interprété restrictivement, qu'il ne couvre pas la substance elle-même, mais soit limité à la fonction de cette substance.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

D'Angscht, datt mir domadder dem Geesch vun der Direktiv net méi voll entsprieche géien an domat negativ Konsequenzen ze erwaarde sinn, kenne mir net deelen. Dogéint schwätzen nämlech eng ganz Rei vu rezenten Aussoen an Dokumenter, déi och hei schonn deels zitiert goufen.

Ech wéll dofir nach eng Kéier déi fir déi Gréng wichteg dräi Grénn ziéieren.

1. D'Uerteel vun der Europäescher Cour de Justice vum 9. Oktober 2001 schwätz eng ganz kloer Sprooch, an ech zitiéieren dobäi d'Begrénnung 72 aus deem Uerteel: «En ce qui concerne les éléments du corps humain, ils ne sont eux-mêmes pas davantage brevetables et leur découverte...» - an ass virdrun iwwert d'Découverte diskutiert ginn, déi net patentiert sollt sinn - «... ne peut faire l'objet d'une protection. Seules peuvent faire l'objet d'une demande de brevet, les inventions qui associent un élément naturel à un procédé technique permettant de l'isoler ou de le produire en vue d'une application industrielle.»

Aus dësem Uerteel ass jo bekannt-lech eréischt d'Debatt a Frankräich richtege lassgaangen. Wat jo schlussendlech zu dem neie Paragraph 3, dee mir an eisem Gesetz iwwerholl hunn, gefouert huet.

2. En zweete Grond, dee fir eng méi eendaiteg Formuléierung schwätz, geet aus dem Rapport selwer vun der Commission au Conseil et au Parlement européen vum 14. Juli 2005 ervir, wou ze ließen ass: «La Commission n'a pas l'intention, pour l'instant, de prendre position sur la validité de la transposition conformément au choix arrêté entre un champ d'application classique et un champ d'application limité de la protection des séquences de gène.»

Dès Ausso vun der Kommissioune weist, datt sech d'Kommissioune mëttlerweil och bewosst ass, datt eng méi restriktiv Ausleeung bei der Patenterdeelung vu Wichtegkeet ass.

3. A schlussendlech en drëtte Grond - deen ass och vum Rapport virdru genannt ginn -, deen op eng Resolutioun vun dem Europäesche Parlament vum 26. Oktober 2005 iwwert de Brevetage des inventions biotechnologiques zréckzeféieren ass.

Durch dee Votum schwätz sech d'Europäescht Parlament nämlech fir méi eng ageschränkten Ausleeung vum Brevet aus, sou datt déi juristesche Protektioun sech eleng op d'Funktioun, déi am Brevet definéiert gouf, beschränkt an net op de Stoff selwer.

«En opérant ce choix, le Luxembourg pourra par ailleurs contribuer à renforcer la position des États membres qui ont opté pour une interprétation restrictive de la directive.»

Dëse Passage aus dem Här Bodry segem Rapport wår jiddefalls da méi courageiert a méi éerlech, wa mer effektiv deen Artikel 2 ewechloossen. Mat Ärem positive Vote iwwert dës Amendementer kënt Der all nach eng Kéier Äre Courage énner Beweis stellen, an déi Zweedätekkeet, déi momentan nach émmer an dësem Gesetzesstext dran ass, eliminéieren.

Den Här President Weiler - erlaabt mer, datt ech do op den Här Weiler zréckkommen - huet bei der Petitiounsiwwerreechung géint dëst Gesetz vun deene virgenannten Associatiounen an der Chamber am Zesummenhang mat der Breveabilitéit vu liegewegen Organisme gesot, datt et sech bei dësem Gesetz ém eng Gewéssensfro handelt, an datt hien d'Suerge voll a ganz géif deelen.

Här President, oder Här President Weiler, ech kann lech dobäi némmen énnerstëtzten! Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt effektiv herno de Choix!

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net némmen hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit huet sech d'Diskussion iwwert den Derfir oder Dergéint vu Patenter haapt-sächlech ém d'Aspekter vum Mënsch konzentréiert. Alles, wat sech am Beräich vun der Déieren-an der Planzewelt ofgespilt huet, ass an den Hannergrond gréckelt. Dobäi ass grad an deene Beräicher och eng rasant Entwécklung ze beobachten.

Och an der Ekonomieskommissiou hu mer eis kaum mat däi Problematik befasst. Ech hätt mer gewénscht, datt mer eis nach eng Kéier ém déi Problematik bekämpfert hätten. Och eng Agrarkommissiou hätt nach misse mat abezu ginn. Mä wat nach net ass, ka jo nach émmer kommen.

De momentanen Handlungsspillraum fir en ageschränktere Stoffschatz op Planzen an Déieren ass am Géigesaz zum Beräich vum Mënsch nach méi kleng. Den ageschränkte Stoffschatz bei Planzen an Déiere gouf leider a ken-gem Land a seng respektiv Gesetzer ageschriwwen. Och d'Kommissiou gesäit momentan do keen Handlungsbedarf. Och hei kann ee sech méi en ageschränkte Stoffschatz virstellen. De Wee, deen hei an der Émsetzung begaange gëtt, hält zwar eng ganz Rei vun Ausnahme bereet, déi sou genannte Bauereprivilegien, déi et dem Bauer oder dem Ziichter zum Beispill nach erläben, trotz Patent Ziichtungen a Reproduktiounen a sengem Betrib fir eegen Zwecker duerchzeféieren.

Et weist sech awer an der Praxis, datt d'Bauerem émmer méi an eng Ofhängegeet vu grousse Konzerner schlidderen an d'Dominanz vun eenzelne Firmen émmer méi grouss gëtt. Besonnesch am Beräich vun de genmanipuléierten Organismen, de sou genannten OGMen, ass émmer méi eng grouss Konzentratiou an Dominanz vun e puer Firme festzestellen. Dëst entsprécht awer bei wäitem net den Erwaardunge vun de Baueren, an och net vun de Verbraucher. Déi grouss Majoritéit - iwwer 70%, souguer 80% - vun de Verbraucher a Bauere lehnen dës Aart vu Landwirtschaft respektiv Liewensmëttel of, well et sech ém en irréversibelt Experiment an der fräier Natur handelt, mat verheerenden Auswirkungen op d'Émwelt, der Biodiversitéit oder der Gesondheet.

An engem rezenten Artikel am „Monde“ vum 9. Februar gouf nach eng Kéier op d'gesondheetlech Geforen am Zesummenhang vun den OGMen higewisen. Sou weist sech, datt bei längerer Fidderung

mat genmanipuléiertem Soja d'Liezwerzelle vu Rate sech modifizéieren. Ech hoffen, datt mer zumindest hei an Europa, oder datt d'Politik endlech erkennt, datt mir mat déser Technologie um Holzwee iwwerholl gëtt.

Datt den Handlungsspillraum vum Stoffschatz fir Planzen an Déiere méi kleng ass, wéllt awer net heesschen, datt mir guer näisch innerhalb vun dësem Gesetz nach kéinte verbesseren. Duerfir hat ech nach an der Sitzung vum 15. Dezember weider dräi Amendementer proposéiert, woubäi den éischten Amendement den Énner-scheed téshent Découverte an Invention nach eng Kéier soll énnersträichen. Sou hu mir proposéiert am Artikel 5bis, den Zousaz ze schreiwen: «peut servir de base à une invention» - et ass jo dat grad, wou déi grouss Angscht besteet -, sou datt eng isoléiert biologesch Matière aus engem natierlechen Émfeld just d'Basis vun enger Invention duerstelle kann. Leider gouf deen Amendement net vun der Kommissiou zréckbehalen.

Gläichzäiteg hu mir eng Dispositioun vun der Convention de Rio iwwert d'Biodiversitéit wéllen aschreien. Dës Dispositioun verlaangt eng méi juste an équitabel Verdeelung vun de Resultater aus biotechnologeschen Inventiounen, besonnesch mat Drëttweltländer. Déi Dispositioun soll deemno net am Gesetz, mä an de Comme-taire vum Gesetz extra ernimmt ginn.

Dat zweet Amendement ass eng logesch Suite vum éischten, duerfir ginn ech hei net speziell dodrop an.

D'Fro, fir méi eng Rechtssécherheit am Fall vun enger onfräiwelleger Kontaminatioun vu konventioneller oder biologesche Kulturen duerch Polleflug aus OGM-Planzen, stellt dat drëtt Amendement duer, wat folgend Wortlaut huet: «La protection visée aux articles 47ter et 47quater ne s'étend pas à la matière biologique obtenue par reproduction non intentionnée ou techniquement inévitable par un agriculteur à des fins d'exploitation agricole.»

Souwuel déi Däitsch, d'Éisträicher wéi d'Schwäizer hunn esou eng Dispositioun an hire respektive Ge-setzer integréiert. D'Kommissiou wéi de Wirtschaftsminister hunn dës Amendementer énnerstëtzzt, wollten awer aus prozedurale Grénn dës Amendementer net méi an d'Gesetz integréieren - wat ech vläicht verstinn, awer net gutt-heeschen. Duerfir gouf och en entspreechende Rapport vun der Ekonomieskommissiou ausgeschafft, fir dësen Deel an d'Gesetz iwwert d'Koexistenz, wat de Moment an der Agrarkommission behandelt gëtt, vum Landwirtschaftsministère ze integréieren.

Ech war awer méi wéi erstaunt iwwert d'Approche vum Landwirtschaftsminister während enger éischter Reunioun an iwwert d'Ausso, fir dësen Artikel net onbedéngt esou ze integréieren. Prozedural war et sécherlech méi wéi bedenklech, fir iwwer eppes ze diskutéieren, wou nach kee Rapport virlouch, dee jo eréischt deeselben Dag vun der Ekonomieskommissiou ugeholl gouf. Hei ginn ech och de Membere vun der Agrarkommissiou Recht, déi sech natierlech iwwerrompett gefüllt hinn, an duerfir och net zum Inhalt Stellung konnten huelen.

Aus der Reaktioun vum Här Landwirtschaftsminister hinn ech awer méi eng nuanciéert Haltung kënnten eraushéieren. Ech hoffen awer, datt eise Landwirtschaftsminister sech fir d'Suerge vun der Bauere Welt interesséiert, an dëse vläicht net grad übleche Wee matdréit.

Ech mengen, nodeem elo de Rapport N°5380/4, verschéckt ginn ass, an deementspriechend jo och konnt analyséiert ginn, datt mer deen Artikel ganz gutt innerhalb vum Koexistenzgesetz N°5380 integréiere können.

Här President, ech hinn och duerfir eng entspreechend Motioun préparéiert, déi virgesait, déi Problematik innerhalb vun der Agrarkommissiou ze behandelen, an d'Patentgesetz vun 1992 iwwert dee Wee ze ännern. Gläichzäiteg kënn ee sech och nach eng Kéier iwwert déi berechtegt Suergen, wat de Stoffschatz bei Déieren a Planzen ugeet, énnerhalen.

Motion 1

*La Chambre des Députés,
considérant:*

- *qu'en cas de coexistence entre l'agriculture conventionnelle ou biologique et l'agriculture d'OGM, il est tout à fait possible que des graines ou des plantes brevetées se retrouvent accidentellement dans des exploitations conventionnelles ou biologiques;*

- *que l'agriculteur canadien Percy Schmeiser fut attaqué en justice pour avoir planté illégalement un colza génétiquement modifié et breveté, bien que la contamination de son exploitation agricole par les semences brevetées fut non intentionnelle et que la société Monsanto argumenta que l'agriculteur devait toujours payer des dédommages, peu importe si la contamination est accidentelle ou non;*

- *qu'il est essentiel de protéger également les agriculteurs luxembourgeois contre toute réclamation des titulaires de brevet en cas de présence accidentelle ou techniquement inévitable de matière biologique brevetée; que lors de sa réunion du 15 décembre 2005, la majorité des membres de la Commission de l'Économie ainsi que le Ministre de l'Économie présent au cours des discussions ont approuvé les idées sous-jacentes à l'amendement de M. Henri Kox;*

- *que la Commission a proposé d'intégrer la formulation suivante non pas à travers le projet de loi N°4673, mais par le projet de loi N°5380: «La protection visée aux articles 47bis et 47ter ne s'étend pas à la matière biologique obtenue par reproduction non intentionnelle ou techniquement inévitable par un agriculteur à des fins d'exploitation agricole.»;*

- *que cette protection explicite a également été retenue par les législateurs allemand, autrichien et suisse;*

invite le Gouvernement:

- *à intégrer le contenu de cet amendement dans le projet de loi N°5380 portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et de plants génétiquement modifiés, qui modifiera la loi du 20 juillet 1990 du régime des brevets d'invention.*

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun, a wéllt awer nach kuerz op zwou wichteg Informatiounen hiessen. Déi éischt Informatioun stoung den 19. Januar am „Monde“, a bericht iwwer e Prozess vun de Faucheur-volontaires, déi fräigesprach goufen, well si en OGM-s-Feld zerstéiert haten. D'Begrénnung baséiert op dem Schutz vun der Émwelt an der franséischer Konstitutioun. Den Titel war ganz grouss: «OGM inconstitutionnels». Dat heescht, de Principe stéet zum Beispill och an der Europäescher Verfassung. Et freet ee sech, firwat dann d'Fransousen do déi Kéier net mat „Jo“ gestémmt hinn.

Ech hoffen awer, datt esou e Prinzip, nämlech e Précautionsprinzip, an d'Recht vun der Émwelt, och geschützt ze ginn, eng Kéier de Wee hei an déi Lëtzebuerg Verfassung fénnt.

Eng zweet Informatioun baséiert op engem Kommentar vun der Éisträischescher Présidence, déi ganz offensiv den Dossier vun den OGM wéllt ugoen, fir am Senn vun de Verbraucher endlech méi Sécherheit vis-à-vis vun dem OGM ze kréien. Ech hoffen duerfir, Här Wirtschaftsminister, datt d'Regierung déi éisträischesch Présidence do voll énnerstëtzzt.

Här President, no mengen Ausféierungen zu dësem Gesetz verstitt Der, datt meng Fraktioun souwou no der Form, wéi nom Inhalt net d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ka ginn.

Ech soen lech Merci fir Äert No-lauschtern.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Kox. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Robert Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll ufändern dem Rapporteur - deen ech de Moment zwar net gesinn - Merci ze soe fir déi vill Aarbecht, déi hien hei eran investéiert huet a seng gutt Explikatiounen zu dësem Projet.

Ech mengen, wann een nogelauscht huet, da weess een, datt mer eis hei op engem verminnten Terrain bewegen, op engem verminnten Terrain, deen extrem komplizéiert a geféierlech ass an deen e politesche Volet an och e juristesche Volet huet. De Moment gëtt vläicht méi iwwert de politesche Volet geschwät, mä wann een d'Gesetz analyséiert, da gesäit een, dass et haapsächlech, wéi dat souwisou am Patentrecht meeschents vun Fall ass, virun allem juristesche Texter sinn a juristesche Notiounen, déi hei spilleren.

D'Patentrecht un a fir sech ass schonn eppes Komplizéiertes an et gëtt nach méi komplizéiert, wa Biologie respektiv Biotechnologie mat eraspillt, an zousätzlech - ech mengen, meng Viriedner hunn och schonn drop higewisen - spiller hei ethesch, awer och ganz massiv wirtschaftlech Aspekter mat eran.

Grondsätzlech muss ee soen, datt ee sech der Biotechnologie net ka verschléissen, datt een net prinzipiell ka soen, datt alles, wat op deem Terrain geschafft gëtt, schlecht wär. Bien au contraire, et sinn eng ganz Partie Entwécklungen, déi positiv sinn, déi och besonnesch an der Bekämpfung vu Krankheeten zu Fortschritte ge-fouert hinn.

Déi Investitiounen, Här President, an d'Fuerschung musse sech och kënne rentéieren, soss gëtt näisch méi an déi Fuerschung investéiert. A fir déi Fuerschung net a Gefor ze bréngen, müssen déi Erfindungen och während enger gewësser Zäit geschützt ginn. Bis dohin, mengen ech, wár d'Saach relativ einfach, mä wa mer da bis an den Detail ginn, da gesi mer, datt mer ganz séier op Minnen tréppelen.

Wat sinn an dësem Beräich Erfindungen? Ech mengen, dat ass ee vun den zentrale Problemer. A wéi gëtt déi jeeweileg gesetzlech Definition am Eeschtfall vun de Ge richter interpretéiert?

Här President, d'Fro, wat brevetabel ass, ass eigentlech hei déi zentral Fro. Wa gesot gëtt eng Erfindung, awer keng Entdeckung, ech mengen, domat ass all Mënsch d'accord. Mir wëssen awer, datt et ganz besonnesch am Beräich vun der Biotechnologie net esou einfach ass, dat am einzelne Fall auserneen ze halen.

Ech wollt, well ee ganz besonnesch, wat d'Agriculture ubelaangt, hei op engem ganz geféierleche Gebitt ass, e puer Zitatér vir-

liesen aus engem Buch, wat sech mat dár Matière do ofgëtt. Do ass eng Dokter Vandana Shiva, Physikerin, Philosophin, déi mat dem alternativen Nobelpräis ausgezeichnet ginn ass, déi sech hei an engem Kapitel zu dár Thematik do äussert.

Do geet et an engem éischte Fall ém d'Notzung vun de Frichte vun engem Bam an Indien. Ech zitéieren elo aus engem däitschen Text iwwer e Prozess, wou si zwar an der éischter Instanz gewonnen hunn; si schreift do: „Der Niemann-Sieg verdeutlicht einige der unschönsten Seiten der gegenwärtigen Globalisierungsregeln. Das Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte des geistigen Eigentums (TRIPS), der Welthandelsorganisation (WTO), erlaubt weltweit agierenden Unternehmen, alles und jeden zu patenter - seien es Lebensformen, Saatgut, Pflanzen, Medikamente oder traditionelles Wissen. Da ein Patent ein ausschließliches Recht darstellt, das auf Grund von Erfindung vergeben wird, sind Patente auf Leben und traditionellem Wissen im doppelten Sinne falsch.“

En anert Beispill vun 1997: „Am 2. September 1997 wurde der in Texas beheimaten RiceTec-Aktiengesellschaft das Patent Nummer 5663484 auf Basmatireiszuchlinien und -körner erteilt. Das Patent für diese Erfindung ist außergewöhnlich weit und erstreckt sich auf 20 Einzelposten. Das Patent umfasst die genetischen Linien des Basmati und beinhaltet Gene der von den Bauern gezüchteten Sorten. Der Patentschutz umfasst damit automatisch alle von Bauern entwickelten Sorten.“

En drëtt Beispill: „Mit seinem Patent EP 0445929 B1 beansprucht Monsanto, Weizenpflanzen, die von traditionellen indischen Sorten abstammen und Produkte, die aus dem zerkleinerten Schrot des traditionellen indischen Weizens hergestellt wurden, „erfunden“ zu haben. Monsanto wiederholt die Bio-Piraterie nach dem gleichen Muster wie RiceTec bei seinem Versuch, zu behaupten, indischen Basmati erfunden zu haben.“

Et ass hinne gelungen, dat „biologisches Weizenpatent“, beim Europäische Patentamt ze kippen, mä si seet awer och: „Es ist an der Zeit Patente auf Saatgut, Nahrungsmittel und Pflanzen zu verbieten. Andernfalls richtet sich das Gebet „Unser tägliches Brot gib uns heute“ zukünftig nicht an Gott, sondern an Monsanto. Aus diesem Grunde muss das WTO-Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte des Geistigen Eigentums“- (TRIPS) -„vollständig geändert werden.“

Ech wollt dat hei zum Ufank uféieren, fir ze weisen, wéi wäit datt mer an dár Matière scho viru sinn a wéi geféierlech datt et gëtt, wann do net awer nach op engem aneren Niveau, wéi mir hei diskutéieren, wierklech mat alle Mëttelen de Reedel virgeluecht gëtt, well et ass evident, datt déi Firmen, déi e riseg Interesse drun hunn, déi natierlech entstane Genpoolen fir sech ze monopoliséieren a se fir sech ze exploitéieren, datt do eng Risegefor draläit, net némme fir d'Bauer, déi hei bei eis um Terrain schaffen, mä och ganz besonnesch fir déi an der Drëtter Welt.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Här President, wuerfir hunn ech déi Zitater hei virgelies? Fir ze beweise wéi grouss d'Gefor ass, déi op deem Terrain hei dreet, wéi néideg datt et ass, datt mer um internationale Plang agéieren. Deen Text, dee mer haut virleien hunn, ass e Komproméiss, e Komproméiss, op dee sech gëeenege ginn ass. Et ass en extrem juristescher verklauseiéerten Text, wou een eigentlech némme um praktesche Beispill erklären kann, wat en dann a senger lechter Konsequenz bedeut.

Déi wichtigst Articlele sinn d'Article 5bis a 5ter - meng Virriedner si scho praktesch alleguer drop agaarden. Den Artikel 5bis, dee seet «Ne sont pas brevetables...» - ass net ze brevetéieren - «...les variétés végétales et les races animales», awer dat gëtt am zweete Punkt da schonn erém age-schränkt: «Les inventions portant sur des végétaux ou des animaux sont brevetables si la faisabilité technique de l'invention n'est pas limitée à une variété végétale ou à une race animale déterminée.» Do hu mer d'Dier schonn erém zum Deel opgestouss.

Den Artikel 5ter, wou de mënschleche Kierper «aux différents stades de sa constitution et de son développement, y compris les cellules germinales» ausgeschloss ass vum Brevet, gëtt am zweete Punkt vum 5ter och erém deelweis a Fro gestallt. Et ass do, wou ech mengen, dass, fir wierklech ze gesinn, wat dat bedeit, een et schonn un deem engen oder anere praktesche Beispill misst virstellen.

«Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique» - mä et geet un: «Un élément isolé du corps humain» - «(...) peut constituer une invention.»

Wa mer den Zwëschesaz erausloessen, kënnt et ganz, ganz däitlech eraus, datt en isoléiert Element vum mënschleche Kierper als Erfindung ka betruacht ginn, «même si la structure de cet élément est identique». Och wann et anesch hirgestallt ginn ass, ass dat en Élément naturel. Zu wat dat kann an der Praxis féieren, muss een sech froen, well et ass och net émmer einfach, dann, wann et identique ass, fir nozeweisen, wou et dann tatsächlich hierkënnt.

Den drëtten, dee begréissenswärterweis ugefügt ginn ass, ass awer och a senger Interpretatioun extrem schwierig, well et eng schwierig Matière ass, unerkannterweis. Meng Virriedner hunn och schonn zitéiert, wann et némme eng Erfindung ass, «constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation, à l'exploitation de cette application particulière.»

Gott sei Dank ass déi Aschränkung dragesat ginn, mä, wéi gesot, mir sinn der Meening, datt trotzdem bis zu engem gewësse Grad dach hei Entwicklunge méiglech sinn, déi mer alleguer vläicht net, oder ganz sécher net wéllen.

Madame Presidentin, hei ass de 26. Februar 2002 eng Motiou gestëmmgi vun der Chamber, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, nach eng Kéier Négociationen opzehuelen, fir ze kucken, fir déi Direktiv geännert ze kréien. Dat ass net gemaach ginn. Och déi international Diskussion - ech mengen, den Henri Grethen huet dorriwwer geschwat -, déi ugereeget ginn ass, huet, an deem Mooss wéi se iwwerhaapt gefouert ginn ass, keng Ännérung erbäibruecht. Sou datt mer elo an der Zwangssituatioun sinn, datt mer eppes musse maachen, wann et net soll deier ginn.

Duerfir stellen ech d'Fro: Wat geschitt, wa mer net géifen émsetzen? Ech mengen, den Alex Bodry huet et däitlech hei gesot: Um rechtliche Plang ännert sech häerzlech wéineg, well 23 Länner schonn émgesat hunn, well eng Firma, wa se da Patent unzemellen huet, wahrscheinlech net heilhinner op Lëtzebuerg kënnt. Um rechtliche Plang ännert sech näisch, mä um europäische Plang kann et extrem deier ginn, wa mer näisch maachen. Ech mengen, däers si mer eis bewosst.

Wat geschitt, wa mer émsetzen? Dann ännert sech héchstwahrscheinlech an der Praxis och net vill. Mir hunn d'Direktiv émgesat a

mir brauchen d'Amende net ze fäerten.

Madame Presidentin, mir wëlle soen, datt et awer als Lëtzebuerg Parlament frustant ass, ze gesinn, wéi limitiéiert datt eis Marge de manoeuvre an dësem Dossier ass, wat awer e ganz wichtegen Dossier ass a wat e wichtegen Domän ass, wou och d'Gewëssensfräheit vun deem Eenzelne ganz wäit mat eraspillt.

An dësem Dossier, dee jo wierklech net onéimstridden ass, huet et eng Partie Ausenanersetzunge ginn, déi och - wat mech, an dat muss ech éierlech soen, e bësse gestéiert huet - ganz dacks den Terrain vun der Sachlechkeet verlooss hunn. Ech verstinn, wann ee manifestéiert, datt een da probéiert, Saachen e bësse méi dramesch duerzestellen. Et stéiert mech awer als Lëtzebuerg Parlementarier, deen och nach aus dem Agrarsecteur kënnt an deem déi Problematik wierklech um Härz läit, wann ee gesot kritt, et géing ee Schwéngereie maachen, wann een deen Text hei géif stëmmen. Dat, mengen ech, muss ee ganz däitlech zréckweisen.

Et stéiert mech op dár anerer Säit awer och, obschonn ech mech net beträff fillen, wann e sozialistischen Europadéputéierten den 28. Januar 2006 schreift, d'Greenpeace-Aktiviste wäre beméit, de Lëtzebuerg „glaubhaft zu maachen, demnächst könnte Leben patentiert werden, könnten Schweine mit Patentnummern versehen werden“. An da schreift en: „Man beruhige sich: Solche Schweinerären sind nur bei Greenpeace möglich. Die Lieblingsorganisation der luxemburgischen Medien, die ein Jahresbudget von 160 Millionen Euro in mediengerechte Aktionen investiert, immerhin gut 6,4 Milliarden alter Franken, muss jede Woche einen Skandal erfinden, um Spenden einzuhimsen und ihre über tausend feste Mitarbeiter bezahlen zu können.“ Esou kann ee sech natierlech och mat dëser Matière ausernee setzen. Ech mengen awer net, datt dat eis weiderbréngt.

Madame Presidentin, ech wëll ofschléissend e puer Konklusiounen hei zéien:

Eischent ass d'Gefor, datt d'Lobby vun der Biotechindustrie et färdeg bréngt, ebe just duerch hir Lobbyarbeit an duerch permanenten Drock de Patentschutz émmer méi wäit auszeweiden op Liewewiesen, imminent. Mir müssen eis dár Erausfuerderung mat alle Mëttelen entgéintstellen.

Zweetens: Lëtzebuerg huet ganz däitlech am Virfeld vun dár Direktiv seng Chance verpasst, fir ze agéieren, datt d'Direktiv, déi eis net genuch Spillraum léiss, méi enk gefaasst gi wär. Och déi Kritik muss een hei ganz däitlech ausseren, och wa vläicht den Impakt, dee Lëtzebuerg an dár Diskussion gehat hätt, limitiéiert war.

Drëttens: Dái praktesch Konsequenze vun deem Text hei, wann en émgesat ass, sinn à longue vue net ganz liicht ofzegesinn.

Véiertens: Den ADR hätt et gäre gesinn, wann de Schutz am Beräich vun der Biotechnologie sech ganz kloer op den technesche Procédé limitiéiert hätt an d'Tissus organiques och gradsoù däitlech ausgeschloss hätt; dat ass net de Fall.

An als Lescht: Datt een an dësem Beräich de „principe de précaution“ sou wäit wéi méiglech soll spille loessen, dat ass hei manifestement net de Fall, an duerfir, Madame Presidentin, esou Leed wéi et eis och deet, kënne mer dëse Projekt net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Elo ass et dann un der Regierung. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn net en übleche Werdegang, deen dee Gesetzesprojet hei matgemaach huet, an déi Décioun, déi haut usteet, ass schonn zum Deel remarquabel, eleng dauerch, dass d'Chamber hei op eng Aart a Weis involvéiert ginn ass a sech involvéiert huet, wéi dat seelen an engem Regierungsprojet de Fall ass.

Ech mengen, zu engem gewëssenen Zäitpunkt huet d'Regierung opgrond vun Négociationen, déi no enger Adoptioun am Conseil geschitt waren an déi dozou gefouert hunn, dass en Accord am Europaparlament komm ass an déi Direktiv u sech ugeholl ginn ass, probéiert, dee Gesetzesprojet virzebereeden. Den Här Grethen huet deen erabruacht. En ass zu deem Zäitpunkt eben hei net op Virléift gestouss, aus diverse Grënn, en ass gespléckt ginn, a bei deem zweeten, méi kriddelechen Deel ass u sech gefrot ginn, fir ze versichen, dat do nei ze verhandelen.

Ech ginn net op all déi Detailer an, déi den Här Grethen a senger Qualitéit als viregte Wirtschaftsminister hei virbruecht huet, well ech deele se absolut. Wéi et sech erausgestallt huet, dass déi Efforten, fir eppes ze änneren, net méiglech waren, war menger Meening no de Moment komm, fir ze handelen.

Wéi déi Erkenntnis bis komm war, ass och ee Moment am Beneluxparlament eng Recommandatioun komm. An ech muss soen, ech war zwar Fraktionspresident, hu mech glécklecherweis awer net méi zu Wuert gemellt - an ech wäert herno och nach soen, firwat ech mech net méi zu Wuert an dár doter Matière gemellt hunn.

Et war u sech awer e bëssen erstaunlech, dass mer no dár Recommandatioun, déi am Juni 2003 komm ass an déi u sech e Komproméiss sollt duerstellen, net méi weider an der Chamber dorriwwer geschwat hunn. Sécherlech war nach eng Sitzung virgesinn, déi de 16. Dezember 2003 ageruff ginn ass; déi ass ofgesot ginn an déi ass net méi agesat ginn.

Et si vill Leit, déi hei gesot hunn, dass et vläicht d'Ethikskommision oder eng nei Ethikskommision hätt misse sinn, déi dat och géing behandelen. Ech muss soen, ech si frou, dass et d'Wirtschaftskommision war, well mir haten hei eng Prozedur, déi geschleet a geschleef huet an déi gréisser Problemer fir eis duergestallt huet.

D'Wirtschaftskommision an hire President an hire Rapporteur hunn et awer wéinstens - an ech kommen nach eng Kéier op deenen hire Rôle zréck - färdeg bruecht, dass mer dat do awer ofgeschloss hunn, anstatt dass et, wéi et an dár Kommission virdrun war, wou ech deene Leit kee Virworf wëll maachen, mä wou ech awer trotzdem wëll soen, dass dat einfach liele bliwwen ass an dass dat eppes ass, wou mer awer nu wierklech net an Zukunft kënne schaffen.

Ech hu kee Problem, fir eng Position hei ze huelen. Et gëtt jo hei vu jiddferengem gesot, dat wier e bëssen eppes, wou jiddferee mat sech selwer misst eens ginn. Ech hu bal näisch gesot heizou. Ech hat mer deemoos eppes operluecht. Ech hunn net fir näisch am Alzheimerberäich geschafft. Grouss Deeler vu menger Famill sinn dauerch betraff. Wann ee befaangen ass, ass et batter iwwer soen Saachen nozedenken.

Iwwert d'Fuerschung am Biotechsberäich hunn ech natierlech ganz aner Meeningen, déi perséinlech

bezu sinn an déi ganz kloer an d'Richtung ginn, dass ech alles, mä alles geing wëllen énnerhuelen, fir dass mer Méiglechkeete géinge fannen, fir deene Krankheeten entgéintzwerken an dass ech de Principe de précaution wuel respektéieren, mä Dir mierkt, ech sinn emotionell befasst an esou enger Saach, well ech selwer dorunner hänken. Duerfir hunn ech mech net zu Wuert gemellt an dat sollen eenzel Leit trotzdem och bedenken, déi de Principe de précaution dauernd no virschieben, fir awer och vläicht onmégliche ze maachen, dass muer Léisunge fonnt gi fir Saachen, déi engem schrecklech vill Suerje maachen - perséinlech an dorriwwer eraus, wat aner Leit ubelaangt. Duerfir hunn ech mech net zu Wuert gemellt, dauerfir wäert ech och probéieren, hei net op de Fong anzegoen, well ech der Gefor net wéll erleien duerch perséinlech Schicksaler geprägt ze sinn, wann et ém esou eppes wéi dat hei geet.

Wéi ech dunn d'Verantwortung am Ministère iwwerholl hunn, hunn ech mer dee Prinzip zu eege gemaach, deen ech hei elo énoncéiert hunn, an ech hu mam President vun der Kommissioun, déi nun eben zouständneg ass, geschwät.

D'Patenter sinn nun eemol den Zoustannegkeetsberäich vum Wirtschaftsministère, also war et fir mech och kloer, dass ech mech géing rüchten un de President vun dár doter Kommissioun, fir mat him ze schwätzen iwwer eng inextricabel Situations, an déi mer am gaange waren, eis eranzemanövréieren, an an dár mer schonn zu engem gudden Deel dra waren.

U sech war meng Propositionen déi, dass vun der Chamberskommisioun selwer d'Initiativ soll kommen an dass de President an hire Rapporteur da solle kucken, wéi se dee beschtméigleche Komproméiss kënnte fannen an dee misst natierlech op eppes Realisteschem baséieren, dat heesch, net op eppes, wat mir heit géingen erfannen an net an Aklang wier mat der Direktiv. Mä vu dass all déi aner Länner - och déi Länner ronderem eis, wat jo awer nun net déi allerleschte Länner sinn - dat schonn émgesat hunn, huet et mer geschéngt, dass et normal wier, dass ee misst e Komproméiss fannen op Grond vun Texter, déi et an Däitschland, a Frankräich oder esou géing ginn.

Dat war u sech d'Missioun, déi ech gemengt hat, dem President mat op de Wee ze ginn. An ech wëll him hei ausdrécklech Merci soen, him an de Membres vun der Kommissioun, well main Agréff hei war nu wierklech net grouss, en huet et némme gespillet duerch den Agréff vu menge Servicer, deenen ech heibäi och wëll ganz vill Merci soen.

De Rapporter an d'Kommissiounsmitglieder hunn eng ganz seriö Aarbecht hei virgeluecht an hunn eng seriö Debatt gefouert. An ech akzeptéiere bei wäitem net dee Virworf, deen elo seet, mir hätten dat hei iwwert de Knéi gebrach. Wann eppes am Mee 1998 ugeholl gëtt a misst transposéiert ginn, a mir sinn aacht Joer duerno, an da kënnt een a schwätzen mer, et wier iwwert de Knéi gebrach ginn, och wann ee weess, dass deen neien Élan, déi nei Initiativ, déi mer geholl hunn, am Oktober 2004 ugaangen ass an dass mer elo am Februar 2006 zu enger Konklusioun kommen, da kann ee weess Gott dach net schwätze vun eppes, wat ee soll iwwert de Knéi gebrach hunn.

Irgendwann ass nämlech Schluss mat deenen Diskussionen. Et muss een zu Konklusioun kommen. Mir hunn hei ausgereizt Grenze vun deem, wat den Transpositounspillraum hierginn huet. Et ass ee Moment komm, wou eng politesch an eng juristescher Realitéit - wéi den Alex Bodry dat genannt huet - gespillet huet. Et iouch en Avis vun Conseil d'Etat vir.

Iwwregens, Här President, sinn déi zwee Avisé vun Conseil d'Etat hei

an d'Balance gepucht ginn an et ass schued, dass mer net déi Prozedur hunn, wou ee géing wéssen, wéi vill Leit aus dem Conseil d'État hannert dár enger Proposition waren a wéi vill hannert deem aneren Avis waren. Dat wier heiansdo interessant ze wéssen, well een hei am Fong geholl sámblech Avisen op deeselwechten Niveau eropsetzt.

Ech hu vollt Verständnis fir d'Position vun de Kollegee vun der Grénger Partei. Ech hunn awer Appel gemaach un den Här Kox en substance, dass et elo wierklech misst duergoen an dass bei aller Fréndschaft Amendementen net ginn, déi de 15. Dezember erakommen, bei engem Avis vum Conseil d'Etat, deen den 11. Oktober erakomm ass, wéssend dass mer schonn erám eng Kéier Enn Dezember eng Warnung kruten a wéssend dass dat géing eppes kaschten. Elo ass hei gesot ginn: „Oh mäi Gott, dat wäert alles net esou schlëmm sinn!“

Här President, an d'Kollegeen hei an der Chamber alleguerete wéll ech op ee Punkt opmierksam maachen, wann et nach net bis heihinner gedrongen ass: D'Kommissiou ass amgaangen, mä méiglecherweis hoffentlech op deenen neien Transpositiounen, ganz aner Regele spiller ze loessen, wat d'Strofen ubelaangt. Anstatt ze waarden, bis ee fir d'zweete condamnéiert gétt virun der Cour, sollen direkt bei der éischter Condamnatioun scho Strofe gëllen, an zwar per diem. Déi kleng Länner oder eenzel Projete kënnent eventuell eng Strof forfaitaire kréien an dee Chiffer vun deem Rieds ass, ass 500.000 Euro minimum Strof bei der éischter Condamnatioun.

Dat setzt viraus, dass mir elo alle guerten émdenken - ech gi generell -, d'Chamber, de Statsrot an d'Regierung, fir bei der Transposition vun den Direktiiv méi schnell virunzemaachen. Ech wäert op alle Fall probéiere bei mir, dass dat Lach, wat och a mengem Ministère entstanen ass, net méi entsteet. Dat ass op alle Fall mäi Virsaz, well dat fänkt un, en deiere Spaass ze ginn, an ech wéll net dee Minister sinn, dee fir d'éisch eng Kéier hei hinne kënnnt a muss soen: „Et kascht d'Létzebuerger Land mindestens 500.000 Euro, well mer dat elo net gemaach hunn.“

Duerfir hoffen ech op Verständnis vum Här Kox a vu senger Partei, dass den Eesch vun der Situatioun einfach mat sech bruecht huet, dass ech deen Amendement, deen u sech an d'Agrarkommissiou gaangen ass, net nach weider hätt kënnne respektéieren.

Ech muss och soen, dass ech elo gesinn hunn, dass Dir eng Motioun gemaach hutt. Et ass der Chamber iwwerlooss, wéi si dat gesäit. Ech gesinn et als Resolutioun. Also Dir hutt e Projet de loi gehat mat engem Rapport an Dir hutt en anere Projet de loi. Ech wäert mech menge Responsabilitéit net entzéien, mä ech géing mengen, et wier normal, wann Der dorauser eng Resolutioun géingt maachen, wou Der géingt soen, Dir géingt et an d'Agrarkommissiou huelen, fir et an dat Gesetz anzebannen.

Wann elo par malheur d'Leit aus Gott weess welleche Grénn an egal op wellechem Niveau elo net d'accord wierte mam drëtte vun Ären Amendementen, dee wierklech d'Landwirtschaft betrëfft an eng Protektioun fir d'Landwirtschaft duerstellt, da sinn ech bereet selwer en Text eranzeginn, deen dat do géing beinhalten.

Ech akzeptéieren och eng Proposition de loi vun Ärer Sait, wann deen drëtten Amendement esou ass, mä ech géing lech bidden, dorauser eng Resolutioun ze maachen. Wann Dir awer elo mordicus op eng Motioun wéll halen, dann dierft Dir dat maachen. Da bréngen ech e Saz eran. Mä mengt Der net an der Prozedur wier et mëttlerweil nach méi einfach, Dir géingt

lech an der Kommissiou eens ginn, fir do en Amendement zu désem Gesetz mat anzeschreiwen? Vu dass et en faveur vun der Landwirtschaft ass, gesinn ech net, wou dat e Riseproblem kënnnt sinn.

Här President, just nach eng, zwou Remarquen. Ech muss soen, dass ech mengen Erstaunen trotzdem och wéllt hei fräie Laf loessen, wann ech gesinn, wat fir en Opwand mir elo dreiven, fir hei der Chamber an der Regierung kloer ze maachen, mir dierften op kee Fall déi Direktiv do émsetzen.

Mir mussen eis awer hei zu Létzebuerg mol eng Fro stellen: Menge mir da wierklech mat deem wéssenschaftleche Background, mat dár zolitter Basis, déi mir do hunn, dass mir dem ganzen Europa all Kéiers kënnnten d'Lektioun maachen, a während dann all déi aner Länner - mat Ausnahm vun engem, déi awer nei Member sinn a wahrscheinlich net um Fong e Problem hunn, mä eben zäitlich bedéngt wahrscheinlich a Verzuch sinn - enger Meenung sinn an dat ouni groussen Zodi an Zeter eriwvergeet?

Da musse mir eis awer Froe stellen, dass mat dár riseger wéssenschaftleche Basis, déi mir hei zu Létzebuerg hunn, mir all deenen anere soen, dat wieren Daboen, a mir déi Eenzeg sinn, déi richteg leien. Do ass iergendwou, mengen ech, an der Aart a Weis, wéi mer dat Ganzt gesinn, e Problem!

Mir dierfen eis Bedenken äusseren, mä wann an alle Länner dat do awer akzeptéiert ginn ass a just bei eis net, da misst een héchstens awer vläicht eng Kéier d'Fro stellen, ob net déi Länner vläicht awer wuel esou eng gutt Analys gemaach hu wéi mir.

Frou sinn ech, wann Dir dat hei géingt akzeptéieren. Éischentens hunn ech lech gesot, dass ech fanne, dass d'Patenter e wichteg Element si vun der Lissabon-Strategie. Dir kënnnt muer sou vill wéi Der wéllt op Kompetenzen, op Savoir-faire an op Technologie oppauen, wann Der keng anstänneg Patentregelung hutt, da gräift dat net.

Zweetens, sinn ech der Meenung, dass an de Biotechnologien e grousst Potenzial läit. Mir sinn amgaangen, déi Potenzialanalys - Här Kox - ze maachen. Ech kann lech keng Äntwerte ginn, well ech keng Äntwerten hunn. Mä si kënnnt dëse Mount nach eraus; dat ass mer versprach ginn. Si gétt gemaach vum CRP-Santé a soll dëse Mount nach erauskommen a soll d'Méiglechkeeten - et ass eng SWAT-Analys, wéi een dat nennt -, d'Potenzialitéiten an d'Schwierigkeiten vun dár Aart Entwécklung hei zu Létzebuerg analyséieren.

Drëttens, wéi gesot, sinn ech vrou, wa mer et färdeg bréngen, d'Forschung souguer muer hei op Létzebuerg ze kréien an deem dote Beräich a sief et och an engem Beräich, dee Krankheete betrëfft. Ech hoffen, dass mer dat Potenzial, wat an deem Beräich ass, och wéssen, glaubwürdeg ze analysséieren. An dann, mengen ech, si vill Suergen, déi mer elo hunn, wuel berechtegt, mä ech mengen, mir kréien Hélfel och vu wéssenschaftlecher Sait, fir trotzdem awer berouegt ze schlöfen, wann ee muer ka verkünden, dass dat Gesetz hei akzeptéiert ass.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Amendment 1

Ier mer elo zur Ofstëmmung vum Gesetzestext kommen, stëmmt d'Chamber iwwert den Amendement 1 vum Här Kox of, bei deem et sech dann ém d'Ëmännerung vum Artikel 5ter handelt.

Vote

Wie fir den Amendement ass, dee stëmmt mat Jo.

Wie géint den Amendement ass, dee stëmmt mat Neen.

(Interruption)

Bei mir och nach net.

(Brouhaha général)

En anere President, da geet de Computer net.

(Hilarité)

De Computer geet wierklech net, da musse mer nominell ofstëmmen.

(Brouhaha général)

Mir mussen also Ziedele préparéieren.

Plusieurs voix.- Ma neen. Einfach par appel nominal.

M. le Président.- Einfach par appel nominal?

(Assentiment)

D'accord.

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Ali Kaez), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaez, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agno (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Mir kommen dann elo of iwwert d'Resolutioun 1 vum Här Henri Kox.

Ass do de Vote électronique gefrot?

M. Henri Grethen (DP).- Här President, meng Fraktioun ka selbstverständliche domat d'accord sinn, dass eng Ethikkommission an dëser Chamber agericht gétt. Ech hunn absolut kee Problem domadder. Ech sinn awer der Meenung, dass mer deen éischten Tret vum Considérant sträiche sollen an och deen drëtten.

Deen éischten, well et ass vis-à-vis vun all deene Kolleguen, déi an der Wirtschaftskommission sinn, net flott, wann een hei als Chamber géif soen, dass déi Aarbechten insatisfaisant gewiescht wieren. Wat den drëtten Tret ubelaangt, do brauche mer eis eegen Turpituden net nach eng Kéier ze rappeléieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Wéllt nach den d'Wuert dozou? Wat seet den Här Kox dozou?

(Interruption)

M. Henri Grethen (DP).- Jo, ech hätt gären dorop geäntwert.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Selbstverständliche antwerden ech dorop. Ech ginn zou, dass den éischten Tret vläicht net an dár Aart sollt stoe bleiwen. Selbstverständliche si mer d'accord, fir deen ewechzeloissen. Och déi Pirouetten, déi mer vläicht mam drëtten Tret an der Vergaangenheit sollte gemaach hunn, kéinte mer ewechzoloissen, an da wär ech d'accord, wa mer dat dann esou këint unhuellen.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Vu dass den Auteur mat deene Propositioonen d'accord ass, kënnnt mer jo par main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Neen? Här Bodry.

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, ech hinn awer e bësse Schwierigkeiten mat dár dote Resolution, well u sech mer eigentlech och als Chamber festgehalen hunn, dass mer sollte versichen, eng Multiplikatioun vu parlamentaresche Kommissioune verhënneren.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech hinn einfach d'Beispill geholl vun deenen zwee Projeten, déi ech ugeschnidden hunn. Dat sinn zwee Projeten, déi vum Gesondheetsminister deponéiert gi sinn. An ech muss ganz eierlech soen, ech fanne et parfaitement an der Kompetenz vun eiser Gesondheetskommissiou, fir déi dote Froen ze behandelen.

Ech gesinn net, firwat dass mer sollen dár Kommissiou hei d'Mësstrauen ausschwätzen a

mengen, an enger Ethikkommissiou,

déi parfaitement kann d'selwech

zesummesat gi wéi d'Gesondheetskommissiou, do géif et

besser lafen.

kommissioune kënnen uerdentlech tage loassen, a wou mer net zwou, dräi Kokommissioune da glächzäitegen tagen hunn. Duerfir géif ech wierklech warnen, fir zur Organisatioun vun den Aarbechte vun der Chamber hei dohinner ze goen a liichtfankeg ze décidéieren, emol erém eng speziell Kokommissiou hei bázefügen.

Ech sinn der Meenung, dass et souwisou net den Numm vun der Kommissiou ass, deen eppes wäert um Inhalt vun den Aarbechten ännern. Et sinn émmer Membere vun dëser Chamber, déi Member vun dár Kommissiou sinn. Ech war Member vun der Ethikkommissiou grad wéi den Här Santer an der leschter Period. Ech sinn elo Member vun anere Kommissioune. Ech gesinn net, wat dat geännert hätt un der Aart a Weis wéi ech géif vun Dossieren erugogen, an esou geet et bestëmmt deene meeschte Kollegen.

Duerfir géif ech mengen, dass mer net sollten elo einfach à la va-vite esou eng Décisioun huelen, a wa soll insistéiert ginn, fir iwwert déi Resolutioun haut ofzestëmmen, da géif eis Fraktioun mat Nee stëmmen.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech muss soen, dat këint ech akzeptéieren, wann net d'Majoritéit selwer och schonn an dëser Legislaturperiode eng Spezialkommissiou agesat hätt, námlech déi iwwert d'Reorganisation territoriale, déi mir als eng gutt Saach fannen. Ech wéll awer dobäi betouen, dass déi Argumentatioun do némme créibel wär, wann d'Majoritéit net selwer schonn esou eng Kommissiou agefouert hätt an esou selwer dozou bázegdroen hätt, datt mer nach méi Kommissioune hunn.

Ech mengen awer, datt d'Energies-, d'Ekonomies- an d'Sportskommissioune scho relativ vill ze dinn huet; dat ass dat eent.

An dat Zweet ass, datt déi ethesch Froe jo net némme elo deen heite Volet betreffen. Ech wéll drop heweisen, datt mer an deenen nächste Joren nach eng Diskusioun wäerte kréie ronderëm d'Paliativmedezin, d'Stierhëllef, d'Netstierhëllef, en Thema, wou jo awer zum Beispill och d'LSAP e staarken Interessi an der Vergaangenheit drun hat an, huelen ech un, och haut drun huet. Och déi Saachen, mengen ech, missté können an dár Kommissiou mat diskutéiert ginn.

Duerfir menge mir awer, datt et duerchweegs Sénn këint maachen, fir déi Kommissiou hei erém an d'Liewen ze ruffen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Jo, ech mengen, den Här Bausch verdréit hei d'Saachen. Hei geet et jo net ém d'Wirtschaftskommissiou! Well d'Wirtschaftskommissiou wäert héchstwahrscheinlich esou bal net méi mat engem Projet de loi befasst ginn, deen déi heite Matière betrëfft.

Ech hinn einfach d'Beispill geholl vun deenen zwee Projeten, déi ech ugeschnidden hunn. Dat sinn zwee Projeten, déi vum Gesondheetsminister deponéiert gi sinn. An ech muss ganz eierlech soen, ech fanne et parfaitement an der Kompetenz vun eiser Gesondheetskommissiou, fir déi dote Froen ze behandelen a gutt ze behandelten.

Ech gesinn net, firwat dass mer sollen dár Kommissiou hei d'Mësstrauen ausschwätzen a mengen, an enger Ethikkommissiou, déi parfaitement kann d'selwech zesummesat gi wéi d'Gesondheetskommissiou, do géif et besser lafen.

Also, mir mussen eis eens ginn, wat mer wëllen. Wann et drëm geet, eng gutt parlamentaresch Aarbecht ze kréien, eng rationell Aarbecht ze kréien, muss ech nach eng Kéier soen, sollte mer net à la va-vite décideren, hei Kommissioune anzesetzen. Da muss ech scho prezis gesinn, wat de Mandat vun där Kommissioun ass, wat no-tamment de Fall ass vun där Spezialkommissioun vun der Réorganisation territoriale, déi mer geholl hunn, well mer festgestallt hunn, wann een dat an d'Intérieurskommissioun gesat hätt, dass d'Intérieurskommissioun keen anere Projekt hätt kënne praktesch behandele während deem næchste Joer. Duerfir sinn et gutt Grénn ginn, firwat d'Chamber dat gemaach huet.

Ech gesinn awer hei momentan keen zwéngende Grond, eng Ethiskommessioun nach zousätzlech zu deenen anere Kommissioune anzesetzen. Ech mengen, dass notamment d'Gesondheetskommissioun gutt outilliert ass, fir déi Aarbechten do ze maachen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bausch kritt d'Wuert nach eng Kéier.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, Här President, ech wëll awer soen, ech hunn natierlech honnertprozenteg Vertrauen an den Aarbeitsäifer vun de Leit an der Santéskommissioun. Et ass net dat de Problem. Allerdéngs ass dat och net némme Santé, mä Santé a Sécurité sociale. An ech brauch jo awer kengem ze soen, datt wahrscheinlech spéitstens no der Ried vum État de la nation na-well zimlech vill Aarbecht op déi Kommissioun wäert zoukommen, aus deene Grénn, déi mer kennen, esou datt ech awer och der Iwwerzeegung sinn, datt déi Kommissioun relativ vill Aarbecht huet an där næchster Zäit, fir sech eleng mat deene Froen ze beschäftegen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Et sinn émmer déiselwecht Leit!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, dat sinn net émmer déi nämlech Leit. Dat ass net wouer!

(*Coups de cloche de la Présidence*)

Beispillsweis, wann ech kucken, fir eis Fraktioun huet dat gutt Grénn, datt aner Leit d'Sécurité sociale maache wéi d'Santésdossiieren als solches. Deelweis iwwerschneit et sech natierlech an där Kommissioun do, mä dat ass awer net onbedéngt émmer glécklech. Ech mengen awer, wann eng Offer elo besteet hei fir ze soen: Kommt, mir diskutéieren eng Kéier iwwer genau den Objektiv vun dár heite Kommissioun, dann hunn ech och kee Problem, datt mir géinge soen: Hei, komm mir huelen dat hei mat an d'Conférence des Présidents an da schwätze mer eng Kéier dorriwwer.

Mä ech héieren awer hei zwou Sproochen eraus. Engersäits gëtt gesot: Komm mir stëmme se haut net of a mir diskutéieren dorriwwer; an anersäits héieren ech awer an deem aneren Ènnertoun: Mir lehne se souwisou of. Duerfir wéisst ech awer da gär, wa mer se verweisen, ob mer eng reell Chance hunn, datt déi Kommissioun agesat gëtt oder net.

Elo hätt ech gären dorop eng Äntwert. Soss losse mer se hei of-stëmmen, soss brauche mer se jo net méi zréckzehuelen.

M. le Président.- Ech mengen, d'vüe sinn elo kloer. Da stëmme mer driwwer of.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés, considérant:

- qu'une commission spéciale «Ethique» a fonctionné de 2001 à 2004 sur des sujets aussi divers

que la transposition de la directive 98/44, la médecine palliative et l'euthanasie ou les organismes génétiquement modifiés;

- que des questions touchant à l'éthique et aux valeurs fondamentales d'une société doivent être traitées indépendamment de leur intérêt économique ou financier à court terme;

- que des sujets à venir tels que la recherche sur les cellules souches, les OGM et la biotechnologie en général, de même que la politique de recherche ont également de fortes implications éthiques; décide

- de réinstaurer une commission spéciale «Ethique».

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Vote

D'Resolution 1 modifiée ass verworf ginn: 20 Stëmmen derfir, 39 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingher, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Ganterbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);
M. Niki Bettendorf.

Dann hu mer nach d'Motioun 1.

Motion 1

Den Här Kox freet d'Wuert.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Ech géif mengen, dat wat den Här Wirtschaftsminister virdru gesot huet, dass mer effektiv an der Agrarkommissioun sollten iwwert dat nach eng Kéier debattéieren - de Rapport ass jo elo weiderge-reecht ginn un d'Membere vun der Argrarkommissioun -, dass mer dann d'Motioun do sollten nach eng Kéier kucken an entsprie-chend versichen, dat dann iwwert d'Koexistenzgesetz ze maachen, esou dass mer dat haut dann net brächten ofzestëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- A wann dat net sollt de Fall sinn, menge mer, gi mer eis eens fir d'Article unique ze maache fir eng Gesetzespropositioun.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Domadder ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss a mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5510 iwwert de Protokoll vu Kyoto. D'Riedezäit ass och nom Modell 2 festgeluecht, an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: „Mir müssen eis trenne vun der Iddi, dass Èmweltschutz e Luxus ass“, huet d'eslech Jöer den EU-Èmweltkommissär Stavros Dimas gesot.

Säit der Ratifizierung vum Kyoto-Gesetz vum 23. Dezember 2004 huet de Klimaschutz e Präis; e kascht a wäert virun allem eise Statsbudget émmer méi belaaschten. Duerfir gëllt et elo déi néideg an déi richteg Mesuren ze huelen, fir dass mer eise fir déi nächst Jore scho staark strapazéierte Stats-budget net iwwerstrapazéieren duerch d'Engagementer vu Kyoto, déi mer awer völkerrechtliche respektéieren hunn an och deementspriechend Strofen ze bezuele kréien.

Hei gëlle fir eis Virgehensweis zwee grouss Usätz, an zwar a folgender prioritarer Reiefolleg:

Éischtens, hei zu Lëtzebuerg national Emissiounsreduktionsmoosnamen émsetzen, an zweetens, mat anere Länner Quoten-Emissiounshandel am Kader vum entspreechende flexibile Mechanisme maachen.

Fir d'allgemeingt Verständnis wëll ech kuerz e puer Donnéeën zum Kyoto-Protokoll an zum Emissiounshandel an Erënnerung rufen.

Am Mee 1992 gouf zu New York eng UN-Konventioun ugeholl, déi zum Zil hat, de Klimawandel ze bekämpfen. Eng ganz grouss Majoritéit vun de State weltwäit huet sech an dësem Kader verflucht, en Effort ze maachen am Beräich vum Klimaschutz. D'Signatairé ware sech awer och bewosst, dass dës Konventioun eleng net duer geíf goen, fir e reellen Impuls ze ginn. Besonnesch déi ráich an héich industrialiséiert Länner, déi fir dee gréissen Deel u klimaverändernden Emissiounen responsabel sinn, waren an der Flucht, fir konkret Mesuren ze ergräifen.

D'Resultat vun dëse Verhandlunge war de Kyoto-Protokoll, deen den 11. Dezember 1997 ugeholl gouf. Lëtzebuerg ass duebel gebounnen: Zum engen, well mir d'Konventioun an de Kyoto-Protokoll énnerschriwwen a ratifiziert huet, an zum aneren, well och d'Europäesch Gemeinschaft sech an dësem Kader verflucht huet.

De Kyoto-Protokoll gesäßt vir, dass d'Industriatiounen hir Emissiounen vun Zäregase vun 2008 bis 2012 am Verglach zu 1990 am Duerchschnëtt ém mindestens 5% reduzieren. Dësen Taux ass net fir all State gläich, esou huet d'Europäesch Gemeinschaft eng Reduktionsrate vu mindestens 8% zuge-setzt.

Och innerhalb vun der Europäischer Unioun huet net jiddfereen

datselwecht Reduktionsziel. D'EU-Staten hunn dorriwwer verhandelt wéi si déi Reduktionsrate ém 8% Emissiounen kéinten erreichen an hu fir all Land aner Ziler festgesat. Lëtzebuerg huet sech am Kader vum EU dergéint dozou verflucht seng Emissiounen zwéischent 2008 an 2012 ém 28% ze reduzieren.

Mir huet eis am Kader vum Kyoto-Protokoll engagéiert bis an d'Jöer 2012 d'Emissiounen vun Zäregaser, haapsächlech vun CO₂, op den Niveau vun 1990 zréckzeschrauen. 1998 hu mer gemengt dat wär kee Problem fir eist Land, dëst gouf och hei an der Chamber eestëmmeg ugeholl an enger Motioun, mat enger Reduktionsrate vu CO₂-Emissiounen von 30%. Jiddes huet d'eslech heibanne weess och firwat dat esou war. Duerch d'Émstellung vun den Héichiewen op modern Elektrostolwicker hat sech eise Kyoto-Bilan um Niveau vun den Emissiounen, déi vun der Industrie stamen, drastesch verbessert.

Här President, de Projet de loi 5510 ass de 26. Oktober 2005 déposiert ginn. De Statsrot huet sain Avis de 6. Dezember 2005 ofginn. Den 30. Januar 2006 sinn ech zum Rapporteur vum Projet de loi genannt ginn. An der Sitzung vum 9. Februar 2006 huet ech de Projet de rapport präsentéiert, e gouf diskutéiert an du majoritär ugeholl.

D'Zil vum Projet de loi 5510 ass d'Émsetzung vun der Direktiv 2004/101/CE an nationala Recht, déi d'Direktiv 2003/87/CE iwwert den Emissiounshandel am Kader vum Kyoto-Protokoll modifiziert, wéi dëst am Gesetz vum 23. Dezember 2004 iwwert de Kyoto-Protokoll am Kader vum CO₂-Emissiounshandel stéet.

Et geet beim Gesetz vun haut also ém en Aspekt vum Kyoto-Protokoll, an zwar ém a bestëmmten Typ vu flexibile Mechanismen a Form vu multilaterale Klimaemissiounshandlungen fir déi Länner, déi sech gewëss CO₂-Emissiounslimiten operluecht huet an dëst aus eegener Kraft an hirem Land bis 2012 net färdig bréngen an domat Emissiounenquote kafen aus Länner, déi nach Emissiounenreserven huet. Dës Mesuré können an dierfen awer némme complémentaire sinn zu den nationale Strategien, fir d'Emissiounen vun den Zäregaser am eegene Land ze reduzieren.

De Kyoto-Protokoll gesäßt verschidde Mechanismen vir fir déi Länner, déi huet Reduktionsziel net erreechen; den Emissiounshandel ass een dovunner. Wann e Stat seng Limiten iwwerschreit, kann e vun engem anere Stat, deen énner senge Limité bleift, Emissiounshandlungen ofkafen. Wat d'Nofro un Emissiounshandlungen méi grouss ass, wat et méi deier gëtt Emissiounshandlungen ofkafen. Domadder gëtt en zousätzlichen Ureiz geschafft Emissiounen am eegene Land ze reduzieren amplaz Rechter bei anere Länner ze kafen.

Et gëtt awer nach zwou aner Méiglechkeete fir déi Länner, déi méi Zäregaser ausstoussen, wéi se dierfen, si kenne Projeten an anere Länner finanzierer, déi zu enger Reduktionsrate vun Emissiounen féieren.

D'UN-Kaderkonventioun iwwert de weltwäite Klimawiessel (CCNUCC) huet als Finalitéit d'Erhale vun engem weltwäite Klima, deen déi alimentaire Produktioun fir d'Ernährung vun der Weltbevölkerung an Zukunft ofschéiert an dobäi d'ekonomesch Entwécklung op der ganzer Welt nohalteg weider fördert.

Dobäi gëlle fir all Länner gemeinsam Engagementer, an zwar d'Opstelle vun Emissiounshandlungen an d'Erstelle vun nationale Klimaschutzpläng.

Da gëtt den Ènnerscheed gemaach, ob Projeten an engem Entwécklingsland realiséiert ginn, Länner, déi selwer net verflucht sinn hir Emissiounen ze reduzieren, oder ob Projete gemaach ginn an engem anere méi entwéckelte Land, déi hir Emissiounen aschränke müssen.

Am éischte Fall schwätzt ee vun „Mécanisme pour un Développement Propre“ (MDP) oder vun „Clean Development Mechanism“ (CDM). Wann en Industriestat esou e Projet an engem Entwécklingsland duerchféiert, kann e sech d'Emissiounen, déi duerch dëse Projet agespuert ginn, fir sain egent Reduktionsziel urechne loesen. Dës Projete si mat der Oplo verbonnen, dass domadder en Know-how- an en Technologies-transfert an dës Entwécklungsländer mat verbonnen ass.

Wann et ém e Projet geet, deen en Industrieland an engem aneren Industrieland oder an engem Land, wat um Wee zu engem Industrieland ass, realiséiert, schwätzt ee vu „Mise en Oeuvre Conjointe“ (MOC) oder vun „Joint Implementation“ (JI). Vu dass déi zwee Länner sech verflucht huet en bestëmmten CO₂-Reduktionsziel anzeihen, gëtt dofir gesuert, dass d'Emissiounenreduktioun, déi duerch de Projet entsteet, net zweemol ugerechent gëtt. D'Gaaschtland, an deem de Projet gemaach gëtt, muss sengem Partner, deen de Projet finanziert, sou genannten „Unités de Réduction des Émissions“ (URE) iwwerlosen, déi der Emissiounenreduktioun entspreechen. Och an dësem Fall gëtt domat gerechent, dass et zu engem Technologiestransfert kënnt, zum Beispill wéi a Russland duerch d'Modernisierung am Energieberäich, wou e grouss Potenzial ass a wou wéineg Moyene sinn.

D'Direktiv 2004/101/CE, déi mer mat eisem Gesetzesprojet wëll émsetzen, gëtt deen zwee Typé vu Projetsmechanismen eng legal Basis a schaft méi eng grouss Kohärenz zréckschent de Projetsmechanismen an dem Emissiounshandel innerhalb vun der Europäische Gemeinschaft. Si erlichtert et domadder der Industrie an deenen eenzelne Länner huet Kyoto-Zil ze erreechen. Während beim Emissiounshandel émmer némme déi Emissiounenrechte um Marché sinn, déi eenzel Stater ze vill huet, erläben d'Projeten an den Entwécklungsländer, déi selwer keng Limiten anhale müssen, zousätzlech Kreditter ze kréien, wat en Deel vum Drock ewechhëlt, wann d'Nofro däitlech méi grouss wier, wéi d'Angebot un Emissiounenrechte.

D'Direktiv geet doven aus, dass et am Fong zweetrangeg ass, wou op der Welt Emissiounen agespuert ginn, vu dass de Klimawandel eins all betrëfft, esou laang sécherge stellt ass, dass d'Reduktioun an engem Entwécklingsland gläichwærtig ass mat dár, déi an engem Industrieland gemaach gëtt. Fir déi Länner, déi verflucht sinn hir Emissiounen ze reduzieren, kann et awer énner Èmstänn méi bëllig sinn an engem Entwécklingsland ze investieren, well do de Reduktionspotenzial och vill méi grouss ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeutet dëst elo hei fir Lëtzebuerg?

Kuerzfristeg - an dat ass eng Tat-saach - ass et net méiglech d'Reduktionsziel vun 28% CO₂-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg ze erreechen. Mir müssen eins also Emissiounenrechte kafen oder Projeten iwwert déi zwee beschriwwen Mechanismen an anere Länner realiséieren, déi eis dann an eiser CO₂-Bilanz zegutt geschriwwen ginn.

déi mir hei zu Lëtzebuerg ze vill émettéieren, wa mir esou weiderfuere wéi bis elo. An engem realisteschen Zeanario kenne mir hei zu Lëtzebuerg 500.000 Tonnen am Joer spueren. Dat sinn 2,5 Milliounen Tonnen zwëschent 2008 an 2012. Mä da muss awer och eppes hei geschéien, notamment am Beräich vum öffentlechen Transport an an der Albausänierung. Do läit Potenzial, mä d'Zäit leeft, a bis d'Joer 2012 ass dat bei esou Projete guer kee grousse Spillraum.

Da bleiwen nach émmer 22,5 Milliounen Tonnen, déi mer misste kafen oder iwwer Projeten erwerben, also déi déi sou genannte flexibel Mechanismen ersetzen. An der Émweltkommissioun vun der Chamber ware mir eis eens, dass awer déi flexibel Mechanismen némme complémentaire zu eegeenen CO₂-Reduktionshei am Land agesat ginn. Senn vun der Saach kann net sinn, dass e Land sech fräikeet a selwer ongebremst Zäregaser austéisst.

D'ONGen, déi zu dësem Gesetzprojet Positioun bezunn hunn, hu gefuerert, dass manner wéi d'Halschent vun der CO₂-Iwverproduktioun bïkaft gëtt. Grondsätzlech ass d'Kommissioun mam Prinzip vun den ONGen d'accord, woubäi dee gefuerter Taux vum Fräikafe vun CO₂ als net realistesches ageschat gouf. Richteg ass, dass alles muss gemaach ginn, fir eis eege Reduktionshei zu Lëtzebuerg méiglechst héich ze dreien. Kuerzfristeg ass eist Aspuerpotenzial awer ze staark begrenzt. Vill vun deene Mesuren, déi mir elo kënne huelen, wäerte sech eréisch op méi eng laang Siicht positiv op eis Kyoto-Bilanz auswierken.

D'Kafe vun Emissiounen dierf awer net op Käschte vun anere Länner goen. Duerfir brauche mir kloer Kritäre fir d'Projeten am Ausland, wou d'Sozial- an d'Émweltimpakter musse gepréift ginn, a mir müssen an deene Länner wierklech zu enger nohalteger Entwécklung bïadroen. Eisen Émweltminister huet der Kommissioun zugesot d'Kritären an den zweete Plan national d'allocation vun dësem Joer anzeschreiwen. D'Kommissioun huet och grousse Wäert drop geluecht, dass d'Kyoto-Mechanismen net op Käschte vum Kooperationsbudget ginn, an ass do mat den ONGen d'accord.

Et ass positiv, wann e Kyoto-Projet zur Entwécklung vun engem Land bïädréit, dat kann awer némmen als Zousaz zu eisen Entwécklungsprojete gëllen. Souwéisou si Projets d'aides au développement strikte Kritären énnerleeën. Et gëtt keng Ausried, fir eist laangfristeg Zil vun 1% BIP fir d'Entwécklungshëlfel opzeginn.

Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech nach e puer Bemerkunge maachen. Mir müssen eis bewosst sinn, dass net all Projet, deen CO₂ spuert, sozial, nohalteg an émweltfréndlech ass. Wa mir Projeten am Ausland maachen, hu mir déi moralesch Flucht genau opzepassen, dass se net am Widdersproch zu eise Wäerter stinn. Kyoto ass kee Selbstzweck! Et wär eng Pervertiéierung vum System, wa mir, fir eis Verfluchungen am Kader vum Kyoto-Protokoll anzehalen, Projete géife finanzéieren, déi d'Émwelt zerstéieren oder méi Aarmut provozéieren a produzéieren.

Et kann net sinn, wéi dat scho verschiddentlech ze héiere war, dass mer Kreditter erwerben andeem mer d'Uplanze vu risege Monokulture vun Eukalyptus do fördieren, wou ursprünglech de Reebësch war, esou wéi dat schonn op verschiddene Plazzen ze héiere war. Zwar sinn déi schnellwuessend Beem wirtschaftlech rentabel, mä et ass jo awer och gewosst, dass dës Plantagen de Buedem esou staark auslaugen, dass no e puer Kulturen násicht méi do wiist.

Et ass normal, énnert dem Drock Emissiounshécher méiglechst gën-

schteg ze kafen, wäerten esou Propositiounen kommen. Et ass awer d'Verantwortung vum Stat sécherzestellen, dass Lëtzebuerg keng Projeten akzeptéiert, déi negativ sozial Auswirkungen am Gaaschtland hñnn, d'Biodiversitéit zerstéieren oder souguer am Kader vum Klimaschutz op laang Siicht kontraproduktiv sinn.

Et läit op der Hand, dass Lëtzebuerg némme verhältnisméissig wéineg Projeten eleng maache kann, well do d'Masse critique feele wäert. Duerfir ass d'Bedeelegung u multilaterale Fongen eng wichteg Politik. Am Moment si mir an zwee Fonge bei der Weltbank engagéiert: BioCarbon Fund fir fénnef Milliounen US-Dollar a bei Community Development Carbon Fund fir zéng Milliounen Dollar. Do derniewent hu mer nach eng Bedeelegung un engem Fong vun der BERD, der Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, fir zéng Milliounen Euro.

Dat mécht Senn: Weltbank a BERD kenne Projeten a Programmer vun engem ganz anerer Envergure géreieren, hñnn Erfahrung a Moyenen. Trotzdem entlisst dat eis net aus eiser Verantwortung a Vísiicht. Grad d'Weltbank ass net fir hir participativ Approche an der Entwécklungspolitik bekannt a stoung schonn an der Vergaangenheit oft an der Kritik wéinst iwverdimensionéierte Projeten, déi wéineg Rücksicht op d'Émwelt oder déi lokal Bevölkerung geholl hñnn. Eier mir a weider amer Fongen investéieren, muss sech genau informéiert ginn, no wat fir enge Kritären hei Projeten ausgewielt ginn.

Ech muss et awer och kloer soen: Et ginn duerhaus Projeten, déi bëide Partner zugutt kommen, bei spissweis d'Moderniséierung vun veraalten Industrieaanlagen. Den Investisseur kritt Kreditter, d'Gaaschtland verbessert d'soziaalt Émfeld, d'Produktivitéit an d'Ekoeffikassitéit vu senger Industrie. D'Investiounen, déi an Europa Virdeeler bréngen, kenne och an Entwécklungsländer Senn maachen. An och do kann een an erneierbar Energien investéieren. Dann ass et och richteg, dass den Investisseur als Géigeleeschung Kreditter kritt, fir seng eegen Emissiounsbilanz ze verbesseren.

Et gouf kritiséiert, d'Industrieländer géife mat esou Projeten den Entwécklungsländer eppes ewechhuelen. Dat muss net sinn, wa mir eis virdrun doven iwwerzeeghen, dass mir némmen do investéieren, wou et dem Gaaschtland en Notze bréngt a wou et selwer guer net an der Lag gewiescht wier ze investéieren, well d'Moyenen net do waren. Et ass wichtig, dass eng Kombinatioun vu verschidde Forme vu Projete realiséiert gëtt, fir dass mir souzesoen de Risiko streeën, wann emol net e Projet zu 100% réusséiert.

Um Emissiounshandel geet de Präis méi wéi wahrscheinlech drastesch an d'Lucht. Wa mir haut bei ronn 25 Euro pro Tonn leien, kann dat Ganzt sech ganz schnell verduebeln oder verdräifachen. Bei de multilateralen Invester gëtt e Präis geschat vu 7 bis 12 Euro pro Tonn CO₂, woubäi dës Präisser ni garantéiert sinn a sech domat vun der finanzieller Planung hier als schwierig erweise wäerten. Bei eegene Projeten, déi mir selwer géife maachen, sinn d'Käschte besser ze schätzen, mä dann droe mir de maximale Risiko. Wann e Projet násicht gëtt, zum Beispill duerch politesch Changement oder Naturkatastrophen am Gaaschtland, da sinn d'Sue verluer.

Här President, et ass dofir wichtig, dass mer esou wéineg wéi méiglech op déi flexibel Mechanismen zréckgräifen. An eisem eegene Intérêt sollte mer dofir virun allem an eis Zukunftshei zu Lëtzebuerg selwer investéieren an net a Projeten am Ausland, och wann dat kuerzfristeg méi deier sollt ginn.

Op laang Siicht kenne mir et eis net leeschten eist Kyoto-Zil ze verfeelen. Och wa mir elo kee Prozentsaz fixéieren, fir festzeschreiwe wéi vill mir un Emissiounshécher bïkafen, esou muss deen Undeel dach vu Joer zu Joer méi kleng ginn, mä dat muss gutt duerchduest ginn.

Duerch méi Wuesstum an der Ekonomie kenne a musse mir nei Aarbeitsplätze schafen an och nach nei Industrië schafen. Dat muss och nach hei zu Lëtzebuerg méiglech bleiwen. D'Industrie huet verstanen, dass hei Investitionen néddeg sinn. Si huet an deene leschte Jore konsequent moderniséiert. D'Resultat ass, dass d'Emissiounen an deene leschte 15 Joer däitlech eroftgaange sinn an zugläich deelweis e Produktivitéitsgewinn festgestallt ginn ass.

Dat heescht net, dass si sech op hire Lorbeeren elo ausroure kenne, mä d'Betriber hu gewisen, dass si bereet si sech den Erusfuerderungen ze stellen an dat wäerten si viraussichtlech och an Zukunft maachen. Mir müssen awer och zur Kenntnis huelen, dass kuerzfristeg hiert Potenzial, fir Emissiounen anzespueren, net méi immens grouss ass. Elo ass et um Stat an un all Eenzelnem, fir seng Hausaufgaben ze maachen.

D'Haaptschold fir deen dramatische Ustig un Emissiounen läit beim Verkéier. Stéchwuert Tanktourismus: Et ass net sénnvoll dësen zréck an d'Nopeschregiounen ze verlageren, dat ass schlecht fir eis Statsfinanzen, eis Statsrecetten a bréngt kee Gewinn fir d'Émwelt, déi jo keng Grenze kennt.

An ech wëll et emol ganz kloer soen: Et kann net sinn, dass mir duerch Kyoto sozialen Ofbau hei am Land bedreiwen, an den Index kann net plafonnéiert oder gedeckelt ginn, fir dass Kyoto-Projeten onmisseg kenne gedeckelt ginn.

Une voix. - Très bien.

M. Roger Negri (LSAP), rapporteur. - Do musse mer eis awer e bësse méi ustrenge a real vernetzt denken a wëssen, wou eis wierklech Prioritéite leien.

(Interruption)

Mir brauche massiv Investiounen an den öffentlechen Transport. Vum Referenzwäert vun 1990 si mir am Transportberäich vun 2,59 Milliounen Tonnen CO₂ am Joer 2004 op 6,76 Milliounen Tonnen CO₂ an d'Lucht gaang. Do kenne mir némmen eppes erreechen, wa mer elo konsequent an den öffentlechen Transport investéieren an deen ausbauen.

Esou Projete si kuerzfristeg deier; wann néideg müssen se eben an der Zäit gestreckt ginn. Mä dës Investiounen stelle laangfristeg e Garant fir méi Liewensqualitéit an eisem Land duer, dëst och am Senn vum IVL. Dofir solle mir och net direkt d'Projeten opginn, wa mer haut mengen et géif ze laang dauere bis se realiséiert sinn; dofir musse si net falsch sinn. Dëst soll gutt iwwerluecht sinn.

En anert Potenzial, wat mir net ge-

nuch ausschaffen, ass d'Albasanéierung an d'optimal Energieeffizienz von neie Gebaier. Am private Secteur müssen nei Mindeststandard geset ginn, eng Wärmeschutzverordnung. Hei muss de Stat mam gudde Beispill virgoen, wat leider net émmer de Fall ass.

Vill Privatleit investéieren an eng gutt Isolatioun vun hiren Haiser an esouguer an alternativ Energien. De Stat huet a ville senge Gebaier emol net duebel verglaaste Fénsteren.

Duerch d'Konzeptioun vun émmer méi Passivhaiser kann

enorm vill Energie gespuert ginn. Zum Beispill huet e bestehend Haus aus de 60er Joren en Däm-

mungswäert vu ronn 200 an e sou genannt Dräi-Liter-Haus e Wäert vun némme 15 kWh pro m² pro Joer.

An dësem Kontext läit d'EU-Direktiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 vir, iwwert d'Performance énergétique des bâtiments. D'Objektiver vun dëser Direktiv si folgend: d'Schafe vun enger Rechenmethod iwwert déi energetesch Performance vu grousse Gebaier; d'Anhale vu minimalen Exigenze bei Renovationen bei bestehende grousse Gebaier a virun allem d'Zertifikatioun vun der Performance énergétique bei dëse Gebaier. An Däitschland ass et vum Januar 2006 un net méi méiglech Haiser oder Wunnengen oune gütlegen Energiepass ze verkaufen oder ze verlounen. Do bleibt also nach vill hei ze maachen.

Dës EU-Direktiv hätt misse fir den 1. Januar 2006 émgesat sinn. Mir hñnn an deene leschte Joren net esou an dës Beräicher investéiert, wéi mer hätte sollen. Obwuel déi budgetär Situations nach besser war hu mir gezéckt e puer 100 Milliounen Euro weider auszeginn an eis op déi éischt Kyoto-Period virzebereeden. Tatsächlich ginn hei grouss Zomme gebraucht an et hätt ee vläicht missen déi Diskussionséischt feilieren, déi mir elo dorriwwer feilieren, wou de Stat d'Ausgabe reduzéiere kann. De Kyoto-Protokoll lësst eis kee Choix, deier gëtt et esou oder esou.

Wien an emissiounsspuerend Projeten investéiert gëtt vill Suen aus, mä och deen, deen net investéiert, muss herno am groussen Mooss Emissiounshécher kafen a souger Strofe bezuelen, mat deem Énnerscheid, dass deen Éischt d'Rechnung eemol presentéiert kritt an duerno gutt op d'Zukunft préparéiert ass, während deen anne just bezuelt an násicht dovun huet.

Mir sinn elo an der Situations, dass mir e Konsens dorriwwer hñnn, dass et gutt wier e Maximum hei an eisem Land ze investéieren, mä dass mir nach éiert dës Investiounen hir Frichten droe wäerten, müssen Emissiounshécher kafen.

Während enger Iwwerganksätz wäert Kyoto eise Budget deenno duebel belaaschten, an dat zu enger Zäit, wou mir souwisou e Problem hñnn, d'Ausgabe vum Stat an de Gréff ze kréien.

D'Konsequenzen, déi mir aus dëser Situations zéien, däerfen also kloer net sinn, dass mir hallefhäerzeg probéieren iergendwéi do erauszekommen, ouni dass et ze vill wéi deet. Och wann dat iwwer e puer Joer haart ass, musse mir de Problem mat Courage ugoen an esou schnell an esou gutt wéi méiglech dat nohuelen, wat mer versäumt hñnn. Wa mir dat konsequent maachen, da packe mir et vläicht méittelfristeg eist Zil ze erreechen an dann hu mir an e puer Joer de Qualitéitssprung gemaach, dee mir brauchen, fir och an Zukunft an Europa kenne ze bestoen, well d'Problemer, déi mer kréien, wa mer weiderhin zécken, fir Neel mat Käpp ze maachen, gi vu Joer zu Joer méi grouss.

D'Emissiounen, déi vun alle Kyoto-Parteien erwaart ginn, huele jo mat der Zäit zou, an och der EU-Kommissioun hir Toleranz, déi 2008 vläicht nach do ass, wäert schnell ofhuelen, wa mer net däitlech Fortschrëtter kenne noweisen. Onfhängen vun eisen offizielle Reduktionsziler musse mer kuerzfristeg zumindes crédibel noeweisen, dass mer alles maachen, wat an eiser Muecht steet, fir eise Verfluchungen nozekommen.

Et geet awer net némmen dorém, déi finanziell Laascht, déi Kyoto mat sech bréngt, ze packen. Et geet virun allem dorém, dass mer erkannt hñnn, dass eise Liewensstil net nohalteg ass an dass mer villes musse grondleeënd änneren, wann och déi Generatiounen, déi no eis kommen, sollen eng akzeptabel Liewensqualitéit hñnn.

De Klimaschutz ass net iergendwéi eng Bonne action, déi ee mécht fir e gutt Gewëssen ze hunn. Well ee sech weltwäit eens ass, dass de Klimawandel dramesch Konsequenze fir d'Weltbevölkerung kann hñnn, hu sech esou vill Länner beeet erkläret, de Klimaschutz zu enger Prioritéit ze maachen, och wann net all Land sech am selwechte Mooss fir dëst Zil engagiert.

Mir müssen agestoen, dass net all Mesuren, déi eis Kreditter fir Kyoto bréngen, wierklech sénnvoll fir de Klima- an Émweltschutz sinn, an dass et op däri anerer Säit Projete gëtt, déi eis zwar deem groussen Zil méi no bréngen, mä awer net fir Kyoto ugerechent ginn. Dat soll eis awer net drun hënneren, wäitschieteg an esou Projeten ze investéieren. Sou ass et richteg a gutt, wa mir hei zu Lëtzebuerg an erneierbar Energien investéieren, och wa mer domat just eisen Import vu Strom e bësse kenne bremsen, deen eis fir Kyoto net ugerechent gëtt. Iwwert d'Grenzen ewech reduzéieren esou Projete jo awer den Ausstoss vun Emissiounen respektiv eis Ofhänggekeet vum Atomstrom aus dem Ausland.

Natierlech huet den Ausbau vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg Limiten, mä de Potenzial, deen do ass, sollte mer och notzen. Gläichzäiteg sollte mer och Initiativen am Ausland énnerstëtzzen, déi no neie Weeér sichen, fir dass d'erneierbar Energie sech op engem liberaliséierten Energiemaart behapte können.

Ech denken do un e System vun den „green certificates“, wou Produzenten, déi aus erneierbare Quellen Energie gewannen, zousätzlech zum Strom och Certificaté verkafe kenne, déi dem Surcoût vun hirer Produktiounsmethod entspréchen. Dës Certificaté kenne da vu Stromverdeeler kaft ginn, déi gréng Strom verkafe wëllen an och mat Hëllef vun deene Certificaten noweise kenne, dass se effektiv mat an d'Exploitatioun vun erneierbaren Energien investéieren.

Et bleibt dann ofzawaarden, ob no 2012 d'Modalitéit vu Kyoto net esou ofgewandelt ginn, dass d'Investiounen an erneierbar Energie verstäerkert valoriséiert ginn. Zumindest am Moment ass d'Ausnotze vun esou Energiequellen am Allgemeinen nach relativ deier, an et misst een op déi Manéier der Tendenz entgéintwierken, erëm verstäerkert op Atomenergie zréckzegräifen. Wann een an der Zeitung liest, wat sech do zum Beispill an eisen Nopeschländern vun der Benelux zsummebräut - wou den Här Oberweis an ech e Méindeg an däri Benelux-Sëtzung waren, huet dat sech net gutt ugehéiert -, musse mir eis wierklech hei virun Aen halen, wou déi wierklech Gefore lieien!

Une voix. - Si sinn nach net gebaut!

M. Roger Negri (LSAP), rapporteur. - Wann een de Kampf géint de Klimawandel virun Aen huet, dann ass ganz kloer, dass eng europawäit Reduktionszile vun Zäregassemissionen ém 5% némmen en Ufank ka sinn. D'Europäesch Unioun huet sech mat besonnesch starke Regelen dem groussen Zil verschriwwen, well si wollt eng Virreiderroll spiller. Wann dat awer aner Staten dozou animéiere soll, selwer an déiselwecht Richtung ze goen, muss de Bilan, dee mer an Europa no 2012 zéien, iwwerzeegeend sinn. Well obwuel d'Europäesch Unioun huet sech gesinn, fir e wichtegen Deel vun den Zäregassemissionen responsabel ass, sinn all eis Efforten émssoss, wann aner Industrieniounen op laang Siicht esou weidermaache wéi bis

Net zulescht duerfir ass et wichtig, dass mir hei zu Lëtzebuerg wéi versprach eise Bäitrag leeschten. Dat kann an engem éischté Moment mat Hëllef vu flexibele Me-

chanisme sinn, mä mir mussen awer gläichzäiteg duerfir suergen, dass mer eise Retard ophuelen.

Heimat bréngen ech den Accord vu menger Fraktioune a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis ageschriwwen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis (CSV).- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Elo wollt ech emol eng Kéier „Madame Presidentin“ soen, se ass awer net méi do!

(Interruption)

Jo, ech hätt emol esou gären eng Kéier dat och gesot!

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech wollt fir d'éischt dem Roger Negri, dem honorabele Rapporteur, Merci soe fir sain ausfeierleche schrifftlechen an och mëndleche Rapport, deen hien hei virgedroen huet.

Et ass jo erstaunlech a sech, dass mer eis erém eng Kéier wéi esou oft an de leschte Méint hei mam Kyoto-Protokoll beschäftegen! Jiddferee schwätzt mëttlerweil iwwert de Kyoto-Protokoll, well et einfach een Thema ass, dat ons Gesellschaft émmer méi bouleveriséert, well d'Energie- an Émweltfroen an de Mëttelpunkt vun eiser Gesellschaft émmer méi staark erandréngent.

Ech widderhuele just nach: De Protokoll vu Kyoto ass den 19. Dezember 1997 énnerschriwwen ginn an ass haut virun engem Joer, de 16. Februar 2005 a Krafft getrueden. An haut, ee Joer méi spéit, diskutéiere mer schonn déi nächst Etapp. Dat Ofkommes gesait vir, dass d'Emissioune vun de sechs besonnesch geféierlechen Treibhausgasen ém 5,2% par rapport zu 1990 bis op d'Joer 2012 musse reduziert ginn, notamment de Kueindioxid an och de Methan.

Lëtzebuerg war deemoles ganz kéng an huet gesot: Mir reduzéieren ém 28%. Ee Chiffer, dee muncherengem Kappzerbrieches mécht.

D'Iddi vun deem Protokoll ass awer ganz eendeiteg: Mir wëllen hei gemeinsam den Opbau maache vun enger nohalteger Entwécklung vun onser Gesellschaft. Mir hu mat dem Akraaftriede vum Protokoll de 16. Februar d'lescht Joer awer eréischt en éischté Schrëtt gemach op enger ganz laanger Etapp, op engem ganz laange Marsch. Iwwregens dat lescht Joer war, dat kontnt ee liesen, dat wäermste Joer zénter den Opzeichnungen zénter 1851. A mir hunn d'lescht Joer 25 Milliarden Tonnen CO₂ an d'Atmosphär eropgeblousen. Wuelverstanen, wann ech soen „mir“, da sinn dat déi Länner aus der Sahelzon bestëmmt net, dat sinn all déi Länner, déi wéi mir d'Energie verbétzelen.

D'Konzentratioune vum CO₂ ass, den Aussoe vun de Wëssenschaftler no, esou héich wéi zénter 650.000 Joer nach net. Si klëmmt all Joer ém 0,5%. Wann een dat rechneresch ausrechent, da verdueble mir dee Wäert an 140 Joer an da leie mer bei 750 ppm. An ech froe mech just nach: Wéi gesait dann déi Welt aus, déi mer onse Kanner wëllen hannerlosen?

Dee Wiessel vun der leschter Äiszäit op eis heiteg Waarmzäit huet sech iwwer eng Zäitperiod vun dausende Joren higeschleef. Dausend Joer sinn an d'Land gaangen an d'Temperatur ass minimal eropgaangen. Mir hunn et fäerdege bruecht gehat, zénter der Aféierung vun der Dampmaschinn 1769 eis Atmosphärentemperatur ém bal ee Grad Celsius an 200

Joer eropzedreiwen. An haut gëtt gesot, wann déi Äerd, op där mer esou gäre liewen, keng bleiwend Schied soll kréien, da musse mer eis énnner zwee Grad Celsius befannen. Or, ee Grad Celsius hu mer scho fäerdege bruecht, et bleibt nach ee Grad Celsius. Dann dierften emol d'Chinesen an d'Inder froen: A wat dierfe mir dann nach maachen?

Et dierf een elo vlächt rappeléieren, dass grad eng Etüd aus dem Pentagon, dee jo net émmer esou op ass fir d'Geschichte vum Klima, gesot huet, dass den „worst case“ antrieide kann, wann de Golfstrom géif kippen. Ech géif gären ons Westatlantikküst gesinn, wa mer Temperature géife kréie wéi am Labrador.

D'Vereenten Natiounen hunn am hallwe Januar matgedeelt, dass dat, wat jiddereen zu Montreal d'lescht Joer gefaart huet, agetreat ass. Déi éischt Insel am Pazifik am Staat Vanuatu ass énnner Waasser gesat ginn an déi éischt zwielef Mënschen hunn hir Heemecht misse verloossen. Dat sinn déi éischt zwielef vun enger ganz laanger Ketten, déi mer eis ausmole kënnen.

E Beispill némme: Wa mer bis op 70 cm sollte goen - mir sinn haut bei 20 cm Mieresniveauerhéijung -, da musse mer 60% vun der Bevölkerung vu Bangladesch evakuéieren; ech froe mech, wou si higoe sollen.

E ganz wichteg Element an dësem Emdenkprozess ass d'Energieofhängigkeit vun onser Gesellschaft. Déi international Energieagence huet nogewisen, dass bis 2030, also nach 24 Joer, den Energieverbrauch ém 50% - vun haut gekuckt - wiisst; an ech wëll mer net mat lech ausmole wéi dann dës Welt ausgesäit.

D'Europäesch Kommissioune huet schonn öfters op d'Energieofhängigkeit vun onse 25 Länner higewisen. Mir sinn haut scho bei 50%, wat den Äerduelech ubelaangt, ukomm an et ass ausgerechent ginn, dass mir bis 2020 bei ronn 70 bis 75% leien wäerten. Wann een da bedenkt, dass an der Nordséi d'Förderquellen hire Maximum schonn 1999 erreicht hunn a mir elo den Éclat schonn erliewen. Mir kënnen net méi erwaarden, dass d'Energie virun eiser Dier nach genotzt ka ginn; et ass quasiment geschwenn náischt méi do.

Dat heescht, mir dreiwen eis alleguer lues awer sécher an eng Energieofhängigkeit, déi dramatesch fir ons westlech Gesellschaft gëtt, well eben d'Energiressourcē bei Länner leien, déi eis net émmer ganz - wéi ee bal kënnnt soen - gutt gesénnt sinn.

An d'Ursaache si ganz eindeuteg mir selwer. Duerch ons Heizungen, duerch den Individual- an de Camionsverkéier, deen all d'Moosse sprengt. A wat den Äerdgas ubelaangt, si mer keen Cent besser, well do leie mer haut scho bei 50% a mer klammen och op 75%.

Et ass dach erstaunlech, dass d'lescht Woch beim G8-Sommet zu Moskau d'Finanzministere beineene komm sinn a gesot hunn, dass si wuel keng Angscht hätten iwwert d'Relance vun der Weltwirtschaft, sech awer immens bedeckt halen a Bedenken hunn iwwert d'Energieversuergung vun onse Länner hei. Ausser Russland huet scho quasiment emol kee méi Energieressourcen; mir gi jo bal all Energie akafen.

Och d'Vertieder vun dem FMI, dem Fonds Monétaire International, hunn déi Bedenke gedeelt an hunn da vu makroökonomesch Perturbatione geschwat, wéi mer si bis haut nach guer net kannt hunn.

A wéi gesait et dann elo aus bei de fossilen Energien: Pétrol, Äerduelech a Kuel? Mat dem heitege Wëssensstand sinn déi nach fir 45, 65 an 200 Joer do. Dat ass genau déi Zäit, déi mer hate vun der Damp-

maschinn bis haut. An da sinn - mam heitege Wëssensstand - déi Ressourcen allegueren erschöpft an da kann ee sech froen: Wat maachen déi dann, déi no ons kommen?

Et muss ee sech déi Fro hei stellen. An déi ass pertinent a misst an alle Gespréicher eropkommen. Well wëlle mer nach eng Kéier an d'Energiefal tappe wéi 1973 oder wéi 1979? Mir haten déi zwou Äerduelechrisen, mir hunn dat zwar vun ons ewechgedoen a gesot mir packen dat alles. A wat hu mer gepackt? Mer hunn eng Ofhängigkeit, déi dramatesch ugewuess ass.

An hei zu Lëtzebuerg? Mir importéiere quasiment all Energien aus dem Ausland, dat heescht all ons Secteure vun der Wirtschaft sinn dramatesch ofhängig vun den Energiepräisser, déi net ophale mat klammen. Och wann elo de Práis vum Pétrol e bësse fält, huet dat awer náischt ze soen, dat ass eng Funktioun, déi dauernd an d'Lucht geet.

Dofir sollte mer am Kader vun dëser Debatt hei iwwert de Kyoto-Protokoll dësem Punkt eng grouss Bedeutung bâimoissen, well de virleidende Gesetzesprojet ass jo némmen e weidert Glidd an enger laanger Ketten.

An heimat soll jo och d'EU-Direktiv vum 27. Oktober 2004, déi den Emissiouンshandel vun den Dreifhausgase modifizéiert, an dat nationaalt Recht ageschriwwen ginn; d'Gesetz vum 23. Oktober 2004 soll hei op e puer Punkte komplettéiert ginn.

D'Klimakonferenz zu Montreal huet jo festgehalen - an dofir si mer haut hei beieneen -, dass mer elo déi flexibel Mechanismen a Krafft setze kënnen. Niewent dem Emissiouンshandel kënnen och elo d'Beatriber - dat war schonn ab Januar d'lescht Joer de Fall - oder d'Länner, déi hire Verflächunge bei sech doheem net nokomme kënnen, bis 2012 Projeten am Beräich vum Klimaschutz mat aneren Industrieländer, mat Schwellenländer oder Entwécklungsländer opbauen.

Bevir ech op dee Volet awer kommen, nach e klenge Rappel vun de Chifferen, déi vlächt schonn ugeklonge sinn. Ech rappeléieren d'Chifferen nach eng Kéier kuerz, well hei muss ee se effektiv e puer mol rappeléieren, fir dass all Mënsch versteet a welcher Situations mer eis mëttlerweil befannen.

Am Joer 1990 - am Referenzjoer - hate mer 12,5 Milliounen Tonne Kueindioxid émettéiert, am Joer 2004 12,6 Milliounen an d'lescht Joer 2005 ware mer scho bei 13 Milliounen. Am Joer 1998 hate mer et gepackt fir op 8,5 Milliounen zréckzegoen, well d'ARBED op d'Elektrofilière émgestallt hat.

A wann een dann de Kyoto-Protokoll kuckt, da kritt ee gesot, mir kënnen bis 2012 - no der Referenzperiode - nach néng Milliounen Tonnen émettéieren - ech widderhuele mech hei -, nach néng Milliounen Tonnen. An haut si mer bei 13 Milliounen Tonnen an an deenen næchste Jore klammen déi vlächt op 14 Milliounen erop. An dat ka jo net gutt ausgoen.

Dat gëtt also eng Fal an déi mer erantappen an dofir sollte mer vun haut u schonn all Hiewelen a Bewegung setzen, fir do erauszekommen. Wa mer eis virstellen, mir hätte fënnef Milliounen Tonnen, da bedeit dat fir déi Zäitpan 2008 bis 2012 25 Milliounen Tonnen, déi mer ze vill émettéieren.

No dem éischten Allocatiounsplang vum Joer 2005, deen dauert bis Dezember 2007, musse mer Emissiouンszertifikate fir all Tonn CO₂, déi mer émettéieren, virweisen. D'Industriepartneren, als Éischt vun der Ketten, hunn 3,1 Mil-

liounen Tonnen zougestane kritt. Wann also elo eng Installatioun dobausse manner CO₂ émettéiert wéi zougestanen, da kann dee Betrib dat um Weltmarché geltend maachen a verkafen an domat also Geld verdéngen.

Émgédréit awer, wa si der méi émettéieren, wa si also hir Kontroll net méi driwwer hunn, da musse si um fräie Marché kafen. Déi Tonn géif da 40 Euro kaschten an der éischt Zäit an 2008 bis 2012 schonn 100 Euro d'Tonn. Mir kënnen eis also virstelle wéi genau elo d'Industriepartneren hir Emissioune kontrolléieren, fir do net immens vill finanziell Mëttelen ze verléieren. Well bei der Industrie muss all Euro émgédréint ginn. An do kann ee soen, wa mer dann d'Partner "Industrie" huelen, dass do an den næchste Joren net méi vill dran ass, well si enk kalkuléiere müssen. A wann een da bedenkt, déi fënnef Joer déi mer virun eis hunn, dass mer all Tonn, déi ze vill émettéiert gëtt, mat 25 Euro - kleng ugesat - musse bezuelen, da misst mir 625 Milliounen Euro op den Dësch leeën. An déi Sue feelen eis fir hei am Land aner wichteg Aufgaben duerchzeféieren, an dat bei reduzierte Finanzen.

Si mir eis dees iwwerhaapt bewosst? An ech mengen, et ass eng batter Tatsaach, dass mir elo fir d'Émsetzung vum Kyoto-Protokoll vill Geld musse lacker maachen. Mä et soll ee keng Scholdzouweisung maachen. An trotzdem misst ee sech froen: Hätté mer net alleguer zesummen méi Tapage an der Vergaangenheit misse maachen? Awer et ass elo ze spéit, mir müssen elo no vir kucken.

Hu mir da vlächt oder hu mir dann iwwerhaapt eng reell Chance aus dësem Däiwelskreeserauszekommen? Ech menge Jo. Mir hu ganz massiver, wa mer alleguer soen: Mir wëllen deen Challenge packen!

Jo, soen ech ganz kloer, an zwar iwwert de Wee vun de Mechanismen, déi jo opgezeechent si ginn, dat sinn Emissiouンshandel oder den CDM oder den „joint implementation“; ech kommen nach doprop zréck.

Ech hunn awer gesot: Vergiesse mer d'Industriepartneren, si kënnen net méi ganz vill bâisteieren, si hu ganz vill scho gemaach, genau wéi eis PMEen, déi hunn och misse enk kalkuléieren a si wäerten och kee ganz grousst Aspuerpotenzial hunn.

Mä, au contraire, am Individualverkéier an am Camionsverkéier hu mer nach e kleng Rappel vun de Voleten - de Roger Negri huet e scho ugesprach - ass ganz kloer den öffentlechen Transport ÖPNV. Hei musse mer, wéi mir am Minett soen, Neel mat Käpp maachen. Mir müssen den ÖPNV esou attraktiv maachen, dass mer et fäerdege bréngen, dat Zil, dat mer eis gesot hunn, de „modal split“ vu 25%:75% ze erreechen. Dat dauert eng Zäit, mä mir sollen all gutt Mesure, déi ergraff gëtt, énnerstëtzen an net émmer muedebëtzeg rieden, wéi een dat heiando am Land gesäit. Villes géif gemaach ginn, mä et gëtt émmer erém zerriet am Ufank, amplaz et op d'Schinn ze setzen an emol ze kucken, wat ee maache kann.

Eng héich Bedeutung - et ass viru 14 Deeg hei gesot ginn - huet de Vélosverkéier. Déi soll een énnerschätzen. Mir sollen den Auto doheem loassen, amplaz fir all Distanz esougen énners 2 km ze benotzen. Da kommt mir ginn a maachen och d'Stied an d'Land dobausse vélosfréndlech.

Wéi gesot, ech hunn et schonn e puermol hei gesot, ech widderhuele mech dann hei nach eng Kéier: D'Eisebunn ass fir mech e Réckgrat vun der ganzer Mobilitéit. Mir hu jo gesinn an de leschte Méint wéi vill d'Leit émgeschwonge sinn, wéi dat flott Zuchmaterial komm ass. Mir gesinn do ganz einfach de gedde Wëlle vun de Mënschen.

E wichteg Element ass awer och an deem Zesummenhang d'Beereistung vun de Biokraftstoffen. Hei huet d'Europäesch Kommissioune an hirem Wäissbuch dozou invitierert, dass mer bis 2010 ongefähr 5,7% iwwert d'Biomass solle asetzen.

Ech kann och, well ech selwer mam Bus deelweis fueren, émmer feststellen, wéi wéineg Leit iwwert d'Augmentation vum Tarif soen. Si soen awer: Wa mer scho musse méi bezuelen, hätté mer gár eng Pist, dass mer méi schnell an d'Stad kënnen kommen, da musse mir och kënnen e Plus verspieren, wa mer den ÖPNV benotzen. Dat wier en Opruff un eis Regierung fir elo ze soen, dass déi dann emol eng Kéier Preferenzen hunn, déi den Auto net benotzen.

Vlächt sollt een och hei emol undeiten, et ass vu Planung geschwatt gi fir déi Joren, déi elo komme wäerten. D'Eisebunnsstreck Esch-Lëtzebuerg mécht Sënn, wa mer dee Wee vun der Universitéit op Esch-Belval welle goen. Do hätté mer dann eng direkt Verbindung Esch-Lëtzebuerg, an och vlächt dann den Norden. Dann hätté mer déi grouss Ballungszentren vum Lëtzebuerger Land op enger flotter Schinn matenee verbonnen. Mä mir héieren nach vlächt dozou nei Gedanken.

Mä ee Problem, dee mer hunn, dat sinn ons 110.000 Pendler. Ech mengen, mir müssen och si invitierere matzemaachen. Éischt Usätz si gemaach ginn. Am IVL hunn ech gelies: Mir musse Park & Ride-Parkplazen an der Peripherie vun der Stad bauen an awer och an der Grenzregioun. Mir müssen d'Pendler invitierieren op eng flott Aart a Weis den Zuch oder de Bus ze huelen, fir an d'Stad schaffen ze kommen.

Ech kommen dann zum Autosverkéier. Dat dierft jo haut dat Thema Nummer 1 sinn. Am Joer 1990 hate mir eng Emissioune vun 2,6 Milliounen Tonnen an am Joer 2004 scho 6,7 Milliounen Tonnen. Am Transitverkéier hu mir fënnef Milliounen Tonnen CO₂-Emissioune a mir selwer si fir 1,5 Milliounen Tonne responsabel.

Mir wëssen allegueren: Den Tanktourismus ass den Ausrutscher. Mir hunn dat goe gelooss. Dat kënnen mer haut net erkennen. Mä mir müssen awer bedenken, duerch dee floréerenden Handel kritt de Statssäckel 20% vu sengem Akomes. A wéi vill Sozialleeschtungen decke mer domadder of?

Wa mer dat da wëllen ännern, da musse mer och de Courage hunn, de Leit ze soen: Sout, Dir Herrschaften, elo wëlle mer et aneschers maachen! Mä dat ass e Prozess, dee mer haut ufänken, a mir hu jo nach genuch Zäit esou munches an d'Wéi ze leeden.

(Interruption)

Déi ugekënnegt Autostax kann ech némme begréissen, wann emol eng Kéier de Courage geholl gëtt elo ze soen: Mir huelen déi an d'Verantwortung nom Principe Pollueur-payeur, déi méi CO₂ émettéieren, wéi all déi aner. Déi, déi elo e Russpartikelfilter abauen, musse mer net belouen, mä mir solle se awer beluewegen, dass se et maachen.

Ech wëll hei vlächt kuerz erwähnen, wat d'Europäesch Kommissioune an engem Wäissbuch zum Ver

Leider musse mer awer feststellen, dass an de Privathaushalten an an de Stats- a Gemengegeber an de leschte Jore villes versäumt ginn ass. Mir hunn et net färdeg bruecht den Energieverbrauch drastesch erofzeseten. An hei läit nach e ganz grousst Potenzial, dat mir an de kommende Jore massiv müssen ausbeuten.

Duerch déi nei Wärmeschutzveruerdnung - mir waarden alleguer sehnlechst dorobber, well si muss elo geschwë kommen, de 4. Januar war den Émsetzungsdag - kann een dervun ausgouen, dass mer an deenen næchste Joren honnertausende vun Tonne kënnen aspueren. Mir sollen duerfir weider finanziell Mëttelen ubidden, well all Liter Fuel an all Kubikmeter Gas, dee mer net verbrennen an de Stats- oder an de Gemengegeber, spuert ons 3 kg CO₂. Emol iwwerleeën: Wann ech en normaalt Haus huelen, wou ech duerch eng einfach Isolatioun vum Daach erreechen, dass ech am Jor 300 bis 400 Liter Fuel manner verbrennen, da spuern ech 1.200 kg CO₂. Een Haus eleng! A mir hunn der jo ewell vill am Land stoen, déi mer kéinte sanéieren.

Mir spuern dann zweemol: Haut, well mer männen Energie akafen, a muer, well mer net méi an d'Kyoto-Keess müssen abezuelen. A grad d'Wärmeschutzveruerdnung léisst mer dann esou en Zukunftsbleck, wou den Émweltminister an de Wirtschaftsminister ganz enk matenee schaffe kënnen. Et muss eis also eescht gemengt sinn, wa mir de Verbrauch vun thermescher Energie an eise Gebaier a Privat-wunnen reduzéiere wëllen.

Et ass gesot ginn, duerch d'Afériere vu sou genannten „Energieverbrauchskennzuelen“ an de Gebaier kenne mer kontrolléieren, wéi vill dann elo effektiv verbraucht gëtt. An hei, mengen ech, sollte mer vun haut un eis Gemengen invitieren - mir hunn der 116 am Land. All Gemeng soll, et sinn der jo, déi et scho maachen - eng Bilanz erstellen, Joer fir Joer, iwwer hir CO₂-Emissiouen. Vläicht kenne mer och souguer e klunge Ranking maachen. Mir géifen einfach probéieren erauszfannen: Wéi ass dann d'Pro-Kapp-Emissiouen an de Gemengen? Fir do emol eng Kéier de Leit ze weisen, wéi vill se an hirer Gemeng Guddes gemaach hunn, an déi aner invitéeieren, deene gudde Beispiller nozeäiferen.

Énnersichunge weisen, dass an eisen Haiser a Gebaier bis zu 30% a souguer bis zu 50% agespüert kënnit ginn, eleng duerch eng se riös Isolatioun. Dir kënnit lech virstellen, wéi vill Handwierksbetreiber frô wieren, wann déi Aufgaben muer lancéiert géife ginn.

De Wee vun der Kogeneratioun ass oft hei beschwät ginn. Et ass a mengen Aen e ganz gudden Outil, fir ebe mat héijem Rendement eis Energie émzeseten, fir Stroum a Wäermt bereitzestellen. An da sollte mer de Courage och hunn iwwert d'Biomass Nowärmenetzer opzebauen, an do d'Holz aus eise Béscher anzeseten. Mir sollte wierklech de Courage hunn, fir drop opmiersam ze maachen, fir mat Holz a mat der Sonn ze bauen.

Déi zwee Reglementer, déi d'lescht Joer jo nei geschriwwen si ginn, hu sech am Spezielle beschäftegt mat der effizienter Energienutzung, der Biomassenutzung, der Albausnéierung an dem Bau vu Passiv- an Niddregenergiehaiser. Et ass dach awer erstaunlech, dass an engem Joer, no 2005, all déi 500 Wunnen- gen, déi mer proposéiert hunn, schonn allegueren ewechgehol si ginn. Dat heesch, mir misse quasi emol nach eng Kéier e Programm bis 2007 noschëppen. Well a ville Gemengen, wann een d'Gemenge-rotsbicher liest, gëtt immens vill op de Wee vun den Niddregenergiebauweise gepocht.

Och e klengen Hiweis hei: D'Fakultéit vun de Wëssenschaften op der neier Uni huet sech mat deem

Thema beschäftegt an ass am gaangen e Projet duerchzeféieren, wou d'Gebaier énnersicht ginn, déi vum Joer 1996 u gebaut si ginn, fir emol dat ze kontrolléieren, wat deemoos geplangt gouf a wat hau effektiv agespüert gëtt. Vergiesse mer och net de Beräch vun den erneerbaren Energien, dat ass d'Wand- an d'Solarenergie.

Hei musse mer couragéis Schrëtter maachen, notamment an der Fotovoltaik, déi a leschter Zäit oft belächelt ginn ass. Mä nach eng Kéier sollte mer eis virun Aen halen: All kWp, dee mir op eis Diecher bauen, an domat CO₂ spuern, spuere mer och europawäit. Well, wa mer et net maachen, da bezéie mer Stroum vun onse Kollegen an Däitschland, déi domadder hir Awunner misste mat CO₂ belaaschten. Also och eisen Input européen sollte mer eis do emol nach eng Kéier virun Aen halen.

Ech hu gesot, mir sinn am Land scho ganz wäit. Et war gesot ginn, bis 2010 musse mer 5,7% vum Stroumverbrauch am Land iwwer erneierbar Energien notzen. Mir sinn haut scho bei 5,4% am Ceged-Netz. A wa mir elo higinn an déi 15.000 kWp, déi nach opstinn, an déi Wandenergianlagen, déi mer zu Mompech an am Réidener Kanton wëlle bauen, da soen ech, da packe mir déi 5,7% spilles bis 2010.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dann däarf de Konsum awer net an d'Lucht goen, Här Oberweis.

M. Marcel Oberweis (CSV). - Mir probéieren dat an de Gréff ze kréien.

Interessant ass awer folgend Ausso: Enger Émfro vum Eurobarometer vum Januar 2006 no hu sech 60% vun de Lëtzebuerger erkingt ze soen, dass si méi bezuele wéilte fir erneierbare Stroum. Dat hunn d'Leit gesot. A wann ech da gesinn - an ech sinn iwwerharscht doríwer -, dass am leschte Joer bei der Ceged iwwert den Nova Naturstroum 5,7 Milliouen kWh bezu gi sinn, bei engem Konsum vu 4,8 Milliarden, da soll kee mir soen: Ech sinn émweltfréndlech a géif méi bezuelen.

Och eis Land- a Forstwirtschaft kann e Bäitrag leeschten, zum Bei-spill duerch d'Uplanze vun Energieplanzen op Terrainen, déi broochleien. Och därf hu mer hei am Land an do kéinte mer zum Bei-spill mat Leit, déi keng Aarbecht hunn, eng ganz interessant Aufgab duerchzéien. An net vergiessen, all Kubikmeter Buchenholz vun eise Béscher bénnt 1 Ton CO₂. Dofir sollte mer massiv eis Béscher sanéieren, fir dass se CO₂ bannen.

Ech hu gesot, mir sollen dat gesant Zil vun 28% mat Zouversicht ugoen. Sécher gétt och schwéier, dat némme mat nationale Mesuren erreechen ze können. Dofir huet de Kyoto-Protokoll Mesuré virgesinn. Am Joer '97 ass dat gesot ginn, dat sinn déi zwee flexibel Mechanismen, dat ass engersäits d'Kooperatioun mat Schwellelännner an d'Kooperatioun mat den Entwécklungsländern.

Et ass och dofir en extra Fong geschafe ginn, dee mer mat Milliouen Euroen dotéiert hunn, fir eben do Paroli ze bidden, duerch déi Projeten. Maache mer eis awer náischt vir. Fir dës Projeten duerchzeféieren mussen d'Entreprisen an eist Land e seriöen Dossier präsentieren. An esou einfach ass dat guer net, well do gétt et nämlech e Comité zu Bonn, deen déi Projeten énnersicht, an dat ka bis zu néng Méint dauerent, bis esou e Projet analyséiert an op de Wee bruecht ginn ass. Well mir musse jo bei deenen anere Länner och de Wëllen an d'Mesuren ergräifen, fir déi Projeten duerchzéien.

Mat der sou genannter „mise en œuvre conjointe“, dem „joint implementation“, kenne mir engem industrialiséierte Land énnert d'Aerm gräifen. Mir kenne esou d'Emis-

sionen vun den Dreifhausgasen erofsetzen. Dat Land, Lëtzebuerg zum Beispill, dat do Gelder investéiert, ka bei sech déiselwecht Meng dann un agespertenen Dreifhausgasen als „unités de réduction des émissions“ guttgeschriwwen kréien.

Do ka Lëtzebuerg zum Beispill ganz einfach, wann et geet, an der Ukraine an e Kuelekraftwirk investéieren. Wat maache mer do? Mir bauen do nei Technologien an nei Filteren an. Wat erreeche mer domadder? Eppes fir ons Keess a wat wichtiger ass, mengen ech, eppes fir d'Liewensqualitéit vun de Menschen an deene Géigenden, déi keng esou propper Émwelt hunn, wéi mir se schonn hunn.

An den Entwécklungsländern, géif ech mengen, hu mer nach méi ze dinn. Do kenne mer de Mechanismen fir eng émweltverträglech Entwécklung aseten, de sou genannten CDM. Wa mir an engem Entwécklingsland e Projet énnertézen, duerch deen d'Emis-sionen vun Dreifhausgasen do reduzéiert ginn, da kréie mir dat als Klimazertifikater guttgeschriwwen.

Ech nennen e puer Beispiller. Esou kann een duerch de Bau vu Wandenergianlagen elektresch Energie produzéieren an et muss een net, wéi déi meesch Länner et maachen, op Mazout zréckgräifen oder op schwéiere Fuel, well domadder d'Émwelt vun de Menschen ném-men immens belaascht gëtt.

En anert Beispill, dat vill méi einfach ass: Mir kenne an der Sahelzon Aluminiumssolkocher aseten. Dat si genau aacht Paletten aus Aluminium, wou mer de Menschen da kenneen d'Sonnenenergie bereetstellen, fir hiet lesse waarm ze maachen. Da müssen do net Mazout-, Petroleum- oder Gaskacher agesat ginn. All Solarkocher reduzéiert am Joer véier Tonnen CO₂.

Wat nach vill méi wäertvoll ass an därf ganzer Geschicht, mir kenne duerch esou Projeten d'Fraen an d'Meedercher vun enger penibeler Aarbecht fräi maachen, nämlech dass si Brennholz müssen iwwer Kilometere sammelen an dat deeglaang. Si brauchen net méi op hirrem Kapp an um Réck d'Holz erbäizeschleefen a kenne sou och d'Erosioun vun hire Géigende reduzéieren.

Une voix. - Très bien.

M. Marcel Oberweis (CSV). - Et kann een och duerch déi sou genannte Fotovoltaikanlage Stroum produzéieren. Fir wat ze maachen? Ma fir hinnen Wasser aus de Pétzer bereetzestellen.

Ech hu gesot, mir kenne iwwert d'Fotovoltaik ganz vill maachen, well mer de Menschen Stroum ginn. An Afrika lieft zum Beispill een Drëttel vun der Population laanscht d'Küst. Mir kenne Mierwaasser iwwert d'Osmose émsettzen an esou Drénkwaasser bereetstellen. Dat, wat mir hei verbézzelen, ass bei deenen e Schatz. An erém eng Kéier wären d'Fraen an d'Meedercher entlaascht vun enger penibeler Aarbecht, nämlech op hirrem Kapp, an dat während Deeg, Waasser ze droen.

Dat Wichtigst dobäi ass Folgendes: Wa mir do Stroum hibréngen, da kenne mir deene Menschen endlech Schoulbildung ginn; mir kenne duerch de Projet „Stroum“ Schoul- a Bildungsprogrammer an déi Länner bréngen, an domadder stoppe mer d'Landflucht aus den Dierfer.

Wa mir dëse Klimaschutz-Pro gramm opbauen, da kann eppes passéieren: Mir ginn de Menschen do énnen eng Chance a mir stoppen d'Migration. Wa mer náischt maachen, da musse mer erwaarden, dass déi Menschen muer bei

ons kommen a froen: Wat hutt Dir fir ons gemaach? An do musse mer wahrscheinlech soen: Net ganz vill. Dofir solle mir och dat eent Thema, wat ugesprach ginn ass, déi Sanéierung vun der Mülldeponie zu El Salvador, net muedebétzeg rieden. Et ass ee Schrëtt, well wat erreeche mer domadder? Mir kenne de Menschen do énnen och eng besser Liewensqualitéit an ech géif souguer soen eng besser Liewensfreed ginn. Well wa mir vu Liewensqualitéit hei schwätzzen, dann ass dat fir déi Menschen do ganz oft Liewensfreed.

Ech kommen dann zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Ronn 20% vun der Weltpopulation, dat sinn 1,2 Milliarden - dat si mir allegueren hei -, déi verbrennen 80% vun de fossilen Energieräger. 80% huele mir an Usproch, fir ze fueren oder fir ons Haiser waarm ze maachen. Zwou Milliarde Menschen kennen dat Wuert Energie iwwerhaapt net. Déi hu guer keen Accès dozou. Dat sinn och déiselwecht Menschen, déi haut schonn dramesch énnert dem Klimawiesel leiden.

Huet net d'UNO an hirem Millenniumsziel gesot, mir musse probéieren, dass 50% vun de Menschen bis 2015 och eng Liewensqualitéit kréien, wéi mir se hunn? Huet net den Dokter Klaus Töpfer, vun dem UNO-Programm fir Émweltprojekten, d'lescht Joer hei gesot, de 24. Mee, dass mer den Entwécklungsländern och müssen déi modern Technologié ginn, déi sou genannten Ecotechnologien, déi mir och bei ons benotzen? Mir müssen hinnen se och ginn, well et ass jo grad bei hinnen, wou sech d'Konsequenze vun dem Klimachangement dramatesch bemerkbar maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch Fuerschung an Innovatioun packe mir et, fir de gefuerdete Wirtschaftswesstum, d'sozial Entwécklung an den Émweltschutz déi Lésungen ze fan-nen, duerch déi all Menschen Profit kenneen zéien. Hei muss énnertsch ginn, dass d'Émwelt net géint d'Wirtschaft ausgespilt dierf ginn, well bénid si Partnere vun därselwechter Medail. Hale mer eis dat gutt virun Aen!

Wa mir also d'Erausfuerderunge vun dem Kyoto-Protokoll heiheem meeschträre wëllen, da musse mir elo eng Strategie ausschaffen, déi eis bis 2012 wäert begleeden. Mä opgepasst, duerno kommen och nach Joren a mir sollten elo schonn ufánken nozedken, wat mer dann no 2012 maachen.

Mä fir dat ze realiséieren, musse mir et awer packen - do ass d'Politik gefuerdert -, dass mer Länner wéi China, Indien, d'Vereenegt State vun Amerika, Mexiko an Indonesien och an dat Boot eranhuelen, well si müssen do matmaachen.

Mir müssen eis awer allegueren un dee Gedanke gewinnen, dat déi Zäit eriwer ass, wou mer bélleg Energie haten. Déi Zäit ass effektiv eriwer a mer müssen elo de gefuerderte Wee vun der nohalteger Entwécklung mat Courage ugoen.

Dat däitscht Wuert fir Courage, d'Iwwersetzung vu Courage ass jo Mut, dat heesch „M“, „U“, „T“: „Mensch – Umwelt – Technologie“. Mir müssen de Courage hunn, dat ze maachen, awer zesummen.

Ech mengen dofir, de Klimawandel muss bei ons allegueren e Mentalitéitwandel ervirruffen. Eréisch dann erreeche mer et.

Niewent eisen Hausaufgaben, déi vun elo un ze maache sinn - dat gétt net einfach -, kenne a solle mer op déi flexibel Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll mat Verstand a Respekt zréckgräifen. Si maachen de Wee op, fir de Menschen bei eis méi eng grouss Liewensqualitéit ze garantéieren an awer den Entwécklungsländern oder Schwellelännner méi eng

grouss Liewensfreed ze ginn. Duerch de Kyoto-Protokoll huet ons Émwelt endlech e Práis kritt. Mir wéissen allegueren elo, wat et kasch, notamt d'Lëtzebuerger wéissen et elo.

Ech hu gesot, wa mer dovun ausginn, dass jiddfer Lëtzebuerger am leschte Joer 29 Tonnen CO₂ émettéiert huet, da ka jiddferee sech jo ausrechnen, wéi vill hien an déi Keess misst bâisteieren, fir eng besser Émwelt ze kréien.

Ech mengen awer och, et wär e wichtige Punkt hei ze erwähnen, dass et eng vun den Hausaufgabe vun deem neie Conseil supérieur vum Développement durable ass, deen d'lescht Joer agesat ginn ass, dass dee sech och mat dä Thematik hei ausernee setze muss.

Mir kenne eis och um Beispill vu Schweden orientéieren, déi vir-geschter gesot hunn, si maachen eng Strategie 2020. 2020, da wëlle si als éischt europäesch Land onofhängeg si vun de fossilen Energieräger. Deem kenne mer jo noäiferen. Kommt, mir ginn eis einfach gutt drun!

Ech wëll awer och hei mat engem Zitat ofschleissen, vum Dom Hélder Câmara, dem Bëschof aus Latäinamerika. Hien huet gesot: „Wann ee Mensch dreemt, da bleibt et en Dram, mä wa vill Menschen datselwecht dreem, da gëtt et Wierklechkeet.“

Une voix. - Très bien! Très bien!

M. Marcel Oberweis (CSV). - Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech nach just soen, dass d'CSV-Fraktioun iwwerzeegt ass, dass dës Erausfuerderung mat Courage ugepaakt gëtt. Vergiesse mer net: Ons Elteren a Grousselteren hunn nach vill méi gepackt. Dat heite si Peanuts géint dat, wat si gemaach hunn.

Ech bréngen och den Accord vun der CSV an dësem wichtige Projet mat globaler Portée. Ech soen lech Merci fir d'Nolaschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Oberweis. Den næchste Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass deem nach schwéier eppes bâizefügen, wat alles hei gesot ginn ass. Trotzdem wëll ech dem Rapporteur félicitiéire fir säi guerde schréftleche Rapport an och säi perfekte mëndleche Rapport, wou bal alles gesot ginn ass, wat ze soe war.

Ech mengen och, datt dat Gesetz hei fir Lëtzebuerg iwwerhaapt wichteg ass, well et eis ganz einfach gemeinsam Regele gëtt an de 25 EU-Länner fir déi flexibel Mechanismen, dat heesch fir déi Emissiounsreduzéierungen, déi mer a sech net doheem kenne maachen. Fir eis ass dat Gesetz hei enorm wichtig. Et ass enorm wichtig, datt mer op déi flexibel Mechanismen, op d'CDMen an och op d'„joint implementation“ kenneen zréckgräifen, well mir eis Engagement, déi mer 1997 zu Kyoto geholl hunn, am anere Fall absolut net kíenten erfëllen, wa mer net kíenten op dat hei zréckgräifen.

An duerfir mengen ech ass et och gutt, datt d'Kommissioun der Fuerderung net noginn huet, den Ukaf vu CDMen an „joint implementation“-Projekten ze begrenzen, well ech fäertern, wann dat op 50% géift reduziert ginn, da géif et fir dat Land hei och dann nach net gutt ausgesinn. Ech sinn awer mat alleguer deenen d'accord - a mat dä Euphorie och d'accord, déi hei zum Ausdruck komm ass -, déi soen, datt mer esou vill wéi méiglech oder bal alles an deem Land hei selwer musse reduzéieren.

Mä wann een dem Här Ewingmann säi Bericht liest, da liest een awer doran, datt kuerzfristeg net

schrecklech vill do ze huelen ass: zwëschent 300 a 500.000 Tonnen d'Joer. Op fënnef Joer gerechent, ginn dat ém déi zwou Milliouen Tonnen, bei 20 bis 30 Milliouen Tonnen, déi mer a sech misste reduzéieren. Also ass dat eng onméiglech Saach, dat an deem Land hei ze maachen.

Ech mengen, da musse mer d'Realitéit awer emol an d'Ae kucken a kucken, wéi mer dee Problem hei an de Joren 2008 bis 2012 welle léisen. Bis 2008 ass et net méi laang, dat ass muer. Enn nächst Joer geet dat schonn u mat dësen Engagementer, an ech mengen, iergendwann musse mer eis awer och an däer Chamber hei eng Kéier Zäit huelen, fir Tacheles ze rieden, wéi mer da finalment konkret eis Problemer welle léisen.

Ausser datt mer géife soen: Hei, mir verzichten op eng Partie Accisen; mä ech weess net wéi dat ausgeet, ech fäerten, et si se alleguer. An déi, déi dat awer behaapten, mengen ech, mussen eis dann awer och hei soen, wéi mer dee Manque à gagner wettmaache respektiv wou mer dann hei wëllen aspueren. Mä ech mengen, esou einfach ass dat, fäerten ech, net.

Ech sinn awer och mat alleguer deenen d'accord, déi soen, datt mer eis Zukunft net op dës Recetten hei kënnen opbauen.

(Interruption)

Ech menge schonn, datt d'Zäit vun de fossile Brennstoffer un d'ENN këntt an datt den Uelech un d'ENN këntt. Wéini dat ass, weess een net. Et gëtt gesot, dat wier an 120, 130 Joer. Ech géif mengen, mir sollten eis wierklech seriö Gedanke maachen, wéi mer an deem Land hei nach éierbar këinne liewen, ouni datt mer op déi Recette do ugeweise ginn. Dat soll d'Zil sinn. Ech mengen, dofir solle mer eis Kapp zesummestrecken. Dat ass awer laangfristeg geduecht, mä kuerzfristeg - leider! - helleft dat eis net virun a musse mer Léisunge fanen.

Ech mengen net, datt déi Problemer um Niveau vum Tanktourismus ze léise sinn, well ech fäerten, wa mer bis un den Tanktourismus ginn an dee welle regelen, do geet d'Spill vum alles oder näisch. Wa mer vun Tanktourismus schwätzen, da muss ee sech emol bewosst sinn, datt dat net onbedéngt Tourismus ass. Vun allen Uelechen, vun allen Hydrocarburen, Bensin an Diesel, deen hei zu Lézeburg verkaaft gëtt, sinn 10% Bensin. Dee Bensin gëtt haaptsächlech kaift vun de Lézeburger a vun de Frontalier.

Et kann ee jo elo awer net soen, datt d'Frontalier Touriste si fir eis hei, déi all Dag heihinnesch schaffe kommen an een Deel och vun eiser Ekonomie ausmaachen. 90% vun deenen Accisen, déi mer erakräien, ginn iwvert den Diesel verkaaft. Hei muss ee wéssen, datt de Gros vun dësem Diesel un d'Belsch verkaaft gëtt, ganz einfach well den Différentiel ebe grouss genuch ass fir datt d'Belsch, wa se iwvert d'Autobunn aus Frankräich eropkommen, hei stallhalen an tanken.

Hei ass d'Lézeburger Regierung gefuerert, hire Minimum unzepassen am nächste Joer, a wann dat bis gemaach gëtt, da gëtt déi Differenz mat de Belsch relativ enk. A wann d'Belsch sech dann nach vill afale loissen, da bleift net méi vill dovunner. Gleeklecherweis zéie mer awer elo déi Accisen hei mat de Belsch zesummen an, an och d'Belsch hinn en Intérêt drun, wann d'Accisen héich sinn, well Dir musst wéssen, datt déi Accisen, déi Lézeburg an d'UEBL erabézilt, mä héich sinn, wéi dat wat mir a sech do erauszéien. Duerfir mengen ech, wa mer eppes heiriwwer welle regelen, da musse mer dat mat de Belsch am Kader vun der UEBL zesumme maachen, fir déi Taxen doranner festzeleeën.

Eppes, wat mer këinne maachen, ass ganz sécher ze kucken, datt mer iwvert dëse Wee hei Recetten erakréien, fir eis Engagementer um Niveau vum Kyoto-Protokoll kënnen ze bezuelen, notamment fir d'CDMs-Projeten an d'"joint implementation"-Projete kënnen ze maachen; dat ass een Deel.

Ech froe mech, ob een och net mat de Belsch kann an d'Gespréich kommen - dat ass awer méi utesch, wat ech elo hei soen -, fir iwvert dëse Wee vun der UEBL ze probéieren, eis Engagementer, déi jo bei minus 28% leien, vläicht reduzéiert ze kréien, andeem datt d'Belsch eis een Deel dovu kéinten iwwerhuelen, woufir mer selbstverständliche misste bezuelen. Dat géif eis vläicht erlaben, mat 50% flexibile Mechanismen duerzen.

Et muss ee wéssen, datt d'Belsch sech engagéiert hinn, ém 7,5% ze reduzéieren, a si musse bis 2012 op ém déi 140 Milliouen Tonne kommen. Eis feelen a sech an däer Theorie annerhalfe Milliouen Tonnen. Dat géif vun hiren 140 Milliouen 1% ausmaachen. Ech weess net, ob dat an der Onméiglechkeet ass, d'Belsch un Dësch ze kréien, fir do e Gespréich driwwer ze féieren, wa mer dat géife bezuelen. Dat wat ech hei soen, ass net esou einfach, et ass just en Denkustouss fir awer emol vläicht ze probéieren, aner Weeër ze goen.

Et muss een dann, wann een awer heiriwwer schwätz, sech awer och bewosst sinn - an d'lescht war jo eng Pressekonferenz vu Leit, déi soen, datt d'CDMs-Projeten awer nun net nohalteg sinn -, datt mer do den Entwécklungslänner d'Méiglechkeeten ewechhuele géingen, fir an Zukunft an déi Domäner ze investéieren. Do muss ee sech awer emol eng Partie Chiffre virun Aen halen, wann een dat seet. Wann een zum Beispill weess, datt am Joer 2012 d'Emissioune weltwäit 40% - 40% - mä héich si wéi 1990, wou mer se jo wollte reduzéieren ém 5,2%, datt dat och net bei 2012 ophält, mä datt dat och nach virugeet iwver 2012 eraus, a mer bis 2020 op 33 Milliarde Tonnen CO₂ kommen, déi dann émettéiert ginn, wou et der 1990 alles an allem 20 Milliarde waren, also ee Plus vu 65%. Sou kënnet et, dat ass net ze änneren.

Et muss ee wéssen, datt vun deene 65% praktesch 70% produzéiert gi vum Rescht vun der Welt, minus Europa, an do maachen dann natierech awer d'Entwécklungslänner oder d'Schwellenländer de Gros vun deem aus.

Och mir hei an Europa kënnne bis 2012 eis Engagementer net respektéieren. Dat gesait awer scho besser aus. Mir kënnne si ém 4% net reduzéieren, allgemeng gesinn, par rapport zu 1990, a bis 2020 wäert et och net einfach ginn, well jo énner Lézeburger Présidence sech engagéiert ginn ass, déi Ziler vun 1990 bis dohinner jo nach ém zwëschent 15 an 30% ze reduzéieren, wann ech dat richteg gelies hinn. A wann een dat dann nach mat der Stratégie de Lisbonne verbénnt, wou mer eis schonn engagéieren, déi performant Ekonome ze ginn, da gesait de Bilan guer net gutt aus.

Wa mer eis engagéieren - en moyenne, loosse mer emol soen - minus 20% vun deem, wat mer solle manner maache bei de fossile Brennstoffer, ze maachen, da musse mer 50% am Joer 2020 vun eis ganzen Energiebedarf decken ausserhalb vu fossile Brennstoffer.

Ech weess net wéi een dat mécht. Ech hinn iergendwou gelies, da misste mer d'erneierbar Energien an deenen nächste 15 Joer mat fënnef multiplizéieren, wat quasi onméiglech ass, wann e weess, wéi séier datt dat do virugeet a wat de Wëllen ass fir dat do ze développéieren. Den Atomstroum kréie mer sécher och bis dohinner net dohinner, dat welle mer alleguer jo d'ailleurs och net.

Et bleift eis also just eng Léisung, mä déi pake mer och némme hallefäerzeg un, an dat ass déi, fir d'Energie rationell ze notzen a fir Energie ze spueren, dat heesch méi Effizienz an d'Energie iwverhaapt eranzebrengé, méi Effikasitét. Wann een awer seet méi Effikassitét, da mengen ech muss een awer soen, datt et fir eis awer och méi effikass ass Investitionen an Dréttlännner respектив an den Industriellännner ze maachen - iwvert d'"joint implementation" vun der Annex 2 -, well ganz einfach déi Investissementer, déi mer do maachen, méi bëllieg ginn an oft méi bréngé wéi dat, wa mer se hei géife maachen. A vu datt déi Kyoto-Problematik jo awer émmerhin e globale Problem ass, mengen ech, wier dat awer schonn néideg.

Wéi gesot, wann ee bedenkt, datt an deenen nächste 15 Joer - nach e puer Chifferen - d'Demande supplémentaire bei den Energien 2/3 eropgeet, datt do vu 85% mat fossile Brennstoffer gedeckt gëtt an dann am Verhältnis Europa awer sétzt a weess, datt vun deem, wat da verbraucht gëtt am Joer 2020, mir - déi 25 Lännner - bei 15% Energieverbrauch leien, respектив bei 13% vun den Emissiounen, da sti mir net esou schlecht do.

Dat wëllt awer net soen, datt mer eis Hausaufgaben net solle maachen, mä wann een deen anere Chiffer op däer anerer Säit gesait, da mengen ech geet et awer net némme duer eis Hausaufgaben ze maachen, da mussen och déi europäesch Lännner sech an der Welt dobaussen engagéieren an den Dréttlännner héllefen hir Emissiounen ze reduzéieren, well do geet et a vill grosse Masse méi séier erof wéi dat bei eis de Fall ass a wou mir jo awer schonn haut méi Effizienz hinn.

Wa mir déi Engagementer géife respektéiere bis 2020, déi mer eis virgeholl hinn énner Lézeburger Présidence, da géife mir eis Emissiounen hei an Europa ém 800 Milliouen Tonne reduzéieren. An därselwechter Zäit géifen d'Chinesen hir ém 1,6 Milliarden eropsetzen, d'Entwécklungslänner alles in allem 4 Milliarden. Da kann een awer net kommen a soen, datt wa mer de Wee géifen aschloen, dass déi europäesch Lännner Projeten an Entwécklungslänner respектив a Schwellenlännner maachen, dat wier Quatsch an domadder géife mer deenen eppes ewechhuele, dat mengen ech ass net de Fall. Ech mengen, Europa muss hei seng Responsabilitéit huelen.

Europa muss de Virleefer an der Kyoto-Problematik sinn a muss och déi Politik bedreiwen, souwuel um politeschen Niveau wéi awer och um techneschen Niveau. Dann hu mer net némme e wirtschaftlichen Notzen dovun, well mer un deem Handel do kënnen Deel hueilen, mä mir hinn awer och allegueren an Notzen, andeem datt mer d'CO₂-Emissioune kënnen zréckfueren. D'CDM-Projeten - an ech menge meng Virriedner hinn dat am Detail hei gesot - musse propper, sozial an nohalteg sinn, an ech mengen net, datt mer nach müssen Impaktstudien hei zu Lézeburg maachen iwver all eenzelne Projet, fir d'Projeten nach opzehalen, déi scho komplizéiert sinn zu Enn ze kommen an déi ganz gutt kontrolléiert sinn op deem Niveau wou dat gemaach gëtt. A well mir als Partei iwwerzeugt sinn, datt dat de richteg Wee ass, dee mat deem Gesetz hei ageschloen ass, wäerte mir dann och dat Gesetz hei stëmmen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuet.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1997 énnerschreift d'Lézeburger Regierung de Kyoto-Protokoll an engagéiert sech d'Treibhausgase vu Lézeburg bis 2008-2012 ém 28% ze reduzéiere par rapport zu 1990. Si huet dobäi d'Énnerstättung vun der Chamber, déi an enger Motioune souguer 30% gefuerert hat.

Dobaussé schéngt dat Reduktionszil enorm ambitiéis. D'Regierung weess awer, dass et eigentlech net méi an net manner wéi e Stabilisierungszil ass. Jo, mir hu souguer nach 500.000 Tonne Sputt. Duerch d'Restruktureierung vun der Stolindustrie si mer 1997 námlech scho bei -30%, mir leie bei 8,5 Milliouen Tonnen an hunn also, wéi gesot, bis 2008 nach ronn 500.000 Tonne Reserven.

D'Regierung huet och kee Problem mat de Mécanismé vu Kyoto. Mir kréien zwar den Tanktourismus ugerechent, mä mat 2,5 Milliouen Tonnen ass deen awer 1997 ongefier glächzesetze mat deem importierte Strom, dee mer net ugerechent kréien. Wann et also just dorën geet eis Emissiounen ze stabiliséieren, sou ass sech d'Regierung awer bewosst, dass dat net vum selwe geet, wéinst dem staarken demographeschen an ekonomesche Wuesstum zu Lézeburg.

Fir jidderengem den Eescht vun der Situatioun kloer ze maachen, rissft si direkt e ronnen Dësch a mat de Sozialpartner, der Société civile an de Gemengen. Zesumme gëtt direkt eng Strategie ausgeschafft a Moyenen entwéckelt, fir d'Entwécklung vun den Emissiounen am Gréff ze behalen. Iwwer Sensibilisierungscampagné gëtt och d'Population préparéiert op dat, wat op si duerkénn.

Den Émweltminister gëtt direkt eng Potenzialanalys an Optrag, déi virrechent wou iwwerall kann Energie gespuert ginn a wéi héich d'Potenzial vun deenen eenzelnen alternativen Energien zu Lézeburg ass. Fir dass den Tanktourismus net forteeft, passt d'Regierung op, dass den Différentiel mat den Nopeschlännner net méi grouss gëtt wéi en 1997 war.

Am Verkéiersberäich gëtt de sproochräife BTB 1998 gestëmmt an no sechs Joer fueren 2004 déi éischt Tramen duerch d'Stad. Den öffentlechen Transport kritt wierlech Prioritéit duerch e konsequent Netz vu Busspure. Eng lan-deswàit harmoniséert Parkraumgestaltung suergt dofir, dass et fir Laangzäitparker wierklech oninteressant gëtt hiren Auto ofzestellen. De Vélo kritt bei alle Planungen och eng Plaz. Eng Reform vun der Autossteier dréit dozou bää, dass d'Leit lues a lues méi émweltfréndlech Autoe kafen. De Fuerpark ass 2005 ee vun den émweltfréndlechsten an Europa.

Duerch all dës Moossname gëtt de "modal split" émmer méi positiv zu Gonschte vun der Mobilité douce an dem öffentlechen Transport, de Verkéier gëtt eräm fléissend' an d'Zuel vun den Doudegen op eise Strossen hëlt drastesch of.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

Den Energieminister knäppt sech 1998 direkt déi schonn 1993 net méi zäitgeméiss Wärmeschutzverordnung vir a suergt dofir, dass all nei Haiser a Bürosgebaier am Nidderegenergiestandard gebaut ginn.

De Wunnungsbauminister gräift d'lddie vum OGB-L a vum Mouvement écologique iwwer Albauménierung op a suergt domat net némme fir eng substanziel Reduktioun vu Mazout- a Gasverbrauch, mä schaft am Handwerk iwwer dee Wee honnerten nei Aarbeitsplazen.

Well mer fir d'GuD net noverhandele kënnen, gëtt dëse Projet - an

den Här Goebbels ass net frouriwwer - fale gelooss an d'Regierung geet op dee vu Greenpeace préconiséierte Wee vu klengen, dezentrale Kogenerationen op Äerdgas sécherlech, mä och vu Biomassbasis.

D'Regierung huet erkannt, dass d'Gemenge wichteg Partner beim Émsetze vun de Moossnamen um Terrain sinn a bënnt si dofir vun Ufank un an. An all Regioun gëtt en Energiekonzept vu Modell vun de Klimabündnisgemengen ausgeschafft. Dat Instrument erlaabt et déi bestoend Potenzialer, déi mer duerch Potenzialanalys erausfonnt hunn, émzeseten.

D'Agence de l'Énergie gëtt reforméiert; an an all Kanton ginn Energieberodungen nom Modell vum Réidener Energieatelier afferiicht.

Du kënnst e ganz gutt Joer, d'Joer 2000. Do mécht de Statsbudget en Iwwerschoss vun enger Milliard Euro. Amplaz déi Sue mat der Strenz iwvert d'Land ze verdeelen, gëtt eng ekologesch Steierreform gemaach, déi prinzipiell d'Energie an de Ressourcéeverbrauch méi héich besteiert, dofir awer d'Lounniewekäschten erofsetzt. En Deel gëtt geholl fir e Fong ze speise fir an Zukunftstechnologien ze investéieren, sou wéi Norwegen dat mécht mat senge ville Suen, déi et aus de Pétrolsgewänner eraushéilt.

D'Betriben kréien och Steiererliichterungen, awer némme wa se ganz geziilt a Ressourcen- an an Energieproduktioun investéieren. En Deel vun de Plus-valuë gëtt geholl fir eis Ofhänggeket vum Tanktourismus ze reduzéieren an et ass evident, dass beim Ausschaffe vum IVL Kyoto afléisst an eng iwwergeuerndet Roll an allen Iwwerleueunge spillt.

2006 steet Lézeburg gutt do mat sengen Engagementer bei Kyoto am internationale Verglach. Mir leie bei ronn néng Milliouen Tonnen. Mir gi gelueft vun der Europäischer Kommission fir eis Efforten a sollte mer bis 2008 duerch déi demographesch Entwécklung a vill Kogenerationen, awer nach op Erdgasbasis, liicht iwwer eist Zil kommen, esou ass et kee Problem déi puer Prozent iwwer CDMen an "joint implementation" ze kafen.

D'Leit bezuele wuel e bësse méi Steieren, wéi elo, hunn awer erkannt, dass se duerch d'Reduzéierung vum Gebrauch vum Auto an d'Benotze vun deem gutt fonctionéieren öffentlechen Transport dat méi wéi wett kënnne maachen.

Eise Wunnbestand ass um leschten Isolatiounsstand, wouriwwer Leit mat klenge Pensiounen ganz frô sinn, well déi héich Mazouts- a Gaspräisser se net esou treffe wéi elo. Och d'Betriben si kompetitiv, well se duerch eng äusserst effizient Produktiounswais och déi steigend Energiepräisser konnten offieder, a well d'Lounniewekäschte méi niddereg sinn, wéi se haut sinn. Jidderen appréciert déi erhéichte Liewensqualitéit duerch mächer Verkéier an d'Stad bléit énnert dem Trameffekt richteg op. Mir sinn um gedde Wee, ewech vum Uelech, an aus ganz Europa kommen Delegatiounen kucken, wéi mer eis dann ugueluecht hinn hei zu Lézeburg. Eis Uni an eis Fuerstschungsinstituter hu sech eng international Renommee gemaach, wat energieeffizient Systemer a Produktiounsmethoden ueget.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech lech elo erzielt hunn ass kee Grimm-s-Mäerchen, mä ass een, eiser Meenung no, absolut realisteschen Zeenario zu wat Kyoto zu Lézeburg hätt missen, mä awer och hätt kënnne feieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst awer gradesou gutt wéi ech, dass alles awer och bal alles anescht komm ass, wéi ech elo grad an deem Zeenario hei geschildert hinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst awer gradesou gutt wéi ech, dass alles awer och bal alles anescht komm ass, wéi ech elo grad an deem Zeenario hei geschildert hinn.

Et geet domat un, dass mer siwe Jo

fir erauszfannen, dass mer eis verrechent hunn. Mir hunn nämlech elo viru kuerzem eréisch gemierkt, dass mer eis géiert hunn, dass mer net zéng Milliounen Tonnen 2008-2012 zegutt hunn, mä némminen néng. A bis haut huet een nach émmer net dat Gefill, dass iergendeng Regierung sech dem Eescht vun der Lag bewosst ass.

Ech wéilt hei dem aktuellen Émweltminister e Kompliment maachen, well mer wierklech als gréng Fraktiou dat Gefill hunn, dass hien deen éischte Regierungsmember ass - leider deen eenzegen, och nach émmer an déser Regierung -, dee sech der Lag bewosst ass. Ech mengen dat kénnt doduerch, well hie sech éischteens a senger Gemeng, eng Klimabündnis-Gemeng, als Buergermeeschter schonn intensiv mat der Problematik beschäftigt hat, mä och an Tëschenzäit, mengen ech, vill Stonne mam Här Ewingmann verbruecht huet an doduerch d'Zuelen auswenneg kennt. Dat welle mer hei och ganz kloer differenzéieren.

Dat heescht awer net dass mer der Meenung sinn, dass dës Regierung insgesamt och némminen e Millimeter méi wält ass wéi déi virdrun. Dann ass et och kee Wonner, Här President, dass den Eescht vun dem Enjeu bis haut net vermëttelt ginn ass, weder un d'Sozialpartner nach un d'Société civile nach un déi breet Populatioun.

De Moment erliewe mer jo awer, dass esou eng Sensibilisierung machbar ass, nämlech bei därganzer Diskussioun ém de Statsbudget. Déi Chifferen hu mer eréisch e puer Méint um Dësch an awer huet een dat Gefill, dass d'Regierung et färdege bruecht huet, den Eescht vun der Lag no baussem ze droen. Et huet ee scho bal d'Gefill, dass se iwwerdréift, dass mer amgaange sinn ze risquéieren, dass d'Consommatioun, duerch dat ze vill Enkschnalle vum Rimm, souguer amgaangen ass zesummenzebriechen.

Déi Gréng sinn der Meenung, dass wann déi jeeweileg Regierungen esou intensiv no de Milliounen Tonnen CO₂ gesicht hätten, wéi déi heiteg Regierung no de Milliounen Euro an hirem Budget, da wéiss haut jiddereen zu Létzebuerg, dass mer dringend missten am Energie- an am Mobilitätsberäich émsteieren. D'Potenzialanalys, déi d'Basis vun allem Handelen ass, ass elo eréisch amgaang gemaach ze ginn. Keen huet d'Bensinspräisser am Ae behalen, mam Resultat, dass den Tanktourismus vun 2,5 op 5 Milliouen Tonne sech verduebelt huet. De BTB ass '99 begruwe ginn, de Bus hält weiderhi mat am Stau, an ausser zu Esch an neierdéngs och an der Stad ass de Vélo kaum en Thema. Kee Wonner, dass och den inlännesche Verkéier sech vun 1,1 Milliouen op 1,6 Milliouen Tonnen ém 50% erhéicht huet an därganzer Period.

Déi iwwerliefte Wärmeschutzverordnung vun '93 ass haut, 2005, nach émmer a Krafft. De Wunningsbauminister huet acht Joer un engem Konzept gedoktert iwwer Albausanéierung, mam Resultat, dass d'Resultat esou kompliziert ass, dass ee mindestens véier Joer Uni muss gemaach hinn, fir deen Energiepass ze verstoen. D'GuD zu Esch ass sécherlech ekologesch sénnvoll, schléit awer mat iwwer enger Milliouen zu Buch.

Mit déi eenzeg Initiativen, déi konkret Resultater hinn, geschéien an de Gemengen, virop an de Klimabündnis-Gemengen. Déi Initiative ginn och substanziel vum Émweltminister énnerstëtzzt, den Innenminister geheit awer de Gemengen d'Verfassung téschen d'Been a léissit se an der Loft hänken. An der Agence de l'Énergie, Dir Dammen an Dir Hären, sëtzet nach émmer d'Cegedel an d'SEO, an den Energieberoder aus dem Kanton Réiden ass nach émmer ganz eleng auf weiter Flur.

2001-2002 ass eng Milliard Euro mat der Strenz iwwert d'Land verdeelt ginn, ouni awer och némminen dee geréngst ekologeschken klimaschutzpoliteschen Impakt gehat ze hunn. Duerch déi 2001-Reglementer vun den alternativen Energien ass endlech eng gewëssen Dynamik, zumindest an deem Beräich, entstanen. De Vide, deen elo énnert der neier Regierung entstane war, huet awer villes futtigemaach a villes, wat opgebaut war, wat gutt fonctionnéiert huet a wat eng Eegendynamik kritt huet, muss praktesch erém vun null un ufanken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo sti mer dann do, wéi den Ochs virum Bierg oder wéi d'Kand beim Dreck. Amplaz minus 28% si mer haut schonn erém iwwert de Wärter vun 1990 a bis 2008 - Dir hutt et schonn e puer mol héieren riskéiere mer, dass mer 5 Milliouen iwwer eisem Zil wäerte leien.

Mä amplaz dass awer elo endlech, endlech e Ruck duerch d'Regierung an duerch d'ganz Gesellschaft geet, wat geschitt? Et gëtt gejéimert iwwert d'Berechnungsmethod vum Kyoto-Protokoll, et gëtt lamentéiert iwwert déi atypesch Situatioun vu Létzebuerg, an amplaz dass d'Regierung endlech Kloer Messagen no baussen dréit, streit de Wirtschaftsminister mam Émweltminister a spilt, esou wéi an de 70er Joren, Émwelt géint Aarbechtsplazen aus.

Ech muss och soen, dass ech de Rapporteur - dee fir de Rescht, mengen ech, e ganz guude Rapport gemaach huet, mëndlech a schréftlech - och net esou richteg verstinn, wat hie wollt soen, wéi hie mam Index komm ass. Ech verstinn den direkte Rapport net. Ech verstinn och scho guer net, dass een de Rapport och némminen am weideste Senn mécht téschen Kyoto an Aarbechtsplazen. Ech hunn nach ni verstanen, wisou dass Albausanéierung soll Aarbechtsplazen ofschafen, wisou dass den Opbau vun alternativen Energié soll Aarbechtsplazen ofschafen. Ech verstinn och net, wa mer muer den öffentlechen Transport ausbauen a Chauffeuren op Bus an Zuch astellen, wéi dat soll Aarbechtsplazen ofschafen.

Do gëtt menger Meenung no nach émmer mat pauschalen Uerteeler operéiert. Et si längst genuch Etüden do. Déi Däitsch zumools, déi ganz gutt Erfahrung gemaach hu mat hirem Aspeisegesetz fir alternative Strom, hunn x-mol nogewisen, dass se domat honnerten an dausenden Aarbechtsplaze geschafen hunn. Duerfir géing ech mer wierklech och vill méi eng differenzéiert Approche virstellen, an net mat esou Schlagwieder direkt am Kontext vu Kyoto operéieren.

Wann am Ufank e Konsens an der Gesellschaft war, dass mer wierklech 100% vun deenen 28% sollden heiheim erreechen, esou ass dat haut - an dat gi mir och souguer an Tëschenzäit zou - de facto net méi dran. Ech wéll awer nach eng Kéier betounen, dass dat awer némminen ass, well mer wierklech siwen, acht Joer praktesch násicht gemaach hunn. Ech wéll och nach eng Kéier betounen, dass dat no bausse gedroent ambitiéist Zil ei-gentlech net méi war, wéi d'Emissionsvou '97 ze stabiliséieren. An ech froen lech emol allegueren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Ass et Létzebuerg '97 méi schlecht gaange wéi haut? War d'Liewensqualitéit zu Létzebuerg '97 méi schlecht wéi haut?

Deemools hate mer en Tanktourismus, deen némminen d'Halschent vun deem vun haut ausgemaach huet. Mir hunn et awer färdege bruecht eis sozial Systemer fonctionnéieren ze dinn, esou gutt wéi haut, wann net souguer besser. Ass et net émgedréint, an dat weisen awer och d'Reaktiounen vun de Gemenge Mamer, Waasserbëlleq a Réiser, dass mer d'Liewensqualitéit verschlechtert hunn, dass um lokale Plang déi Niewewirkunge

vum Tanktourismus souguer ufanken esou uerg ze ginn, dass se chiffréierbar sinn, och ekonomesch, esou dass déi Gemenge keng aner Lösung méi wéissen, wéi een Cent op all Liter Bensin ze maachen?

Ech hu gesot, dass mir do souguer scho Waasser an eise Wäin elo geschott hunn, obwuel mir émmer dofir plädéiert hunn, dass mer praktesch alles sollten hei zu Létzebuerg maachen. Mir gesinn awer an, dass an der aktueller Situatioun, duerch déi Inaktivitéit vun all deene Joren, et de facto net méi méiglech ass; obwuel mer nach wie vor der Meenung bleiwen, dass dat onverantwortlech ass.

Haut sollen dann déi Mechanismen, mat deene mir eis da fräikafe kénnten a wëllen, eng gesetzlech Basis kréien. Mir waren der Meenung, dass dat eng gutt Geleeënheet gewiescht wier, fir endlech - endlech, Här President - Kloer Zeechen ze setzen an onmëss-verständlech Messagen no baussem ze schécken, nämlech an-deems mer am Gesetz festgehalen hätten, dass mer awer mindestens d'Halschent vun de Reduktione sollte heiheim erreechen.

Mir sinn eis als Gréng bewosst, dass och dat Zil nach ganz schwéier ze erreechen ass a wär, mä ech froen lech awer: Wa mer eis elo nach keng Kloer Ziler setzen, wéini dann? Fir mech ass dat hei mat déi leschte Geleeënheet, wou mer hätte kénnen onmëss-verständlech Messagen no baussem ginn.

Déi Direktiv gesait dat iwwregens och vir an hirem Considérant Nummer 7; d'Majoritéit refuséiert dat awer ze maachen. An da kréie mer gesot, dat soll am Plan d'allocation geschéien. Wann ech d'Direktiv richteg verstanen hunn, dann ass et wuel virgesinn, fir fir déi eenzel Betriber, déi énnert d'Direktiv vun den Droits d'émissions falen, fir do fir all Betrib e Maximum anzeszen, mä ech mengen awer, dass et vun der Direktiv schonn esou geduecht ass, dass een an der Émsetzung kloer seet, wéi een als Land wéll seng Ziler erreechen an dass een do e klore Chiffer asetzt.

Ech maache mer och násicht vir, wa mer dat net kloer hei juristesche a legislativ verrankeren, da geet de Lobbyismus un, da kénnt jiddereege gepligert bei deen een oder bei deen aneren, da gëtt héichgerechent, da gëtt mat der Konkurrenz gedrot, dann entsteet den Drock an da si mer emol gespaant bei wéi vill Prozent eegenen Efforten, dass mer dann 2012 nach wäerte landen.

An dofir wäerten och déi Gréng, Här President, dat Gesetz net stëmmen. Mir sinn der Meenung, dass heimat dee leschten Drock ewechgeholl gëtt, fir zu Létzebuerg selwer am Verkéiers- an am Energieberäich émsteieren. Heimat erdeelt d'Regierung sech selwer a ganz Létzebuerg d'Carte blanche, fir alles beim Alen ze loosen, fir „business as usual“ ze bedreien an eis mam Scheck fräizekafen.

Dat ass an eisen Aen net némminen onmoralesch, mä och onverantwortlech vis-à-vis vun den nokommende Generatiounen, virun allem aus zwou Ursachen:

Eischent ass dat, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, en ongedeckte Scheck op d'Zukunft. Kee weess - an dat hunn eng Rei Virriedner scho gesot -, wat eng Tonn CO₂ 2012, an haapsächlech duerno, wäert kaschten, well dat hei ass jo just den Ufank vum Lidd. Richteg seriö gëtt et no 2012, a wa mir bis dohin eis zu 90 oder 95% fräikafen, da si mer net minimal préparéiert op déi nach méi substanziel Reduktione, déi 2012 op eis duerkommen, an aner Län-

ner, déi schonn éischter d'Steier erémgerappt hunn, wäerten eis da wäit virus sinn, an da sti mer zim-lech belämmert do, well da gëtt et wierklech eescht an da geet et un d'Substanz.

Eng zweet Ursach ass och, dass jo awer d'Enn vum Pétrolszäitalter viruszegesinn ass a mir froen eis heiansdo als Gréng, ob den Här Krecké keng Zeitung liest, kee Radio lauschtet a kee Fernseh kuckt. Et braucht een awer net intensiv ze lieze fir festzestellen, dass keen Dag vergeet, wou dat do en Thema ass a wou gesot gëtt, dass mer scho längst oder deemnächst iwwert de Punkt eriwwer sinn, wou de Maximum vu Pétrolsproduktioun ass an dass d'Enn vum Pétrolszäitalter längst agelaut ass.

Viru kuerzem konnt een erém liezen, dass mer an der Nordsee scho bal um Enn sinn an dass dat vill méi séier gaang ass, wéi jidderee domat gerechent hat, well einfach vill méi gebraucht gouf. Nach haut konnt een erém lesen, dass Spezialiste mengen, dass souwuel déi bekannten oder déi sou genannte bekannte Reserve vu Saudi-Arabien an déi vu Kuwait maßlos iwwerschat sinn, dass mer do riskéiere wierklech ganz aner Wourechten ze kréien.

Mä och ouni déi Spekulatiounen do, Här President, wéll ech e gescheite Mann zitéieren - ech weess zwar net méi wéi e geheescht huet, mä ech hunn awer sái Sproch verhalen -, dee gesot huet: „D'Steenzäit huet net opgehalen, well keng Steng méi do waren.“ An d'Pétrolszäit wäert och ophale längst ier de leschte Liter Uelech fort ass, well mer eis et souwuel klimaschutzpolitesch, wéi och wirtschaftlich iwwerhaapt net méi wäerte leeschte kénnen eis Ekonomie an eis Mobilität op de Pétrol opzebauen.

An déi Leit, déi elo nach émmer mat Lafzäite vun 30, 40 oder 50 Joer kommen, ech mengen, déi hunn den Enjeu wierklech net begraff, och wann ee liest, wou regelméisseg d'Pronostiken iwwert de Präs vum Barrel Uelech higinn. Haut konnt een och erém een-zweemol liessen: 120 bis 140 Dollar. Wann némminen dat Geréngst am Iran geschitt, da si mer séier bei 140 Dollar.

Dofir menge mir als Gréng, dass Kyoto net eng Laascht, mä eigentlech eng immens Chance ass, fir zwou Mécké mat engem Schlag ze fänken: aktive Klimaschutz bedreien an awer d'Ofhänggekeet vum Uelech ofbauen. Mat eisem Fräikafen awer maache mir genee de Géigendeel. Mir zementéieren d'Ofhänggekeet vu Létzebuerg a vun der Létzebuerg Wirtschaft a Mobilität vun de fossile Brennstoffer an eis Kanner a Kandskanner wäerten eis eng Kéier dowéinst verfluchen: aus ekologeschken Ursachen, aus ekonomeschken Ursachen, mä och ganz kloer aus sozialen Ursachen, well wann de Barrel Uelech eng Kéier 150 Dollar kascht, da gi mir, a si virun allem, awer gewuer, wat d'Pond Kiischte kascht.

Dass et awer och anescht geet, Här President, weisen eis, wéi esou oft, d'Skandinavie, an dësem Fall d'Schweden. A wann den Här Calmes et elo éinescht hei duerge-stallt huet, wéi wann et a kengem Fall méiglech wier a 15, 20, 25 Joer aus dem Pétrol erauszeklammen, da wéll ech lech vlâicht Folgendes matdeelen: D'Schweden hu sech viru kuerzem d'Zil gesat a 15 Joer - Dir hutt richteg héieren -, 2020, komplett ouni Uelech eens ze ginn, ouni - an dat wéll ech betounen - op den Ausbau vun der Atomenergie ze setzen, mä op erneierbar Energien!

De Wee dohi gëtt vun engem Comité geplant: mat Industrieller, Fuerscher, Bauer, Autobauer, Leit aus der Zivilgesellschaft. D'Be-weggrënn fir déi schwedesch Regierung sinn emol net onbedéngt d'Kyoto-Iwwerleeuungen, mä sinn déi émmer méi knapp Reserven u

Pétrol an d'Angsch virun enger katastrophaler Rezessioun, wann de Präs vum Uelech dann eng Kéier an déi Héichte klëmmt, wéi ech se elo grad geschildert hunn.

Dat nennen ech eng wäitsiichteg Politik, Här President, an de Wee zu dësem Zil wäert sécherlech och fir Schweden net einfach sinn, mä dat ass de Präs, fir a 15 bis 20 Joer gutt do ze stoen. Déi Gréng verstinn net, firwat mir et zu Létzebuerg net och färdege bréngen esou e schwéieren, mä zukunftsfaege Wee ze goen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Roby Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuet.

M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Här President, Kolleginnen a Kollegen, den Débat, dee mer den Owend, schonn zu virgeréckter Stonn, féieren, ass e ganze wichtegen Débat, well e bereiért d'Zukunft, net némme vun dësem Land, mä d'Zukunft vun der Menschheit. Ech wéll awer probéieren, Här President, mam gudde Beispill virze-goen a main Otem esou effizient wéi méiglech anzeseten....

Une voix.- Très bien.

M. Robert Mehlen (ADR).- ...dat heescht dat, wat ech soe wéll, an esou mann wéi méiglech Wierder eriwwerzebréngen. Dofir halen ech mech och net op mat de Konsequenze vun därganzer Erwärmung - ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gemaach. Ech hale mech och net op mat Iwwerleeuungen iwwert den ethischen Aspekt, deen aus deem ervirgeet, datt 20% vun der Menschheit praktesch 80% vun de weltwéite Ressourcë verbrauchen. Ech wéll just soen, datt dat, wat mer hei diskutéieren, eng Verflichtung ass, déi mer '97 agaange sinn, datt dat eng Verflichtung ass, därg mer mussen nokommen, aus därg mer net erauskommen, déi mer och mussen aléisen, mä datt dat némminen en éischte Schrätt ass en face vun därganzer Problematik, déi net némminen heescht Energie-mangel, mä an der Konsequenz vun eisem excessiv fossilien Energieverbrauch och Klimawandel, mat all deem, wat do hannendrun hänkt.

Här President, d'Aussiichten dat Zil, wat mer eis gesat hunn, zu deem mer eis engagéiert hunn, ze erreechen, sinn hei zu Létzebuerg gläich null, et sief da mer hätten de Courage ganz einschneidend Moossnamen ze ergräfen, zum Beispill eise Bensinspräis massiv eropzeseten oder déi nei Kogen-eratioun do énnen zu Esch stéllze-éen.

Wat maachen? Natierlech, an do sti mir och dofir an, Reduktione hei am Land realiséieren, wou et verstän-negerweis méiglech ass. Dee Projet, iwwert dee mer haut schwätzen, betréfft déi aner Méiglechkeiten, nämlech Rechter ze kafen oder flexibel Mechanismen anzeseten, déi sou genannt MDPen oder MOCen, a mir sinn der Meenung, datt et wichtig ass, datt mer déi Méiglechkeet hunn, well et wéi gesot net méiglech ass, déi Reduktioun vun annähernd fénnef Milliounen Tonnen an esou kuerzer Zäit hinzekréien.

Elo ass jo déi grouss Diskussioun, ob dat vertriebar wär, ob dat rich-teg wär, ob dat moralesch wär. Ech war frou, de leschte Freideg aus beruffenem Mond, nämlech vum Här Professer Dokter Raderma-cher, ze héieren, datt, vu d'Klima weltwéit eis alleguer betréfft, datt d'Klima global ass, datt am Fong geholl dat Wichtegst ass, déi Mëttelen, déi een assetzt, dee gréissstméigleche Rendement bréngen. Wou se de Rendement bréngen - ech rappeléieren et nach

eng Kéier, well d'Klima global ass -, spiltt am Prinzip keng Roll. Dat ass jiddefalls och eis grondsätzlech Approche.

Et soll een déi Mëttelen, déi émmer limitiert sinn, déi Mëttelen, déi een zur Verfügung huet, wou mer gefuerert sinn eis esou vill wéi méiglech dofir anzusetzen, do asetzen, wou se am meeschte bréngen. A mir wéissen, datt eng Partie Länner, déi de Moment onheemlech Wachstumsraten hunn, dat awer op Käschte vun hirer Êmwelt maachen, dat heesch, onheemlech vill fossile Energie dobái asetzen, wat och an engem héije Mooss op d'Liewensqualitéit geet. Ech hat viru kuerzem d'Geleeënheet, a China ze sinn. Ech war vrou, wéi mer Peking de Réck gekéiert hunn, well ee bal keng Loft méi kritt huet wéinst deem Smog, deen do war.

Ee Punkt an där Diskussiou ass deen: Däerfe mer Mëttelen, déi mer ageplangt hu fir eis Entwécklungshélfel, och gebrauchen an dësem Kontext? Ech weess, datt déi Allermeescht heibannen do eng zréckhalend Attitud hunn. Mir, nodeem datt mer laang driwwer diskutéiert hunn, sinn awer zum Resultat komm, datt mer awer missten alles, wat iwwer eisen Engagement vun 0,7% vum BIP erausgeet, asetzen, vu datt déi aner Länner gréissstendeels wält ennert deem Seuil nach sinn. Ech mengen, et ass jo net esou, datt esou Projeten, déi och zur Effizienzsteigerung an deene Länner baidroen, keng Entwécklungshélfel sinn. Et kann ee jo awer och, mengen ech, zwou Méckes mat engem Schlag do treffen. Mir gesi jiddefalls net an, datt een do soll méi helleg sinn, wéi de Poopst.

Et muss een och wéissen, datt dat alles, wat mir hei an den entwéckelte Länner maachen - ech mengen, mäi Virriedner oder Virviriedner huet dat och gesot gehat -, déi ganz Ustrengungen, déi mer hei maachen, mat engem relativ héijen Opwand, bei wäitem net dat bréngen, wéi wann een dat emol quantitativen kuckt. Wat a Länner wéi China, Indien, Brasilien an esou weider de Moment passéiert u Steigerungen: Do kénne mer der géint halen, mä dat leeft eis trotzdem fort. Duerfir ass et eiser Meening no och immens wichteg, datt ee just do, wou de Moment déi gréissste Steigerung statffénn, intervenéiert, fir dat ofzebremsen an, wie weess, zréckzeféieren.

Zu Lëtzebuerg selwer e puer Wuert. Mir hunn natierlech e gewaltigt Reduktionspotenzial a mir müssen alles maache fir dat anzusetzen. Éischte, d'Effizienzsteigerung: Ech kénnt och elo e ganze Virtrag driwwer halen, ech wéll et net maachen. Mä ech sinn awer nach wie vor der Meening, datt mer zum Beispill am Verbrauch vun de Gefierer nach e grousst Reduktionspotenzial hunn, dat genotzt muss ginn. Mir können iwwert den öffentlechen Transport rieden esou vill wéi mer wéllen. Ech gleewen, datt et schwéier gëtt, fir iwwert dee Wee déi Reduzéierung erbázeféieren, vun där mer alleguer dreemen. Déi eenzel Mobilitéit vun de Leit, dat kritt Der net ewech. Mä wat mer brauchen, ass en enormen technologesche Sprong beim Verbrauch vun de Gefierer: Deen ass dran!

Eisen Explosionsmotor, deen ass jo esou eppes vun ineffizient, wann ee kuckt wat un Input un Energie drageet, wat herno u mechanescher Energie erauskénn. Do brauche mer einfach, net némmen hei zu Lëtzebuerg, mä iwwerall, wierklech e Quantesprong an der Technologie, an do kénnt een eng ganz Rëtsch vu Beispiller opzielen, wou mer enorm vill kénnt maachen. Wa mer deen Effizienzsprong maachen, wann den Input un Energie dramatesch zréckgeschrafft gëtt, ech mengen, dann ass et och méiglech, mat aneren Technologien ze fueren, da kénnt ganz sécher hannendrun de Brennstoffzellenauto, an ech mengen, et kénnt een elo laang doriwver...

Une voix.- Dee kénnt a 50 Joer.

M. Robert Mehlen (ADR).- Ech sinn iwwerzeegt, datt, wann d'Präisser vum Pétrol esou evoluéieren, wéi et elo am Raum steeet, et dann net méi esou laang dauert, well et ass jo alles eng Saach vum Incentive, vum Präis: Wat de Maart freet a wat de Maart brauch, gëtt gebaut - an da si mer do -; d'Reduktionspotenzial insgesamt, och d'Isolation vun den Haiser an esou weider.

Ech muss awer och nach zum öffentlechen Transport ee Wuert soen. Ech weess net - d'Ufuerderunge gi jo nach émmer méi grouss -, wéi vill déi eidel Bussen, déi de ganzen Dag iwwert d'Land dohier pendelen, fir e puer Leit ze transportéieren,...

(Interruption)

...well mer wéissen,...

Une voix.- ...dass se net eidel sinn.

M. Robert Mehlen (ADR).- ...datt jiddefere seet: Jo, wann den öffentlechen Transport soll fonctionnéieren, da muss de Bus och wéinstens all Stonn praktesch duerch all Uertschaft fueren, wou den Zuch net duerchfert. Ech fäerte ganz, datt mer iwwert dee Wee méi fossile Energie verpolveren, wéi mer op där anerer Sait mat engem gudde Schinneverkéier erém kénnen aspueren. Do muss och emol e bësse weider iwwerluechte ginn, wéi ee vläicht ka méi intelligent Solutiounen fannen.

Dann d'alternativ Energien: Ech wéll just soen, et ass technesch alles machbar. D'Sonn spendéiert eis 3.000-mol méi Energie, wéi mer der insgesamt brauchen, souwuel fir eis Nahrungsméttelproduktioun wéi fir all dat anert, wat mer un Energié brauchen. Mir brauchen et némnen technesch émzesetzen. Da feelen d'politesch Décisiounen, dat ass kloer, an do ass et wou et hänkt. Et muss een dann och de Courage hunn, et net esou wält kommen ze loessen, bis et guer net méi geet - well da beweegt sech souwisou eppes -, mä am Fong geholl virun de Won lafen an déi Décisiounen huelen, déi musse geholl ginn.

Här President, d'Energiefro ass zur Schicksalsfro vun der Menschheet ginn, virun allem duerch de Klimawandel. Mir hu keng Zäit méi ze verléieren, et ass net 5 vir 12, mä et ass 5 op 12. Mir gesinn, et all Dag. Wa mer gesinn, wat mer eleng fir d'Stuermeschied an dësen Zäite scho musse bezuelen; fir dat Geld kénnt ee schonn enorm vill maachen.

Ee Wuert nach heizou: Wann ee gesät, wat d'Menschheet de Moment an d'Rüstung investéiert - d'USA eleng investéieren iwwer 100 Milliarden Dollar all Joer an d'Rüstung! Ech hu beim Här Professor Radermacher gelies, datt fir d'Millenniumsziler ze erreeche bis 2015, mer exakt dee Betrag bräicht, fir all déi Länner, déi am Hannerdreie sinn, un déi Ziler erunzeféieren, a wann een dat mécht, da kritt ee jo och automatesch dann den Energieproblem mat an de Gréff.

Wär et net méiglech - vläicht kénnt dat klengt Lëtzebuerg jo emol eng Initiativ huelen -, fir eng internatioal Konventioun ze initiéieren, wou all Land sech géing engagéieren, 50% vu sengem Rüstungsinvest an esou e Programm ze investéieren? Well wéi gesot, mir hu keng Zäit méi ze verléieren, et ass net 5 vir 12, et ass 5 op 12.

Une voix.- D'Amerikaner...

M. Robert Mehlen (ADR).- Och Lëtzebuerg, Här President: Mir hunn e Gesetz gestëmmt, wou mer ronn sechs Milliarde Frang oder 120 Milliounen Euro an e Fliger investéieren, deen, realistesch gekuckt, fir d'Kaz ass. Well éier dee flitt, ass de Pétrol schonn esou

knapp ginn, datt et problematesch gëtt, fir e fléien ze loessen. Wat hätt ee mat all deem Geld, mat sechs Milliarden, bis 2017 scho kénnen hei zu Lëtzebuerg fir d'Reduzéierung vun eisem Energieverbrauch, fir d'Effizienzsteigerung an eisem Energiecomportement investéieren?!

Här President, ech kommen zum Schluss. Dëse Projet brauche mer, en helleft eis, fir an der Iwwergankszäit iwwert d'Ronnen ze kommen an eise Kyoto-Verfluchtungen nozkommen, mä en entbënnt eis op ke Fall - an do stellen ech mech hannert alleguer déi, déi fuerderen, datt mer de Maximum maachen, datt mer e konkrete Programm brauchen, konkret Mesuré brauchen, fir och hei zu Lëtzebuerg de Maximum ze maachen - aus eiser Verfluchtung. Aus deem Grond wäerte mir désem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Goerens huet nach d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens (DP).- Här President, ech hat am Fong geholl net wéelles, an déi Debatt hei anzegräifen, an ech wollt och kengem seng Planung fir den Owend duerchkräizen, mä ech wollt just ee Punkt hei awer kloerstellen. Ech hunn hei, wéi mer den éischten Allocatiounsplang fir de Kyoto den 31. Mäerz 2004 presentéiert hunn, ganz Kloer gesot, wat ech och an der Tripartite deemoools gesot hunn, datt mer e Reduktionszil ze rechnen.

Ech erkläre mech: Den Här Bodry - mat deem ech och doriwwer geschwat hunn a mat dem ech eens war, fir dat esou ze presentéieren - huet 1998 e Reduktionszil von 28% akzeptéiert. 28% vu wat? 28% vun dem Emissiounspotenzial vun 1990. Wat war dat? Waren et 12,5 Milliounen Tonnen oder waren et 14 Milliounen Tonnen. Mir sinn dovun ausgaangen, datt et 14 Milliounen Tonne wieren. Den Här Bodry huet nämlech sain Accord 1998 ginn, well en dovun ausgaang ass, datt ronn 14 Milliounen Tonnen am Joer 1990 émettéiert goufen.

Dat do ass net anodin, well 72% Emissiounstrechter vu 14 Milliounen Tonnen ass eppes anescht wéi 72% Emissiounstrechter von 12,5 Milliounen Tonnen. An déi Differenz kénnt dohier, well et nämlech an der Êmweltverwaltung verpasst gi war, fir de richtege Koefizient ze appliziéieren op der Êmrechnung vun den Héichuewegasen op CO₂-Equivalenter.

Dofir konnt den Här Bodry net, dofir konnt keen, dee virun him do war, an och keen, deen no him d'Verantwortung an deem Ministère huet. Ech wollt nach eng Kéier betounen, dass dat hei ganz kloer gesot ginn ass - ganz kloer - wou deemoools eng Partie Deputiéierte waren an och Netdeputiéerten, déi dat hei héieren hunn.

Mir sinn dovun ausgaangen, datt mer am Intérêt vum Land sollen déi politesch Aussò, déi den Här Bodry deemoools gemaach huet, respektéieren; an dat Reduktionszil, wat hien deemoools annoncéiert huet zu Bréissel, ass op Grond vu sengem deemolege Kenntnisstand zustane komm.

Dat ass emol dat Éischt wat ech soe wollt. A menges Wëssens no huet d'Regierung dat do Zil bis elo jiddefalls nach net opginn, fir nach émmer fir déi 72% Emissiounstrechter vu 14 Milliounen Tonnen ze kämpfen. De Minister kénnt jo

duerno, da kann hien eis jo soen, wat hien dovunner hält.

Dat Zweet - och zur Klärung vun de Begréffer -, wat ech wollt soen, ass: Mir haten hei e Konsens fir mat de Suen, déi am Entwécklungsbudget stinn, Entwécklungspolitik ze maachen. Schonn eleng op Grond vun der Method, déi de Comité d'aide au développement vun der OCDE appliziéiert, kénnen déi Suen net gebraucht gi fir aner Saachen ze maachen, à moins datt ee vun deem Budget Suen ewechhält an da kritt een déi net als éligibel gëlle geloosso au titre vun der Aide publique au développement.

Hei hu fénnef Partie gesot, si wiere bereet op 1% ze goen an ech wier och vrou wa mer dee Konsens kéinte bai behalen. Ech hinn op Grond vun den Interventiounen, déi elo gemaach goufen, net méi d'Gefillt, datt dat nach eng konsensfæeg Positioun wier.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Här Minister Lux, wann ech gelift.

Ech wollt direkt nach ernimmen, datt mer nom Här Minister net ofstëmmen. D'Ofstëmmen ass mar de Mëtten um Ufank vun der Sëtzung oder nom éischte Projet de loi.

(Interruptions diverses)

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt um Enn vun déser laanger Debatt probéieren, net aus mangeldem Respekt virun dem héijen Haus, fir net op all Froen, all Suggestiounen, all Bemerkungen, déi de Mëtten hei gemaach si ginn, an zegoen. Ech mengen, dass et déi nächst Wochen a Méint Geleeënheet wäert ginn, no dem Ofschloss vun de Workshopen, déi mer maachen, beim Virleeë vun der Potenzialstudie, déi mer am gaangaan si mam Professer Ewingmann a sengem Institut ze maachen, fir dat parlamentaresch ze beuerteelen an dann och Réckschlëss fir d'Zukunft ze ginn.

Ech kann och dat meeschte, wat de Mëtten hei gesot ginn ass, souwuel wat d'Vergaangenheit ubelaangt, wéi och déi schéin Ausfluch an déi paradisesch Zoustänn, déi de Kolleg Camille Gira hei gemaach huet, gradesou énnerschreiwen, wéi och villes, wat fir d'Zukunft gesot ginn ass.

Ech hu just ee Punkt, wou ech net d'accord sinn a wou ech onmëssverständliche och direkt am Ufank wéll soen, dass ech déi Aschzung, déi de Kolleg Gira hei gesot huet, net deelen. Déi Bemerkung, dass de Vote vun désem Projet bedeit, dass mer definitiv et opgi fir duerch national Ziler eis Engagément am Kyoto-Prozess ze erreichen an dass dat eng onmoralesch Décisioun ass, déi muss ech ganz schaarf zréckweisen.

Ech mengen, dass mer an deene leschte Méint versicht hu fir an engen ganzer Rei vun Décisiounen ze weisen, dass et eis eescht geomengt ass fir prioritär, awer wierlech prioritär, dofir ze suergen, dass mer net eleng iwwer flexibel Mechanismen eis fräikafe ginn, mä dass mer duerch inlännesch, national Moossname wéllen dofir suergen, an dass mer hei zu Lëtzebuerg wéllen ufänken.

Dat ass domadder ugaangen - an Dir misst dat, Här Gira, am beschte wéissen -, dass dës Regierung déi éischt Regierung war, déi akzeptéiert huet, eng Motioun vun deene Gréng, déi hei während Joren agereeect ginn ass, fir eng Kéier eng transparent, seriö Analys iwwert de Phenomenum vum Tanktourismus ze maachen, virzehuelen. Dat ass weidergaangen doduerch, dass mer ganz schnell am Dezember 2004 hei d'Direktiv Kyoto emol ratifizéiert hunn, dass mer dem Professer Ewingmann d'Potenzial-

studie an Oprag ginn hunn, dass mer dat fräi gemaach hu mat allen Décideuren dobaussen, mat den ONGen, mat de Betriber, mat de Chambres professionnelles, mat jidderengem an de Workshopen, dee bereet war fir dorunner matzeschaffen.

Ech mengen och, dass mer beim öffentlechen Transport awer müssen zur Kenntnis huelen, dass mer an de Budgeten 2005 an 2006 fir d'éischte Kéier säit laange Joren am Fonds du rail méi Investitione virgesinn hunn an tätege wäerten, wéi am Fonds des routes. Dat ass laang émmer hei gegäisselt ginn an esou virun, mir müssen dann awer vläicht eng Kéier akzeptéieren, dass dës Regierung d'Prioritéit setzt op den öffentlechen Transport, mat all deene Moossnamen, déi op deem Gebitt virgesi sinn. An den Här Goerens weess dat, well a senger Strategie, déi hien 2000 am Mee scho virgeluecht huet, waren eng ganz Rei vu Moossnamen. Sécher ass d'ökologesch Besteierung vun den Autoen näischt, wat onbedéngt dobausse bei jidderengem op grouss Begeeschterung stéisst.

Dir musst awer zur Kenntnis huelen, dass fir d'éischte Kéier de Finanzministère an den Êmweltministère an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp amgaange sinn dat doten ze préparer, fir dass et den 1. Januar 2007 kann émgesat ginn an dass mer, wann ech d'Buergermeeschtesch vun Esch hei viru mer gesinn, beim Ausstosse vun der Wäermët, déi bei der TWInerg produziert gëtt, fir d'éischte Kéier elo iwwert d'Schafe vun der Sudcal et färderdeg bréngen, dass mer dat fir d'Frichen a fir d'Urbanisierung vun de Frichen notzen an net einfach esou an d'Loft erausstosse.

An ech menge schlussendlech, dass mer musse gesinn, dass um Niveau vun dem neie Förderregime fir d'erneierbar Energien, ech honnert Mol den „mea culpa“ gemaach hunn, dass mer an déi Situation gerode sinn, dass mer den 1. Januar 2005 kee Regime haten an dass ech deen Éischte sinn, deen dat bedauert huet, dass dat esou war.

Ech kann lech awer soen, dass énnernt deem neie Regime, wou mer virun allem drop Wäert geluecht hu fir thermesch Solaranlagen ze förderen, mäi staark wéi d'Photovoltaik, well et eiser CO₂-Bilanz eppes bréngt, dass mer virun allem e ganz staarken, vill méi staarke wéi an iergendengem vun eise Länner ronderém, Förderregime maache fir Passiv- an Energiehaiser a fir den Assainissement vu bestoenden Haisen.

An ech muss lech och soen - an ech sinn dofir kritiséiert ginn -, dass jo eng Deckelung an dem Regime virgesi war, fir ze soen: Mir müssen oppassen, dass dat eis finanziell net erém aus dem Rudder geréit. An dunn hu mer jo 200 Haisen, 300 Appartementer gedeckelt. Dat ass zum Deel zurecht kritiséiert ginn, mä ech kann lech soen, dass d'Zuelen haut weisen, dass mer an déi Deckelung, déi mer do drage sat huet, wáit wáerten iwwerschreiden, dass vill méi Demanden haut schonn do si fir Niddregenergiehaiser a Passivhaiser.

An ech kann lech och soen - ech hoffen, dass Dir dat awer och da positiv zur Kenntnis huelt -, dass d'Regierung leschte Freiden décidéiert huet, fir kuerzfristeg de Réglement grand-ducal ze ännern an d'Deckelung op all deene Gebidder do opzehiewen an all déi Förderungen do ze maachen.

Ech wéll also domadder soen, dass keen eis hei soll de Virwor maachen, wéi wa mer an deene leschte Méint net gewisen hätten, duerch eng ganz Rei vu konkreten Initiativen an Décisiounen, dass mer net onmoralesch eis welle fir all eis Engagément iwwert de Wee vu flexible Mechanismen fräikafe goen; dat ass net wouer.

An zweetens wëll ech och èmmer erëm soen, dass de Kyoto-Protokoll - an dat ass zum Schluss hei vum Kolleeg Mehlen nach eng Kéier gesot ginn - a senger Method flexibel Mechanismé virgesäit. Ech si jo och der Meenung, dass mer dat prioritär hei solle maachen, mä et soll een awer net soen, wa mer mar 30, 40 an och vlächt 50% mussen iwwer aner Weeën goen, dass dat onmoralesch ass.

Neen, dat ass e feste Bestanddeel vun deem, wat d'Diskussionen zu Kyoto waren, well: Wéi si se entstanen? Si sinn entstanen, well d'Entwicklungsländer zu Kyoto verlaagtunn, fir ouni weider soss Engagementer Sue vun eiser industrialiséier Welt, zu Recht, an e Fong ze kréien, wou si da géingen décidéreren, wat se mat deene Sue géife maachen. A well dat d'Industrieländer net wollten akzeptéieren, dee Blankoscheck, sinn d'flexibel Mechanismen entstanen, fir ze soen: Mir si bereet ze investéieren, mä da muss et verbonne si mat dem Zweck vum Kyoto-Protokoll, nämlech Engagementer um Niveau vun der Erfsetzung vun den CO₂-Emissiounen. Dat war de Bestanddeel vun där Diskussion, déi deemoos gefouert ginn ass, an déi zu de flexibele Mechanismen gefouert huet.

Duerfir, mengen ech - an dat sinn déi zwou eenzeg Saachen, déi ech den Owend hei soe wëll -, mir sollten elo déi Potenzialstudie schnell zu Enn bréngen. Elo laang ze diskutéieren, ob mer dat scho viru siwe Joer, viru fénnef oder viru véier Joer hätte maache sollen, bréngt eis elo net virun. Ech menge, mir musse se elo schnell zu Enn bréngen.

Ech kann lech soen, dass mer den 3. Abrëll an engem Workshop den Ofschloss vun den Diskussionen wëlle maachen. D'Regierung ass sech a villem eens, wat mer maache wëllen. Eenzel Iwweraschunge wäert och Dir, Här Gira, zum Beispill an der Fro vum Tanktourismus nach an eise Propositionen kréien, wa mer se op den Dësch leeën. Mir sinn eis eens den

3. Abrëll dee Workshop ze maachen. Ech mengen, mir sinn eis driwwer eens, dass de Statsminister a senger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun, den 2. Mee hei an der Chamber, och en Ufanksdeel vun éischte Mesuren an der Potenzialstudie wäert ukénegen, fir kloerzemaachen, dass dat de Wee ass, dee mer goe wëllen.

An dann zu der Direktiv hei nach eng Bemerkung. Och do hate mer déi Diskussion mat den ONGen iwwert d'Froen Deckelung am Gesetz vu 50%, Kritären an d'Gesetz, e Comité mat den ONGen, fir mat deenen ze diskutéieren, an d'Gesetz. Ech mengen, och do hu mer eng Décisioun geholl, déi parfaitement kompatibel ass mat deem, wat de Kyoto-Protokoll a wat och d'Kommission zu Bréissel seet. Si seet ganz prezis: Maacht eng Deckelung. Wann Der eng maacht, maacht se am Allocatiounsplang an diskutéiert se mat de Betriber.

Mir mussen an deenen nächste Wochen a Méint mat den Entreprises, dat hu mer an engem Workshop virun zwou Wochen ugefaangen, dorriwwer diskutéieren. Mir musse mat Bréissel diskutéieren. Ech kann och dem Charel Goerens hei vun dëser Plaz aus soen: Mir wëllen op Bréissel goe mat der Zilsetzung fir iwwer 12,5 Milliouen ze diskutéieren. Mir wëssen net, ob mer domadder Erfolleg wäerten hunn, mä mir sinn der Meenung, dass 12,5 Milliouen als Deadline dee richtege Chiffer ass, an dee wëlle mer och zu Bréissel diskutéieren. Dass dat keng einfach Diskussionen wäerte ginn, däers si mer eis bewosst.

Mir wëllen och zu Bréissel kloer maachen, dass mer spezifesch Situations hunn, dass den Undeel vun deene 5,5 Milliouen Tonnen, eleng iwwert den Export vum Sprit, dass dat eng ganz spezifesch Situation fir Lëtzebuerg ass. Mer hätte gären, dass Bréissel dat zur Kenntnis hëlt. Mir wëllen och hunn, dass Bréissel zur Kenntnis hëlt, dass...

Une voix. - ..., dat ass och eng spezifesch.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Ech mengen, wa virdrun déi Chiffere genannt gi sinn, wou gesot ginn ass, den Export vum Sprit an den Import vum Stroom hu sech do d'Gewiicht gehalen, wësse mer awer haut...

Une voix. - 1997.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - 1997! Mä, ech mengen, wa mer awer elo - 1997 ass dat richtege -, mä wa mer d'Zuelen awer huele vun 2005, da wësse mer, dass den Export vum Sprit largement deen dépassiert vun deem, wat den Import vum Stroom zu Lëtzebuerg ausmëcht. Ech mengen, do kénne mer esou vill studéiere wéi mer wëllen, et ass evident, dass do bei 5,5 Milliouen Tonnen, eleng aus dem Export vum Sprit, dass dat ganz evident an déi Richtung geet.

A mir wëllen déi Spezifissitéiten zu Bréissel uféieren, och wat d'Situatioun vun TWINerg ausmëcht, wat a sech eng ökologesch sënnvoll a richtege Mesure ass, déi eis awer 1,1 bis 1,2 Milliouen Tonnen Emissiounen eleng an eisem Potenzial ausmëcht. Déi Spezifissitéiten, déi iwwregens duerch de Kolleeg Charel Goerens 2002 am Conseil, wéi d'Direktiv definitiv arrêtéiert ginn ass, jo an enger Annotatioun vu Lëtzebuerg och en bas de page bääbehale gi sinn, an esou virun, mä eis dat awer näischt genotzt huet, well d'Kommission awer net méi wéi dat doten zur Kenntnis wollt huelen. Déi Diskussionen, mengen ech, musse mer also zu Bréissel féieren. Duerfir soen ech: Loosst eis an dem Allocatiounsplang déi Deckelung mat den Entreprises a mat der Kommission diskutéieren.

Huet awer, mengen ech, zur Kenntnis, dass dës Regierung an och de Kyoto-Comité an ech selwer op sinn zu all Moment, fir mat den ONGen ze kucken, wat fir eng Projete mer maachen, dass se

solle sënnvoll sinn. Duerfir, mengen ech, muss een awer soen, dass den Agrément vun engem Projet jo näischt ass, wat een némmen zu Bonn mat engem Bréif matdeelt a seet: Mir hunn elo e Projet am El Salvador gemaach, 500.000 Tonnen, huelt dat wann ech gelift zur Kenntnis a rechent eis déi un.

Esou geet et jo net! Dat ass eng ganz haartnäckeg Analys vun de Projeten, déi do gemaach gëtt. Déi ginn op Härz an Niere gepréift, ob se allen ekologeschen nohaltege Kritären entspriechen, ob se net am nukleare Beräich stattfannen, ob se net an deenen an deene Beräicher stattfannen.

Ech mengen, mir können net einfach duerch d'Welt mat der Scheckkaart goen a soen: Hei e puer Tonnen an do e puer Tonnen, an esou virun. Esou geet et jo a Wierklechkeet net. Duerfir vlächt awer e bësse Vertrauen, dass an deem Prozess do dat seriö gekuckt gëtt an dass de Kyoto-Comité an de Ministère zu all Moment bereet sinn, souwuel iwwert d'Deckelung dann am Allocatiounsplang, wéi och iwwert d'Kritäre mat den ONGen a mat all deenen, déi dat wëlle maachen, ze diskutéieren.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussion ofgeschloss.

Ah! Den Här Goerens huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens (DP). - Här President, ech wollt just nach eng Kéier vum Minister wëssen, ob hien sech elo op 72% vu 14 Milliouen Tonne basiert zu Bréissel oder op 12,5.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - 12,5.

M. Charles Goerens (DP). - Dat heescht, Dir verdeedegt déi zéng Milliouen net méi?

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Mir verdeedegen zu Bréissel 12,5 Milliouen Tonnen.

M. Charles Goerens (DP). - Jo, neen. Här President, ech hu mech vlächt net kloer ausgedréckt. Wann een 72% Emissiounenrechter huet vun eppes iwwer 14 Milliouen Tonnen,...

Une voix. - 10,08.

M. Charles Goerens (DP). - ...da kritt een der herno zéng Milliouen eraus. Wann een 72% verdeedegt vun 12,5 Milliouen Tonnen,...

Une voix. - Dann néng.

M. Charles Goerens (DP). - ...kritt een néng Milliouen Tonnen eraus.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Jo.

M. Charles Goerens (DP). - Mir haten deemools zéng Milliouen Tonnen Output verdeedegt. Wann ech lech sénngeméiss verstinn, mengen ech, wollt Der soen zéng Milliouen Tonnen.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Jo.

M. Charles Goerens (DP). - Voilà! Merci.

M. le Président. - Merci, fir déi Kloerstellung.

Ech wollt just soen, wann ech d'éneschter gesot hunn, dass mer muer ofstémmen, dann ass dat, well d'Présidente vun de Fraktionen gesot hunn, et géif muer ofstémmmt ginn. Mir proposéiere muer nom éischte Projet ofzestëmmen, net um hallwer dräi, mä nom éischte Projet. An ech soen lech alleguerter Merci, dass Der esou laang hei bliwwie sidd.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.49 heures)



Chambre
des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

mat de Rubriken

Composition
& Organisation

Séances publiques
& Commissions

Hôtel de la Chambre

Portail documentaire

Web TV live

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Questions urgentes N°920 de M. Jean Huss, N°921 de M. Claude Meisch et N°922 de M. Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire
3. Dépôt d'une résolution
4. 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution
4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution
- (*Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premiers votes constitutionnels*)
5. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004
 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (suite)

(*Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
6. 5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;
 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les priviléges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et
 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003
- (*Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

7. 5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête
- (*Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

8. 5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
 - à la 14^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;
 - à la 8^e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement
- (*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

9. 5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:
 - de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;
- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

(*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

10. 5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

- 5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

(*Rapports de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel*)

11. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(*Début de la séance publique à 14.30 heures*)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Entschöllekt, ech maachen et net gär, Här President, fir iwwert den Här Boden ze fueren, mä ech hunn...

Plusieurs voix. - Ooohhh!

Une seconde voix. - Oh, dat ass awer nei!

Une autre voix. - Wéi dann?
(*Hilarité*)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Ech hunn d'Autorisatioun...

M. le Président. - Här Minister, wat hutt Der um Härrz?

(*Hilarité*)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Ech hunn d'Autorisatioun vum Grand-Duc, am Numm vun der Regierung de Projekt de loi ze deponéieren, deen d'Konditioun soll vereinheetlechen, wat de Verkaf vun Alkohol u Jugendlicher soll regelen. Dat heescht, an Zukunft soll et verbueden ginn, Alkohol u manner wéi 16-Jähriger hei zu Lëtzebuerg, ouni Ênnerscheed vun de Points de vente, ze verkafen.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun deem Projekt, dee mer un déi zoustännek Kommissiouen wäerte verweiseen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn haut de Mëtten Drénglechkeets...

(*Brouaha général*)

Wann Der vläicht wëllt kuerz Är Opmerksamkeet widmen, fir d'Froe vun deenen Häre Jean Huss, Claude Meisch an Aly Jaerling iwwert d'Gefligelgripp!

D'Regierung wëllt haut de Mëtten direkt op déi dräi Froen äntwerten, déi agereecht gi sinn. Et wäert den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden sinn, an den Här Gezontheitsminister Mars Di Bartolomeo, déi äntwerten.

D'Auteure vun de Froen hu jidderee fënnef Minuten Zäit, an d'Re-

Eng éischt ass déi par rapport zu de preventive Moosnamen insgesamt, déi d'Regierung ergraff huet beziehungsweis nach wëllt ergräifen, fir enger eventueller Gefor entgeintzwerken. Dat ass méi eng allgemeng Fro, déi der Regierung awer dann d'Méiglechkeet gëtt, nach eng Kéier hei op déi Saachen anzegoen.

An dann hunn ech zwou méi spezifisch Froen, déi sech bezéien, déi eng op d'Stallflicht vun den Hénger a vum Gefligel, wat am Fong eng ganz kuerz Fro ass, nämlech déi, firwat datt et dann nach bis den nächste Méindeg dauert, bis hei a Lëtzebuerg dann och déi Stallflicht agefouert gëtt?

Wann de Risiko an de Länner ronderém eis do ass, a wann an enger Rei vun eisen Nopeschlänner, notamment Däitschland, scho vu muer de Moien un déi Stallflicht fir Hénger besteet, dann hätt ee sech kenne virstellen, datt dat och méi fréi gemaach hätt kenne ginn hei zu Lëtzebuerg, amplaz nach véier, fénnef Deeg bis e Méindeg elo ze waarden. Ech géif gär wëssen, wat d'Ursaachen derfir sinn, datt bis e Méindeg do gewaart gëtt?

An dann déi zweet, méi spezifisch Fro, déi ech wëllt stellen, déi awer fir mech méi wichteg ass, well dat mat der Informatiounspolitik a mat der Kommunikatiounspolitik vun der Regierung ze dinn huet: Do geet et ém e Communiqué, dee geschräter erauskomm ass an dee sécherlech gutt gemengt war, wou gesot gëtt, de Problem vun der Vullegripp, wa se géif opdauchen, wier dann eng Affär vun der ganzer Kollektivitéit, vun alle Leit.

Da gëtt en Opruff verfaast an deem Communiqué, deen och iwwert de Radio de Moie gaangen ass, datt d'Leit allegueren sollen oppassen, d'Jogger, d'Spad-séiergänger, mä awer och d'Leit, déi an de Bëscher schaffen, d'Fierschter an esou virun, fir ze kucken, méiglechst schnell Wëllvigel ze entdecken, wa se gestuerwe sinn, fir ze kucken, ob et sech net ém e Fall vu Vullegripp do géif handelen. An da sollen déi Leit allegueren der Veterinärsinspektiou dat mellen. Bis dohinner fannen ech dee Communiqué ganz gutt. Dat ass an der Rei. Sou soll dat geschéien. Et ass jiddfereen an deem Sënn betraff: Wann een eppes gesäit, da soll een et mellen.

Zweetens, steet dann awer derbäi, d'Leit selwer, déi sollen dann déi doudége Wëllvigel, déi se do entdecken, huelen. Si sollen eventuell heemgoen - den Jogger soll heemgoen, Plastikshändschen undoen an eng Plastikstut siche goen, an da selwer deen doudége Wëllvigel apaken an déi Plastikstut, an da selwer an de Laboratoire domadér fueren!

Une voix. - Très bien!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - An do mengen ech awer, och wann dee Communiqué gutt gemengt war, datt dat awer eng Aart a Weis ass, oder e Wee ass, deen a menge Aen net dee sënnvollste Wee ass.

Net némme well d'Leit eenzel solle gezwunge ginn, dann déi doudége Wëllvigel do an de Laboratoire oder an d'Veterinärsinspektiou ze féieren. Net némme dat! Mä de Problem ass, datt do awer e gesondheetleche Risque kann domader verbonne sinn!

De Problem ass esou: Am Moment gëtt zwar nach gesot, datt vu Wëllvigel kee Fall bekannt wier vun der Iwwerdroung vum Virus op de Mensch. Am Moment nach! Am Moment ass nach keen entdeckt ginn. Dat wëllt awer net alles heissen. Wa mer wëssen, wéi schnell esou e Virus mutéiere kann, wësse mer net, ob net och vu Wëllvigel, wéi an den asiatesche Länner oder wéi an der Türkei, vun normalen Hénger de Virus och op Menschen iwwergesprongen ass.

Duerfir fannen ech et trotzdeem e wéineg aventuristesch de Leit ze soen, si solle selwer Händsche siche goen an dann déi doudge Wéllvigel an eng Plastikstut maachen an dann an de Laboratoire droen. Ech mengen, dat kann a mengen Aen nach net de Wee sinn!

(Interruption)

Eis Fro, déi mir do stellen, ass, ob se net, wa Leit esou eppes entdecken - ob dat elo Spadséiergänger sinn oder Bëschaarbechter oder egal wien et ass -, dann zwar de Fall solle mellen, mä datt wierklich d'Ofrafe vun deem Vull an dat Transportéieren an de Laboratoire, fir d'Analysen ze maachen, awer misst vu spezialiséierte Servicer gemaach ginn, vu Services d'urgence. Ech mengen, dat wier eng Saach, déi awer méi sénnvoll wier.

Ech wollt do de Minister oder d'Ministere froen, ob se net bereet wiegen, do un deem Communiqué eppes ze redresséieren, fir de Leit eng aner Kommunikatioun an deem dote Sénn ze maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling!

Der e Fall fannt, wou Der e Soupçon hutt, informéiert deen an dee Service, dee këmmert sech dordrems, an net d'Leit encouragéiert hunn, sech dann herno nach mat deem Kadaver müssen ausenacher ze setzen. Mir fäerten och, datt mer do géingen herno vlächt de Risiko ze grouss maachen, fir datt deen een oder deen aneren eng Suite dovunner kéint erleiden. Dat waren déi konkret Froen, déi ech un de Minister hat.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling!

Question urgente N°922

M. Aly Jaerling (ADR).- Bon, Merci, Här President. Am Fong ass schonn alles gesot ginn, dat heesch d'Problematik ass opgeworfen ginn, esou wéi se ausgesait. Ech hunn an där Informatioun, déi do erauskomm ass, eng geféierlech Bagatelliséierung vum Problem gesinn, wann een einfache seet, dass sech d'Bierger da solle selwer ém dee Kadaver këmmern, Händschen undoen an dann an eng Tut maachen, wou jo awer d'Leit net op esou Saache vibbereet sinn.

Ech hätt éischter lëiwer gehat, wann déi Informatioun gewiescht wier: Loosst déi Kadaver leien a rufft direkt d'Veterinärsinspektioun un, an zwar esou séier wéi méiglech. A wann dann och nach an där Informatioun drasteet, dass een d'Veterinärsinspektioun awer just soll an de Bürosstonnen uraffen, da schéngt dat mer awer, bei der Geféierlechkeet vun deem Problem do, eng liicht Bagatelliséierung ze sinn, wei wann domadder wéll gesot ginn: Oh, loosst se emol leien oder paakt se emol an, huelt se mat heem, leet se an de Frigo, bis dann e Veterinär sech virun drëm këmmert.

Also, esou kann et awer net fonctionnéieren! A wann aner Länner sech effektiv eeschhaft Suergen dorriwwer maachen - mir wësse jo wéi d'Leit reagéieren: Huelt se mat, Dir fannt se samschdes mëttés, maacht se an eng Plastikstut, huelt se mat heem, loosst d'Kanner nach e bëssen domat spinnen, a méindes wäert da schonn ee se siche kommen.

(Brouaha général)

Ech mengen, esou kann et net fonctionnéieren. Dofir soen ech, dass dat do wierklich eng Informatioun war, déi zumindest net glécklech war a wou et onbedéngt nouwendeg wier, dass eben, well déi akut Gefor besteet, et eng Interventiounsgroup misst ginn, déi direkt zu all Moment, zu all Stonnäit kéint reagéieren an dohinner kommen, well dat Déier, dat do läit, ka jo och nach vun aneren Déierern, mat anerem Gefigl a Beréierung kimm sinn, an dann ass et awer, géif ech mengen, héchst Zäit fir ze reagéieren.

Ech hat och schonn am Virfeld eng Kéier eng Fro gestallt iwver eng Quarantänstation, wat d'Afériere vu Gefigl iwwert de Flughafen ugeet. Dunn ass mer gesot ginn, dass do esou eng Station ass, mä dass mer awer soss näisch hei am Land hunn, fir eventuell och emol Gefigl, wou eng Gefor besteet, net direkt ofzeschéissen, mä och emol eng Kéier kënnen a Quarantän ze huelen an dann emol ze kucken, ob effektiv do eppes drun ass an och effektiv kënnen Énner-sichungen ze maachen, ob een da vlächt Ursaache kënnnt erausfanen. Déi hu mer och net.

Dat heesch also, meng Fro ass déi: Wár et net sénnvoll, fir eng Interventiounsgroup ze maachen, wou d'Leit sech awer kënne 24 Stonnen op 24 Stonne mellen, fir de Kadaver, wa se ee fannen, och wann näisch drun ass, kënne si chen ze goen?

Op där anerer Säit awer och, wa mer scho soen, mir mussen d'Gefigel elo aspären oder esou, a wann eng Gefor do ass, ob et net ass, fir fir d'éischt emol ze kucken, wann eng Gefor ass, eng Quarantänstation ze huelen, fir da genue ze énnersichen, ob dann och eppes drun ass, an dann eréisch hinzegean de ganze Stall ofzeschluchten. Ech géif mengen, datt dat och am Intérêt wär vun enger sénnvoller Preventiounscampagne.

Dofir wär ech frô, wann ech déi Froen hei beantwort krit.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Fir d'éischt huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden d'Wuert. Här Minister!

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll fir d'éischt emol hei d'Statssekretär Octavie Modert entschëllen. Dir wësst, datt zenter dem 20. September vum leschte Joer si d'Kompetenz iwwerdroe kritt huet, wat d'Veterinärsinspektioun an och de Veterinärlabo ubelaangt.

Si huet sech also ganz intensiv ém dës Problematik bekëmmert. Si huet zesumme mat dem Gesundheitsministère a mat anere Gremien an och an der Europäischer Gemeinschaft versicht, fir preventiv Moosnamen ze ergräifen an ze kucken, datt mer prett sinn, am Fall wou mer eventuell géife konfrontéiert gi mat engem Fall vu Vullegripp, wat bis elo nach net de Fall war.

Ech deelen d'Suerg vun all deenen, déi sech Gedanke maachen iwwert d'Verbreedung vun der Vullegripp. Ech wéll awer nach eng Kéier hei énnersträichen, datt d'Vullegripp eng Gripp ass vu Vi gel, vun Déierer, net vu Mënschen, an dass bis elo némme Leit dorunner gestuerwe sinn, déi e ganz enke Kontakt hate mat Vigel, déi vun der Vullegripp beträff waren, an dat énner hygienesche Konditiounen, wei dat normalerweis hei an Europa net dierft de Fall sinn. Et gëtt och nach kee Fall, wou dës Vullegripp vu Mënsch zu Mënsch iwwerdroe ginn ass.

Ech wéll also nach eng Kéier de Kader kloer setzen, datt och net d'Leit sech sollen ze vill Suergen driwwer maachen. Ech mengen, och duerch déi Ausbreitung vun der Vullegripp ass d'Gefor fir de Mënsch nach net onbedéngt méi grouss ginn, wann eng Rei vu preventive Moosnamen ergräfft ginn, an ech mengen hei zu Lëtzebuerg hätte mer versicht, dat ze maachen, wat mer konnte maachen. Ech denken, datt mäi Kolleg, de Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo, och wäert op deen Aspekt do weider agoen.

Mir hunn - an ech mengen, dat ass schonn e puer mol och veröffentlicht ginn - eng Rei vu preventive Moosnamen ergräfft am Kader vun Décisiounen, déi och an der Europäischer Gemeinschaft geholl gi sinn.

Mir hunn zum Beispill e Surveillanceprogramm gemaach fir Wéllvigel an och fir Gefigl, e Programm, deen d'ailleurs vun der Kommissioun kofinanzieréiert ginn ass. Mir hunn do 120 Gefigel an 120 Wéllvigel analyséiert. Déi Tester waren alleguer negativ. Gëschter an haut sinn Experten zu Bréissel zesummen, déi sech och mat där Problematik do ofginn, an dee Surveillanceprogramm ass elo erwidert ginn, dee leeft also och weider. Am Laf vun dësem Joer hu mer och eng ganz Rei vun Tester gemaach, déi alleguer negativ waren. Bis elo hu mer also nach kee Verdachtsmoment hei zu Lëtzebuerg gehat vun engem Problem vu Vullegripp.

En zweete Problem besteht duerch den Import aus Dréttländer an aus Länner, wou e Risiko besteht, an d'Europäesch Unioun. Deen Import mécht sech hei zu Lëtzebuerg iwwert de Findel. Um Findel gétt ganz streng vun der Veterinärsinspektioun a vun der Douane kontrolleiert. Mir hunn och do versicht, fir all Virsichtsmoosnamen ze ergräifen, fir datt och souguer illegal Importer kënnen évitéiert ginn.

Dann hu mer de Plan de lutte géint d'Vullegripp och schonn zweemol verbessert. Mir hunn hei eng drëtt Versioun d'ailleurs dem Haut Commissariat de Protection nationale virgeluecht, wou mer och versicht hunn, eng Direktiv, déi am Fong den 1. Juli vum nächste Joer eréisch a Krafft trëtt, scho mat anzebanen, esou datt mer wierklich all Virsichtsmoosnamen ergräffen, fir datt mer am Fall, wou eppes géif hei zu Lëtzebuerg optrieden, da prett wieren, fir dergéint kënnen ze reagéieren.

Dat also zu deene Froestellungen: „Wat hutt Der preventiv gemaach, am Fall wou esou eppes géif hei zu Lëtzebuerg virkommen?“

Da wësst Der - an dorobber spille jo eng Rei vu Froen elo un -, datt d'Veterinärsinspektioun gëscher zwee Communiqués erausginn huet: een iwwert d'Stallflicht an och een iwwert den Opruff un all Leit, fir matzehëllefen, datt mer preventiv schaffen, datt mer méiglechst schnell entdecken, wann hei zu Lëtzebuerg e Problem géif optrieden. Dat heesch Leit, déi vill an d'Natur ginn, siegf dat Fräizäitspiller, Jogger - wéi ech dat och alt heiansdo maachen - oder och aner Leit, déi dat méi professionell maachen, datt, wa se eppes Anormales entdecken, datt vill Gefigel géif iergendwou dout do leien, se dat solle direkt der Veterinärsinspektioun matdeelen.

Ech sinn d'accord domat, datt ee vlächt delweis deen Opruff konnt e bësse méssverstoet. Et geet net drëm, datt déi Leit se da sollen upaken an an de Labo transportéieren. Ech mengen, wann ech jogge ginn oder een aneren jogge geet, deen huet net...

Une voix.- Esou steet et awer dran.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Et steet net esou dran.

Plusieurs voix.- Dach!

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Et ass vlächt méssverstände, mä et steet do dran, datt ee soll mathëllefen, datt déi doudeg Vigel da kënnent an de Labo kommen. An ech menge schonn, datt et wichtig ass, fir dat ze mellen, datt jiddferee méiglechst freí, wou en eppes entdeckt, dat mécht, well d'Veterinärsinspektioun an och d'Fierschter lafen net permanent duerch all Plaze vum Land. Et soll hei jiddferee mathëllefen, dat do ze entdecken.

Ech wéll och nach eng Kéier soen: Et soll een doudeg Gefigel net upaken, wann en net professionell ass an och net équipiert ass!

Dann, wéi gesot, ass versicht ginn, datt jiddferee soll preventiv mathëllefen. A well ech jo gespüert hunn, datt do eventuell kënnent Méssverstände kommen, war de Moien eng Réunioun an dem Haut Commissariat pour la Protection nationale, wou nach eng Kéier iwwert d'Problematik diskutéiert ginn ass, iwwert d'Plan-de-lutten allgemein an och iwwert dee Problem:

„Wat soll ee maachen, wéi soll ee reagéieren, wann doudeg Vigel dorëmmer entdeckt ginn?“

An do ass e Communiqué, dee wäert dann de Mëttag och erausgoen, duerch de Service information et presse, wou ganz kloer dann drasteet, datt ee soll op kee Fall Kadavere vun doudége Vigel, wann därf do leien, upaken. Virun

allem och, mengen ech, muss een de Kanner soen, datt si net onnëtzzerweis mat Gefigel spiller, oder wa se Gefigel dorëmmer entdecken, datt se dat net upaken, well d'iwwerdroungsgef bestëet némme, wann een direkte Kontakt mat Gefigel huet, wat vun der Vullespescht infizéiert ass.

An drëttens soe mer dann och - an dat ass dann eng Äntwert op déi Froen, déi elo konkret hei gestallt gi sinn: Et soll een dann net der Veterinärsinspektioun, mä dem 112 uruffen. D'kompetent Servicer vun der Protection civile hu gesot, si wären outilléiert a capabel, wann esou Saache géif entdeckt ginn, fir déi Télefonurif entgéintzuhuelen, si hätten da Leit, déi speziell équipiert wären, déi géif op d'Plaz goen an dann och den Oftransport an de Labo vun deen doudége Vigel assuréieren, sou datt mer dee Problem do, mengen ech, da gutt geléist hunn.

Ech hunn och der Veterinärsinspektioun gesot, si sollen am Fong e Communiqué noschéissen, wou se déi Méssverstände, déi vlächt opgedaucht sinn, da klären. Mä, et bleibt nach émmer en Appel un d'Leit, si solle wachsam sinn, wa si eppes entdecken, direkt telephonéieren a Bescheed soen. An déi-jéineg, déi Professionell sinn, a mengen, si wäre capabel an outilléiert, fir doudeg Vigel unzepaken an anzepaken an an de Labo ze feieren, sollen dann déi Moosnamen, déi an dä Note vun der Veterinärsinspektioun drastinn, op d'mannst anhalen, datt all Risiko fir si eliminéiert ass, well dat war am Fong de Sénn dovun.

Et ass gesot ginn, datt besonnesch bei Waassergefligel, wou de Problem jo virun allem besteet, datt, wann der esou géif doudeckt ginn - an dat ass hei zu Lëtzebuerg net därmooßen de Fall, well mer jo net vill därt grousser Waasserflächen dorëmmer hunn - , dann op jidde Fall déi Virsichtsmoosnamen, déi do festgeschriwwen sinn, missten agehale ginn. Wann dat geschitt, dann ass d'Gefor vun der Infektioun och gebannt.

Deen drëtte Froekomplex, deen ugeschwat ginn ass, dat ass: „Woufir maacht Dir d'Stallflicht dräi Deeg méi spéit wéi an Däitschland?“

Eischters wéll ech soen,...

Une voix.- An a Frankräich.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- An Däitschland. A Frankräich ass keen Datum gesot ginn. Et ass gesot ginn, mir maachen elo d'Stallflicht fir Gefigel obligatoresch. Et ass net gesot ginn, vun haut, vu muer oder vun iwwermuer un. Mä an Däitschland hu se gesot, et ass vun haut un, well si e Fall vu Vullegripp haften! Zu Lëtzebuerg hate mer keen.

Zweetens, mengen ech, wann een esou eppes wéll aféieren, kann een och net vun de Leit verlaangen, datt se vun engem Moment op deen aneren dat dote maachen. Et muss een hinnen och e puer Deeg Zäit ginn, datt se hire Stall esou outilléieren an a Stand setzen, datt dat Gefigel och do kann énner uerdentleche Konditiounen erakommen an och do betreit ginn. Well dat ass jo net némme fir zwee Deeg, et ass fir eng langer Zäit.

An drëttens wéll ech soen, datt mir deen nämlechten Datum gewielt hu wéi d'Belsch an d'Holländer. Mir sinn an der Benelux - heiansdo kucke mer och no deenen Nooren, net némme no Däitschland an no Frankräich -, an d'Belsch an d'Holländer maachen et jo och vum 20. un, wéi iwwregens och d'Schwäiz. An ech wéll souguer soen, datt d'Gefigel zu Arel net brauch a Käfeger ze goen, well d'Belsch an d'Holländer maachen et némme in sensibelen Zonen, do wou also Fiichtgebiddet sinn, wou d'Gefor och méi grouss ass.

Mä mir mengen, datt mer et sollen hei am Land iwwerall maachen, a mir sinn och der Meenung, datt déi dräi Deeg absolut kee Risiko duerstellen, well Lëtzebuerg net als e Risikogebitt agestuft ass, well dat Gefligel wat kënnt infiziert sinn, wat iwwert eist Land kënnt a vum Süden an den Norde flitt, a wat net énnerwee stiert, dat sinn virun allem d'Waasservigel, an déi ginn dohinner, wou Fiichtgebidder sinn. Mir hunn hei keng ganz grouss Fiichtgebidder, just dat eent oder anert klengt. Also, d'Gefor ass bei eis manner grouss, muss ee jo soen, wéi dat an Holland oder op den däneschen Inseln oder soss dorëmmer de Fall ass, wou grouss Fiichtgebidder sinn.

(Interruptions diverses)

Duefir mengen ech, datt mer näisch verbrach hunn, wann déi obligatoresch Stallpflicht zwee Deeg méi spéit gemaach gétt wéi an Däitschland.

Ech wëllt och nach, pour la petite histoire, soen, datt mer virun zwee oder dräi Méint an der Gemeinschaft diskutéiert hunn, mat Nopeschlänner, wéini een dat soll dach gemeinsam maachen, datt mir am Fong de 15. Februar virgessinn haten, datt déi Däitsch drop gehalen hunn, datt et eréischt am Mäerz soll gemaach ginn. Dat pour la petite histoire. Ech mengen, et soll een och net hei Saachen iwwerdreiwen an héichspillen, déi Klenggekeete sinn.

Mä ech versti jiddferengem seng Suerg, dee seet, mir mussen alles maachen, datt mer richteg ouilléiert sinn, fir wann eppes géif kommen hei zu Lëtzebuerg, datt mer do och kënnen dergéint uwieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt den Här Mars Di Bartolomeo doriwwer och e puer Wuert wäert soen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President!

M. le Président.- Pardon, den Här Scheuer. A wéi engem Kontext, Här Scheuer?

M. Jos Scheuer (LSAP).- Am Kader vun där Antwort, déi den Här Boden elo ginn huet. Ech hunn eng schréftlech Fro gestallt, an et wär ganz...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, den Här Scheuer wëllt eng Zousazro stellen.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Jo. Ech hunn eng schréftlech Fro gestallt, an ech mengen, et wär ewell de Moment fir et kënne mëndlech ze maachen, da brauch net drop geántwert ze ginn. Wann Der mer d'Wuert gitt?

M. le Président.- Jo...

(Interruption)

M. Jos Scheuer (LSAP).- Oder Parole après ministre, zur Vullegripp.

M. le Président.- Als Parole après ministre hutt Der d'Wuert.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Parole après ministre. Merci, Här President.

(Interruption)

An deene Reportagen, déi ee gëschter an och virdru gesinn huet, konnt ee gesinn, datt eng Populatioun vu Waasservigel, nämlech d'Schwän, an Däitschland déi Eischt sinn, déi eben un där Vullegripp gestuerwe sinn. Or, hu mer hei zu Lëtzebuerg op bestëmmte Plazen un der Sauer an un der Musel an och op Weiere Populatioun vu Schwän, déi ganz grouss sinn - déi ware jo och am Gespréich wéinst aneren Ursachen -, an déi Populatiounen, déi sinn do, sinn also och ze kontrolléieren an ze surveilléieren.

Dat si jo och déi Vigel, déi am meeschten a Kontakt si mat de Leit! Déi sinn op deene Plazén, well se do gefiddert ginn. Si wandern zwar, ginn awer net wält fort. Meng Fro ass: Gétt et e System oder ass do geduecht, fir se ze kontrolléieren, oder gi se scho kontrolléiert, well et déi Populatioun ass, déi extrem gefährdet ass?

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Här Scheuer, ech hu jo drop higewisen, datt mer de Plan de surveillance gemaach hunn, datt also systematesch Tester gemaach ginn, ob eng Infektioun och an där doter Populatioun dran ass. Bis elo war alles negativ.

Ech wëllt och soen, datt déi Schwän selver jo net aus dem Süden hei-hinner kommen, mä déi Schwän si ganz sensibel fir infiziert ze ginn, méi sensibel wéi anerer. An duerfir muss een effektiv déi Surveillance an déi Kontroll maachen. Duerfir och, mengen ech, ass den Appel vun der Veterinärsinspektioune komm, fir ze soen: Jiddfereen, deen dorëmmer spadséiere geet, dee Schwän observéiert, soll kucken: Ass do eppes Anormales? Sinn der do e puer op eemol, déi mateneen Unzeechen vu Krankheet weisen, oder wou der e puer belieben dout sinn? Da soll dat direkt deene Leit, déi duerfir zoustänneg sinn, gemellt ginn, an déi kucken dann, ob do e Problem ass oder ob keen ass.

Ech menge schonn, datt den Appel soll u jiddferee gemaach ginn, fir matzehélfen, preventiv ze kucken, ob Unzeechen vu Vullegripp do sinn oder net. Ech mengen also schonn, datt mer éischtens e Programme de surveillance hunn, an zweetens och, datt jiddferee soll mathélfen, déi Observatiounen do ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister Boden. Dann den Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen dat hei gétt eng gutt Geeleéenheit fir duerzestellen, a wat fir enger Situations dass mer sinn an a wat fir enger dass mer net sinn. Et ass richteg, dass isoléiert Fäll vun Infektiounen, och bei Schwanen, hei am europäische Raum opgetratt sinn. Dat ass richteg. Et ass awer net richteg, dass mer schonn an eisen Nopeschlänner e Problem hu mat Infektioun vu Stall-gefleigl oder vun Hausgefleigl. Dat ass bis elo net de Fall, ass awer duerchaus méiglech.

Mir hunn an der EU och kee Fall wou d'Infektioun vun Hénger oder vu welle Vullen op de Mensch iwweraang ass. Dat ass e Fakt, a mir hu weltwält - an de Landwirtschaftsminister huet dat richteg nach eng Kéier énnerstrach - kee Fall, wou déi sou genannte Vullegripp oder Vullespescht, wéi se vläicht méi korrekt sollt genannt ginn, vu Mensch zu Mensch iwwerdroe ginn ass.

D'Expertise si sech eeneg, dass eng Gefor do ass, dass d'Vullegripp sech kéint ausdehnen, an d'Expertise si sech och eens doriwwer, dass vläicht méi wéi an der Vergaangenheit e Risiko do ass, dass dee Virus sech géif mutéieren an da vu Mensch zu Mensch kéint iwersprangen. Mä mir sinn net op deem Punkt, an d'Expertise wéssen net, ob dat an e puer Méint, an e puer Joer oder nach méi spéit opdaucht.

Wat awer richteg ass, dat ass, dass ee sech an der Politik muss esou verhalen, dass een, wa Risike sech profiléieren, prett muss si fir dee Moment wou dee Risiko sech sollt presentéieren.

Ee vun deene Voleeten, déi ganz wichteg sinn an der Politik vun der Regierung, ass deer, dass een déi Vullespescht soll do bekämpfen,

wou se oprétt. Dat heescht och virun allem an deene Länner, wou se am Moment méi verbreet ass, an do huet Lëtzebuerg an deene leschten Deeg e Solidaritésbätrag gemaach doduerch, dass eng Equipe vun Experten aus dem LNS, Laboratoire national de Santé, op Initiativ vum Kooperationsminister a vum Santéminister an den Nigeria geschéckt ginn ass, wou gefrot ginn ass, fir Assitenz ze kréien, well se déi Equipementer net hunn.

Mir hunn dat gemaach, well mer der Meenung sinn, dass d'Chancé fir eis och méi grouss sinn, fir laanscht déi dote Problematik ze kommen, wann dee Phenomeen sech net ze vill ausbreit an deene Länner, déi net esou geschützt sinn an net esou vill Moyenen hunn ewéi mir. Well mir hunn an deene leschten zwielef Méint ganz vill Efforté gemaach, souwuel um Niveau vum Landwirtschaftsministère, wou mat der Veterinärsinspektioune e Plang opgestallt ginn ass fir déi Problematik, wa se d'Déiere betréfft, a wou vun dem Santéministère mat deene Leit, déi ronderëm hänken, en „preparedness plan“, e Preparatiounsplang opgestallt ginn ass, fir dee Fall wou isoléiert Fäll wären, wou d'Gripp géif vun den Hénger op de Mensch iwwergoen, oder souguer an dár Hypotheses, déi awer am Moment net gräifbar ass, wou et zu enger Pandemie, zu enger Epidemie géif kommen.

De Plang, deen ass am November ofgeseent ginn, an an deene leschte Méint fanne regelméisseg Sétzunge mat allen Acteure statt, fir sech ze préparer: mat den Dokteren, mat de Sentinellesdokteren, déi e Grippevirwarnsystem opgebaut hunn, mat de Spideeler, mat der Protection civile, mat dem Haut Commissariat an Zukunft och mat de Ministéren, déi zwar net elo direkt kompetent si fir d'Bekämpfung, mä déi awer erarutschen, wa mer an enger Situations vu Pandemie wären, wéi zum Beispiel de Wirtschaftsministère, den Intérieur, an an an.

Mir hunn och, an dat ass vläicht net genuch an der Vergaangenheit erausgestrach ginn, vun der Regierung - an do soen ech dem Budgetsminister e ganz grouss Merci - ganz wältgehend Fräiheit kritt fir d'Equipementer, déi mer brauche fir de Fall, wou eng Pandemie géif optrieden, unzeschafen. Dat géllt och fir déi antíval Mëttelen - Tamiflu a Relenza heesche se -, wou am Moment keng Indikatioun ass - an ech énnersträichen dat -, keng Indikatioun ass, fir déi ze schlécken! Et gétt keng Indikatioun! Dat ass Kontraproduktiv, wann een et géimaachen, well doduerch Resistenzen entstinn.

Mir hunn also d'Méiglechkeete kritt fir Antivirauxen unzeschafen, genuch fir déi, déi hypothetisch krank géife ginn. Mir gehéieren zu deene Länner, déi d'Stocken esou wält fäerdeg hunn, wéi et dat némme zu désem Zäitpunkt kann hunn. Och Masken - a Frankräich gétt émmer vun deene Maske geschwät - hu mer am Stock, Schutzkleedung an esou weider, d'Preparatioun téschent de Spideeler an och e Kommunikatiounskonzept - wichteg an esou Situations, wa mer et brauchen -, deen ausgeräift ass.

Ech wollt och dorop insistéieren, wat fir eng Situations dass mer am Moment hunn. Mir sollen also richteg an dár Situations handelen, net iwweragéieren, well dat wär falsch, mä e kale Kapp behalen an elo dat maachen, wat adaptéiert ass. Ech mengen, dass de Landwirtschaftsministère mat all senge Partner, an dass de Santéministère mat all senge Partner de Maximum gemaach hunn, fir prett ze sinn.

Mir hoffen, dass déi Experte Recht hunn, déi et eréischt a weiter Ferne gesinn oder mengen, dass mer vläicht eng Chance hunn, fir komplett derlaanscht ze kommen. Mä mir handelen esou, dass mer déi beschtméiglech Konditiounen hu fir de Fall, wou et mat der Hoffnung net géif duergoen a wou d'Vullegripp op eis zou géif kommen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Mir deelen déi Resolution aus an dann décidiéire mer am Laf vum Mëtten, wéi mer domat émgiinn.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vun de Propositionen 4939 an 4285 iwwert d'Ofännerung vun de Verfassungsartikelen 68 an 69. Béid Propositionen ginn an enger Diskussioun behandelt.

Et sieg drop higewisen, datt bei dése Propositionen laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifiéiert Majoritét vun zwee Dréttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo age-schriven: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deen zwou Propositionen, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

4. 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech hunn d'Wuert gefrot, fir den Dépot vun enger Resolutionen ze maachen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant la publication d'un rapport du Haut Commissariat des Droits de l'Homme de l'ONU sur la situation des détenus du camp de Guantánamo, en date du 15 février 2006;

- considérant que ce rapport constate des violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- considérant que ce rapport constate dans ses conclusions notamment que les États-Unis violent les droits fondamentaux des détenus de bénéficier d'un procès équitable, à la liberté de religion et à la santé;

- estimant qu'il ne peut être question d'enclaves exemptes de la protection des droits de l'Homme sur n'importe quel endroit du monde;

- estimant encore que ce débat flagrant des droits de l'Homme nuit gravement à la crédibilité des valeurs humaines tant prônées par notre civilisation;

- soulignant que toute violation des droits de l'Homme et des traités y afférents est inacceptable indépendamment des auteurs respectivement des circonstances et ne saurait être tolérée;

• condamne fermement toutes les violations des droits de l'Homme au camp américain de Guantánamo et exige dans les plus brefs délais l'arrêt de cette situation illégale;

• charge son Président de transmettre cette résolution sans équivoquer à l'Ambassade des États-Unis.

(s.) Robert Mehlen.

Fir et kuerz ze maachen: Ech wier vrou, wa mer se haut nach kénnten diskutéieren. Et geet ém de Rapport, deen haut publiziéiert gétt vun Experten vun der UNO iwwert d'Situatioun a Guantánamo, deen dat bestätigt, wat scho laang gewosst ass, a wou all normal denkende Rechtsexpert der Meenung ass, datt déi Situations illegal ass, datt se an engem Rechtsstat net toleréiert ka ginn, an datt mir alleguer - mir hu virun zwee Deeg hei iwwert den Dialogue des cultures diskutéiert - eigentlech och eise Frénn musse kénne soen, datt esou Situations net tolerabel sinn an datt se net dozou báidroen, fir de Fridden an d'Sécherheet an der Welt ze stäärken.

Duerfir wollt ech déi Resolution hei deponéieren. Et ass némme eng Ennerschréft drop, an ech wär vrou, wa mer géingen e Konsens fannen. Mir sinn och op fir Textänderungen - ech mengen, et kann een et émmer nach besser maachen. Ech wär awer och vrou, vu datt mer elo eng länger Zäit Sitzungspaus hunn, wa mer déi Resolution um Enn vun déser Sitzung kénnten diskutéieren an och driwwer ofstëmmen.

D'Erhale vun deem Fräiheetsraum war deemools fir d'Députéierte méi wichteg, wéi d'Anhalen an de Respekt vun Gläichheitsprinzip, sou wéi mir dat haut gesinn. Haut ginn déi Bestëmmunge ganz oft net méi als Rechter ugesinn, mä als iwwerdrivwe Privilegien. D'Bestëmmungen, déi virun 160 Joer dee Fräiheetsraum vun den Députéierte garantéiert hinn, ginn haut och deelweis vun den Députéierte selwer als eng Belaaschtung ugesinn. Duerfir huet sech och schonn d'Verfassungskommission am Joer 1994 mat der Problematik vun der Ofännerung vun deen Artikelen ofginn.

An et war op Initiativ vun dem jetzige Chamberspresident Lucien Weiller, wou déi Diskussioun ugefaangen huet a wou eng éischt Proposition de révision konnt ausge-

schaft ginn, besonnesch deemoles wat den Artikel 69 ugaangen ass.

Déi Texter, déi haut virleien, sinn ausgeschafft ginn, besonnesch och an der Linn vun deenen Texter, déi mer am Ausland, a besonnesch an eisen Nopeschlänner kennen, well och do sinn an deene leschten 20 Joer d'Artikelen iwwert d'parlementaresch Immunitéit wessentlech ofgeännert a besonnesch op dat Noutwendeg vun haut zréckgestutzt ginn.

Déi zwee Artikelen 68 an 69 hinn allerdéngs eng énnerschiddlech juristeschesch a politesch Bedeutung.

Proposition de révision 4939 (art. 68)

Den Artikel 68 hält fest, dass keen Deputéierten, weder um zivilen nach um penale Plang, sech ze veräntwerte brauch wéinst Meenungsäusserungen oder Ofstëmmungen am Rahme vun der Ausübung vu senge Funktiounen.

Deen Artikel ass och vun der Kommissioun net wesentlech geännert ginn. Sénngeméiss seet deen neien Artikel datselwecht aus wéideen, dee schonn 1848 an d'Verfassung ageschriwwen ginn ass. Deen alen Text seet, an ech zitéieren en: «Aucun député ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Et sinn d'Ausdréck, d'Termen «poursuivi ou recherché», déi haapsächlech eng strofrechtech Connotatioun hinn, déi d'Kommis-sioun derzou geféiert huet, den Text méi kloer ze verfaassen an drop hinzuweisen, dass déi Immunitéit oder déi Irresponsabilitéit vun deem Artikel sech net némmen op de strofrechteche Beräich, mä och op den zivilrechteche Beräich bezitt.

Duerfir ass deen neien Artikel folgendermoosse verfaast: «Aucune action, ni civile, ni pénale, ne peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Gelingenerweis ass an der Chamberskommissioun d'Hauptdiskussioun ém d'Aschränkung gaang, dat heescht, dee klengen Zousaz, dee seet, «dans l'exercice de ses fonctions». An do sinn och énnerschiddlech Meenungen opkomm, wéi wält dass dann den Exercice vun de Funktioune vun engem Deputéierte geing goen.

Am Text vum Rapport war ursprénglich en Zousaz virgesin, deen op Wonsch vun der Kollegien an der Kommissioun erausgeholl ginn ass. Ech hinn allerdéngs mer d'Recht virbehal, fir hei meng Meenung och zu deem doten Zousaz ze soen, well ech sinn der Meenung, dass den Zousaz «dans l'exercice de ses fonctions» restriktiv auszeleeën ass.

Firwat ass e restriktiv auszeleeën? A mengen Ae gétt et dräi Ursache fir déi Restriktioun. Ofgesi vun der auslännischer Jurisprudenz an Doktrin, wou jo awer wahrscheinlech nach aner Kollegien drop wäerten agoen, mengen ech, gétt et dräi Ursachen:

Éischtens, den Text ass esou gehalen, dass e seet, «des opinions et votes émis». Déi puer Wieder stellien a mengen Aen e Ganzt duer. Déi kann een net vunene trennen. Or, ee Vote ass némmen hei oder an enger Kommissioun vun der Chamber. Voté gétt et keng do-baussens a politesch Versammlungen. Déi, déi bindend si vun der Chamber, sinn hei an der Chamber selwer, also kann de Vote sech némme bezéien op déi Voten, déi hei an der Chamber oder an de Kommissiounen stattfannen.

Déi zweet Iwwerleeung ass déi: Wa mer deen Text large interpretéieren, dann ass d'Fro: Wéi wält geet dann den Exercice des fonctions vun engem Deputéierten? Wou hält deen dann op? Dee Moment, wou

en déi enk Raimlechkeete vun der Chamber verléisst, déi kloer determinéiert sinn oder kloer determinéierbar sinn - wa mer eis strikt un den Text halen. Wann een no bausse geet an et seet een, dat muss och gëlle fir aner öffentlech Versammlungen, da komme mer an de Flou eran an an den Arbiträ. Dat soll awer bei engem Constitutiounstext net de Fall sinn.

An et gétt a mengen Aen en drëtt Argument, fir et restriktiv auszeleeën: Wann den Deputéierten no baussen an öffentleche Versammlungen an der Press, an öffentleche Kommunikatiounsméttelen, an de Medien, seng Meenung seet, dann ass e meeschters an Diskussioun mat anere Bierger. Or, wann ech mech an dee Forum beginn, wann ech d'Diskussioun mat anere Bierger féieren, da kann ech als Deputéierte fir mech net Rechter ausbehalten, déi dee Moment deen anere Bierger net huet. Da stinn ech um gläiche Plang wéi deen anere Bierger an ech hu keng Prerogativen, op déi ech mech beruffe kann. Dat ass fir mech eng elementar demokratesch Regel, déi, och wa se net esou kloer ausgedréckt ass, an enger Demokratie muss gëllen. An dat ass fir mech eng Ursach, fir deen Text restriktiv auszeleeën.

Proposition de révision 4285 (art. 69)

Den Artikel 69 gétt wesentlech verännert. Et ass deen Artikel, deen déi strofrechtech Prerogative vun den Deputéierte festleet. Deen alen Text huet dräi Méglechkeete virgesinn:

Éischtens: Keen Deputéierte konnt während der Sessioun poursuivéiert oder arrêtéiert ginn ouni d'Erilaabnis vun der Chamber, ausser am Fall vun engem flagrant délit.

Zweetens: Et konnt keng Contrainte par corps géint en Deputéierten ausgeübt ginn.

An drëttens: D'Détentioun an d'Poursuité vun engem Deputéierte ware während der Sessioun suspendéiert, wann d'Chamber dat verlaagt huet.

(Coup de cloche de la Présidence)

Dat ware ganz wäitgehend Prerogativen, déi haut an der Öffentlechkeet meeschters net méi verstanne ginn. Si sinn och deelweis fir den Deputéierte selwer, dee sech huet misse wéinst enger strofrechtecher Handlung, wa se och minim war, veräntwerten, heiansdo zu engem ganz groussen Nodeel ginn.

Ech wéll och hei drop hiwiesen, dass déi Restriktioun némmen esou laang gespilt huet, wéi en Deputéierte war, während beim Artikel 68 d'Irresponsabilitéit och iwwert d'Mandat erausgeet. Et kann een ni belaangt gi fir déi Meenungen, déi een als Deputéierten am Exercice vu senge Funktiounen ausgedréckt huet.

Deen neien Text, dee mer haut stëmmen, seet fir d'éischt emol ausdrécklech, dass ausser der Ausnahm vum Artikel 68 all Deputéierte strofrechtech poursuivéiert ka ginn:

Éischtens: Den Deputéierten huet, wann en e strofbaren Akt begaanen huet, net méi Rechter wéi en anere Bierger.

Zweetens: Een Deputéierte ka während der Sessioun net arrêtéiert ginn ouni d'Zoustëmmung vun der Chamber, ausser am Fall vun engem flagrant délit.

An drëttens: D'Zoustëmmung vun der Chamber ass net erfuerdert bei der Ausféierung vun enger Strof, souguer enger Prisongsstrof, zu där den Deputéierte ka veruerteelt ginn.

Domat gétt de Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz am Strofgesetz wäitgehend och fir den Deputéierte par rapport zum anere Bierger erém hiergestallt. An enger Zäit, wou mer eis net méi géint Iwwergréffer vu baussen an deem

Mooss brauchen ze wieren, wéi dat virun 160 Joer de Fall war, ass och kee Versteedesmech do, fir esou Rechter, esou Prerogative op-rechteerhale. Ech wéll emol net vu Privilegié schwätzen, well dat gétt trotzdem haut als Privilegié ugesinn.

D'Kommissioun huet sech no laangen Diskussiounen, wou déi Texter no alle Säite beliicht si ginn, eestémmeg fir déi Texter ausgesprach vun den Artikelen 68 an 69, sou wéi se haut virleien. Ech géif duerfir och d'Chamber bidden, all Deputéierte bidden, hei am Plenum deenen Texter dëiselwecht Zoustëmmung ze ginn. Vu mir aus géif ech schonn den Accord vu menger Partei zu deenen Texter bréngen.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Meyers. Éischt ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP). - Merci, Här President. Léif Kolleggen a Kolleginnen, et geet hei ém d'Revision vun den Artikelen 68 an 69 aus onser Verfassung. D'Deklaratioun vu Revision vum Artikel 68 geet op 1999 zréck, an déi vum Artikel 69 op 1994.

D'Aarbechte vun der Revision vun deenen Artikelen sinn ugaangen, fir den Artikel 68 an der leschter Legislaturperiod, a fir den Artikel 69 an de leschten zwou Legislaturperioden. Mir trieden also hei eng lerfschaft u vun onse Virgänger an enger oder zwou Legislature vir-drün. An, et ass interessant festzstellen, dass d'Diskussioun schéngé méi einfach gewiescht ze sinn a méi schnell vum Stapel ze goe bei der Revision vum Artikel 68, wéi beim Artikel 69.

Ech wéilt hei am Numm vu menger Fraktioun an a mengem Numm dem Rapporteur villmoos Merci soe fir sang Rapporten, de schéftlechen an notamment och de mëndlechen, deen hien elo just vir-gedroen huet, wou hien d'Portée an den Historique vun deene Bestëmmunge ganz kloer duergestallt huet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Bei deenen zwee Volete vun der Immunité parlementaire - d'Irresponsabilitéit, déi am Artikel 68 traitéiert ass, an d'Inviolabilitéit, déi am Artikel 69 traitéiert ass - schwätze mer, Här President, vun onsem eegene Statut. Gemäss der Transparenz, wéi ee se no parlamentaresche Gepflogenheete muss fleeegen, musse mer also alleguerten hei en Intérêt umellen. An dat wéll ech hei maachen am Numm vu menge Fraktionskollegen a vu mir selwer. Mir schwätze vun onsem Statut, an dat soll ganz kloer gesot sinn.

Den Ursprung vun deenen Dispositiounen, déi an onsem Land op d'19. Jorhonnert zréckginn, geneewéi an den aneren europäesche Länner, fénnt een an der Suerg den Deputéierten ze schützen, wéi de Rapporteur et gesot huet, virum Pouvoir absolu oder vun den Intimidatiounen vum Pouvoir exécutif. Et waren net émmer Pressionen, et waren och oft Intimidatiounen.

Wann dee Pouvoir konnt en Ausmooss unhuelen, dat am 19. Jorhonnert effektiv d'Demokratie konnt a Fro stellen, esou wësse mer, dass dat haut an onsem Land, wéi an den Nopeschlänner oder wéi an de meschte Länner, op jidde Fall hei an Europa, net méi de Fall ass, ob-wuel mer och wéissen, dass a gewësse Länner de Pouvoir vum Exécutif nach ka ganz redoutabel sinn. Gott sei Dank - mat allem Respekt, deen ech der Regierung

schéllleg sinn -, fäerten ech se net, géing ech soen.

Et ass also net erstaunlech, Här President, dass am Laf vun de Joren a Jorzéngten d'Doctrine en matière d'immunité, an zwar souwuel bei der diplomatescher wéi bei der parlamentarescher Immunitéit, émmer méi restriktiv ginn ass an, ech géing soen, haapsächlech e fonctionnellé Charakter krut.

Dat ass zum Beispill de Senn vun den Dispositiounen iwwert d'Privilegien an d'Immunitéiten, déi virgesinn an deene verschiddenen internationalen Akten, entweder fir Membere vun der Exekutiv oder vun der Legislativ vun internationales Organisatiounen. Wann een déi Dispositioun kuckt, da si se vill méi enk gerépp, wéi dat zum Beispiel an de standarddiplomatiche Konventiounen vu Wien de Fall ass.

Déi méi restriktiv Approche ass doudsécher och de Senn vun deene verfassungsrechtliche Modifikatiounen, déi an onsen Nopeschlänner stattfonnt hinn, vu Mëtt vun den 90er Joren un, an déi d'Étendue notamment vun der Inviolabilitéit vun de Parlamentarier ganz staark begrenzt hinn. Dat war zum Beispill de Fall an der Belsch an och a Frankräich.

Dann natierlech gétt et aner Fäll, déi net esou evident sinn. Ech hat an der Kommissioun als Beispill erwähnt: Wéi ass et, wann e Fraktionspresident viru sengem Parteikongress de Rapport virdréit iwwert d'Aktivitéit vun der Fraktioun an der Chamber? Do schéngt et mir, dass den Deputéierten effektiv dans l'exercice de ses fonctions ass, hien ass jo némme Fraktionschef, well hien Deputéierten ass, an hien dréit dat vir, wat an der Chamber vun der Fraktioun décidéiert a gesot ginn ass. Bon, ech si mer bewosst, dass dat e Cas limite ass, ech kenne ganz wéineg Fäll, wou Fraktionschefs sollen do aus hirer Roll gefall sinn, mä à la limite...

(Brouaha général)

...kann ee sech dat virstellen.

M. le Président. - Madame Flesch, erlaabt Der, dass den Här Grethen lech eng Fro stellt?

Mme Colette Flesch (DP). - Selbstverständlichkeit.

M. Henri Grethen (DP). - Ech wollt d'Madame Flesch froen, ob si sech kann erénnern, et war emol eng Kéier e Regierungsmember, deen op engem Parteikongress aus der Roll gefall ass, a mir hatten deemoos envisagéiert, dee Regierungsmember unzesichen, an et war wéinst sengen Immunitéiten net méiglech. Duerfir sinn ech och Demandeur, dass mer eng Kéier déi Saach vun de Regierungsmembeten nokucken.

(Hilarité)

Une voix. - Très bien.

Mme Colette Flesch (DP). - Här President, ech ka mech un dee Fall genee erénnern.

(Hilarité)

Ech ka mech un dee Fall genee erénnern, well mir hinn drop verzicht, dee Regierungsmember unzesichen, némme well ech et fäerde bruecht hinn, dass hien hei an d'Chamber komm ass, fir sech à l'égard vun onser Partei ze entschließen. Mä dat war e Regierungsmember an, Här President, dat ass eng aner Rass, wéi den Deputéierten,....

(Hilarité)

...an ech wéll awer hei dobäi soen, dass mir an der Kommissioun vun der Verfassung och amgaang sinn, dass mer schonn eng Ronn gedréit hinn, wou mer iwwert de Statut vun de Ministere geschwatt hinn. Mir hinn entre-temps der Regierung eng Partie Fro gestallt, a wa mer déi Antwerten hinn, da sinn ech iwwerzeugt, dass mer wäerten op déi Fro zréckkommen.

Gutt, wat elo vläicht an dësem neien Text vum Artikel 68 a mengen Ae vill méi kloer ass, dat ass, dass hei expressément am neien Text all Aktioun, souwuel um Zivil wéi och um Penal, ausgeschloss ass. Ech mengen, dat ass eng Clarification, déi bénéfique ass par rapport zum Text esou wéi en elo an onser Verfassung steet.

Alles dat gesot, Här President, wäert ons Fraktioun also deen neien Text vum Artikel 68 stëmmen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nun zum Artikel 69, d'Inviolabilitéit vun den Deputéierten. Wann een den Text vum 69 an der jetzeger Verfassung liest, dann ass deen

nach méi déphaséiert, géing ech soen, nach méi démodéiert par rapport zur Aktualitéit, wéi den Text vum 68.

Fir d'Portée vun deem Text ganz genee ze preziséieren a fir, wéi de Rapporteur gesot huet, ze verhénneren, dass déi Inviolabilitéit soll vun onse Matbierger als e Privileg emfonnt ginn, deen den Députéierten eng Situatioun gëtt, déi net déiselwecht ass wéi déi vum Bierger virum Gesetz, huet d'Parlamentskommissioun et néideg fonn, den Text ze reformuléieren, ze revidéieren, ze preziséieren an - wéi soll ech soen - seng Bestëmmungen zréckzeféieren op dat, wat een hautzudags nach als noutwendeg kann ugesinn, fir der Chamber ze erméiglechen, ze appréiéieren, ob eng Mesure d'arrestation à l'égard vun engem Députéierte justifiert ass oder net.

Déi Schlussformuléierung vum Artikel 69, sou wéi en elo hei proposéiert ass, huet zu engem interesanten Dialog gefouert téschent der Verfassungskommissioun an dem Conseil d'État iwwer eng Serie vun Amendementen, an d'Kommissioun huet och wäitgehend d'Amendmenten, déi de Conseil d'État proposéiert huet, d'Suggesiounen, déi de Conseil d'État gemaach huet, ugehol.

Esou gesait also elo den Text vum Artikel 69 vir, dass, mat Ausnahm vun deene Fäll, déi am Artikel 68 visséiert sinn, Députéierte kënne poursuivéiert ginn en matière pénaile, souquer während der Sessioun. Den Députéierten huet also keng aner Prérrogativ, keen anere Privileg, en huet keng aner Situatioun wéi de Bierger, wéi all Bierger, en matière de poursuite pénaile.

Den Alinea 2 gesait d'Autorisation préalable vun der Chamber vir, nach wie vor, virun all Arrestatioun oder Détentioun vun engem Députéierte während der Dauer vun der Sessioun, sauf en cas de flagrant délit, an de cas de flagrant délit, deen hate mer souwisou beim alen Text och scho virgesinn als Exception zur Immunitéit parlementaire. Schliesslech gesait den Alinea 3 vir, dass d'Chamber net weider muss interveniéieren an der Matière vun der Exécution des peines, même peines privatives de liberté, déi à l'égard vun engem Députéierte kënnen ausgesprach ginn.

Mir sinn der Meenung, Här President, dass déi Formuléierung de jetzege Begebenheiten entspréicht a mir wäerten als DP-Fraktiouen deen doten Text also och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry!

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass kloer ginn, dass mer eis hei e bëssen an engem Kärstéck vun eisem politesche System bewegen. Hei geet et ém e wichteg Element vum Statut vum Parlamentarier, an eis Verfassung definéiert jo zénter 1948 eise politesche System als Démocratie parlementaire. Et ass also schonn eng relativ wichteg Diskussioun, déi mer hei téieren, net esou séier wéinst deene pratkeschen Auswierkungen, déi deen alen Text gehat hätt, déi am neien Text net méi do wären, mä awer wéinst deene principielle Froen, déi sech am Zesummenhang mam Statut vum Parlamentarier a mat dem Schutz vun der Fonctioun vum Parlamentarier stellen.

Wat wichteg ass ze betounen, dat ass: Déi Froe vun der Immunitéit sinn eigentlech net un eng Persoun gebonnen, mä sinn eigentlech un d'Fonctioun vum Member vun der Chambre des Députés gebonnen, an et ass an deem Senn, wou och déi Texter ze gesi sinn, an et ass an deem Senn, wou se och eigentlech hiren Ursprung haten.

Et geet also doréms, dass en Députéierte soll kënne sái Mandat fräi ausüben, seng legislativ Aarbecht maachen, ouni iergendwelleche Pressiounen ausgeset ze sinn, an och virun allem seng Kontrollfuntion par rapport zur Regierung, zur Exekutiv, kënne fräi auszeüben, ouni mussen ze fäerten, dowéinst iergendwei kënne belaangt ze ginn.

Dat erkläret och, firwat dass mer déi doten Dispositioun vun der parlamentarescher Immunitéit an hiren zwee Bestanddeeler, dee vun der Irresponsabilitéit an dee vun der Inviolabilitéit, schonn zénter laangen, laangen Zäiten, zénter der liberaler Verfassung vun 1848 an eiser Constitutioun hei zu Lëtzbuerg stoen hunn.

Wou kënnent den Text hier? Ma den Text ass genau de Wuertlaut vun den deementspriechenden Dispositiounen aus der belscher Verfassung vun 1831, sou dass ee sech also och ka bei der Interpretatioun ganz liicht op déi belsch Doktrin oder déi belsch Jurisprudenz référerien, wéi et och an der franséische Verfassung an eenzeline Punkte bal deesselwechte Wuertlaut gëtt, déi sech dann och kann op déi Jurisprudenz an Doktrin référerien, wann ee versicht, eng Interpretatioun vun deenen dote Verfassungsbestëmmungen ze kréien.

Et muss een och soen, dass den Ursprung, wann een e bësse méi wäit zréckgeet, schonn op d'Franséisch Revolutioun eigentlech fousst, an dass an der Verfassung vu 1791, déi och fir Lëtzbuerg Gütlegkeet sengerzäit hat, fir d'éischt eigentlech d'Immunitéit parlementaire an engem Verfassungstext, dee Gütlegkeet fir eist Land hat, ageschriwwen war.

Et muss ee soen, dass déi dote Bestëmmunge ganz laang eigentlech Bestand haten, obwuel ee muss feststellen, dass besonnesch an deene leschte Joren - wann ech mech net iren, wann ech déi lescht Mandatsperiod an dës Mandatsperiode kucken - net eemol eigentlech d'Chamber befaasst war mat engen Demande fir d'Immunitéit vun engem Députéierten opzehiewen. Wat net heesch, dass net deen een oder anere vun den Députéierten emol géint d'Gesetzer verstooss huet, mä dat war da meeschten am Kader vum flagrant délit. An deem dote Mooss ass also d'Chamber net befaasst gi mat deem doten Dossier, wat sérerlech gutt war fir d'Chamber an och gutt war fir deen eenzelnen Députéierten.

Allerdéngs wann een e bësse méi wäit zréckkuckt - ech hu mer d'Méi gemaach, e bëssen zréckzegoen an déi lescht 30 Joer -, do muss ech scho soen, dass d'Chamber regelméisseg eigentlech an der Vergaangenheit befaasst ginn ass, sief et duerch de Parquet, sief et awer och duerch privat Kläger, mat Demandë fir d'Immunitéit vun eeenzelnen Députéierten opzehiewen. Ech hunn déi lescht 30 Joer gekuckt: Dat hält sech och e bëssen d'Wo mat de Refusé respектив mat de Levéeën, déi d'Chamber da gesprach huet - an net öffentlecher Sitzung, à huis clos fénnt dat dann an der Regel statt -, opgrond vun engem Rapport vun engen Kommissioun, déi d'Chamber dann agesat huet.

Am Regelfall war - ech kenne keng Ausnahm eigentlech -, wann de Parquet eng Demande gemaach huet, fir dass d'Immunitéit vum Députéierte soll opgehuewe ginn, fir kënnen eng Poursuite géint hien ze maachen, d'Chamber d'accord fir d'Immunitéit opzehiewen, fir also déi Poursuite iwverhaapt méiglech ze maachen. Et war awer vill méi restriktiv, wann eigentlech iwver eng Privatpersoun en Députéierten hei virun d'Strofgerichter ze zitéieren. Do war am Regelfall d'Chamber relativ retizent, fir esou Demanden nozegoen. Mä et gëtt och do Ausnahmen - ech wëll elo

hei keng Nimm nennen -, déi awer beleeeën, dass och dann d'Chamber esou Décisioun geholl huet.

Mä et ware rar, muss ech och soen, eestëmmeg Décisioun vun der Chamber, an et kann ee sech virstellen, dass do awer oft parteipolitisches Considératioun matgespilt hinn, eng Solidaritéit, déi vill matgespilt huet vläicht mat engem Member vun der eegener Fraktioun, respektiv aner parteipolitisches Gefiller a konträerer Richtung, déi matgespilt hinn.

Duerfir fanne mir et als sozialistesche Fraktioun gutt, dass mer elo déi Hypothesen, wou iwverhaapt d'Chamber ze befannen huet iwver en Ophiewe vun engem parlamentarescher Immunitéit, wierlech op e strikte Minimum beschränken, well sech an der Praxis awer erausgestallt huet, dass e politisches Organ wéi eng Chamber sécherlech net dat beschten Organ ass, fir iwver eege Memberen hei ze jugéieren. Well eigentlech ass jo awer do, obwuel dat formal gesinn net richteg ass, och e bëssen eng Form vu Jugement mat verbonnen, wann een Dossier kuckt a muss hei eng Décisioun huelen, ob ka mat engem Poursuite géint en Députéierte weidergefuer ginn oder net.

Wat elo déi eenzel Artikelen ugeet, den Artikel 68, den Artikel 69, e puer Iwverleeuungen och vu menge Säit zu deenen Artikelen.

68, dat ass jo dee wou sech eigentlech am Fong näischt ännert, mä wou mer eng aner Textformulatioun hei zréckbehalen hunn, déi u sech méi modern ass, déi am Fong och der Interpretatioun vun deem alen Text Rechnung dréit, well et war émmer kloer an der Jurisprudenz an och an der Doktrin, dass, wat d'Irresponsabilitéit vun dem Députéierte fir Voté respектив Meenungen ugeet, déi en an der Ausbung vu sengem Mandat hei äussert, déi Irresponsabilitéit souwuel fir strofrechtliche Aktiounen wéi och fir zivilrechtliche Aktiounen gëllt. A genau dat gëtt an deem neien Text hei kloergestallt, sou dass een also domadder kann d'accord sinn.

Wie kann also déi Irresponsabilitéit iwverhaapt uféieren? Dat ass eleng den Députéierten. Keen aneren. Den Députéierten, an den Députéierten, deen a Fonctioun ass.

Déi zweet Fro, déi sech hei stellt: Wat fir eng Akte vum Députéierte sinn eigentlech geschützt? An dat ass do, wou d'Diskussioun jo och an der Kommissioun war an och haut de Mëtten am Plenum hei weidergeet. Ech wëllt awer do eigentlech déi Thes vum Rapporteur énnerstëtzen, déem ech och Merci soe fir sái flotte schrifftlechen a mëndleche Bericht zu désen Ofännerunge vun eiser Verfassung, an ech sinn der fester Iwverzeegung, dass ee muss deen heiten Text ganz restriktiv interpretéieren.

Et muss ee sech jo trotzdem bewosst sinn, wat an deem heiten Text drasteet! Hei kann een als Députéierte vun dëser Tribün aus Injurie lancéieren, Diffamatiounen maachen, Opriff maachen zur Rebellion. Et kann een eigentlech duerfir net belaangt ginn.

(Interruption)

An ech muss soen - ech si jo schonn eng Zäitchen hei mat derbäi -, mir hate scho Fäll hei an dëser Chamber, déi ech selwer matgemaach hunn, wou och en Députéierten - en ass elo net méi hei, duerfir kann ech dat soen - op d'Tribün gaangen ass an zum Beispill vun engem Privatpersoun behaapt huet, déi wär korrupt. Déi Privatpersoun konnt sech net wieren, well eben de Schutz vun der Fonctioun vum Députéierten et ausmécht, dass en Députéierte wéinst deenen Aussoen, déi en hei am Plenum mécht, net ka belaangt

ginn, weder strofrechtlich nach zivilrechtlich.

Dat ass also scho wierklech eng ganz grouss Entorse par rapport zum Droit commun vun der Responsabilité civile a vun der Responsabilité pénale. Duerfir mengen ech, dass et net anesch ka sinn, dass een also déi Fäll, wou déi Protektioun fir den Députéierte spille, a wou den Droit commun eigentlech vun der Responsabilitéit ausgeholt gëtt, muss ganz restriktiv interpretéieren, an dass dat eigentlech némme kann an engem ganz enke Raum spille.

Dat ass genau och déi Interpretatioun, déi d'Doktrin an der Belsch an a Frankräich deeselwechten Text ginn huet. Do ass wierklech de Wuertlaut horgenau deeselwechten. Ech wëll dat hei vläicht zitéieren, fir - wéi gesot - déi Thees do ze beleeeën. Als éischt Zitat vläicht aus dem Ouvrage vum Professeur Maurice Duverger, och e bekannte Verfassungsrechtler.

A sengem Buch iwvert d'Institutions politiques an den Droit constitutionnel seet en zu deem dote franséischen Artikel, deen, wéi gesot, genau d'selwecht formuléiert ass wéi eisen, dass déi speziell Protektioun net spille: «...elle ne s'applique qu'aux actes accomplis dans l'exercice des fonctions du député...» Dann zielt en op: «...les discours des députés dans les réunions publiques, leurs articles dans les journaux, etc., ne sont pas couverts par l'irresponsabilité; de même, les voies de fait sur un collègue ou un journaliste dans l'enceinte de l'assemblée, etc.»

Also ganz kloer: No däi Interpretatioun do gëllt et némme fir dat, wat eigentlech hei den Députéierte wierklech an der Enceinte vun der Chamber seet. Et gëtt Jurisprudenz och, déi dat opmëcht, zum Beispill fir parlamentaresch Kommissiounen. Wann een Députéierten zum Beispill Aussoen an engen Enquêtekommissioun mécht, da kann en och net duerfir belaangt ginn. Et ass also eng restriktiv Interpretatioun a Frankräich, an d' Belsch ass et net aneschters.

An engem Ouvrage och vum Professeur Pierre Wigny zu deenen dote Froen ass Folgendes ze ließen: «...en dehors de l'enceinte parlementaire le sénateur ou le représentant n'est pas couvert par l'irresponsabilité pour les manifestations d'opinions, qui se rattachent sans doute à son activité d'homme politique, mais qui pourraient aussi être exprimées par un non-parlementaire. Tel sera, par exemple, le cas lorsqu'il écrit dans un journal ou parle à une réunion publique.»

Also och ganz kloer déiselwecht Interpretatioun. D'Protektioun vun der Irresponsabilitéit ass ganz restriktiv auszeleeën a gëllt praktisch némme an der ganz enker Definitioun vun der direkter Ausübung vum Députéiertemandat hei an der Chamber.

Mä selbstverständliche, dat ass och an der belscher Doktrin noziesen, d'Reproduktioun vun deenen Aussoen, déi den Députéierte gemaach huet am Procès-verbal, am Compte rendu, dee verdeelt gëtt, wéi och dat, wat d'Press dann iwverhëlt vun deenen Aussoen, dat fält och énnert d'Protektioun, fält also énnert d'Irresponsabilitéit vun Députéierten.

Wat nach interessant ass, wat och d'Doktrin definéiert huet, wat d'Auswierkungen, d'Effeten also vun däri Irresponsabilitéit vun den Députéierte sinn op der Grondlag vum Artikel 68. Si soen: Si ass absolut. Dat heesch, souquer eng Instruction préliminaire vum Parquet engem Uerteel net méi däerft Députéierte sinn, d'Chamber hei an öffentlecher Sitzung an an net geheimem Vote, mat der Stëmm vun der concernéierter Députéiert an hirem Affekot, décidiert huet, si däerft awer hei sätzen, an de Procureur wär falsch bei senger Interpretatioun vun deem Uerteel, dat gesprach gi war.

Dat bleibt fir mech keng Stärstönn vum Parlament. Duerfir sinn ech vrou eigentlech, dass elo kloergestallt gëtt, dass d'Ausférierung vun Uerteeler, och géint d'Députéierten, eng Saach bleift vun den normal zoustännege Stellen, dat heesch de Parquet, deen eleng duerfir zoustänneg ass. A wann en Députéierten net d'accord ass mat däri Interpretatioun, déi de Parquet engem Uerteel gëtt, da gëtt et och ewell Rekursméiglechkeete bei den normale Gerüchter, fir da feststellen ze loessen, wie Recht huet.

D'Chamber soll wa méiglech aus deem Ganzen do erausbleiwen. Dat war net, wéi gesot, ganz gutt gelaf virun engem Rei vu Joren.

Ech géif mer also...

(Interruption)

...och, wéi gesot, wierklech félicitéieren, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, dat och elo esou hei kloerzestellen, an dass also keng Amëschung méi vun der Chamber méiglech ass, wann et ém d'Ausféierung vun engem Strofuertel géint e Member vun dëser Chamber geet. Do sollen déi normal zoustänneg Autoritéiten dat an Zukunft och kenne maachen.

Nach interessant ze gesinn ass, dass et an dár neier Versioun vum Artikel 69 bei deem Reschartikel, deen nach bleibt, och esou ass, dass déi Autorisatioun vun der Chamber eigentlech némme fir eng Session gëllt, an dass, wann een dat liest - dat ass op jidde Fall meng Interpretatioun -, ee kéint zur Iwwerzeegung kommen, dass, wann eng nei Session ugeet, eigentlech dann erém kann oder misst eng nei Demande gestallt ginn, an d'Chamber erém eng Kéier frësch misst kucken, ob dann deen Députiéierte kann inhaftiert ginn oder net. Dat ass eng Fro vun Interpretatioun. Mä op jidde Fall ass am Fong déi doten Interventioun vun der Chamber begrenzt op d'Dauer vun enger Session parlementaire.

Ech sinn der Meenung, dass deen doten Text elo, wéi en an deem neien Artikel 69 stet, wahrscheinlech éischter wäert e symbolesche Charakter behalen, well ech ka mech net erënneren an deene leschte 60 Joer, dass jee eng Demande gestallt gi wär vum Parquet, fir eigentlech en Députiéierten anzesetzen. D'Chamber war ni mat esou eppes befaast, an ech hoffen, dass och d'Chamber net wäert esou bal mat enger ähnlecher Demande befaast ginn, well kee Grond besteeft, fir esou en Antrag virun d'Chamber ze bréngen.

Et ass och ze hoffen, dass mer mat der Oplockerung vun dár Protektioun vun den Députiéierten net elo eng Lawin vu Prozesser géint Députiéierten ausléisen, dass et elo esou wäit kënnt, dass déi politesch Debatt téschent Parteien an téschent Politiker transferéiert gëtt op d'Geriichter, well dat elo méi einfach gëtt, wéi dat mam bestehenden Text de Fall wär. Dat wär falsch. Ech mengen, d'politesch Debatte gehéieren hei an d'Chamber, gehéieren an d'Politik an hunn eigentlech näischt virun de Geriichter ze sichen.

Da ginn ech den Accord selbstverständliche vu menger Fraktioun, och fir déi nei Formulatioun vum Artikel 69.

Ech mengen awer, dass mer mat eisen Aarbechten an der Chamber elo nach net fäerdeg sinn. Bei der Preparatioun vu menger Interventioun si mer mindestens zwee Punkten opgefall, wou mer elo an deenen nächsten dräi Méint missen als Chamber aktiv ginn, well déi en direkte Lien hu mat deenen Artikelen, déi mer elo ofänneren, a well dat Texter sinn, déi nach op deen alen Artikelen opgebaut sinn. Mir mussen also, wa mer do net welle Schwieregkeete vu Konkordanz vun eise Gesetzestexter kréien, do handelen als Chamber.

Dat gëllt fir d'éischt emol fir d'Reglement vun der Chamber. D'Reglement vun dëser Chamber huet e ganzt Kapitel - dat ass dat ganz grouss Kapitel 13 -, dat begräift d'Artikelen 159 bis 166, wou des Laangen an des Breeden iwwert d'Prozedur vun der Levée vun der Immunité parlementaire geschwatt gëtt. An do geet nach émmer Rieds vun «autorisation de poursuites» oder «suspension de poursuites». Dat sinn alles Hypothessen, déi sech mat deem neien Artikel vun der Verfassung net méi wäerte stellen.

Also musse mer onbedéngt bis zum nächste Vote hei, dem definitive Vote iwwert dës Verfassungsänderung, dat dote Kapitel vum Reglement vun der Chamber och op de Leescht huelen a vläicht

gläichzäiteg émänneren, wa mer deen zweete Vote hei maachen iwwert d'Ofännerung vun deenen zwee Article vun eiser Verfassung.

An dann nach een Artikel, deen een zwar gäre vergësst. Ech muss éierlech soen, wann ech deen net och a belschen Texter erémfonnt hätt, wär ech och net drop komm. Mir hunn en Artikel am Code pénal stoen. Dat ass den Artikel 158. An dee stellt Leit énnér Strof vum Ministère public, Rüchteren an aner Fonctionnaires, déi ouni d'Autorisatioun vun der Chamber géifen en Députiéierte poursuivéieren; énnér anerem. Or, nom neien Text ass jo keng Autorisatioun vun der Chamber méi néideg, fir dat ze maachen. Si ass jo just nach néideg, deemno wéi, wann et sech ém eng Arrestatioun, eng Détention handelt.

Duerfir mengen ech, dass mer och missten deen Artikel 158 vum Code pénal gläichzäiteg mat émänneren. Mir brauchen en net ganz ofzeschafen, mä awer émänneren, fir dass mer deen och a Konkordanz stelle mat den neien Dispositiounen vun dem Artikel 69 vun eiser Verfassung. Ech mengen, wa mer bereet wären, dat ze maachen, da géife mer ganz Aarbecht leeschten. An deem Senn ginn ech den Accord nach eng Kéier vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorablen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Text, dee mer de Mëttég ännerner, deen huet eng ganz grouss a ganz breet Zoustëmmung fonnt an der Kommissioun och haut de Mëttég. Ech wäert duerfir net, och am Numm vun der grénger Fraktioun, nach eng Kéier op sämtlech Mériten agoen, déi déi Modifikatiounen vum Text hunn. Den Här Bodry, an och, Här President, den Här Meyers, sinn elo wierklech op ganz vill Detailer schonn agaangen. Duerfir wëll ech just e puer complémentaire Remarques nach druhänken.

Déi éischter, fir ze bemierken, dass, wann den Här Meyers den Historique gemaach huet, wou den Artikel 68 notamment vun der Irresponsabilité hierkënnt, dass dat deemoos am Wesentlechen e Schutzmechanismus war géint de Pouvoir exécutif, de Pouvoir absolu, et awer haut nach émmer esou ass, dass déi Artikelen, oder deen Artikel 68 seng komplett Valeur behält. A wa mer eng kleng Modifikatioun maachen, wou mer eis eens sinn, dass se eigentlech némmer eng Prezisierung beinhalt, well och elo schonn eigentlech jiddfereen dovunner ausgaangen ass, dass d'Irresponsabilité net némmer am penale Beräich unzesiedele wär, trotz den Termé Poursuites a Recherchen, déi an deem Artikel gebraucht ginn, hu mer awer d'Gefill gehat, dass et vläicht gutt wär ze preziséieren, dass et och am Zivile muss spille.

Duerfir huet och deen Artikel, eiser Meenung no, haut nach émmer seng ganz Aktualitéit. Well wann haut och net méi déi gréissste Bedrohung vum Parlamentarier vum Pouvoir exécutif ausgeet, sou stellt een awer fest, dass iwwert déi lescht Jorzéngten an och déi lescht Joren e Glissement stattfënnt, och an der politescher Aarbecht, notamment um Niveau vun den Décisiounen d'une façan générale, wou dat öffentlecht Handelen émmer méi oft den Terrain vum Droit public och verlësst, fir sech eriwerzebewegen op den Terrain vum Droit privé, wourauser natierlech Konflikter kënnten entstoan am Beräich vun de Responsabilitéiten, notamment och vun der Responsabilité civile.

An dee Glissement vun der Politik stéckelchersweis eraus aus dem Droit public eriwwer bei den Droit privé mécht et haut och duerfir noutwendeg, dass mer preziséieren, dass déi Irresponsabilité, déi d'Parlementarier hunn, sech net ka beschränken op de strikte Volet vum Penalen. Mä wa mer haut hei Voten huelen a Rieden halen, dann huet dat och mam politeschen Handele vum Stat schlussendlech ze dinn, dee sech eben émmer méi an enger Grozon téschent Droit public an Droit privé befénnt. Do kënnten deelweis Saachen oppauchen, déi kéinte problematesch ginn.

Et kann een zwee Beispiller nennen, déi relativ rezent sinn:

Mir froen eis, ob mer beispillsweis hätten esou kënnen iwwert d'OPA vu Mittal Steel op d'Arcelor schwätzen, wa mer déi Irresponsabilité net hätten. Do geet et ém gewalteg Intérêten, déi en jeu sinn, ém Milliardebeträg, déi en jeu sinn. Sämtlech Fraktiounen hunn hei am Parlament och zu dár OPA Stellung geholl. Dat ass eng Aktioun, déi sech am Beräich vun der Privatwirtschaft ofspillt, wou et ém d'Bourse geet, a wou all d'Fraktiounen, déi sech kritesch geäussert hunn iwwert déi Virgäng, déi am gaang waren, natierlech probéiert hunn, Afloss ze huelen iergendwou och op déi Aktionären, déi sollen hir Décisioun huelen, ob se da schlussendlech hir Parté verkafen oder net.

Et hätt duerchaus, wa mer déi Protektioun net hätten, ee kënnten op de Gedanke komme beim Grupp Mittal Steel, fir ze soen: Mä wat geet déi Leit un, fir an eist Geschäft esou dranzeschwätzen an eist ekonomesch Virgoen esou wëllen ze beaflossen?! Si hunn domadder eng Responsabilité iwwerholl. Si hunn eis méiglecherweis e Schuedouzugefügt, a mir wëllen dee gäre geltend maachen.

Also, déi Notioun vun der Irresponsabilité och op den zivile Beräich auszeweiden, ass net némmer eng Reminisenz vum 19. Jorhonnert vun der éischter liberaler Verfassung vun 1848; et ass eppes, wat haut duerchaus nach seng absolut Aktualitéit huet a vläicht souguer nach méi aktuell ass, wéi et an der Vergaangenheit de Fall war.

An en anert Beispill, wat ee kéint nennen, ass, wann ee vu Pétrolieré schwätzt. Haut ass de Punkt vun der Energie ee vun de wesentlechen, ém deen et an der Politik geet. Och do gëtt et gewalteg Milliarden an Abermilliarden Intérêten, déi hannendru stinn. An et ass evident, wa sech hei Parlamentarier äusseren am Kontext, wéi géschter nach beispillsweis vu Kyoto, a kíemen op d'Verantwortung vu Pétrolieré ze schwätzen an dár doter Matière, da géinge se déi selbstverständliche und ausliwweren, fir kenne Rekursen ze erleiden, zumindest um Volet vum Schuedersaz, well een objektiv, duerch déi kritesch Meenung, déi ee geäussert huet, méiglecherweis e Bierger dovunner ofgehalen huet, bei désem Pétrolier sái Bensin ze kafen a vläicht léiwer bei een aneren ze goen.

Just zwee Beispiller, fir ze énnérsträichen, dass déi Prezisierung, déi mer haut maachen, eigentlech eng ganz nétzlech ass an net némmer eng ganz verspät textuell Korrektur, an dass mer eigentlech mat dár Prezisierung, déi mer maachen, en fait och op eppes reagéieren, wat haut absolument d'actualité ass.

Wouriwwer een och, mengen ech, ka soen, dass et eng Eestëmmegkeet gëtt, och vun der grénger Fraktioun aus, dat ass, wann een de Perimeter wëll zéien, wou d'Irresponsabilité soll gëllen.

Och mir als gréng Fraktioun sinn der Meenung, dass déi natierlech

muss an engem ganz enke Kader gesi ginn. Et ass kloer - an den Här Meyers huet och dat Beispill genannt -, wann en Députiéerten an enger Debatt wier mat engem Net-deputiéerten, do wär natierlech eng Onglächheet vun de Moyenen. Dat kann natierlech net esou wäit goen, dass d'Irresponsabilité do kéint invoquéiert ginn.

Mä ech sinn awer och éischter der Madame Flesch hirer Meenung, dass, obwuel ee seet, dass et muss an engem ganz restriktive Senn interpretiert ginn, d'Fro awer zumindeut haut ze stellen ass, ob deen Text, deen elo zénter méttr-weil iwwer 150 Joer besteet an an engem aneren Esprit geschriwwen ginn ass, an dár heiteger Mediélandschaft nach émmer esou enk kann interpretiert ginn.

D'Erwaardunge vun de Bierger un e Parlamentarier sinn haut och net méi déiselwecht. Wann ee vun de Voten a vun de Meenunge schwätzt - an der restriktiver Interpretatioun ass dat eent an datselwecht -, dann hu mer haut awer als Parlamentarier och allegueren eng Missiouen, fir déi Opiniounen och bei de Bierger dobaussen ze erklären, sou dass dat haut en Deel vläicht ass vum Exercice de la fonction, deen natierlech net kann zu Méssbräucher benutzt ginn, fir op der Place publique injurieux ze sinn oder sech op iergendeng aner Aart a Weis ze behuelen, déi fir aner Bierger net zoulässeg wär.

Mä wann en Députiéerten eng Meenung, déi en hei vertratt huet, op enger anerer Plaz dans les termes identiques vertrëtt, am Beräich beispillsweis vun de Medien, wann en en Interview gëtt, fir nach eng Kéier ze erklären, wat en op der Chambertribün gesot huet, dann ass zumindeut awer d'Fro haut gestallt, ob - iwwert de Konvens eraus, dass et selbstverständliche am Zweifelsfall muss restriktiv ausgeluecht ginn - et net awer richteg ass, d'Fro ze stellen, ob een haut net awer am Joer 2006 vläicht eng Grétz méi misst drënner verstoen als Exercice de la fonction, wéi elo némmer dat, wat mer hei soen, oder an der Kommissioun respektiv an engem internationale Gremium, respektiv dat, wat mer op deenen dräi genannte Plaze géingen ofstëmmen.

Zu deem aneren Artikel, dem Artikel 69, do wëlle mer och als gréng Fraktioun eis Satisfaktioun dorüwer ausdrécken, dass mer haut kënnten deen Artikel an deem dote Senn ofänneren, wéi mer et elo gläich maache wäerten. Et ass eiser Meenung no scho laang fällig gewiescht, dass mer déi doten Normalisierung virhuelen. Et gëtt net een eenzegzt valabelt Argument, firwat dass ee muss den Assentiment vun der Chamber hunn, fir en Uertel kënnten ze exekutéieren. Dat mécht kee Senn. Dat ass e Privileg, deen net justifiérert ass.

Esou justifiérert eiser Meenung no d'Irresponsabilité nach émmer ass, souguer mat enger héijer Aktualitéit, esou onjustifiérert sinn eiser Meenung no all déi Bestëmmungen, déi mer haut ofschafen. Dat si Privileg, déi keng Valeur ajoutée bréngt fir den Exercice vun engem demokratesche Mandat. An dofir si mir als gréng Fraktioun ganz kloer domadder averstanen, dass mer den Artikel an deem dote Senn ännerner.

An eng lescht Remarque, fir ze soen, dass och mir, no dëse Voten, eis wëllen domadder beschäfgen, wéi et ém de Sonderstatus vun der Regierung steet. Och do sinn eiser Meenung no Saachen, déi ze verbessere sinn. Mir hoffen, dass mer no dëse Voté mat der nächster Diskussioun kënne weiderfueren.

Mat dëser leschter Remarque wëll ech just nach am Numm vun der grénger Fraktioun, wéi gesot, d'Zoustëmmung zu den Annérungsbréngen, déi mer elo gläich wäerte virhuelen, net ouni awer och dem Paul-Henri Meyers Merci gesot ze hu fir sái schréftlechen a

mëndleche Bericht respektiv déi gutt a fair Zesummenarbecht, déi mer an der Kommissioun énnert senger Présidence hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Merci, Här President. Dái Modifikatiounen, déi mer elo sollen an onser Constitution virhuelen, hunn ir Berechting, well mer als Députiéert müssen e Spezialstatut hunn deen Ablack, wou et drëm geet, fir en Deel vun deene Souveränitéitsrechter, déi ons zougestane sinn, fräi kënnen auszéuben, fir Gesetzer ze stëmmen, déi ze motivéieren, an och fir eng Kritik un der Regierung virzehuelen am Kader vun deem Kontrollrecht, wat mer hunn.

Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng historesch Ausféierungen an och fir seng Commentairen. Ech wäert herno och nach e bësselchen op deen een oder deen anere Problem agoen, deen hien ugeschwart huet, a meng Virriedner hunn och schonn eng etlech vun deene Problemer duerchdiskutéiert, esou datt ech mech och wäert konzentréieren op e puer Aussoen, wou mer vläicht nach kënnen an enger Diskussioun herno dorüwer befannen.

Et gesät einen, dat déi meesch europäesch Länner, mat ganz wéinegen Ausnahmen, Dispositiounen hu wéi déi, déi mir bis elo an onser Constitution haten, a respektiv wéi déi, déi mir elo an onser Constitution nach welle liicht ännernen a preziséieren.

Verschidde Länner hu fir d'Levée vun der Immunité vun engem Députiéierte Spezialgeriichter virgesinn, dat sinn: Spuenien, Holland, Schwáz, fir nuren déi ze nennen. Aner Länner, esou och ons Chamber, gesinn d'Chamber als eng Aart Juridiction vir. Dat ass niewent Létzebuerg natierlech England a Malta.

D'Irresponsabilité vun Députiéerten ass eent vun deene Rechter, déi mer hei zougestane kréien, an dat ass u sech d'Recht op fräi Meenungäusserung hei an der Chamber. Dái absolut Immunité muss och bestoe bleiwe vis-à-vis vun zivilen oder strofrechteche Poursuiten, well soss kéint ee jo hei seng Meenung net äusseren.

Wat ass nun geschützt - an dat ass jo een Deel vun der Debatt? Et ass kloer, dat déi Opiniounen a Voté gëllt, déi an de Commissions parlementaires gemaach ginn, dat dat och gëllt fir d'Questions parlementaires, an datt och, wann ee sech wëllt verschidden Zitater erlabe vun deem, wat een an der Chamber gesot huet respektiv souguer vun deem, wat een an der Chamber wëllt soen, oder wat een an enger Kommissioun gesot huet, dat énnert dee Begréff fält, souguer wann dat net an dëser Enceinte geschitt ass, mä virun engem Radio, enger Televisioun oder dobaussen am Public.

D'Geriichter wäerten héchstwahr-scheinlech déi eng oder déi aner Prezisioun do nach erbäfieren, mä fir mech schéngt et awer kloer ze sinn, datt een déi Interpretatioun vum Text zwar soll strikt gesinn, mä et awer och soll esou sinn, datt een déi Aussoen, déi wierklech am Kader vun Députiéertemandat gemaach ginn an dár Enceinte oder eppes gesot huet, datt een do kloer d'Distinction mécht téschent der Opinioun, déi all Bierger ka soen, an deem, wat een als Députiéerte seet, datt een do awer och nach misst an deem Senn geschützt kenne bleiben.

Deen zweete wesenleche Punkt, deen hei geännert gëtt oder liicht nei formuléiert gëtt, ass d'Immunitéit a strofrechteche Pursuiten. Och hei mengen ech, datt déi Adaptatioun, déi mer virhuelen, déi ass, déi d'Bierger sech och dobaussen erwaarden, well se absolut mat de Realitéiten iwwerenee stëmmt, an datt et och ganz onsënneg ass, wann hei an der Chamber iwwer verschidden Immunitéiten debattéiert gëtt, wou et ganz oft onnëtz ass.

Well wat ass d'Resultat dovunner, wann eng Levée vun engem Députéierten duerch d'Chamber geschwat gëtt? Dat ass, datt no bausen an der Opinion publique ganz oft deen Députéierten da scho veruerteelt ass. Or, dat ass net de Fall. Et ass just nuren, datt d'Chamber seet, hei kéint et eventuell zu eppes kommen, mä et ass selbstverståndlech nach net en Uerteel. Mä dat ass heiansdo ganz schwéier dobaussen an der Opinion publique duerchzéieren.

Mir sinn och Demandeur, fir net nuren dës Gesetzer ze änneren, also dës Article vun onser Constitution, d'Artikelen 68 a 69.

Mir sinn och Demandeur fir datt mer ähnlech Dispositioun vis-à-vis vun de Regierungsmembere solle virhuelen. Well et sinn ons Fäll bekannt, wou e Regierungsmember bewosst eng Autorisatioun an enger Matière ginn huet, fir iergendeppes ze erläben, an datt deen Ablack dat awer a Violatioun vun enger Disposition pénale war. Et ass dach relativ batter, wann de Plaignant da vum Parquet gesot kritt, et wier eng Infraktioun, si wier constatéiert - an enger Baugenehmung oder esou -, an et kënnnt een awer net dergéint ukloen, well constitutionnel dat doten net méiglech wier. Also och do kréie mer eng kleng Aarbecht.

Mä nach eng Kéier am Résumé: D'ADR-Fraktioun ka mat dësen Ännérungen d'accord sinn a mir wäerte se och dofir stëmmen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President!

M. le Président.- Jo. Den Här Mehlen freet d'Wuert nach.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech wollt just e puer Wuert hannendrun hänken. Ech si vlächt deen Eenzegen nach an dëser Enceinte, deen eng Kéier am Fall war, datt hei d'Immunitéit opgehuewe ginn ass. Dat war eng Affär en matière civile. Ech sinn deemoos ganz fréndlech gefrot ginn, wéi ech mech géing dozou stellen. Ech hu gesot, ech sinn dee Leschten, dee sech dergéit wiert. Et war eng Meenung, déi ech geäussert hat an engem Prozess, deen déi Zäit héich Welle geschloen huet, wou manifestement eng Partie Leit bei hiren Zeienaussoen net ganz bei der Wourech bliwwen waren.

Ech hunn déi Ausso als Privatperson gemaach, dat heesch a Funktioun vu President vun enger Bauerorganisatioun, déi deemoos an deem Prozess virdrun als Partie civile mat derbäi war. Wéi gesot, et war eng reng zivil Affär. An déi wär och ganz normal hire Wee gaangen, dovun hätt emol kaum ee Kennnis geholl dobaussen, wann net wéinst därf ziviler Affär do hei dee ganze Klamauk hätt misse gemaach ginn, fir meng Immunitéit opzehiewen!

Dat war an enger ganz opgeregter Zäit, viru Wahlen an esou weider, an dat wat herno an den Zeitunge stoung, war eppes ganz anescht wéi dat wat effektiv d'Fait waren, well déi Affär hei hat mat enger anerer Affär, déi déi Zäit och héich Welle geschloen huet, guer näischte ze dinn.

Duerfir wëll ech hei soen, datt ech et net méi wéi richteg fannen, datt dee Procédé do opgehuewe gëtt, well - ech mengen, den Alex Bodry hat et gesot - och wann den Députéierte sech am Recht spiert an am

Recht ass, mä wann een eng Citation directe mécht, souguer en matière civile, an et muss hei d'Immunitéit opgehuewe ginn, dann ass een eigentlech als Députéierte scho virveruerteelt ier et ugeet, obschonn et souguer hei einfach némnen ém Schuedenersaz gaangen ass.

Duerfir ass et net méi wéi richteg, datt mer dat maachen, an datt an esou Fäll den Députéierte behandelt gëtt wéi all anere Bierger dobaussen och. Ech wollt dat zu dësem Thema soen. All dat anert, mengen ech, ass jo scho gesot, an den Yves huet jo scho gesot, mir wäerten dat stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Fir d'Regierung wëllt den Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert ergräfen.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Här President, déi Verfassungsänderungen, déi d'Chamber de Mëtten hei diskutéiert an driwwer ofstëmmt, déi betreffen d'Députéierten, an duerfir fénnt d'Regierung aus institutionelle Grënn, datt si sech net soll zum Inhalt vun deene Verfassungsänderungen äusseren. Ech géing just wëlle bei dëser Geleeënheet zwou Observatiounen maachen.

Déi éischt ass déi, well insofern dës Ännérunge kënne Modifikatiounen vum Code pénal no sech zéien, datt d'Regierung déi iwwerkuckt an dann diesbezüglech e Gesetzesvorschlag an d'Chamber wäert eraggen.

Zweet Observatioun: Am Numm vun der Regierung wëll ech dorun erënneren, datt d'Regierungsmembren, contrairement zu den Députéierten, keng Immunitéit hunn. D'Regierungsmembren hunn opgrund vun de Verfassungsbestëmmungen e Privilège de juridiction, komme virun eng extra Komposition vum Gericht. D'éi Dispositiounen entspriechen awer net méi de Regele vun den internationale Konventionen, notamment déi iwwert den duebelen Degré vun de Juridictiounen am strofrechtele Beräich.

Et ass duerfir, datt d'Regierung schonn 2004 Propositiounen gemaach huet, fir d'Verfassung an deenen Articleen, déi d'Regierung betreffen, ofzeännernen, se der poliescher Realitéit unzepassen an op dësem Punkt - hei geet et ém d'juristesch Responsabilitéit vun de Ministeren - en Text ze fannen, dee konform ass mat den normalen an heitege Fonctionnementer à la fois vun der Regierung a vun de Gérichter.

Et wär duerfir de Wunsch vun der Regierung, datt déi Propositiounen, déi elo zénter zwee Joer an der Chamber sinn, déi och, mengen ech, nach net aviséiert gi si vum Statsrot, awer kënnnte souwuel am Statsrot wéi an der Chamber diskutéiert ginn. D'Regierung wëll keng Immunitéit, d'Regierung hätt just gären, datt déi Regele vun der juristescher Responsabilitéit vun de Ministere kloer an der Verfassung virgesi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum éischté Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 4939. Et ass eng Majoritéit vun Zweedrëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur la proposition 4939

D'Propositioun 4939 ass ugehol mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaeß, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Paul Helminger;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Une voix.- Dir sidd ze schnell!

M. le Président.- Mir kommen elo zum éischté Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 4285. Och hei ass eng Majoritéit vun Zweedrëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur la proposition 4285

D'Propositioun 4285 ass ugehol mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaeß, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5405 iwwert d'Konvention Europol. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch an den Här Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabile Här Patrick Santer. Här Santer!

6. 5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les priviléges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003;

5. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5405 huet zwee Voten: Op därf enger Säit ginn dräi Protokoller zur Europolskonvention approuvéiert, an op därf anerer Säit gëtt d'Gesetz vun 1998, dat déi initial Europolskonvention approuvéiert, op zwee Punkte geännert.

Europol, déi hire Sëtz zu Den Haag an Holland huet, ass keng federalstaatlech Police wéi den FBI an de Vereenegte Staten. Europol huet keng Polizeigewalt, kann zum Beispill kee verhaften. Europol, déi säit Juni 1999 am Asaz ass, ass eng Struktur, déi duerch Informationsanalys, Informationsaustausch...

(Coups de cloche de la Présidence)

...a Kooperationshëlfel den nationale Polizeiautoritéiten aus de Memberstate vun der Europäischer Unioun hir Aarbecht vereinfacht.

Natierlech kritt och Europol Informationen aus de Memberstaten, déi an Europol duerch sou genannt Officiers de liaison vertrueden. Europol beschäftegt ongefíer 400 Leit, an et gëtt plus ou moins 80 vun de Memberstaten détachéiert Officiers de liaison.

Bei deenen dräi Protokoller geet et ém Veränderungen zur Europolskonvention vun 1995.

Deen éischt Protokoll datéiert vum 30. November 2000. Et hunn - dat ass de Wëssensstand vum 26. Januar 2006 - 22 vun deene 25 Memberen dee scho ratifizéiert. Beim éischté Protokoll ginn d'Kompetenzen vun Europol erweiterd an deems Europol Kompetenzen a Blanchimentsaffäre kritt, och wann d'Infraction sous-jacente, dat heesch, déi Infraktioun, déi zum Blanchiment gefouert huet, net an de Kompetenzberäich vun Europol fält.

Den zweete Protokoll vum 28. November 2002 gouf scho vun 20 Memberen ratifizéiert. Deen erlaabt et den Agente vun Europol, bei enger Équipe commune d'enquête als Observateur matzemaachen. Ech wäert lech dann och am nächste Projet de loi méi am Detail iwwert déi Équipe commune d'enquête informéieren.

Den drëttent a leschte Protokoll ass vum 27. November 2003. Dee gouf bis elo némme vun 18 Memberstate ratifizéiert. Zil an Zweck vun désem Protokoll, dee méi wichteg ass, wéi déi zwee aner virdrun, ass et, d'Capacitéit vun Europol ze stären, fir de Memberstaten ze hëlfen, hiren opérationnelles Aktivités am Kader vun Europol nozekommen.

Et kann een dräi méi déif gräifend Ännérungen hei énnersträichen:

Eischtens: eng Ausweitung vun de Kompetenzen vun Europol op all Zort vu schwéier Kriminalitéit. Dës Ausweitung mécht also, datt deen éischté Protokoll e bëssen hifälleg ass.

Zweetens: eng Aféierung vun engem Droit d'accès vun all Bierger op Europoldokumenter.

Drëttens: d'Verstärkung vum Europaparlament als Kontrollorgan vun Europol. Bis elo krut d'Europaparlament némme de Rapport d'activité vun Europol matgedeelt. Elo kann d'Europaparlament iwwer wichteg Ännérungen, wat Europol ugeet, konsultéiert ginn, an d'Présidence vun Conseil kann och am Europaparlament iwwert déi generell Froe betreffend Europol Ried an Äntwert stoen.

Wat deen nationale Volet vum Projet de loi 5405 huet, esou wäert d'Gesetz vun 1998, duerch dat mer d'Europolskonvention vun 1995 approuvéiert hinn, op zwee Punkte geännert ginn, well do säit 1998 leislativ Ännérungen komm sinn.

Et gëllt, well mer säit 1999 eng Fusion vu Police a Gendarmerie hinn, d'Referenz un de Service commun vu Police a Gendarmerie als nationaal Koordinatiounsorgan ze ersetzen. Hei gëtt de Service vun der Police judiciaire benotzt.

Zweetens gëtt d'Referenz un d'Datenschutzgesetz vum 31. Mäerz 1979 ersat, well dat Gesetz abro-

géiert gouf, an elo gétt eng Referenz gemaach op d'Gesetz vum 2. August 2002.

Här President, de Statsrot hat a sengem Avis vum 11. Oktober d'lescht Joer némmen eng redaktionell Ännierung. Fir et den Députéierten ze erméglechen, e Vote séparé par article ze maachen, war en der Meenung, datte een déi dräi Protokoller an dräi verschidden Article sollt approuvéieren, an net an engem Artikel. Mir waren natierlech an der Kommissiou mat Enthusiasmus derfir. Dat war déi eenzeg Ännierung, déi de Statsrot propoiséert hat.

Et muss een awer nach eng Kéier énnerstráichen, datt Europol, och wa se keng Institutioun ass, déi dacks an de Medien zum Virschái kénnt - an dat ass vláicht och gutt esou -, awer nach émmer eng Institutioun ass, déi eng effikass europäesch Kooperatioun erlaabt, vereinfacht an och erméglecht, am Kampf géint eng émmer méi dacks present grenziwerschreidend Kriminalitéit an Europa.

D'Kommissiou huet och mäi Rapport de leschte 25. Januar eestémmege approuvéiert. Duerfir géif ech lech am Numm vun der Kommissiou bidden, dee Projet de loi esou ze stëmmen, an am Numm vun der CSV-Fraktioun wäerte mer och mat vill Enthusiasmus dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Madame Flesch!

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP).- Merci, Här President. Et geet hei, wéi de Rapporteur et gesot huet, ém d'Adoptioun vun dräi Protokollen zu der Europolskonvention an zu der Modifikatioun vun den Artikelen 2 an 3 vum Gesetz vun 1998, wat déi Konvention approuvéiert huet.

Den éische Protokoll vum November 2000 gétt Europol nei Kompetenze beim Blanchiment d'argent en général. Den zweete Protokoll vum November 2002 gesait d'Méiglechkeet vir, dass Europol kann an Équipes communes d'enquête participéieren.

An deem Senn muss ech soen, Här President, hätt ech et méi logesch font, wann d'Chronologie vum Ordre du jour e bëssen eng aner geweisch wär, a wa mer fir d'éischte de Projet 5412 iwwert d'Équipes communes d'enquête gestëmmt hätten an dann de Protokoll Europol. Mä dat ännert näischt um Fong.

M. le Président.- Madame Flesch, dat war der Conférence des Présidents net opgefall. Voilà, mir maachen Amende honorable. Dir hutt awer Recht.

Mme Colette Flesch (DP).- Ech mengen, et ass awer wouer.

M. le Président.- Jo, Dir hutt Recht.

Mme Colette Flesch (DP).- Et ass kee Problem.

Schliesslech den drëtte Protokoll, dee gesait eng Partie Modifikatioun vir bei den Attributioun vum Conseil d'administration an esou weider.

Här President, ech wéll dem Rapporteur e Merci soen. Hien hat déi Saach esou gutt présentiert a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Rapport. Ech hunn hei mer eng ganz Partie Saachen opgeschriwwen. Ech wäert drop verzichten, drop anzegoen. Ech wäert mech senge Konklusionen ralliéieren. Mir wäerten als DP-Fraktioun déi dräi Article stëmmen, also domadder déi dräi Protokoller approuvéieren, an insgesamt de Projet de loi och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Klein wéllt d'Wuert elo.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, ech géing dem Rapporteur Merci soe fir sain ausférleche Rapport. Et geet hei ém d'Ausbreitung vun de Kompetenze vun Europol. Europol ass geschafé ginn am Senn vun der Ausweitung vun der Sécherheet am europäesch Raum. Deen heite Projet géinge mir selbstverständliche och als Fraktioun guttheeschen.

M. le Président.- Den zoustännege Minister, den Här Justizminister Luc Frieden, huet d'Wuert.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Jo, Här President!

M. le Président.- Oh, pardon!

(Interruption)

Jo, Dir waart net ageschriwwen, Här Braz, duerfir hunn ech lech d'Wuert net ginn.

Une voix.- Ooohhh!

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Et ass och ganz séier gesot: Och déi gréng Fraktioun bréngt hir Zoustémmeung.

M. le Président.- Très bien.

(Hilarité)

Sou, dann ass et elo um Minister. De Minister Luc Frieden!

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Här President, ech géing och direkt wéllen zu deenen zwee Projekte schwätzen, well effektiv - onofhängeg vun der Reieffolleg - gehéieren déi Sujeten hei an eng gemeinsam Linn. Nämlech souwuel Europol wéi d'Commissions d'enquête communes hunn zum Zil, an europäesch Sécherheitsfroen eng méi grouss europäesch Dimensionen mat eranzebrénggen. An ech mengen, jiddferee muss sech bewosst ginn, datt, wa mer déi grenziwerschreidend Kriminalitéit wéllen effikass bekämpfen, mer dann a Sécherheitsfroen och mussen europäesch denken.

Ze vill Loft am europäesch Conseil vun de Justiz- an Innemministeren, ze vill Loft awer och an den nationale Parlementer! Et besteet eng ganz staark Tendenz, fir a ville vun déise Froe vun der Justiz a vun der Polizei national ze denken an ze mengen, datt sain eege System deen eenzeg uerdenleche wär.

Ech hu mech am Numm vun der Létzebuerger Regierung um leschte Conseil vun de Justiz- a Polizeiministeren zu Wien derfir ausgeschwat, datt mer géingen an eng Richtung goen, fir Europol méi Kompetenzen ze ginn, och a verschidde Matière operationelle Kompetenzen, Matière, déi vun der Natur hier international sinn. Ech denken insbesondere u Matière wéi zum Beispill d'Criminalité informatique, d'"cybercriminality", wou jiddferee am Fong ganz séier u seng Limité stéisst.

Par ailleurs, mengen ech, datt Europol kénnt eng Zort Service Provider gi fir déi national Policen, och énnern anerem am Beräich vun enger Rei vun Datebanken, déi se kénnt fir eng Rei vu Policen op d'Be ställen. D'Équipes communes d'enquête sinn och e Schrëtt an déi Richtung, an duerfir sinn ech och frau festzestellen, datt d'Chamber hei an enger breeder Unanimitéit déi européesch Démarche énnerstéztzt.

Fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass, am Suivi vun dem Dépôt vun deenen zwee Projet-de-loien, wollt ech och selbstverständliche dem President a Rapporteur vun der Commission juridique, dem Här Santer, an allen Députéierte vun där Kommissiou e ganz häerzleche Merci soen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert dése Projet de loi 5405.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5405 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hett-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot (par M. Marc Angel), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Véronique Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmlinger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet 5412 iwwert d'Équipes communes d'enquête. Och hei ass den honorabelen Här Santer Rapporteur. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

7. 5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo wäert Der gewuer ginn, wat eng Équipe commune d'enquête ass.

Eent vun deene grondsätzlechen Ziler vun der Europäesch Unioun ass et, hire Bierger e Raum vu Fräieheit, Sécherheet a Recht ze garantieren. Dëst ambitiéist Zil soll duerch eng enk Zesummenaarbecht vu Police, Douane an deen nationale Justizautoritéit verwierklecht ginn, woubäi de Menschenrechte an de Grondfräiehette souwéi der Rechtsstátlichkeit, op därf d'Europäesch Unioun fousst, Rechnung gedroe gétt.

Et ass kloer, datt reng national Erméttlungen net duerginn, wann ee wéll effikass géint Terrorismus an organiséiert Kriminalitéit virgoen. Eng europäesch Kooperatioun um Niveau vun der Police an der Justiz ass gefuerert. Spéitsens zénter der Realisation vum europäesch Bannemaart an dem Ofbau vun de Bannegrenzen am europäesch Raum si gemeinsam Léisungen a Regelen op dem

Plang vun der Sécherheet an der Justiz noutwendeg ginn.

Enn den 80er, Ufank den 90er Jore vum leschte Jor huet sech der Beräich vun der Sécherheet am europäesch Raum verändert. Dës Konventionen ass awer ni a Kraaft getrueden, well se ni vun alle Memberstate ratifiziert goufen. Duerfir hu verschidde Memberstate bi- oder multilateral Initiative geholl, ouni awer all d'Memberstate mat anzubannen. Den Accord vu Schengen, deen 1985 téschent de Benelux-Staten, Frankräich an Däitschland énnerschriwwen gouf, ass e gutt Beispill dofir.

Den Traité vun Amsterdam vun 1997 stellt en décisivé Schratt duer, wat d'Zesummenaarbecht, virun allem am Beräich vun der Justiz, ugeet. Et ass deen Traité, d'fir d'éische Kéier vun der Noutwendegkeet schwätz, e Raum vu Fräieheit, Sécherheet a Recht ze schafen. Dëst neit Konzept erfuerert nei Solutionen, déi iwwert d'zwéscostaatlech Kooperatioun am Kader vu Justiz a Police erausginn.

1999 huet den Europäesch Rot zu Tampere den Opbau vu gemeinsamen Erméttlungsequipen entschied. Dës Gruppe sollen d'Zesummenaarbecht téschent den Autoritéit vun den einzelne Memberstate während den Erméttlungen iwwert d'grenziwerschreidend Kriminalaktivitéit verbessernen. Am Mee 2002 gouf doropshin eng Konvention ausgeschafft, déi d'Schafe vu sou genannten «Équipes communes d'enquête» festgehalen huet.

Dës Konvention ass leider net an alle Memberstate ratifiziert ginn an dowéinst och net a Kraaft getrueden. Well d'Erméttlungsequipen awer an den Ae vum Conseil européen e wichtegt Instrument zur Bekämpfung vun Terrorismus a Kriminalitéit duerstellen, huet de Conseil sech entscheid, iwwert de Wee vun enger Décision-cadre, déi méi stringent ass wéi eng Konvention, ze fueren. Et ass d'Décision-cadre vum 13. Juni 2002, déi mer elo émsetzen. An déi Décision-cadre iwwerhëlt natierlech d'Dispositiounen vun der net a Kraaft geprüfener Konvention.

De virleide Gesetzesprojet schaft also de legale Kader fir d'Grénnung vu gemeinsamen Erméttlungsequipen. Zwee oder méi Memberstaaten dierfen am Kader vun enger strofrechtecher Erméttlung op eng gemeinsam Erméttlungsgrupp zréckgräifen, wann d'Faité grenziwerschreidend sinn oder d'Erméttlung eng koordinéiert a concertéiert...

(Coup de cloche de la Présidence)

...Aktioun oder d'Asetze vu wichtige Moyene viraussetzt. All Strof dot krimineller oder deliktueller Natur kann d'Asetze vun enger Équipe commune d'enquête rechtfertigen.

D'Schafe vun esou enger Équipe commune d'enquête geschitt am Kader vun enger Demande d'entraide judiciaire.

Wa Létzebuerger d'Asetze vun enger Erméttlungsequipe freeet, da schéckt entweder den Untersuchungsrichter oder de Procureur d'Demande un déi concernéiert Memberstaaten eraus. Wann en anert Land d'Asetze vun esou enger Équipe ufreet, déi zu Létzebuerger operéiere soll, dat gétt d'Demande d'entraide judiciaire un de Procureur général d'Etat adresséiert. Dann ass et um Procureur général d'Etat ze entscheiden, wien d'Autorité responsable ass: Ob dat den Untersuchungsrichter, wann eng Instruktioun schonn zu Létzebuerger ass, oder de Procureur d'Etat ass.

De Procureur général d'Etat, als Autorité réceptrice, kann awer och d'Demande d'entraide op hir Op-

portunitéit hi kontrolléieren. D'Kommission huet sech hei um Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire en matière pénale inspiréiert. Am Kader vun deem Gesetz a vun dësem Projet däerf de Procureur général d'Etat a verschidene Fäll eng Demande d'entraide refuséieren, wann d'Sécherheet vu Létzebuerger oder den Ordre public a Gefor sinn, oder wann et sech ém politesch oder steierlech Infraktiounen handelt.

A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot gemengt, dëse Contrôle d'opportunité géif ze wält goen. Et kéint een net esou einfach op d'Dispositiounen vum Gesetz vun 2000 iwwert d'Entraide judiciaire zréckgräifen, well et sech hei bei den Erméttlungsequipen net némme ém de Volet Justice handelt, mä och ém de Volet Police.

Opgrond vu Beispiller, wéi an anere Memberstaaten - wéi a Frankräich - déi Décision-cadre émgesat ginn ass, an och well d'Police judiciaire awer nach émmer een Deel vun der Justiz ass, ass d'Kommission beim Statsrot sengem Amendement bliwwen.

D'Schafe vun enger Équipe commune d'enquête gétt dann an engem schréftlechen Accord festgehalen, wou d'Zesummesetzung vun därf Equipe fest defineert gétt. Hei können dann och Vertreider aus internationalem Institutioone wéi Europol oder aus Dréttstaaten als Observateur matmaachen. D'Operatiounen énnerstinn dem Létzebuerger Recht a ginn énnert der Kontroll vun engem Untersuchungsrichter oder dem Parquet geleet.

Wann den Erméttlungsgrupp zu Létzebuerger operéiert, können auslännesch Membere vun dëser Equipe der Enquête oder Instruktioun baiwunnen, es sei denn natierlech, de Responsable vun der Equipe, deen e Létzebuerger ass, géif sech dergéint entscheiden. Si können och mat Duerchférungs vu bestëmmte Moossname befaast ginn, déi normalerweis der Police judiciaire virenhale sinn, insofern déi zoustänneg létzebuergesch an auslännesch Autoritéiten esou eng Intervention autoriséieren an natierlech e létzebuerger Officier de police judiciaire present ass.

Wann et sech och als noutwendeg erweise sollt, datt Erméttlungs-moosnamen zu Létzebuerger musse geholl ginn, wann eng Équipe commune d'enquête am Ausland operéiert, da können déi létzebuergesch Membere vun därf Equipe commune d'enquête hei zu Létzebuerger däi zoustänneg Autoritéit mat deene Moosname befaassen, ouni müssen natierlech iwwer eng Commission rogatoire internationale ze fueren, wat vill méi Zäit an Usproch hëlt.

Wann eng Équipe commune d'enquête zu Létzebuerger ass, iwwerhëlt natierlech Létzebuerger d'Verantwörting fir all Schued, deen duerch déi hei zu Létzebuerger operéierend Équipe commune d'enquête entstanen ass. Och ass Létzebuerger responsabel, wa Schied duerch e Létzebuerger Member vun enger Équipe commune d'enquête, déi am Ausland operéiert, entstinn.

Här President, déi europäesch Konstruktioun spilt émmer méi eng grouss Roll am Kader vu Sécherheet a Justiz. D'Zil ass et, eng «Europe judiciaire» ze schafen. Dëse Prozess vun enger «Europe judiciaire» muss esou séier wéi méiglech virugedriwwen ginn, well d'terroristes Aktivitéiten an déi grenziwerschreidend Kriminalitéit d'Grenze vun den nationale Justizsystemer verdäitlechen. Eng Équipe commune d'enquête ass eng konkret Léisung, fir den nationale Justizsystemer ze erläben, zesummenzeschaffen, Enquêteen zesummen duerchzeféieren, woubäi heimadder wéi bei Europol den Informationsaustausch vun wesentlicher Bedeutung am Kampf géint d'Kriminalitéit ass.

gouf och gläich schonn eng Dispositioun aus enger Direktiv agebaut, déi nach guer keng ass. Et handelt sech ém e Richtlinieprojet, also ém eng Direktiv oder e Projet de directive, iwwert dée sech am Oktober zu Bréissel gëeenecht gouf an dee sech op d'Kontroll vun de Joresofschlëss an de konsolidéierte Konte bezitt. Fir déi vun lech, déi et ganz genau wësse wëllen: Et geet ém d'Transparenz an ém d'Publikatioun vun den Honorairë vun deene gesetzlech virgeschriwwene Kontrolleuren, am Volleksmond och Réviseur genannt.

Dès virgezunnen Émsetting mécht Sénn, well se dem Législateur erspuert, deemnächst schonn erëm un dëst Gesetz flécke goen ze müssen. Op där anerer Sait awer war dem Statsrot seng Remarque duerchaus pertinent, dee gesot huet, et kënnt een net am Libellé vun engem Gesetz eng Direktiv ernimmen, déi et nach net gëtt. Dofir ass dann och deen Deel aus dem Titel vum Gesetz gestrach ginn - wat deem Ganze kaum Ofbroch deet, well dee Libellé ass och esou nach laang genuch, wéi Der konnt gesinn.

Wat heesch dat alles elo an der Praxis fir déi betraffen Entreprises, also an dësem Fall fir eis Banken?

Mä genau geholl däerft et hinnen net allze wéidinn, well et kommen eigentlech némnen dräi vun deene ronn 150 Banken a Fro, an zwar déi dräi, déi hei op der Bourse cotéiert sinn. Dat ass awer Theorie, well a Wierklechkeet verhält et sech e bëssen anescht.

(Interruptions)

Engersäits hu mer gesinn, datt et deenen eenzelne Memberstaten iwwerlooss ass, d'IAS-Regele méi oder manner breet bei sech unzenden, sou datt um Enn net némnen déi op der Bourse cotéiert Haiser beträff wäerte sinn, mä och déi aner.

Op där anerer Sait däerft een net vergiessen, datt bei eis bal all Banken zu internationale Gruppe gehéieren, also zu Mammen, déi hierrsäits dozou ugehale sinn, den IAS-Référentiel unzwendend, an déi dofir selbstverständliche drop bestoe wäerten, datt hir Duechtern, also déi, déi bei eis hei sinn, no deeneselwechte Regele bilanzéieren. Also geet den IAS all eis Banken un, och wann dése Projet theoretesch de Choix léisst, net némnen ob, mä och wéi eng vun den IAS-Regelen iwwerholl gëtt.

■ Une voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.- Et stéiert och dofir kee sech weider drun, datt d'CSSF als Opsichtsautoritéit ugekënnegt huet, datt si no enger Iwwergankszäit, wou se de Banken effektiv nach de Choix léisst, vun 2008 u verlaagt, datt d'Gewënn- a Verloschtrechnung an de Bilan IAS-konform musse sinn.

Dat huet säi Grond: 2008 féiert d'CSSF en neie Reportingmodell an, deen d'Banke benotze müssen, fir hir Resultater bei hirer Opsicht ze mellen. An deen neie Modell wäert iwwregens net némmen um IAS-Référentiel baseieren, mä och op der CAD III.

Sou, wat ass dat dann elo erëm?

Mä CAD steet fir „Capital Adequacy Directive“ a féiert nei Kapitaldeckungsregelen an, déi énnert dem Fachbegréff - ech hat et énescht gesot - Basel 2 zesummegezammert goufen an déi d'Kreditwiesen net némmen e bëssen däerften duerchernee réselen. Mä alles zu senger Zäit. Doriwwer schwätze mer, wann et an e puer Méint esou wäit ass, a mir opgeruff sinn, d'CAD III émzesetzen.

Fir den Ablack geet eis den IAS-Pak duer, deen ech lech elo kuerz virgestallt huet an deen unzuhuelen ech lech némmen empfehlé kann. Ech jiddefalls däerft den Accord vu menger Fraktioune bâisteieren an lech Merci soe fir Å Op-miersamkeet.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass d'Fraktioune mer zoustëmmen, wann ech am Numm vun hinnen allegueren dem honorablen Här Thiel Merci soe fir deen detaillierte Bericht,...

(Interruptions et hilarité)

...deen technesch zimlech kompliziérert war. Ech weess net, ob mer allegueren alles verstanen huet.

■ Une voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Hien huet sech op jidde Fall vill Méi ginn, fir eis ze explizéieren, ém wat dass et geet, an ech denken, dass, wann d'Regierung deem näisch bázice flécken huet, mer direkt zur Ofstëmmung iwwert dése Projet komme kënnten.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5429 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Muttsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir huet elo nach zwee Projet-deloi, zwee Steierofkommëssen, eent mat Lettland an eent mat Litauen. Et ass net némmen esou, dass déi zwee Länner geographesch net esou wäit auserneen sinn, mä och de Fong vun deene zwee Projete gläicht sech. Deem entspriechend, mengen ech, wär den Här Haupert bereet, de Rapport vun deene zwee Projeten an engem ze maachen.

Ass d'Chamber domadder averstan?

(Assentiment et brouhaha général)

Dann ass et esou décidiert.

Den Här Haupert...

(Brouhaha général)

Den Här Haupert huet d'Wuert elo, fir déi zwee Steierofkommëssen mat Lettland a mat Litauen ze presentéieren!

10. 5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-

Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'imôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'imôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert (CSV), rapporteur.- Mat Ärem Accord, Här President, wäert ech dat maachen.

Déi zwee Projeten handelen ém d'Approbation vun deene zwee Duebelbesteierungsofkommen mat Litauen a mat Lettland. D'Zil - Dir wéssst et - vun dem Duebelbesteierungsofkommen ass, fir d'Besteierung vu Personen a vu Betriber, déi an deenen zwee Länner täteg sinn, richteg ze erstellen, an zwar fir engersäits déi besteierbar Revenueen ze erfaassen an op där anerer Sait awer och d'duebel Besteierung ze verhënneren.

Dés Accordé si wichteg fir déi wirtschaftliche Relationen téschent deenen zwee Länner ze förderen. Éischtens emol, dass d'Entreprise vun deem enge Land an dat anert Land kënne goen, ouni dass hir Benefisser, déi se do realiséieren, zweemol besteiert ginn, an anersäits ass et awer och besonnesch wichteg, fir d'Investissementer vun de Leit vun deem enge Land an dat anert Land ze förderen.

Lettland a Litauen, Dir wéssst, dass déi virun annerhallwem Joer der Europäischer Unioun bâigetruede sinn, déi zwee baltesch Länner, déi ufanks den 90er Jore fräi gi sinn, dat heesch, hir Eegestänngkeet kritt huet. Dat huet fir si natierlech bedéngt, dass se ufanks vill Schwierigkeiten an hirer wirtschaftlicher Entwicklung haten. Si huet ee vun hire gréissste Partner verluer, dat heesch d'Sowjetunioun, a si huet eben an Ufank vun den 90er Jore misse struwwelen, fir sech wirtschaftlich ze entwéckelen. Haut sinn et awer déi Länner, déi am Kader vun der Europäischer Unioun déi gréissste wirtschaftliche Progressioun ze verzeichnen huet.

Déi zweu Konventionen lehne sech ganz staark un de Modèle type vun de Konventionen, déi d'OCDE fir hir Länner virgeschriwwen huet, un. Si droe selbstverständlich, wéi all Konvention, déi mer mat anere Länner ofschléissen, der spezifischer Situation vun deene zwee Länner Rechnung, a wa mer se haut zesumme kënnen traitéieren, sou ass dat, well déi zweu Konventionen sech ähnele wéi een Ee deem aneren, mat liichten, onwesentleche Varianten.

Ech kann och gläich soen, dass déi zweu Konventionen keng steierlech Abousse fir eist Land no sech zéien, well mer op där engem

Sait vläicht Steieren net erakréien, op där anerer Sait awer duerch déi ekonomesch Relationen, déi sech duerch dëst Ofkommen intensivéieren, méi ekonomesch Aktivitéit gefördert ginn, an dass mer doduerch weider Steieren erakräien. Ech wäert mech och a menge Rapport hei just beschränken op déi wesentlech Ofweichungen, déi déi zweu Konventionen vis-à-vis vun der OCDE mat sech bréngen.

Déi éischt Ofwächung ass déi vun der Zourechnung vun enger Enterprise zu engem Land, dat heesch, a wellechem Land soll eng Enterprise besteiert ginn. An der Convention type vun der OCDE heesch et, dass déi Entreprises do besteiert ginn, wou se hir effektiv Direktioun, hire Sétz huet. Hei an déser Konvention gëtt net vun dem effektive Sétz vun der Direktion geschwat, mä déi Entreprise sollen do besteiert ginn, wou den Exploitant vun der Enterprise seng Résidence huet.

Dat bréngt mat sech, dass mer Problemer huet, wann eng Gesellschaft soll besteiert ginn: Wien ass den effektiven Exploitant vun d'r Gesellschaft? Duerfir soen déi zweu Konventionen, dass dann déi zwee Länner sech sollen eens ginn, wou d'Besteierung stattféiert. Eng zweet Divergenz vis-à-vis vun der OCDE-Konvention ass déi vun den Dividenden. Wéi all Konvention, déi mer mat engem anere Land huet, hält Lëtzebuerg émmer drop, dass och déi Benefisser, déi un Netaktionären, dat heesch un D'Alleurs de fonds verdeelt ginn, en rémunération vun hirer Mise, déi se an déi Gesellschaft gemaach huet, oder am Fall vun engem Beséutzer vun enger Obligation, wann déi Obligation nieft engem festen Zénszaz och nach eng Particiaption un dem Benefiss vun d'r Gesellschaft huet, da ginn also déi Rémunération vun deene Crédancen och als Dividend considéréert. Dat ass also net esou an der Convention type vun der OCDE virgesinn.

Wat d'Dividenden ubelaangt, gësäit d'OCDE eng Retenue à la source an deem Land vir, wou de Benefiss ausgeschott gëtt. D'Konvention gesäßt do eng Retenue à la source vu 15% vir. An der Konvention vu Lettland geset mer eng Retenue à la source vu 10% vir, an der Konvention mat Litauen eng vu 5%.

Wat d'Zénsen ubelaangt - némmen téschent Klammer, et ass keng Ofwächung vun der Convention type -, do ass eng Retenue à la source vu 10% an deene zweu Konventionen virgesinn, esou wéi dat och an der Convention type festgehalen ass.

Eng aner Ofwächung ass déi vun der Besteierung vun de Redevances op d'Breveten an d'Droits d'auteur oder den Usage vun Équipement. Do ass an der Convention type vun der OCDE keng Retenue à la source virgesinn. An dësen zweu Konventionen ass eng Retenue à la source vu 5 respektiv 10% virgesinn, jee nodeems ém wellech Redevance et sech handelt.

Wat een och nach hei berücksichtigen oder ervirhiewe muss, dat ass, dass an der Konvention - oder villméis an engem Protokoll, deen un d'Konvention ugħeġaġen ass - eng Clause de la nation la plus favorisée, wat d'Redevances an d'Zénsen ubelaangt, dran ass. Dat wéllt heesch, wann, nodeem dass déi Konvention hei ofgeschloss an adoptéiert ass, eent vun deene Länner engem anere Land vill méi eng favorabel Besteierung, wat d'Zéns respektiv d'Redevances ubelaangt, bitt, da sollen déi Länner hei vun dëser Konvention och vun deem méi gënschtege Regime profitéieren.

Dann eng Ofwächung vun der Convention type, déi Lëtzebuerg émmer an hire Konventionen niddereschreift, dat ass déi vun der Besteierung vun de Pensiounen vu

Leit, déi am Privatsecteur geschafft huet. An der Konvention OCDE ass virgesinn, dass déi Besteierung do geschitt, wou de Bénéficiaire wunnt. Vu dass awer de Lëtzebuerg Stat en Dréttel vun de Cotisationen vun de Pensiounen vun den eenzelne Leit bezilt, geset mer émmer an eise Konventionen vir, dass déi Besteierung do stattféiert, wou déi Pensioun ausbezelt gëtt, dat heesch, déi Pensiounen, déi mer a Lettland respektiv Litauen sollen eng Kéier bezuelen, déi ginn och hei zu Lëtzebuerg besteiert.

Da sinn natierlech och op Wunsch vun deene zwee Länner an der Konvention nach spezial Dispositiounen iwwert d'Aktivitéit virgesinn, déi sech um Mier ofwéckelen, wou mir selbstverständliche keng gréisser Problemer huet. Wat elo d'Verhénnerung vun der Duebelbesteierung ubelaangt, do huet Lëtzebuerg optéiert fir de Réglime de l'exemption. Dat wéllt heesch, dass déi Steieren, déi e Lëtzebuerg schonn a Litauen respektiv Lettland bezuelt huet op Revenuen, dass déi Revenuen dann exempts d'impôts hei zu Lëtzebuerg sinn. Déi zwee Länner huet awer de Système d'imputation gewielt, dat heesch, déi Steieren, déi se hei zu Lëtzebuerg bezuelen, ginn hinen a Litauen respektiv Lettland un hirer Besteierung ugerechent.

Bei deenen zweu Konventionen handelt et sech ém déi 46. respektiv 47. Konvention vun engem Duebelbesteierungsofkommen, déi mer mat Länner gemaach huet. Eelef weider Konventionen sinn nach an Aarbecht., sou och déi mat Indien, déi awer de Moment op Áis geluecht ginn ass, wéinst d'r bekannter Situatioun.

No dëser Konvention hu mer mat 22 Länner aus der EU eng Konvention iwwert d'Duebelbesteierung ofgeschloss. Et feelen de Moment nach Estland an Zypern. Déi Konvention mat Estland ass an Ausarbeitung.

De Statsrot huet bei deenen zweu Konventionen hei en Avis favorable ausgeschwat. D'Kommission huet och déi zwee Rapporten unanime ugeholl, an ech ginn heimat den Accord vun eiser Fraktion a soen lech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert, fir déi ausférlech Berichter. Den Här Minister Luc Frieden freet kuerz d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Här President, ech wollt just soen, dass déi Duebelbesteierungsofkommen extrem wichtig si fir den Handel téschent eisem Land an deene Länner, mat deenen déi Konvention gemaach ginn. Et ass also e wichtige Standortavantage, och déi Duebelbesteierungsofkommen ze huet, och mat deenen zwee Länner, wou dat de Mëtten hei diskutéiert gëtt. Duerfir wollt ech och am Numm vun der Regierung dem Här Haupert Merci soen.

Ech wollt just par rapport zu senger Interventioun vun elo grad soen, dass d'Regierung selbstverständlich d'Négociationen weiderféiert mat Indien betreffend d'Duebelbesteierungsofkommen, datt Géspéicher an deem Senn mat der indescher Regierung gëschtert statfonnt huet, an datt mer och hoffen, datt deen Accord a ganz kuerzer Zäit kann ofgeschlossen ginn, well hei geet et drëm, téschent Lëtzebuerg an Indien, wat e grouss Land ass, déi Accorden an déi Négociationen, déi virun engem Joer ugefaang gi sinn, och erfollegräich ofzeschleissen. Duerfir wollt ech d'Chamber dorriwwer informéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Grethen huet d'Wuert nach gefrot.

M. Henri Grethen (DP).- Jo, Här President, ech wollt den Här Minister froen, ob et richteg ass, dass d'Regierung amgaang wier, den Accord de non double imposition mat Frankräich ze renégociéieren?

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Här President, ech kann dem Här Grethen déi Fro net beäntwerten, ech muss do beim Finanzminister respektiv bei der Steierverwaltung nofroen. Ech si jo net direkt zoustänneg fir d'Duebelbesteierungsofommessen. Duerfir géing ech dem Här Grethen déi Antwort gären noreechen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Fir d'éischt de Projet de loi 5460 betreffend d'Steierofkommes mat Lettland.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Une voix.- Här President, d'Procuratioun geet net!

M. le Président.- De Projet de loi 5460 ass ugehol mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaeß, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen.

Doënne ass eng Procuratioun net gaangen.

Une autre voix.- Et geet iwerhaapt net!

M. le Président.- Et war dem President säi Feeler.

Voilà. Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzbuerguer Journal, Zeitung vum Lëtzbuerguer Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Communications	page 246	1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
Ordre du jour	page 246	2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
Heure de questions au Gouvernement		3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	pages 246-247	pages 267-274
- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports	page 247	page 281
- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	page 247	Dépôt d'un projet de loi
- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	pages 247-248	page 275
- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux de Esch-Beval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	page 248	Questions urgentes N°920 de M. Jean Huss, N°921 de M. Claude Meisch et N°922 de M. Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire
- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de paiement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	pages 248-249	pages 275-277
- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de ménigrite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 249	Dépôt d'une résolution
- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	page 249	4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution et
- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	pages 249-250	4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution
- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	page 250	pages 277-281
- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	page 250	5405 - Projet de loi portant approbation
Question avec débat N°5 de M. Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement	pages 250-251	1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;
Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures	pages 251-254	2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les priviléges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et
5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec		3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003
- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et		5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête
- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)	pages 254-257	pages 282-283
4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention	pages 258-267	5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004		- à la 14 ^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;
		- à la 8 ^e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement
		5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:
		- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;
		- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;
		- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance
		5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004
		et
		5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004
		pages 284-285
Ordre du jour		pages 285

Dann de Projet de loi 5473 mat Li-tauen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5473 ass ugehol mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaeß, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roland Schreiner), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

11. Ordre du jour

Mir hunn dann nach d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Mehlen déposéiert huet, betreffend Guantánamo. Et si verschidden Deputéiert u mech erugetrueden, och

déi eng oder aner Fraktioun, déi gesot hunn, dass et schwierig wär, well dee Rapport eréischt géschter publizéiert ginn ass, an déi meesch nach net d'Méiglechkeet haten, fir Asiicht an dee Rapport ze huelen, ob et net méiglech wär, dass mer déi Resolutioun hei géffen an d'Kommissioun ginn a se dann an där nächster éischter Sitzung vun der Chamber géife gegebenfalls op den Ordre du jour huelen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Jo.

M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dái nächst Sitzunge sinn de 14., 15. a 16. Mäerz. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech matgedeckt. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 8 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0640	MM. Ali KAES et Marc Spautz	Introduction du tachygraphe numérique dans le domaine du transport routier
Session ordinaire 2005-2006		
0677	MM. Ali KAES, Marcel Oberweis et Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
0782	M. Robert Mehlen	Théâtre romain à Dalheim
0784	M. Xavier Bettel	Transposition des directives européennes
0811	M. Claude Adam	Construction d'un lycée à Mersch
0813	M. Romain Schneider	Qualification du médecin assumant l'assistance opératoire
0821	M. Robert Mehlen	Taxe sur le recyclage des équipements électriques et électroniques
0823	M. Claude Meisch	Fermeture du réseau routier aux poids lourds en cas d'intempéries
0824	Mme Anne Brasseur	Déficit de l'attention
0825	MM. Marcel Oberweis et Marco Schank	Accès aux parkings souterrains pour les véhicules à gaz naturel
0835	Mme Anne Brasseur	Système d'enseignement luxembourgeois
0842	M. Aly Jaerling	Lazaret pour animaux
0843	M. Henri Grethen	Réglementation du droit de grève des agents des CFL
0846	M. Ali KAES	Financement des formations pour adultes offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC)
0847	M. Jean-Pierre Koeppl	Lycée technique d'Ettelbruck
0848	M. Carlo Wagner	Carence en iodé
0850	Mme Claudia Dall'Agnol	Jours scolaires libres pour fêtes religieuses
0851	M. Robert Mehlen	Remembrement rural
0852	Mme Claudia Dall'Agnol	Lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme
0855	M. Ali KAES	Bâtiment voyageurs de la gare de Wiltz
0856	M. Laurent Mosar	Ratification de la Convention de l'ONU contre la corruption, signée à Mérida (Mexique), le 10 décembre 2003
0857	M. Claude Meisch	Mise en œuvre de travaux extraordinaires d'intérêt général pour assurer l'emploi des personnes détachées de leur entreprise d'origine
0859	Mme Claudia Dall'Agnol	Amélioration des services de garde de nuit assurés par les médecins généralistes
0861	M. Xavier Bettel	Projet «Eurocap-Rail» (connexion par chemin de fer des trois villes-sièges de l'Union européenne - Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg)
0863	M. Carlo Wagner	Médecine préventive
0864	M. Charles Goerens	Emploi d'armes nucléaires
0865	M. Carlo Wagner	Brochure distribuée par le Ministère de la Santé sur l'alimentation des enfants
0866 urgente cf. 0867	M. Robert Mehlen	Perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg
0867 cf. 0866 urgente	M. Xavier Bettel	Perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg
0870	M. Xavier Bettel	Délégué à l'égalité des chances entre femmes et hommes
0874	M. Ben Fayot	Obtention du grade de «bachelor» et de «master» de l'Université du Luxembourg
0876	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Critères de promotion
0880	M. Xavier Bettel	Poursuites pour des contraventions au Code de la Route commises en France
0888	M. Charles Goerens	Soutien au développement rural
0891	M. Xavier Bettel	Actes d'agression contre les clients et le personnel d'accompagnement dans les moyens de transports publics
0893	M. Camille Gira	Chasse en battue dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald
0894	M. Xavier Bettel	Distribution de seringues stériles aux toxicomanes au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
0899	M. Camille Gira	Fonds spécial de la chasse
0960 urgente	M. Jacques-Yves Henckes	Mesures de précaution dans le cadre de la grippe aviaire

Session ordinaire 2004-2005

Question 0640 (5.10.2005) de MM. Ali KAES et Marc Spautz (CSV) concernant l'**introduction du tachygraphe numérique dans le domaine du transport routier**:

En août 2005, la Commission européenne a décidé de prolonger une dernière fois jusqu'au 31 décembre 2005 la période de tolérance pour l'introduction du tachygraphe numérique, initialement prévue pour le 5 août 2005 (la date limite prévue par le règlement CE N°2135/98 était fixée au 5 août 2004). L'introduction du tachygraphe digital sur les véhicules utilitaires, autobus et autocars a pour but de renforcer la sécurité routière en facilitant le contrôle du respect des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

Vu que l'équipement en question sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2006, les entreprises du secteur des autobus privés sont en train de s'équiper des nouveaux tachygraphes dont le coût s'élève à environ 75 € par chauffeur.

Selon nos informations, certains employeurs ne sont pas prêts d'en supporter le coût eux-mêmes mais imposent à leurs chauffeurs le paiement de cette somme.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Transports et du Travail:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les faits susmentionnés?

- Messieurs les Ministres estiment-ils également que les coûts de transformation doivent être supportés par le personnel roulant et non par les entreprises du secteur des autobus privés? Dans la négative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation?

Réponse commune (7.2.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports et de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Les honorables Députés s'enquérissent sur les incidences financières de l'introduction du tachygraphe digital pour le personnel roulant.

Il importe de préciser tout d'abord que le prix de 74 € ne constitue pas le prix de l'équipement du tachygraphe digital, mais le prix d'une carte à puce électronique requise pour opérer le tachygraphe digital. Il existe quatre types différents de cartes: la carte de conducteur, la carte d'entreprise, la carte de contrôle et la carte d'atelier.

Le coût des tachygraphes digitaux eux-mêmes ainsi que celui de leur installation dans les véhicules lourds seront à charge des entreprises procédant à l'acquisition de véhicules munis de tels tachygraphes.

Quant à la question de savoir qui doit assumer le coût de la carte de conducteur, le Gouvernement tient tout d'abord à relever que la carte de conducteur est à considérer comme instrument de travail à l'instar des disques tachygraphiques. La carte de conducteur est cependant établie à titre personnel au nom du chauffeur qui en fait la demande. Un chauffeur changeant d'employeur doit continuer à utiliser sa carte de conducteur sur les véhicules de son nouvel employeur. Par ailleurs, chaque chauffeur doit se procurer sa carte personnelle dans son pays de résidence en respectant la réglementation nationale respective, même s'il travaille pour une entreprise établie dans un autre État membre.

Dès lors, la question de la prise en charge du prix d'acquisition de la carte de conducteur devrait être

sujette à négociation entre les partenaires sociaux dans le cadre des accords professionnels.

Session ordinaire 2005-2006

Question 0677 (20.10.2005) de MM. Ali KAES, Marcel Oberweis et Marc Spautz (CSV) concernant la **création d'emplois au Luxembourg**:

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire d'automne le 15 octobre 2005, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé la création de 8.731 emplois en l'espace d'une année en soulignant que le Luxembourg continuait à être un site économique intéressant pour les entreprises.

Il est vrai que notre politique des coûts salariaux modérés est un atout particulièrement attrayant pour les entreprises. Malheureusement, tout établissement d'entreprise au Grand-Duché ne se traduit pas par une création nette d'emplois qui peuvent profiter aux salariés résidents voire aux frontaliers.

En effet, de nombreux nouveaux emplois sont purement fictifs. La faillite de la société Eclipse Airline qui a fait couler beaucoup d'encre ce printemps en est l'exemple type. Cette société d'aviation civile était établie au Luxembourg, alors même qu'aucun de ses avions n'a jamais atterri sur le sol luxembourgeois et qu'elle employait des pilotes non communautaires pour lesquels aucune demande de permis de travail n'a jamais été déposée auprès des autorités luxembourgeoises compétentes.

Notre politique des coûts salariaux attire également de nombreuses entreprises étrangères notamment allemandes qui s'établissent au Luxembourg avec leurs salariés recrutés à l'étranger.

Dans ce contexte les soussignés auraient aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans quels secteurs et/ou branches économiques ces nouveaux emplois ont-ils été créés?

- Parmi les 8.731 emplois créés, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels mais transférés et non créés? En d'autres termes: Quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?

Réponse complémentaire (7.2.2006) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la lettre citée en référence, il convient de préciser, en complément des éléments d'information, qu'une étroite collaboration entre le Statec et l'IGSS ainsi qu'un affinement de l'analyse des fichiers de l'IGSS et du Statec devraient permettre à l'avenir de mieux cerner la problématique de la création d'emplois.

Ainsi l'IGSS devrait, à titre d'exemple, à partir du 2^e trimestre 2006 être en mesure de signaler le nombre de salariés en détachement¹ dans leurs fichiers sur l'emploi régulièrement transmis au Statec.

Notons également que le CASS (Centre d'Affiliation de la Sécurité Sociale) a introduit à partir du 1^{er} mai 2005 de nouvelles variables dans leur déclaration d'entrée pour les nouvelles affiliations tels le type de contrat (CDD, CDI), le lieu de travail réel, le but étant de disposer à moyen terme de ce type d'information pour tous les affiliés.

Finalement, le Statec, en collaboration avec l'IGSS, se propose de faire une note de synthèse sur la problématique de la création d'emplois dès que les nouvelles données seront disponibles.

¹ On entend par détachement le fait qu'un travailleur soit envoyé par son employeur sur le territoire d'un autre Etat membre afin d'y effectuer temporairement un travail pour celui-ci.

Question 0782 (5.12.2005) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le théâtre romain à Dalheim:

De réimeschen Theater zu Duelem ass eng Geschichtouni Enn. Op eng entspreechend parlamentaresch Ufro (N°1482), déi ech de 15. Januar 2002 gestallt hat (*cf. compte rendu N°4/2001-2002*), hunn ech vun der deemoleger Kulturministesch geäntwert kritt, de Kulturministère wär amgaangen e „Comité scientifique“ ze schafen, fir enner anerem der Regierung Virschlái ze maachen. Op der Platz ass bis elo nach näisch geschitt an d'Iwwerreschter vum Theater hunn duerch Reen a Frascht bedauerlecherweis ewell zum Deel béis Schued gelidden.

Aus engem rezenten Interview mat der Madame Statssekretärin am Kulturministère (Wort 24. November 2005) ass gewuer ze ginn, datt mat enger „Vorstudie“ ugefaange gi wär, déi awer aus „organisatoresche“ Grënn nach net hätt kënnten zu Enn bruecht ginn.

Dann heescht et awer, op Basis vun der „Vorstudie“ géif de Moment vun engem Expert eng „Studie“ ausgeschafft, déi zu engem „Gesamtkonzept“ féiere sollt. Wéini dës Etüd fäerdeg wär a weini mat den Aarbechte kénnt ugefaange ginn, wär awer nach net ofzege-sinn. Dës räichlech konfus Situatioun bréngt mech derzou, déi hei-te Froen un lech ze riichten:

1. Wéini ass dee virgenannten „Comité scientifique“ geschaf ginn, a wie gehéiert désem Gremium un? Wat huet dése Comité bis elo konkret u Propositiounen virgeluecht?

2. Wat waren déi „organisatoresch Grënn“, déi derzou gefouert hunn, datt déi genannte „Vorabstudie“ nach net konnt zu Enn bruecht ginn?

3. Wéi kann en Expert op Basis vun enger „Vorabstudie“, déi nach net fäerdeg ass, eng Etüd ausschaffen, wann dat sollt eng seriö Aarbecht ginn? Wien ass dësen Expert?

4. Sidd Dir net och der Meenung, datt, gemooss um Fortgang vun aneren Aarbechten uechert d'Land, dës oméiglech Situatioun vum réimeschen Theater zu Duelem ewell vill ze laang dauert an et eigentlech onbegräiflich ass, datt bal véier Joer no der Ukkennegung vum „Comité scientifique“ nach èmmer studéiert gëtt, ouni Aussicht op e konkreten Délai wéini dës Etüd sollt fäerdeg sinn.

5. Wéi seriö kann een d'Deklaratioun vun der Regierung huelen, datt dësem „Site exceptionnel“ eng „Attention particulière“ géif zoukommen?

Réponse (1.2.2006) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

De „Comité scientifique“ fir de réimeschen Theater zu Duelem ass den 19. Abrëll 2004 vun der deemoleger Ministesch, der Madame Erna Hennicot-Schoepges geschaf ginn. Niewent de Létzebuerger Vertrieber vum Ministère de la Culture, vum Service des Sites et Monuments a vum Musée national d'Histoire et d'Art gehéieren deem Comité folgend auslännesch Experten un:

- de Prof. Dr. Gundolf Precht, fréieren Direkter vum Archäologesche Park Xanten

- den Dr. Meinrad N. Filgis, fréieren Archäolog an Architekt vum LDA Baden-Württemberg a Responsabele vum Projet vun den Thermen vu Badenweiler

- den Dr. Gerhard Weber, Stadarchäolog vu Kempten am Allgäu a Begrënner a Responsabele vum Archäologesche Park Kempten

- d'Madame Prof. Françoise Dumasy, Direkter vun der UFR Art et Archéologie vun der Université de Paris I Sorbonne an eminent Spezialistin vun de galloréimeschen Theateren

Dräi vun deene véier Experte waren de 24. November 2004 eng eische Kéier mat de Létzebuerger Vertrieber um Site zu Duelem zessmekomm an hunn den 20. Dezember 2004 dem Ministère en eische Rapport mat hiren Iwwerleeungen („Dalheim, römisches Theater - Erhaltung, Schutz und Präsentation“) zoukomme gelooss, wou se ganz prezis déi weider Schrëtt definéiert hunn.

Eng Réunioun vum Minister François Biltgen, der Statssekretärin Octavie Modert an de Létzebuerger Experte mat der Duelemer Gemeng an de Ricciacus-Frënn huet den 2. Dezember 2004 zu Duelem um Site an duerno an der Gemeng stattfonnt.

Nodeem d'Iwwerreschter vum Theater iwwert de Wanter protegéiert gi waren, huet dunn den 9. Mäerz 2005 eng weider Réunioun vun de Létzebuerger Experten am Kulturministère statffonnt fir iwwer gewëssen organisatoresch Problemer ze schwätzen, déi bei där Geleeéheit awer net konnte geléist ginn.

Nodeem am Summer 2005 verschidden Akter vu Vandalismus an de Vestigë vum Theater festgestalt gi waren, gouf de Site den 2. August 2005 vun der Duelemer Gemeng clôturéiert fir seng Protektion ze assuréieren.

Den 11. November 2005 huet eng weider Réunioun vun der Statssekretärin Octavie Modert, de Létzebuerger Experten an dem auslännesch Expert Dr. M.N. Filgis am Kulturministère statffonnt fir méi konkret déi nächst Schrëtt festzeleeën.

Unfanks Dezember 2005 gouf den Theater nees fir de Wanter zougedeckt.

Déi „organisatoresch Grënn“ hunn doranner bestanen, datt durch e personnelle Wiessel an den Zoustännegkeete beim Nationalmusée d'Expertise bis Enn August 2005 net am Besëtz vun de Pläng an den Dokumenter zu den Ausgruwunge vum Theater waren. Ausserdeem ass ervirzehiewen, dass fir d'Mise en valeur vum Theater wéinstens nach een Terrain muss opkaf ginn, a virun allem och mat der Gemeng Duelem de Problem vun dem „neie Wee“ muss geleist ginn, dee matzen duerch den Theater féiert an an deem d'Waasserleitung an d'Telefonska-bele vun Duelem leien.

Den Dossier Duelem as sécher e ganz spannenden Dossier, mäen ass awer och komplizéiert, an et muss een och op deene verschidene Plazen déi néideg Suen hu fir ze schaffen. Mir hunn dëst Joer am Kulturministère e Budget kritt fir zessummat den Experten an enger spezialiséierter Firma, e Globalkonzept auszeschaffen. D'est Konzept ka sech wuel un änleche Sitten inspiréieren, muss awer gläch-zäiteg am Respekt vun de Regele vum Denkmalschutz eng modern Approuche zu engem historesche Site erlauben. An anere Wieder: Mir probéiere fir fir Duelem eng Iddi ze entwéckelen, déi vun der Warte vum Kulturtourismus a vum Denkmalschutz eppes Besonnesches gëtt.

Je suis naturellement aussi intéressé et disposé à améliorer la coopération et l'échange d'information avec la Chambre sur ce dossier important pour l'image et le statut du Luxembourg dans l'Europe communautaire. Des premiers

contacts au niveau des administrations ont déjà eu lieu et ont montré leur plus-value potentielle.

Question 0784 (6.12.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la transposition des directives européennes:

Dans un passé récent Monsieur le Premier Ministre s'est itérativement plaint des retards pris par notre pays en matière de transposition des directives communautaires en droit national interne, retards qui placent entre-temps le Luxembourg à l'avant-dernière place parmi les États membres de l'Union européenne.

- Monsieur le Premier Ministre peut-il m'indiquer les directives qui n'ont pas encore été transposées chez nous? De combien le délai de transposition se trouve-t-il dépassé dans les différents cas?

- Quel est l'état de procédure des travaux de transposition des directives non encore reprises en droit interne malgré l'échéance du délai pour ce faire? Quelles en sont les raisons au cas par cas?

- Pour lesquelles parmi les directives visées notre pays a déjà été mis en demeure par la Commission européenne, voire se trouve citée devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour la non-transposition de directives?

Réponse (1.2.2006) de M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

Monsieur le Premier Ministre a bien voulu me transmettre pour réponse la question de l'honorables Député, après que le Conseil de Gouvernement m'ait invité le 16 septembre 2005 de faire un suivi rigoureux de la législation européenne à transposer.

Le Luxembourg devait à la date du 1^{er} janvier 2006 encore transposer 171 directives. Le délai de transposition est dépassé dans 86 cas.

L'honorables Député voudra bien trouver en annexe une liste regroupant Ministère par Ministère des directives qui ne sont actuellement pas encore transposées en droit luxembourgeois avec indication, le cas échéant, du dépassement du délai de transposition respectivement du stade d'avancement de la procédure d'infraction initiée par la Commission.

Des procédures de transposition sont, à la connaissance de mon Ministère, engagées pour les directives marquées de la lettre «F» dans la liste jointe (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*). La réponse quant à la question de l'honorables Député sur les raisons des retards pris au cas par cas ne saurait être donnée que par les ministères compétents en raison de la matière dont traitent les directives.

Je voudrais remercier l'honorables Député pour l'intérêt qu'il porte à la question et lui confirmer que le Gouvernement partage son inquiétude devant cet état de fait. Il a donc fortement enjoint les administrations nationales de redoubler d'efforts afin que le Luxembourg améliore son taux de transposition.

Les contacts seront aussi relancés avec les services de la Commission dans le cadre de réunions bilatérales dites «réunions paquets» au niveau des Hauts fonctionnaires afin d'échanger sur la question de la transposition des directives au Luxembourg. Une première réunion est prévue de se tenir fin janvier 2006.

Je suis naturellement aussi intéressé et disposé à améliorer la coopération et l'échange d'information avec la Chambre sur ce dossier important pour l'image et le statut du Luxembourg dans l'Europe communautaire. Des premiers

Question 0811 (16.12.2005) de M. Claude Adam (DEI GRENG) concernant la construction d'un lycée à Mersch:

- L'Etat ayant pris une option d'achat sur une partie des terrains de la Cepal S.A. à Mersch, j'aime-rais savoir si la construction d'un lycée est prévue sur ces terrains?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'impact financier des assistances opératoires lors des interventions chirurgicales?

- Monsieur le Ministre peut-il final-

- Est-ce que le médecin pratiquant l'intervention et désirant se faire assister doit demander une autorisation préalable? Sinon, doit-il fournir une justification a posteriori?

- Est-ce qu'il existe une obligation de documentation concernant la présence et la participation du médecin assumant l'assistance opératoire?

- Monsieur le Ministre peut-il final- m'informe sur l'impact financier des assistances opératoires lors des interventions chirurgicales?

Réponse (20.2.2006) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Les assistances opératoires sont régies, en ce qui concerne leur tarification, par l'article 11 de la nomenclature des actes et services médicaux.

La nomenclature elle-même ne donne aucune définition des situations médicales concrètes dans lesquelles une assistance opératoire est médicalement exigée pour la sécurité du patient. Dès lors les critères de la complexité de l'intervention justifiant l'assistance opératoire se définissent par les règles de l'art et non par celles de la tarification.

On peut néanmoins retenir que toute intervention chirurgicale (même une simple appendicectomie) nécessite la présence d'un assistant opératoire.

La tâche à assumer par l'assistant opératoire est fonction de l'acte chirurgical effectué lequel est décrit en détail dans les traités de technique opératoire.

La formation médicale de base prépare les médecins à assumer les fonctions d'un assistant opératoire.

Le médecin effectuant une intervention chirurgicale est seul maître du choix de son assistant opératoire. Il doit en assumer les conséquences médicolégales et a donc tout intérêt à porter son choix sur une personne qualifiée. En aucun cas ce choix ne saurait lui être imposé par une tierce personne.

Étant donné que du point de vue médicolégal une assistance opératoire est toujours justifiée et que nombre d'interventions relèvent du critère de l'urgence, l'introduction d'une procédure de demande d'accord préalable est irréaliste.

Une justification a posteriori est prévu pour le cas où le chirurgien se fait assister par deux médecins. Dans ce cas de figure, conformément à l'article 11, alinéa final du règlement de nomenclature, le médecin ayant effectué l'intervention chirurgicale doit fournir une justification écrite à la demande du contrôle médical de la sécurité sociale. Jusqu'à ce jour le contrôle médical n'a pas constaté d'abus en matière de double assistance opératoire.

Concernant la documentation sur la présence et la participation du médecin assistant celle-ci échappe au plan d'application des règles dont le contrôle est assigné aux institutions d'assurance sociale. Un tel contrôle relève plutôt du domaine de la documentation de soins pouvant être exigée sur base de la législation hospitalière, dont l'application relève des autorités de santé publique.

En ce qui concerne l'impact financier de l'assistance obligatoire, la note de l'UCM concernant l'analyse de l'évolution des actes médicaux et médico-dentaires du 31 août 2004 a fait état d'une progression substantielle du nombre d'assistances opératoires (+11,3%) sur une année, et le montant annuel à charge de l'assurance maladie a atteint un ordre de grandeur de 2,6 millions d'euros.

Question 0821 (3.1.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la **taxe sur le recyclage des équipements électriques et électroniques**:

Vum 1. Januar u gëtt beim Kaf vun elektreschen oder elektroneschén Equipementen (EEE) eng Entsuerungstax op de Kafpräis dropgerechent, wat de Keefer derzou berechtegt, sain Apparat spéider an d'Entsuerung ze ginn ouni nach eppes mussen dofir ze bezuelen.

Dat bréngt mat sech, datt dès Kategorie vu Wuere vum 1. Januar vun dësem Joer un entspreechend méi deier gëtt. Doduerch gëtt d'Inflatioun, déi souwéissou schonn héich ass an duerch allerlee Taxenerhéijunge weider an d'Luucht gedriwwé gëtt, zousätzlech ugehëtzzt.

Duerfir wollt ech lech gäre folgend Froe stellen:

1. Muss dès Tax op der Rechnung gesonnernt ausgewise ginn?

2. Gëtt se bei der Berechnung vum Index am Wuerekuerf mat berücksichteg? Wéi héich kënn hiren Impakt op d'Inflatioun sinn?

3. Wéi gëtt dès Regelung an eisen Nopeschlänner applizéiert?

Réponse (16.2.2006) de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

S'agissant de la question parlementaire à trois volets de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques introduite au 1^{er} janvier 2006, j'ai l'honneur de vous fournir les réponses suivantes:

1) Quant au premier volet de la question, je me permets de renvoyer l'honorables Députés à la lecture de l'article 1er paragraphe d), points 2 et 4 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2005 modifiant le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques qui stipulent:

«d) L'article 9 est remplacé comme suit:

1. (...).

2. (...).

Les coûts générés par la collecte, le traitement et l'élimination non polluante ne sont pas communiqués séparément aux acheteurs lors de la vente de nouveaux produits.

3. (...).

4. (...).

Pendant une période transitoire allant jusqu'au 13 février 2011 respectivement au 13 février 2013 pour la catégorie 1 de l'annexe IA, les producteurs ont la possibilité d'informer les acheteurs, lors de la vente de nouveaux produits, des coûts de la collecte, du traitement et de l'élimination non polluante. Les coûts ainsi mentionnés correspondent autant que possible aux coûts réellement supportés.»

Au Luxembourg, la société Ecotrel a.s.b.l. garantit pour le compte de ses membres le recyclage futur des équipements électriques et électroniques qu'ils mettent sur le marché aujourd'hui. Ecotrel est une association sans but lucratif créée par 43 producteurs ou importateurs luxembourgeois afin d'endosser les obligations légales qui leur incombent du fait de la mise en vigueur de la directive européenne 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Le site d'Ecotrel (www.ecotrel.org) fournit tous les détails quant à la mise en œuvre de la législation nationale en la matière et stipule notamment quant à l'information à fournir aux clients:

«Si votre client est assujetti à la TVA, la cotisation de recyclage doit être explicitement mentionnée au

client. Il est d'une grande importance, pour toute indication de prix de l'EEE (sur le bon de commande et/ou la facture et/ou le contrat, etc.) de mentionner que les EEE ont été soumis à la cotisation de recyclage et de fournir le montant de la cotisation de recyclage au client pour qu'il puisse, à son tour, la répercuter sur son client.

Lors de la vente au consommateur final (non assujetti à la TVA), la cotisation de recyclage est bien entendu portée en compte à ce dernier. Elle devra être visible et apparaître sur les brochures publicitaires et/ou les étiquettes et/ou les bons de commande et/ou les factures et/ou les tickets de caisse et/ou les contrats. Toutefois, Ecotrel accepte que la cotisation de recyclage soit visible sur les points de vente via des affiches.»

2) Quant au deuxième volet de la question du Député Robert Mehlen, je puis vous apporter les précisions suivantes:

Pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) et de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) exprimés sur la base 100 en 1996 (base 100 en 2005 à partir de janvier 2006), il doit impérativement être tenu compte de l'effet de l'introduction de la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques. Ces deux indices, qui sont des purs instruments de mesure de l'inflation, sont en effet assujettis à la réglementation communautaire qui exige que, sauf changement de qualité, tout changement de prix doive se refléter comme tel dans l'indice.

Quant à l'indice national raccordé à la base 100 au 1^{er} janvier 1948, soit l'instrument de référence du système de l'échelle mobile des salaires, la neutralisation de la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques est possible uniquement sous condition qu'une disposition afférente soit introduite dans l'article 11 de la loi (modifiée) du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Dans cette hypothèse, la neutralisation se ferait par règlement grand-ducal portant nouvelle fixation du coefficient de raccord qui relie l'indice exprimé sur la base 100 au 1^{er} janvier 1948 à celui exprimé sur la base 2005=100. En l'absence de mesure législative, l'indice raccordé à la base 100 au 1^{er} janvier 1948 tient compte de l'introduction de la cotisation Ecotrel dans la même mesure que l'indice national exprimé sur la base 100 en 2005.

Pour évaluer l'incidence de l'introduction de la cotisation de recyclage Ecotrel sur l'indice des prix à la consommation, le Statec a retenu l'hypothèse que les montants de la cotisation seraient répercutés de manière fidèle sur les prix à la consommation relevés au mois de décembre 2005 pour les articles concernés. Ces articles se répartissent sur un éventail d'une vingtaine d'agrégats élémentaires de l'indice, lesquels représentent 3,8% de la pondération de l'indice. 14 montants de cotisation différents trouvent application; ils s'échelonnent de 0,13 euros à 16,00 euros (hors TVA).

Le tableau suivant indique les hausses que l'introduction de la cotisation de recyclage devrait en principe produire au niveau des agrégats élémentaires concernés:

Réfrigérateurs et congélateurs	+4,0%
Lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle	+1,1%
Cuisinières, fours, etc.	+1,2%
Appareils de chauffage et de climatisation	+1,9%
Appareils de nettoyage	+1,7%
Autres gros appareils ménagers	+0,4%

Réfrigérateurs et congélateurs
+4,0%
Lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle
+1,1%
Cuisinières, fours, etc.
+1,2%
Appareils de chauffage et de climatisation
+1,9%
Appareils de nettoyage
+1,7%
Autres gros appareils ménagers
+0,4%

Petits appareils électroménagers	+1,5%
Gros outillage à moteur pour la maison	+0,9%
Gros outillage à moteur pour le jardin	+0,5%
Petit matériel électrique	+0,4%
Équipement de téléphonie, télécopie, etc.	+0,3%
Appareils de reproduction etc. du son	+2,0%
Appareils de télévision, magnétoscopes, etc.	+1,7%
Équipement photographique, cinématographique, etc.	+0,5%
Équipement informatique	+0,8%
Calculatrices, machines à écrire, etc.	+0,9%
Films photographiques, cinématographiques, etc.	+0,3%
Jeux, jouets et passe-temps	+0,1%
Articles de sport, de camping et de loisirs de plein air	+0,1%
Appareils électriques pour soins corporels	+2,5%
Horlogerie	+0,6%

L'incidence sur l'indice général qui en résulte est plutôt faible:

+ 0,04 point de %.

À noter encore qu'en réalité la répercussion de la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques sur les prix à la consommation ne se fera pas intégralement au mois de janvier 2006, mais s'échelonnera sur une période de plusieurs mois.

3) S'agissant enfin du troisième volet de la question du Député Robert Mehlen, je puis vous informer qu'au stade de mes investigations actuelles:

- l'Allemagne n'a pas encore transposé la directive afférente en droit national mais une loi y relative est censée entrer en vigueur à partir du 23 mars 2006;

- la France a transposé la directive afférente par le décret N°2005-829 du 20 juillet 2005 sans qu'aucun arrêté de mise en application pratique de cette loi n'ait été pris à ce jour, selon les informations dont je dispose;

- la Belgique a introduit un système de récupération dès le 1^{er} juillet 2001, donc bien avant la mise en vigueur de la directive européenne afférente. Des informations détaillées sur la mise en œuvre de ce système peuvent être obtenues en consultant le site: www.recupel.be; néanmoins, je puis vous informer qu'en Belgique, dans la chaîne commerciale (B-to-B), la cotisation de recyclage doit être mentionnée séparément du prix d'achat, conformément aux Conventions environnementales. Dans le souci d'assurer une communication claire vis-à-vis du consommateur, il est également conseillé de mentionner séparément le montant de la cotisation sur la facture adressée au consommateur (B-to-C).

Lorsque les autorités françaises ont décidé récemment de fermer le réseau routier aux poids lourds, le CIN (Centre d'intervention national) de la Police grand-ducale et le CITA (Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes) de l'Administration des Ponts et Chaussées en ont été informés quelques heures en avance.

Pour faire face aux mesures du PIZE, un «Plan Intempéries» a été établi au Luxembourg par la Police grand-ducale (Unité centrale de Police de la Route) en collaboration avec les Ponts et Chaussées, CITA et CIEA (Centre d'Intervention et d'Entretien des Autoroutes), dont le but essentiel est l'organisation du stockage des poids lourds sur les aires de service et le long des autoroutes. Ce plan, établi en mai 2004, n'est pour l'instant qu'un document provisoire et subira probablement encore des modifications. Le plan a été appliqué deux fois cet hiver avec succès, la mission de la Police grand-ducale étant l'organisation du stockage des poids lourds, celle des Ponts et Chaussées d'assurer le balisage sur l'autoroute et l'activation de la signalisation dynamique du CITA.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur

Q 102

le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que la décision française de fermer le réseau routier aux poids lourds a été prise avec l'accord des autorités luxembourgeoises? Dans l'affirmative, qui est compétent de prendre une telle décision? Dans la négative, que compte faire le Gouvernement luxembourgeois pour éviter une pareille situation à l'avenir?

- Est-il normal qu'en cas d'intempéries du genre, un pays puisse prendre des mesures de délestage de son réseau routier au détriment de la situation du trafic d'un pays voisin? Est-ce que de telles pratiques sont compatibles avec les dispositions communautaires en la matière? Dans la négative, le Gouvernement entend-il intervenir auprès des instances compétentes?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'immobilisation de centaines de camions sur les bandes d'urgence par temps de visibilité réduite due aux abondantes chutes de neige revêt un caractère hautement dangereux pour la circulation autoroutière?

- Est-ce qu'il a été procédé à une opération de ravitaillement des chauffeurs immobilisés le 27 décembre dernier? Dans l'affirmative, qui devra en couvrir les frais respectivement est-ce que ces frais seront remboursés par l'État français? Dans la négative, est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de prévoir de telles opérations de ravitaillement à l'instar d'une pratique courante dans d'autres pays européens?

Réponse commune (14.2.2006) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et de **M. Claude Wiseler**, Ministre des Travaux publics:

L'interdiction de circuler pour les poids lourds dépassant 7,5 tonnes est une des mesures du PIZE (Plan Intempéries Zone Est) établi par les autorités françaises sur demande du Ministre de l'Intérieur en 1999. Ce plan est déclenché par le Préfet de la Zone de Défense concernée dès lors que les prévisions météo annoncent une dégradation importante des conditions de circulation sur les routes. En cas de déclenchement, ce plan prévoit l'information des départements français respectivement des pays avoisinant la zone concernée. L'accord des autorités luxembourgeoises ne doit pas être demandé lorsque le PIZE est déclenché.

Lorsque les autorités françaises ont décidé récemment de fermer le réseau routier aux poids lourds, le CIN (Centre d'intervention national) de la Police grand-ducale et le CITA (Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes) de l'Administration des Ponts et Chaussées en ont été informés quelques heures en avance.

Pour faire face aux mesures du PIZE, un «Plan Intempéries» a été établi au Luxembourg par la Police grand-ducale (Unité centrale de Police de la Route) en collaboration avec les Ponts et Chaussées, CITA et CIEA (Centre d'Intervention et d'Entretien des Autoroutes), dont le but essentiel est l'organisation du stockage des poids lourds sur les aires de service et le long des autoroutes. Ce plan, établi en mai 2004, n'est pour l'instant qu'un document provisoire et subira probablement encore des modifications. Le plan a été appliqué deux fois cet hiver avec succès, la mission de la Police grand-ducale étant l'organisation du stockage des poids lourds, celle des Ponts et Chaussées d'assurer le balisage sur l'autoroute et l'activation de la signalisation dynamique du CITA.

Il reste à noter qu'au Luxembourg aussi, l'article 106 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques autorise le Ministre des Travaux publics, dans les limites lui conférées par l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, à restreindre ou à interdire la circulation sur le territoire luxembourgeois.

La seule solution pour éviter un stockage de poids lourds sur le territoire luxembourgeois serait d'appliquer les articles précités dès lors que le PIZE serait déclenché. Lorsque les conditions météorologiques se sont dégradées à ce point, l'arrêt des poids lourds sur les bandes d'arrêt d'urgence diminue sensiblement le risque d'accident. Le ravitaillement des chauffeurs a été organisé en 2004 par la Protection civile. Tel ne fut pas le cas en décembre 2005 vu que la durée de l'arrêt était assez limitée dans le temps. En décembre 2004, les frais ont été portés par la Protection civile. Il est envisagé de compléter le «Plan Intempéries» par des mesures de ce type.

En ce qui concerne la question si de telles pratiques sont compatibles avec les dispositions communautaires, il faut noter que dans le cas précis de la fermeture du réseau routier français aux poids lourds il n'existe pas de texte communautaire spécifique. Il est vrai que lors de grèves qui provoquent des blocages prolongés d'autoroutes, un Etat peut demander à la Commission européenne d'exhorter le pays concerné à faire respecter le principe de la libre circulation dans le marché intérieur. Cependant dans le cas de la décision des autorités françaises de fermer leur réseau routier aux poids lourds, qui constitue un blocage temporaire de nature d'ordre public et surtout de sécurité routière, une telle démarche auprès de la Commission européenne aurait été disproportionnée par rapport aux enjeux en question.

Question 0824 (4.1.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **déficit de l'attention**:

Les 13, 14 et 15 octobre 2005 se tenait le Symposium international du «Létzebuerger Aktiounskrees Psychomotorik». Selon les organisateurs de ce symposium, l'ignorance ou la méconnaissance du problème du déficit de l'attention de la part de bon nombre des responsables éducatifs constitue un problème majeur pour les enfants et les familles concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre peut-elle me dire si le Gouvernement envisage de considérer le déficit de l'attention comme une maladie conformément au CIM 10 (Classification Internationale des Maladies)?

- Quelles possibilités Madame le Ministre voit-elle en vue d'une adaptation de l'offre scolaire aux besoins des enfants atteints et quelles sont les possibilités de sensibilisation voire de formation des enseignants en la matière?

- Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement en vue d'un meilleur encadrement scolaire des enfants concernés?

Réponse (7.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Mon département est particulièrement préoccupé par une prise en charge adéquate de tous les enfants à problèmes parmi lesquels je compte les enfants à déficit de l'attention.

Soucieuse d'accorder priorité à une intégration de tous ces enfants dans l'enseignement ordinaire, je partage l'avis que la formation initiale doit outiller les aspirants insti-

tuteurs à répondre aux besoins diversifiés de la population scolaire.

À cet effet, nous avons renseigné les responsables de l'Université du Luxembourg sur les compétences que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle attend des instituteurs et des institutrices dont il sera l'employeur. Une importance primordiale revient à l'individualisation de l'enseignement et à la scolarisation d'enfants à besoins spécifiques dans l'école ordinaire.

Le sujet du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité est traité régulièrement lors de formations continues dont mon département est responsable.

Les enseignants qui accueillent des enfants à déficit de l'attention, sont soutenus respectivement par le personnel du Service rééducatif ambulatoire de l'Éducation différenciée, accompagnant les élèves en question pendant les heures de classe, et par les collaborateurs du Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice (SCAP).

Les spécialistes du SCAP sensibilisent, conseillent et encadrent les parents et les enseignants confrontés à la problématique de l'hyperactivité. Les moyens mis à disposition de ce service ont été sensiblement augmentés depuis 1994, et ils ont notamment progressé de 238.000 € en 2005 à 358.989 € en 2006 (+ 50,84%).

Je pense que les démarches et mesures susmentionnées contribueront à un meilleur encadrement scolaire des enfants en question.

En ce qui concerne la reconnaissance du déficit de l'attention comme maladie, je vous prie de considérer que les décisions relatives à la «Nomenclature des actes et services des médecins et médecins dentistes» sont prises sous l'autorité de l'Union des Caisses de Maladie et ne font pas l'objet de résolutions du Gouvernement en Conseil.

Question 0825 (6.1.2006) de **MM. Marcel Oberweis et Marco Schank** (CSV) concernant l'accès aux parkings souterrains pour les véhicules à gaz naturel:

La prescription ITM-CL 534.1 intitulée «Parkings Couverts» de l'Inspection du Travail et des Mines prévoit au point 6.4.3 que «l'accès aux étages au-dessous du niveau des seuils extérieurs est interdit aux véhicules utilisant du gaz sous toutes ses formes (GPL, hydrogène...)». De manière générale, cette interdiction aux parkings et garages souterrains s'explique par le danger d'explosion en cas d'accident ou de fuite du réservoir.

Si ce raisonnement est justifié pour les voitures GPL, tel n'est pas le cas pour les véhicules roulant au gaz naturel, qui est un carburant aussi sûr que l'essence ou le diesel. Contrairement au GPL, qui est conservé sous forme d'un mélange liquide-vapeur, ce qui le rend très volatile et explosif, le gaz naturel ne présente pas de risque d'explosion. Plus léger que l'air, il s'évapore rapidement dans l'atmosphère sans qu'aucune nappe puisse se former sous le véhicule. En plus, il ne s'enflamme qu'à des températures très élevées, supérieures à celles du diesel, de l'essence ou encore du GPL.

En cas d'accident, les voitures propulsées au gaz naturel sont aussi sûres que les voitures traditionnelles. Tel est le résultat d'un crash test conduit par le club automobile allemand ADAC. L'ensemble du système de gaz naturel (système de conduites et réservoir de gaz) n'a pas été endommagé par un impact frontal à 64 km/h. Il en est de même en situation d'incendie, où à aucun moment il n'y a eu explosion.

À noter encore que dans certains pays européens, notamment en Allemagne et dans les pays scandinaves, les véhicules au gaz naturel sont autorisés dans les parkings et garages souterrains.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Vu les explications précédentes, le Gouvernement n'envisage-t-il pas à lever l'interdiction d'accès aux parkings souterrains pour les véhicules utilisant du gaz naturel?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions pourrait-on supprimer cette interdiction pour les GNV (Gaz Naturel Véhicules)?

Réponse (16.2.2006) de **M. François Biltgen**, Ministre du Travail et de l'Emploi:

S'il est bien vrai que le Gaz de Pétrole Liquéfié représente d'autres risques que les risques du Gaz Naturel Véhicules (GNV), il n'est pas moins vrai que les risques émanant des véhicules équipés d'un réservoir contenant du GNV ne sont pas négligeables, surtout en cas de circulation ou de stationnement d'un tel véhicule dans un parking souterrain couvert.

En effet, en cas de fuite le gaz naturel mélangé à l'oxygène de l'air ambiant présente un réel danger de forte explosion, surtout dans un milieu fermé tel qu'un parking couvert souterrain.

C'est par mesure de précaution que l'interdiction a été prise au Luxembourg, comme dans d'autres pays, en Autriche notamment où certains «Bundesländer» ont pris la même décision, tandis qu'en RFA les différents «Länder» ont laissé la décision de l'autorisation d'accès des véhicules GNV aux exploitants des parkings.

L'Inspection du Travail et des Mines suit étroitement l'évolution de la situation dans nos pays voisins, de même que les résultats d'études en cours.

Dans ce cadre, la levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GNV aux parkings couverts peut absolument devenir envisageable à l'avenir. Dans ce cas des mesures supplémentaires de sécurité des parkings pourraient être exigées, comme par exemple l'équipement de ces parkings d'installations de détection de gaz, asservies aux installations électriques, à l'évacuation des parkings, etc.

Question 0835 (11.1.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le système d'enseignement luxembourgeois:

D'après les résultats d'une étude menée par l'Institut technologique danois au nom de la Commission européenne, le système d'enseignement luxembourgeois figure parmi les systèmes scolaires européens les plus différenciés et créant le plus d'inégalités parmi les performances scolaires des élèves.

Je souhaite dans ce contexte avoir de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle des réponses aux questions suivantes:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'étude mentionnée ci-dessus?

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis des auteurs de l'étude? Quelle suite Madame la Ministre entend-elle donner aux recommandations formulées dans l'étude, notamment en ce qui concerne l'introduction d'une école explicitement intégrative («Gesamtschule»)?

Réponse (15.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

J'ai pris connaissance de l'étude.

Ce n'est pas la seule étude qui atteste au système d'enseignement luxembourgeois de creuser les inégalités parmi les élèves. Elle confirme ce que depuis des décennies les études nationales et plus récemment les comparaisons internationales nous démontrent: l'école luxembourgeoise ne réduit pas les inégalités, mais les accentue.

Les conclusions que je retiens de toutes les études dont j'ai connaissance sont qu'il faut améliorer les performances de tous les élèves tout en réduisant les inégalités. Manifestement ce double objectif peut être atteint: d'autres pays nous montrent qu'on peut viser l'excellence tout en garantissant l'équité sociale.

Une lecture approfondie des études indique toutefois que le remède ne consiste pas en une seule mesure. Il serait trop simple d'expliquer le succès des uns et les problèmes des autres par l'existence ou non de la «Gesamtschule».

Les systèmes scolaires les plus performants sont - toujours d'après les études - ceux qui ont centré l'enseignement sur l'élève davantage que sur les matières, qui ne sélectionnent pas par l'échec mais s'efforcent d'amener chaque élève à développer au mieux ses capacités.

Nous devons donc:

- définir des socles de compétences du préscolaire à la fin de la scolarité qui indiquent les performances estimées suffisantes, bonnes ou excellentes;

- mettre en place un système d'évaluation qui tienne compte des progrès des élèves et de leur niveau de compétences;

- fixer des missions précises aux enseignants et les inciter à travailler en équipe pour atteindre ces objectifs;

- favoriser le dialogue et le partenariat entre parents et école, un des facteurs de succès des enfants;

- introduire dans tous les lycées des classes de différents ordres d'enseignement pour réduire les ségrégations;

- soutenir les enseignants qui placent les élèves au centre de l'apprentissage et qui les motivent à travailler et à apprendre;

- mettre en place des procédures d'évaluation et d'autoévaluation des écoles.

Je m'y applique.

Question 0842 (12.1.2006) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le lazaret pour animaux:

Am Kader vun enger Reportage am Journal op RTL Télee, den 11. Januar 2006, wou et èm d'Vullegripp gounghuet e Responsable vum Veterinärsamt gesot, datt Lëtzebuerg keng Quarantänstation besëtzt, fir Déieren, déi an d'Land agefouert ginn, kënnen ze isoléiere bis feststeet, ob se mat enger ustiechender Krankheet infiziert sinn oder net. Dowéinst missten dés Déieren noutgedrongen age-schléifert ginn.

Duerfir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt Lëtzebuerg keng Quarantänstation fir Déiere besëtzt?

2. Wa jo, firwat huet Lëtzebuerg bis haut keng esou eng Station? Gedenk den Här Minister esou séier ewéi méiglech eng Quarantänstation ze installéieren, fir onnéideg Aschléiferungen ze évitéieren?

Réponse (14.2.2006) de **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:

Fir dem Här Deputéierten Aly Jaerling op seng Fro iwert d'Bestoe vun enger Quarantänstation fir Déieren um Findel ze äntwerten, wéll ech fir d'éischt de Sénn an den Zweck vun esou enger Déierer quarantän erklären. Eng Déierer quarantän huet folgend Aufgaben an Ziler:

- en Déier, dat vun enger ustiechender Krankheit befall ass, ze behandelen an et glächzäiteg vun aneren ufällegen Déieren ze isoléieren,

oder

- en Déier énner Beobachtung ze stellen, wann et a Kontakt komm ass mat aneren Déieren, déi vun enger ustiechender Krankheit befall sinn, fir eng eventuell Ustiechung ze iwwerwaachen,

oder

- importéiert Déieren énnerzestellen, bis déi feelend Dokumenter respektiv Gesondheetszertifikate virleien, déi fir e Weidertransport erfuerdert sinn.

Esou eng Quarantänstation besëtzt den „P.I.F.“ Findel zanter dem Opbau vun enger E.U.-unnerkannter Importkontrollstation am Joer 1996.

Dëst ass eng polyvalent Déierer quarantän an deem Sënn, datt si fir all Déiereraarte benutzt ka ginn.

Wat net um Déierenimportzenter um Findel virzefannen ass, dat ass eng spezifesch Quarantän fir exotesche Vigel, an zwar aus folgende Grënn:

- den Import vun exotesche Vigel iwwert de Findel ass quasi null, well weder de Landwirtschaftsmistère nach d'Cargolux interesséiert sinn um Handel vun exotesche Vigel, déi aus hirem natierlechen Emfeld erausgerass ginn, an déi während deene laangen an net aartgerechten Transportlich en héije Liewentribut bezuelen;

- de Risiko vum Aschleefe vun héichunstiechende Vullekrankheeten aus sou genannten Drëttlännner op Lëtzebuerg. Zénter Jore stellt déi Handel eng reell Gesondheetsgefor duer. Rezent Beispiller sinn hei den Import vum vullegrippinfizieraden Adler an d'Belsch an vu vullegrippinfizierete Papageien an England;

- am Noutfall ka Lëtzebuerg op Vullequarantänstationen am noen Ausland zréckgräifen.

Erënnert sief awer hei, datt mat der rezenter a weltwäter Ausbreedung vun der héichunstiechender Vullegrupp praktesch all Handel vu Vigel mat Drëttlännner gestoppt gouf.

Des Weideren ass ze bemierken, datt d'Cargolux Pläng virleien huet, fir an nächster Zäit eng spezifesch, klimatiséiert Gefigelkontrollstation um Findel ze bauen, déi am Noutfall och als Vullequarantän ausgewise ka ginn.

Zum Schluss ass zréckzebehalten, datt déi zoustänneg Instanzen zu Lëtzebuerg net begeeschert wäre vun engem intensiven Import vun exotesche Vigel iwwert de Findel, mä datt am Noutfall Méiglechkeete bestinn, fir esou Importer ze regelen, ouni datt déi Déiere missten dés Schléifert ginn.

Il échet de noter qu'une vingtaine de personnes ont participé à ces cours et ont espéré par ce biais de trouver un nouvel emploi. Du fait de l'arrêt abrupt des formations précédentes, ces personnes voient leurs chances de réinsertion professionnelle s'envoler. À noter encore dans ce contexte que les années précédentes ces formations se sont soldées pour de nombreux participants par une réintégration sur le marché du travail, ce qui démontre le bien-fondé de ces mesures.

Ces formations en question offertes par le CNFPC, dont l'organi-

liser le texte de ce projet de loi en vue de faire aboutir la procédure législative. Or, des problèmes d'interprétation que le texte élaboré par la commission paritaire avait posés au Ministre du Travail et de l'Emploi m'avaient empêché de déposer encore avant les élections législatives de 2004 les amendements dont j'avais saisi le Gouvernement.

Il m'importerait aujourd'hui de savoir de la part de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Monsieur le Ministre des Transports s'ils estiment opportune une situation légale où le droit de grève est garanti par la Constitution, mais où il n'y a aucune disposition légale réglant la mise en œuvre de ce droit de grève.

- Quels sont les problèmes qui s'opposent à une relance de la procédure d'approbation sur base du texte amendé par la commission paritaire?

- Était-il question de cet aspect majeur du statut d'assimilé à la fonction publique du personnel des CFL lors de la récente tripartite «chemin de fer»? Si oui, pourquoi les conclusions publiées n'évoquent-elles pas cet aspect? Si non, quelles étaient les raisons pour ne pas examiner cet aspect du cadre légal des conditions de travail des cheminots?

- Quels sont les projets du Gouvernement en la matière? Est-il prévu de soumettre prochainement une version amendée du projet de loi de 1986 à la Chambre des Députés ou le Gouvernement estime-t-il qu'en égard à l'abandon progressif du statut des cheminots et son remplacement par un régime conventionnel de droit commun, fondé sur le contrat de louage de service retenu lors de ladite tripartite il n'est plus utile d'introduire un cadre légal pour régler le droit de grève aux CFL?

Réponse (22.2.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 12 janvier 2006, l'honorable Député Henri Grethen souhaite s'informer sur l'opportunité d'introduire un cadre légal réglementant le droit de grève du personnel des CFL.

Vu l'importance que le Gouvernement accorde au dialogue social, il a été décidé de garder en suspens le projet de loi N°3000 portant réglementation de la grève dans les services de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois.

Question 0846 (13.1.2006) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant le financement des formations pour adultes offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC):

Le 20 décembre 2005, la direction du Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Ettelbruck a annoncé la fin prématurée de deux formations pour adultes, à savoir les cours de «télélearning» et de bureaucratique, en raison de l'absence de ressources financières.

Il échet de noter qu'une vingtaine de personnes ont participé à ces cours et ont espéré par ce biais de trouver un nouvel emploi. Du fait de l'arrêt abrupt des formations précédentes, ces personnes voient leurs chances de réinsertion professionnelle s'envoler. À noter encore dans ce contexte que les années précédentes ces formations se sont soldées pour de nombreux participants par une réintégration sur le marché du travail, ce qui démontre le bien-fondé de ces mesures.

Ces formations en question offertes par le CNFPC, dont l'organi-

sation relève du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ont été financées conjointement par le Fonds Social Européen et le Fonds pour l'Emploi. Or, ce contrat de collaboration entre le Ministère du Travail et le Fonds Social Européen a expiré le 31 décembre 2004. Après cette date, le CNFPC a continué de proposer ces formations, sans que leur financement ait été prévu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Pourquoi l'accord avec le Fonds Social Européen n'a-t-il pas été renouvelé après son expiration le 31 décembre 2004?

- Dans le cas où le financement par le biais du Fonds Social Européen n'était plus possible, n'y avait-il pas moyen de trouver un autre mode de financement adéquat pour assurer le suivi financier de ces formations?

- Quelles solutions Madame la Ministre envisage-t-elle pour garantir le financement futur de ces formations, qui sont un investissement essentiel pour aider les chômeurs et demandeurs d'emploi à réintègrer le marché du travail?

Réponse (22.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

C'est en 2000 que le CNFPC a entrepris de revoir les contenus et les méthodes d'enseignement dans le domaine de la bureautique. Deux innovations méthodologiques en sont résultées: la possibilité d'offrir des formations à distance (télélearning) et la création d'une «entreprise d'entraînement» qui a permis d'améliorer significativement la formation pratique des stagiaires.

Le télélearning a été développé par le CNFPC Ettelbruck en collaboration avec des partenaires allemands; il a été cofinancé par le Fonds Social Européen (FSE). Il était de toute façon acquis dès la 2^e année de formation que le cofinancement par le FSE avait explicitement comme objectif de mettre le CNFPC en mesure d'organiser ces projets novateurs par ses propres moyens sans l'aide d'un partenaire étranger. Par conséquent le Ministère de l'Éducation nationale n'a plus présenté le projet au FSE.

La base légale pour assurer ce type de formation est l'article 33 (1) de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant:

1. création d'un Fonds pour l'Emploi;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage, tel qu'il a été modifié par la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, que je tiens à citer in extenso:

«Conformément aux orientations prioritaires de gestion et dans les limites des moyens financiers de la section spéciale visée au paragraphe 2. de l'article 2 de la présente loi, le Ministre ayant dans ses attributions la formation professionnelle organise dans le CNFPC à l'intention des chômeurs, indemnisés ou non, inscrits à l'Administration de l'Emploi, des cours d'initiation et d'orientation à la vie professionnelle, des cours de préformation et de formation professionnelle, des cours de formation professionnelle complémentaire ainsi que des cours d'adaptation, de reconversion ou de perfectionnement professionnel ainsi que des actions locales à l'attention des jeunes en transition vers la vie active.»

Les difficultés d'appréciation avec les gestionnaires du Fonds pour l'Emploi (FPE) résultent du fait que légalement, le FPE suit une logique reliée directement au marché de l'emploi.

Pour résoudre à l'avenir ces difficultés, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi se sont accordés sur une réforme légale selon laquelle les mesures de formation susceptibles d'engendrer une embauche sur le marché du travail continuent à être pris en charge par le FPE, et à nécessiter une inscription à l'ADEM ainsi qu'un accord préalable de celle-ci.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle disposera selon cette nouvelle base légale d'un budget propre pour organiser et financer des cours de formation à l'intention de personnes désireuses d'augmenter leur employabilité sur le marché de l'emploi par des mesures de formation et ceci conformément à l'esprit de la stratégie de Lisbonne, sans lien nécessairement direct avec le marché du travail et l'ADEM.

En attendant, les cours de bureautique de type traditionnel ont repris. Le projet «télélearning» doit cependant rester suspendu jusqu'à une solution définitive de son financement.

Question 0847 (16.1.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant le **Lycée technique d'Ettelbruck**:

De Lycée technique zu Ettelbréck ass schonns jorelaang iwwerbeluecht an d'Regierung sicht ewell zénter zéng Joer no enger Lösung. Klasse vum „Régime préparatoire“ hu missen a Containieren installéiert ginn zu Ettelbréck respektiv zu Dikrech.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Ministeren:

1) Wéi wäit ass dësen Dossier vum Ausbau bis elo fortgeschratt?

2) Ass de viséierte Standuert zu Angelduerf nach émmer aktuell? Wéi wäit sinn hei d'Verhandlunge mat de Propriétairer, oder huet d'Regierung sech no engem anere Standuert émgesinn?

3) Ass d'Regierung bereet, fir an nächster Zukunft hei ganz konkret Schrëtt ze énnerhuelen, fir deenen onhältbare Zoustänn am Ettelbrécker Lycée een Enn ze maachen? Wa jo, wéi gesäßt dést konkret aus? Wann neen, wat sinn déi genee Grénn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (17.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de **M. Claude Wise-ler**, Ministre des Travaux publics:

1. De Konstruktionsplang vum Lycée läit vir an ass um Instanzewee.

2. Angelduerf ass ee vun deene méigleche Standuerter. D'Verhandlunge mat de Propriétair fir de Kaf vun Terrainne sinn amgaangen.

3. D'Optiounen, déi d'Regierung wäert huelen, hänke vun den Acquisitiounen vu géegegenten Terraijen of.

Question 0848 (16.1.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **carence en iode**:

D'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) «la carence en iode est une cause importante de troubles dans le développement mental de l'enfant. La principale stratégie, l'iодation universelle du sel, est un succès. On constate néanmoins des carences en iode dans 54 pays et il faudra des efforts soutenus pour développer les programmes d'iодation du sel, ainsi que l'indique le rapport 'Iodine status worldwide'.»

Afin de prévenir ou de combattre la carence en iode, l'OMS recommande l'iодation universelle du sel, c'est-à-dire l'utilisation de sel iodé pour l'alimentation humaine (notamment par enrichissement du pain en sel iodé) et animale. Selon le rapport «Iodine status worldwide» de 2004, la population luxembourgeoise présente toujours une légère carence en iode.

L'OMS fait cependant remarquer également que «des apports quotidiens en iode supérieurs à la limite considérée comme sûre peuvent entraîner des dysfonctionnements thyroïdiens chez les sujets sensibles. Cela souligne l'importance de renforcer les contrôles de qualité du sel iodé de façon à avoir des concentrations suffisantes pour couvrir un apport alimentaire optimal sans arriver à des quantités trop élevées. L'OMS insiste également sur la nécessité de veiller à ce que la promotion du sel iodé n'entraîne pas une surconsommation de sel pouvant contribuer à l'apparition de l'hypertension artérielle: le sel peut être iodé en fonction d'une consommation compatible à celle recommandée par l'OMS, à savoir un maximum de 5 g par jour».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est l'évolution de la carence en iode de la population luxembourgeoise depuis 2004?

- Ne devrait-on pas relancer la campagne de sensibilisation, initiée par le Gouvernement précédent, relative à la carence en iode?

- L'iодation optimale constitue-t-elle une priorité dans le cadre de la médecine préventive du Gouvernement actuel?

- Le pain fait-il toujours l'objet d'un enrichissement substantiel en sel iodé? Existe-t-il des contrôles réguliers sur la teneur en iode du pain consommé au Luxembourg?

- Comment peut-on, comme le préconise l'OMS, veiller à éviter une surconsommation de sel iodé?

Réponse (14.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La dernière étude «iodure», mesurant l'iode urinaire, qui constitue un paramètre universellement accepté pour évaluer l'apport alimentaire en iode d'une population, a été réalisée en 2002. Nous ne disposons pas de données nouvelles concernant les niveaux d'iodure, ou de déficience en iode dans notre population. Nous prévoyons de réaliser une nouvelle étude au cours du printemps 2007. Cette année mes services vont évaluer le nombre des pathologies de la thyroïde dues à une déficience en iode, ainsi que la consommation de médicaments thyroïdiens dans notre pays.

La problématique de la déficience en iode dans notre population reste une de nos préoccupations. Elle sera prise en compte dans le cadre du plan national nutritionnel qui est en phase d'élaboration. Partant du constat que la sensibilisation à elle seule de la population n'aboutit pas au résultat escompté, alors que le public même dûment informé ne sait pas nécessairement où se procurer l'iode manquant, le plan national établira des lignes directrices après concertation avec tous les acteurs de la chaîne alimentaire. Parmi ceux-ci figureront par exemple les producteurs aux différents stades de la production ainsi que les responsables des cantines, notamment scolaires.

Les recommandations en matière d'approvisionnement journalier en iode, émises par l'OMS, UNICEF et ICCIDD (International Council for

Control of Iodine Deficiency Disorders), serviront d'orientation pour la formulation des recommandations nationales.

Un des moyens pour l'amélioration de l'approvisionnement en iode de notre population, comme le relève l'honorable Parlementaire, est effectivement la collaboration avec la Fédération des Patrons Boulangers-Pâtissiers, dans le but d'augmenter l'utilisation du sel iodé au dépens du sel non iodé pour la préparation du pain, élément important de notre alimentation journalière.

Cette action s'oriente strictement selon les recommandations des autorités mondiales en la matière, énumérées ci-dessus.

Actuellement la teneur en iode du pain ne fait pas l'objet d'évaluations à la division du contrôle alimentaire du Laboratoire national de Santé. Une analyse isolée de la teneur en iode du pain ne rend pas compte de l'apport global en iode alimentaire de la population. Par contre des analyses de la teneur en iode du sel utilisé dans toute la chaîne alimentaire sont envisageables.

La consommation modérée de sel est une des recommandations nutritionnelles importantes en faveur de la prévention de l'hypertension artérielle. Malheureusement le sel est l'élément véhiculaire privilégié pour l'iode, micro-élément essentiel, non produit par notre organisme, mais indispensable à la production des hormones thyroïdiennes. C'est pour cela que le message permanent de nos actions contre la déficience en iode est «du sel avec modération, mais du sel iodé». Ceci est également le message préconisé par l'OMS.

Si donc une consommation abondante de sel n'est pas sans danger, en revanche une surconsommation d'iode reste sans conséquences, alors que l'excès d'iode est éliminé par les urines et les matières fécales.

Question 0850 (17.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agno** (LSAP) concernant les **jours scolaires libres pour fêtes religieuses**:

Les vacances scolaires et jours fériés au Luxembourg prennent en compte les fêtes catholiques. Selon un article paru récemment dans la presse, certains directeurs d'école accorderaient des jours libres supplémentaires à des élèves juifs, musulmans ou bouddhistes, afin de permettre à ces élèves de respecter les fêtes religieuses de leur culte respectif, tandis que d'autres directeurs refuseraient cette faveur.

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer qu'il est de l'appréciation des directeurs d'école si des élèves qui souhaitent participer à des fêtes religieuses juives, musulmanes ou bouddhistes peuvent être libérés ou non de la fréquentation des cours?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait peut-être plus opportun de régler cette question au niveau national afin d'assurer un traitement égal à tous les élèves concernés?

Réponse (17.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

La législation et la réglementation en vigueur permettent de dispenser des élèves de la fréquentation des cours pendant la durée d'une journée. C'est tantôt l'instituteur, tantôt le directeur ou le régent qui l'accorde à la demande motivée des parents (art.7 de la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire; art.13 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant

l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques).

La participation à une fête religieuse importante est généralement considérée comme motif valable. J'estime qu'il faut laisser à l'instituteur et au régent de classe ou au directeur la liberté d'appréciation des demandes au cas par cas, notamment afin d'éviter des abus.

Question 0851 (18.1.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **remembrement rural**:

Déi jorelaang Differenzen téschen zwou staatlechen Administratiounen, nämlech dem Office national du Remembrement, deen dem Landwirtschaftsminister énnersteet, an der fir den Naturschutz zoustäneger Abteilung vun der Forstverwaltung, déi dem Émweltminister énnersteet, iwwert d'Aart a Weis wéi verschidde Remembrementsprojekte sollen duerchgeföhrt ginn, sinn a leschter Zäit öffentlech diskutéiert ginn. Et ass onémstridden, datt dës Divergenze Projekte blockéieren an zu bedeitenden Zäit- a Geldverloschter feieren. Dat Ganzt ass ze gesi virum Hannergond vun der konkreter Interpretatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz an der viru Jore gemaachter Ukenegung, datt d'Remembrementsgesetz misst a verschidde Punkten ofgeännert ginn. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wat fir Konklusiounen zéien déi zwee Ministeren aus der aktueller Situatioun, déi fir déi Beträffen net méi zoumutbar ass?

2. Gëtt et eng gemeinsam Approche, wéi een dës Zort vu Konflikter duerch eng besser Prozedur respektiv méi prezis Regele kénnt évitéieren?

3. Wéi steet et de Moment ém den „Katchessem“ iwwert déi konkret Interpretatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz an och mat der ugekennegter Reform vum Remembrementsgesetz?

4. Wéi sinn d'Aussichten, datt déi aktuell Blocagé bei Remembrementsprojekte kenne kuerzfristeg behuewe ginn?

Réponse commune (1.3.2006) de **M. Fernand Boden**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de **M. Lucien Lux**, Ministre de l'Environnement:

Le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Agriculture se sont mis d'accord sur une collaboration qui devrait faciliter la prise de décision lors des projets de remembrement actuels et futurs. Cette démarche commune peut être résumée en quatre points:

1. Un juste équilibre sera recherché entre les contraintes économiques et écologiques inhérentes à tout projet de remembrement sans toutefois négliger les intérêts légitimes des propriétaires concernés.

2. Le Ministère de l'Environnement sera associé à un stade suffisamment précoce à tout projet de remembrement de manière à lui permettre d'articuler ses suggestions et de définir les éléments naturels à conserver prioritairement. Cette première intervention du Ministère de l'Environnement aura lieu dès que le périmètre provisoire d'un projet de remembrement aura été défini. Cette façon de procéder aura aussi l'avantage de sensibiliser les propriétaires sur les exigences environnementales avant le vote de l'assemblée générale des propriétaires.

3. Un règlement grand-ducal sera pris, à très court terme, en exécution de l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964. Ce règlement fixera le contenu, les conditions et les modalités de réalisation de

l'étude d'impact à réaliser dans le cadre d'un projet de remembrement. En ce qui concerne la démarche relative à l'article 17, je renvoie à la réponse à la question parlementaire N°0757 de Madame le Député Marie-Josée Frank du 13 décembre 2005 (cf. *compte rendu N°5/2005-2006*).

4. Lors de l'instruction des projets de remembrement en cours ou à venir, le Ministère de l'Environnement sera l'interlocuteur de l'Office national du Remembrement.

Par ailleurs, l'Administration des Eaux et Forêts continuera de traiter ces dossiers et fera tenir au Ministre de l'Environnement les avis de ses experts et propositions techniques servant de base aux décisions à prendre. Il va sans dire qu'elle assurera le contrôle de l'exécution de ces décisions.

Cette approche coordonnée entre les deux ministères devrait permettre d'accélérer les procédures et d'éviter des situations trop conflictuelles.

Question 0852 (18.1.2006) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme:

Selon des informations récemment publiées dans la presse environ 10% de la population du Luxembourg éprouveraient de sérieuses difficultés à lire et à écrire ou seraient même analphabètes. Afin de remédier à cette situation, des cours spéciaux pour adultes sont organisés pour donner une deuxième chance aux concernés.

Compte tenu de l'importance de la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme en tant qu'instrument d'insertion sociale, Madame la Ministre pourrait-elle me fournir les informations suivantes:

- Quel est le nombre des cours actuellement organisés?
- Où est-ce que ces cours sont offerts?
- Quel est le nombre de participants, leur répartition par âge, par sexe et par nationalité?
- Est-ce que les cours sont offerts en nombre suffisant ou y a-t-il des listes d'attente?
- Qui est responsable de l'organisation des cours?
- Dans quelle mesure l'État participe-t-il au financement des cours?

Réponse (1.3.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Dans sa question N°0852, la Députée se réfère à des informations publiées dans la presse concernant le nombre des analphabètes ou illettrés au Luxembourg.

Afin de remédier à l'illettrisme et à l'analphabétisme, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle organise depuis des années des cours d'alphanétisation et soutient des organismes qui oeuvrent dans la même direction.

À cet effet, le Service de la Formation des Adultes (SFA) organise des cours en langue allemande et en langue française à Ettelbruck et à Walferdange. Pour l'année scolaire 2005/2006, les inscriptions s'élèvent à 73. À côté de ces cours, le SFA a décerné, sur base d'une convention bisannuelle, un label de qualité à des cours offerts par «Objectif Plein Emploi». Les cours du Centre Culturel et d'Éducation populaire de Bonnevoie sont conventionnés et subventionnés par le SFA.

À plusieurs reprises, la commune de Dudelange a annoncé à travers la brochure du SFA des cours d'alphanétisation, mais faute d'inscriptions, elle a dû annuler les cours.

L'honorable Députée voudra trouver les détails demandés dans sa question parlementaire, dans les tableaux joints, tels que la répartition par nationalité, sexe et âge.

Les cours offerts par le SFA ne connaissent pas de listes d'attente, les apprenants étant admis selon leur demande de participation, également en cours d'année scolaire.

L'écart important entre la demande potentielle et la demande s'explique autant par l'embarras des personnes d'avouer leur déficience que par la difficulté d'atteindre les clients potentiels par les moyens ordinaires d'information et de communication.

de se rendre à la gare d'Ettelbruck pour acheter leurs titres de transport et pour profiter des autres services généralement offerts à la gare de Wiltz. À part des dégâts matériels, le personnel de guichet a été agressé et menacé de violence. Selon mes informations, il est prévu d'installer, en tant que solution provisoire, le guichet dans un container à côté de la gare afin de garantir aux clients le confort et service habituel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer ces allégations?

Organisateur	Responsable	Lieu de formation	Nombre de cours	Financement	Nombre d'apprenants		
					F	M	Total
MENFP - Service de la Formation des Adultes Objectif Plein Emploi C. Cult. & Édu. pop. Bonnevoie	SFA	Ettelbruck	2	MENFP	10	18	28
		Walferdange	2	MENFP	28	17	45
		Schifflange	2	Label de qualité		8	8
		Luxembourg	1	Convention	5		5
				Total	43	43	86

Nationalité	F	M	Total
Albanie		1	1
Bosnie-Herzégovine		1	1
Bangladesh	2		2
Cameroun	1		1
Cap Vert	2	2	4
France		1	1
Guinée	1		1
Irak	1		1
Italie		2	2
Libéria		1	1
Luxembourg	18	28	46
Maroc	2		2
Îles Maurices	1		1
Niger		1	1
Nigeria	1		1
Portugal	5	4	9
Roumanie	1		1
Russie	1		1
Thaïlande	7		7
inconnue		2	2
Total	43	43	86

	Sexe		
Tranche d'âge	F	M	Total
>50 ans	9	6	15
40 - 49 ans	17	10	27
30 - 39 ans	6	11	17
21 - 29 ans	7	12	19
18 - 20 ans	3	3	6
16 - 17 ans	1	1	2
Total	43	43	86

Question 0855 (19.1.2006) de M. Ali Kaes (CSV) concernant le bâtiment voyageurs de la gare de Wiltz:

Récemment les locaux de la gare de Wiltz ont fait l'objet d'actes de vandalisme. Les dégâts causés aux installations du bâtiment ont été tellement importants qu'il a fallu fermer les guichets. Faute d'alternatives, les voyageurs sont obligés

- Dans l'affirmative, dans quel délai le guichet provisoire pourrait-il être opérationnel?

- Quelles sont les mesures que le Ministre entend prendre afin de garantir respectivement d'augmenter la sécurité du personnel de guichet?

Réponse (20.2.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 19 janvier 2006, l'honorable Député Ali Kaes souhaite s'informer au sujet des actes de vandalisme au bâtiment voyageurs et de violence envers du personnel du guichet en gare de Wiltz.

Tout d'abord, je tiens à confirmer que les allégations de Monsieur l'honorable Député sont exactes.

En attendant une décision définitive concernant la destinée future du bâtiment voyageurs en gare de Wiltz, la vente des titres de transport et l'information des clients se font dans un conteneur. Le conteneur en question a été aménagé

de sorte à assurer la sécurité du personnel.

Pour le cas où la vente des billets est reprise dans le bâtiment voyageurs, le guichet devra être réaménagé pour tenir compte des contraintes générées par une sécurisation du guichet.

du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales.

- La loi du 30 mars 2001 portant approbation:

1) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

2) du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Dublin, le 27 septembre 1996;

3) du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes, de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signée à Bruxelles, le 29 novembre 1996 et portant modification d'autres dispositions légales.

- La loi du 23 mai 2005 portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant:

1) certaines dispositions du code pénal;

2) la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Question 0857 (20.1.2006) de M. Claude Meisch (DP) concernant la mise en œuvre de travaux extraordinaires d'intérêt général pour assurer l'emploi des personnes détachées de leur entreprise d'origine:

Par règlement grand-ducal, le Gouvernement est autorisé à la mise en œuvre de travaux extraordinaires d'intérêt général pour ainsi assurer l'emploi des personnes détachées de leur entreprise d'origine, en l'occurrence la sidérurgie et la société WSA. Or, force est de constater que le nombre de détachements est en constante régression depuis une dizaine d'années. Ainsi, il s'est réduit de 171 personnes en 1995 à 51 personnes en 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si ce recul est dû à la mise en préretraite des personnes concernées ou si ces personnes ont trouvé un autre emploi?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant au nombre de personnes profitant des mesures de travaux extraordinaires qui ont trouvé un emploi dans le secteur privé?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la mesure des travaux extraordinaires d'intérêt général, conçue à l'époque comme transitoire, est encore appropriée?

Réponse (24.1.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

La réduction du nombre des salariés de la sidérurgie et de la WSA occupés à des travaux extraordinaires d'intérêt général est due à plusieurs facteurs et notamment à l'application des différents régimes de préretraite, dont ont pu bénéficier 59 personnes entre 1995 et 2006.

Par ailleurs 13 personnes ont été embauchées par l'État ou les communes, neuf ont été embauchées dans une entreprise du secteur privé, quatre ont arrêté le travail, huit touchent une pension d'invalidité et 27 ont été réintégrées dans leur entreprise d'origine.

En ce qui concerne la dernière question soulevée par l'honorable Député, il est évident que l'instrument des travaux extraordinaires d'intérêt général reste nécessaire afin de couvrir la situation des salariés pour lesquels une solution de reclassement n'a pas encore pu être trouvée.

Question 0859 (20.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant l'**amélioration des services de garde de nuit assurés par les médecins généralistes**:

Lors d'une interview télévisée un représentant de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) a évoqué récemment la nécessité d'améliorer les services de garde de nuit.

En effet, la garde de nuit est assurée par les médecins généralistes tous les jours de la semaine entre 22.00 heures du soir et 7.00 heures du matin.

Il en résulte qu'entre l'heure de fermeture des cabinets médicaux (vers 18.00 ou 19.00 heures) et le début de la garde de nuit à 22.00 heures, il n'y a pas de médecin généraliste susceptible de prendre en charge les malades. Pour les samedis, dimanches et jours fériés, le même problème se pose pendant la journée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre conçoit-il que les horaires de la garde de nuit posent problème pour les raisons énoncées ci-dessus?

- A-t-il été envisagé d'étendre les horaires du service de garde et d'y intégrer éventuellement l'ensemble du week-end?

- Dans l'affirmative, des pourparlers ont-ils été entamés dans ce sens?

- Quelles sont les solutions envisageables?

Réponse (3.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Un service de remplacement de nuit en médecine générale est en place depuis 2002, sur base d'une convention entre l'État et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD). Il fonctionne à partir de 22.00 heures du soir jusqu'au lendemain matin 7.00 heures.

Mes services disposent désormais du recul nécessaire pour évaluer l'expérience acquise et faire bilan.

Si dans l'ensemble le service donne satisfaction et est assez

bien accueilli par la population, il s'avère qu'il est peu sollicité dans la tranche horaire se situant entre 3.00 ou 4.00 heures et 7.00 heures du matin, alors qu'en revanche il existe une demande pour la tranche comprise entre l'heure de fermeture des cabinets et 22.00 heures. Par ailleurs une extension aux week-ends pourrait être envisagée.

Au cours d'une très récente entrevue l'AMMD m'a présenté ses vues au sujet d'une réorientation du service. Un groupe de travail a été mis en place sur le champ pour examiner ce nouveau concept avec toutes ses implications, y compris celles de nature budgétaire.

Question 0861 (23.1.2006) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant le **projet «Eurocap-Rail» (connexion par chemin de fer des trois villes-sièges de l'Union européenne - Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg)**:

Dans ma question parlementaire du 14 décembre 2005 (*cf. compte rendu N°7/2004-2005*) je m'étais enquis auprès du Ministre du ressort sur l'état d'avancement du projet Eurocap-Rail qui prévoit une connexion privilégiée par chemin de fer entre les trois villes siège de l'Union européenne que sont Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg et qui avait été mis sur les rails en 2003 par le Ministre Henri Grethen ensemble avec son homologue belge de l'époque, Madame le Ministre de la Mobilité, Isabelle Durand.

Dans sa réponse du 29 décembre 2005 Monsieur le Ministre des Transports a souligné qu'au niveau fédéral belge et notamment auprès de son homologue des Transports la détermination prévaudrait d'effectuer les travaux de modernisation de la ligne Bruxelles-Luxembourg correspondant au moins au «projet SNCB de base».

Or, dans un article publié dans l'édition du Tageblatt du 19 janvier 2006 „Aus für das belgisch-luxemburgische Projekt Eurocap-Rail“ l'auteur se fait l'écho d'informations parues dans la presse belge, selon lesquelles le projet Wallon (modernisation de la ligne de chemin de fer Luxembourg-Bruxelles) «est sur le cimetière» faute de moyens financiers pour procéder à la modernisation envisagée de la ligne.

Au vu des derniers développements précités de ce dossier stratégique très important pour notre pays j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la valeur réelle des déclarations politiques de représentants du Gouvernement belge auxquelles se réfère le Ministre luxembourgeois dans sa réponse à ma question parlementaire, si parallèlement au soutien oral apporté au projet, il semble être su dans les milieux politiques belges que l'argent fait défaut pour réaliser le projet?

- Quel est le soutien politique et financier à attendre des autorités wallonnes?

- Quelles ont été du côté luxembourgeois les initiatives prises en matière de concertation avec les responsables régionaux?

- Quel est le scénario de base SNCB pour la modernisation de la ligne auquel se réfère le Ministre dans sa réponse précitée? En quoi ce scénario se distingue-t-il, en termes d'aménagement technique de l'infrastructure, de temps de parcours de trains, de coût des investissements et de compétitivité par rapport aux itinéraires concurrentiels mentionnés par le Ministre, du projet Eurocap-Rail tel que promu par les Ministres Grethen et Durand?

- Quelles sont les initiatives prises ou envisagées du côté luxembourgeois pour sauver le projet?

Réponse (13.2.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Par sa question parlementaire du 20 janvier 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet Eurocap-Rail.

Le dossier Eurocap-Rail tel qu'il a été présenté en juin 2003 en vue de son éligibilité parmi les projets prioritaires du réseau transeuropéen des transports prévoyait que l'ensemble de l'infrastructure ferroviaire entre Bruxelles et Luxembourg serait rendue apte à la circulation à pleines performances de trains pendulaires. Ainsi il était notamment prévu de créer entre Ciney et Libramont une nouvelle ligne à grande vitesse (300 km/h), court-circuitant la ligne actuelle très sinuose. Par ailleurs, entre Namur et Ciney et entre Libramont et Luxembourg on prévoyait de porter la vitesse autorisée de 130 actuellement à 160, voire à 200 kilomètres à l'heure sur la ligne existante par des opérations de redressement du tracé. Le coût global d'infrastructures et d'équipements du projet total, tel que défini à l'époque, s'établissait à 749 millions d'euros, dont 389 millions d'euros pour maintenir le simple fonctionnement de la ligne dans des conditions acceptables, et 360 millions d'euros additionnels pour permettre le service à grande vitesse.

Suite à l'entrevue ministérielle belgo-luxembourgeoise du 22 septembre 2003, un groupe de travail belgo-luxembourgeois, composé de représentants des deux administrations et des compagnies ferroviaires, avait été chargé de vérifier la consistance technique des travaux à retenir ainsi que le coût de leur réalisation en vue de pouvoir se prononcer sur les modalités de mise en œuvre de ce très important investissement.

Le rapport final SNCB/CFL du 29 mars 2004 a envisagé trois scénarios pour la partie belge, à savoir:

- scénario 1: dit projet Eurocap-Rail de base avec un relèvement de la vitesse à 160 km/h là où il est possible de le faire en restant sur l'assiette actuelle de la voie (coût 2004: 366 millions €, dont 283 millions € en maintien de capacité et 83 millions € en extension de capacité);
- scénario 2: projet Eurocap-Rail de base + ligne nouvelle entre Ciney et Libramont (coût 2004: 1.030 millions €);
- scénario 3: projet Eurocap-Rail «sensu stricto» (coût 2004: 1.794 millions €).

Dans ses conclusions, le groupe de travail SNCB/CFL proposait notamment de réaliser une étude de marché afin d'évaluer de manière plus précise le potentiel de trafic. Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire du 14 décembre 2005, cette étude a été effectuée pour le compte de la SNCB et des CFL par le consultant STRATEC et est terminée depuis le 22 novembre 2005.

Cette étude conclut notamment que la concurrence induite par les modifications prévues sur les grandes infrastructures ferroviaires en France et en Allemagne sera forte. Notamment, la mise en exploitation de la première phase de la ligne à grande vitesse Est Européenne risque de détourner le trafic Bruxelles-Strasbourg par Lille. Ces risques de concurrence conduisent à conclure qu'il faut réaliser au minimum le projet Eurocap-Rail de base.

Dans cet ordre d'idées, les deux Gouvernements réuniront fin février 2006 une deuxième fois le groupe de travail chargé d'analyser le volet financier de l'ensemble du projet de manière, notamment, en vue de pouvoir présenter un dossier concret aux instances européennes.

Une décision sur le financement de cette entreprise sera disponible pour le deuxième semestre 2006.

penses pouvant être considérées comme relevant de la médecine préventive et que tout dépend dès lors de la définition que l'on veut bien donner de la médecine préventive. Il semble bien qu'on ne puisse pas se limiter au budget réservé aux seules activités relevant de la division de la médecine préventive et sociale de la Direction de la Santé, mais qu'il faille aussi tenir compte de certaines activités spécifiques de la médecine du travail et de la médecine scolaire.

Par ailleurs les vaccins, soit effectivement utilisés soit stockés en prévision d'hypothétiques pandémies, qui pèsent de plus en plus lourd dans la balance, devraient également être pris en compte. Or les dépenses afférentes, engagées pour faire face à des maladies déclarées ou des menaces de pandémie, sont sujettes à de fortes variations d'une année à l'autre. C'est ainsi qu'en 2002 l'article budgétaire afférent a fait l'objet d'un dépassement sensible en raison de cas de méningite dans l'enseignement secondaire. Pour 2005 et 2006 le même article budgétaire connaît une hausse exceptionnelle en raison précisément des nouvelles menaces de pandémie.

L'on remarquera encore que le projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale, dont les dépenses étaient prévues au budget du Ministère de la Santé de 2002 à 2005, n'apparaît plus au budget de l'année en cours, alors que ses frais de fonctionnement sont désormais à charge de l'UCM.

Si donc les facteurs relevés ci-dessus font qu'il n'est pas facile de suivre avec précision l'évolution du budget consacré à la médecine préventive, il n'en reste pas moins que la progression est soutenue et suit moins le rythme de progression du budget général de l'État.

Il ne suffit d'ailleurs pas, pour se faire une idée d'un point de vue purement budgétaire sur les activités effectives de l'administration en matière de médecine préventive, de comparer les budgets consacrés d'une année à l'autre à ce secteur. Encore faut-il voir dans quelle mesure le budget attribué à l'administration a été utilisé par elle. Or, force est de constater que pour les années visées par l'honorable Parlementaire et pour lesquelles les comptes sont actuellement disponibles les moyens budgétaires n'ont pas tous été épousés. Pour l'un ou l'autre article budgétaire l'on est même loin du compte. C'est ainsi que pour la période allant de 2000 à 2004 l'article 14.1.12.126, libellé «Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de l'établissement d'un système d'information en matière de santé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la santé pour tous» n'a été épousé qu'à moitié. Pour les années 2003 et 2004 les disponibilités de l'article 14.1.12.306 libellé «Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer du sein» n'ont été entamés que pour 40% environ du montant total alloué. Or l'on sait que le fait de ne pas épouser totalement les fonds disponibles se traduit généralement par une diminution des moyens budgétaires correspondants alloués pour l'année subséquente.

Question 0864 (24.1.2006) de **M. Charles Goerens** (*DP*) concernant l'**emploi d'armes nucléaires**:

Dans son discours du 19 janvier 2006, Monsieur Jacques Chirac, Président de la République française, a développé la doctrine française sur la dissuasion nucléaire en élargissant la protection des intérêts vitaux de la France à:

1. la garantie de ses approvisionnements stratégiques ou la défense de pays alliés;

2. la dissuasion à l'encontre des dirigeants d'États qui auraient recours à des moyens terroristes contre la France, tout comme ceux qui envisageraient d'utiliser des armes de destruction massive (ADM).

Tout en rappelant l'initiative antérieure française pour une réflexion européenne sur une dissuasion concertée, le Président de la République a d'ailleurs affirmé que «le développement de la politique européenne de sécurité et de défense, l'imbrication croissante des intérêts des pays de l'Union européenne, la solidarité qui existe désormais entre eux, font de la dissuasion nucléaire française, par sa seule existence, un élément incontournable de la sécurité du continent européen».

Aussi le Président de la République a-t-il précisé que le concept français d'emploi d'armes nucléaires, fréquemment qualifiées, d'une part «d'armes de non-emploi», et d'autre part, de moyen «d'ultime avertissement» n'a pas changé. Il convient cependant d'enregistrer les réactions diverses et contradictoires à son discours au sein de l'opinion publique en Europe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Le Gouvernement estime-t-il que l'initiative du Président Chirac a un impact sur les garanties négatives de sécurité pour tous les pays non nucléaires signataires du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), c'est-à-dire l'engagement des puissances nucléaires à ne pas attaquer, avec des moyens nucléaires, ces pays?

2. Dans le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe, il est prévu d'instituer une politique de sécurité et de défense commune ainsi qu'une clause de solidarité pour assister les pays membres en cas d'attaque terroriste en faisant appel à tous les instruments de l'UE, y compris les moyens militaires. Le Conseil européen avait décidé d'appliquer l'esprit de cette clause. Compte tenu des initiatives prises par la Présidence autrichienne de ranimer les discussions sur l'avenir du Traité constitutionnel, le Gouvernement n'estime-t-il pas que pour des raisons de cohésion et de cohérence des 25 en matière de PESD, cette question devrait être portée à l'ordre du jour du prochain Conseil européen?

Réponse conjointe (1.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. Par la résolution 984, adoptée à l'unanimité le 11 avril 1995, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a pris acte avec satisfaction des déclarations faites par chacun des États dotés de l'arme nucléaire [(S/1995/261, S/1995/262, S/1995/263, S/1995/264, S/1995/265)], dans lesquelles ceux-ci ont donné aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au TNP, la garantie de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre eux. Il convient cependant de noter que pour la France cet engagement ne couvre pas le cas d'une invasion ou de toute autre attaque dirigée ou soutenue par un tel État en alliance ou en association avec un État doté de l'arme nucléaire, contre elle, son territoire, ses forces armées ou autres troupes, ou contre ses alliés ou un État envers lequel elle aurait un engagement de sécurité.

La France a également affirmé son attachement aux garanties négatives de sécurité dans le cadre de la position commune relative à la conférence d'examen de l'an 2005 des États parties au TNP, adoptée par le Conseil de l'UE le 25 avril 2005, en appelant les États dotés d'armes nucléaires à réaffirmer les assurances de sécurité existantes

notées dans la résolution 984 (1995) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Enfin, comme l'honorable Député le note lui-même, le Président de la République a précisé dans son discours que le concept français d'emploi d'armes nucléaires, qualifiées, d'une part «d'armes de non-emploi», et d'autre part, de moyen «d'ultime avertissement» n'a pas changé.

Par conséquent, le Gouvernement estime que l'initiative du Président Chirac ne renie pas les engagements politiques et juridiques pris par la France en matière de garanties négatives de sécurité.

2. Le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe prévoit en effet d'instituer une clause de défense mutuelle, ainsi qu'une clause de solidarité pour assister les pays membres en cas d'attaque terroriste, en faisant appel à tous les instruments de l'UE, y compris les moyens militaires. Néanmoins il est également spécifié que l'introduction d'une clause de défense mutuelle ne porte pas atteinte à la spécificité de la politique de sécurité et de défense de certains États membres.

Au vu de ces spécificités et de la sensibilité de la question, il ne semble pas opportun de soulever cette question à ce stade des discussions.

Question 0865 (24.1.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la brochure distribuée par le Ministère de la Santé sur l'alimentation des enfants:

Lors du dernier «Salon de l'enfant» le stand du Ministère de la Santé a distribué une brochure relative à l'alimentation saine chez les enfants. Il s'est révélé qu'au dos de cette brochure figure une publicité en faveur d'une chaîne d'alimentation rapide (fast-food). Lors de l'édition 2004 du «Salon de l'enfant», le Ministère avait également présenté une brochure dont le sujet était le bien-être des enfants, brochure pour laquelle le Ministère a d'ailleurs été félicité de toute part.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont les raisons exactes ayant conduit à cet incident regrettable?

- La brochure 2005 a-t-elle été élaborée de façon différente par rapport à celle de 2004?

- Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de la mise en page de la brochure 2005 avant de donner son accord à sa publication?

- Les publications du Ministère de la Santé ne devraient-elles pas renoncer à l'insertion de publicité à l'avenir?

Réponse (1.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

En 2005, comme c'était déjà le cas en 2004, la société qui organise le «Salon de l'enfant» a mis gratuitement à disposition de mon Ministère un stand d'information et de sensibilisation à la Luxexpo d'automne et nous a offert d'édition et de faire imprimer une brochure, à condition de lui livrer les textes pour son contenu. Mes services se sont concertés avec notre partenaire, la Ligue de Prévention et d'Action médico-sociale, et il a été décidé de profiter de ce service gratuit et de distribuer ladite brochure aux visiteurs durant le «Salon de l'enfant».

Comme l'année précédente mes services ont fourni nos textes au courant de l'été, ceux de la Ligue médico-sociale ont été délivrés un peu plus tard.

À la rentrée cependant l'éditeur, qui devait s'occuper de l'impression de toutes les brochures du «Salon de l'enfant», s'est trouvé devant une surcharge considérable de travail et n'a pu livrer le produit fini qu'au moment de l'ouverture du salon.

Contrairement à l'année précédente mes services n'ont pas pu visualiser le dernier layout avant l'impression et ont dû constater le «faux pas» de l'éditeur lors de la soirée d'ouverture, à savoir l'apposition, en dernière page de couverture, d'une publicité pour une grande chaîne de fast-food.

Ceci étant en contradiction avec nos recommandations en matière de nutrition saine et équilibrée, il a été décidé de retirer la brochure et de ne pas la distribuer. Nous avons cependant mis nos textes sous forme d'un document DIN A4 à la disposition des visiteurs.

Pour éviter ce genre de malentendu à l'avenir, mes services renonceront dorénavant à fournir des textes pour des publications financées au moyen de publicités.

Question urgente 0866 (24.01.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeërs» dans les locaux de RTL à Kirchberg:

Gésch koum et um RTL-Sétz um Kierchbierg zu engter Perquisitioun duerch d'Police judiciaire. Iwwert d'Motivatioun vun dëser Aktiouen gouf et keng Explikatiounen.

Esou Perquisitiounen, wa se d'Press betreffen, mussen d'Chamber besonnesch interpelléieren. D'Presse- a Meenungsfräheit ass an engem demokratesche Stat en iwweraus wäertvolt Gut, esou wichteg, datt eis Constitutioun des Fräheeten explizit (Art. 24) garantiert.

Dowéinst folgend Froen:

1. Wat sinn d'Hannergrënn vun der genanntener Perquisitioun?

2. Ass dës Aktioun an de Kontext vun der sou genannter „Bommeleeërr“ anzeuerdnen?

3. Wéi steet den Här Justizminister generell zu Perquisitiounen, déi Medien a Journaliste viséieren?

Question 0867 (24.01.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeërr» dans les locaux de RTL à Kirchberg:

Il me revient par voie de presse qu'au cours de la journée du lundi 23 janvier 2006 il aurait été procédé à des perquisitions dans le cadre de «l'affaire Bommeleeërr» dans les locaux de RTL à Kirchberg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Quelles ont été les raisons invoquées pour procéder à des perquisitions auprès de RTL à Kirchberg?

- Est-ce que des perquisitions dans le cadre d'une instruction en cours auprès d'un organe de presse sont en accord avec la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et notamment les articles 6 et 7 concernant le droit de rechercher et de commenter des informations respectivement la protection des sources?

Réponse (24.01.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice:

No den Informatiounen, déi ech vum Parquet kritt hunn, ware keng Perquisitioun bei engter Redaktion vun engem Presseorgan. Et hunn och keng Perquisitioun stattfonnt, déi Medien oder Journaliste viséiert hunn oder déi eppes mat dem Inhalt vun der Bommeleeërr ze doe gehat hätten. D'Perquisitioun hat zum Zil, den Auteur vun engter „Fraude informatique“ erauszefannen, dee virun e puer Wochen an eng E-Mail-Leitung agebrach hat, déi vun der Police am Kontext vun der Bommeleeërr ageriicht gi war.

du personnel qui exerce les droits et assume les obligations du délégué à l'égalité des chances».

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Égalité des Chances et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire quels ministères et administrations publiques ont désigné un délégué à l'égalité des chances? Quels sont les ministères et administrations où la représentation du personnel exerce les missions dévolues au délégué à l'égalité des chances?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir des données chiffrées quant à la date de l'entrée en jonction des différents délégués à l'égalité des chances au sein de la fonction publique?

Réponse (1.3.2006) de **M. Claude Wiseler**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

En réponse l'honorable Député voudra trouver en annexe un tableau indiquant les ministères et administrations ayant désigné un délégué à l'égalité, les dates de désignation et le cas échéant si la représentation du personnel exerce les missions dévolues au délégué à l'égalité.

Ministère / Administration	Désignation / entrée en fonction
Adm. com. des Caisses de Sécurité sociale - prof. agricole	29.03.2005
Administration de l'Emploi	11.03.2005 (représentation du personnel)
Administration de l'Enregistrement et des Domaines	01.06.2004 (représentation du personnel)
Administration de l'Environnement	01.07.2004
Administration des Bâtiments publics	16.11.2005
Administration des Contributions directes	19.05.2004 (représentation du personnel)
Administration des Douanes et Accises	02.02.2004 (représentation du personnel)
Administration des Eaux et Forêts	06.04.2005
Administration des Ponts et Chaussées	16.11.2005
Administration judiciaire	28.06.2004 (représentation du personnel)
Armée	18.04.2005 (représentation du personnel)
Bibliothèque nationale de Luxembourg	21.06.2004
Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés publics	16.06.2005
Caisse de Maladie des Ouvriers	27.05.2004
Centre commun de la Sécurité sociale	17.03.2004 (représentation du personnel)
Centre de Langues	07.01.2005
Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires (CPOS)	09.08.2004
Centre de Technologie de l'Éducation (CTE)	04.04.2005
Centre national de l'Audiovisuel	13.05.2005
Centre national de Littérature	13.05.2005
Conseil d'État	18.04.2005
Direction de la Santé	11.06.2004
École nationale de l'Éducation physique et des Sports	16.07.2004
Éducation différenciée	16.07.2004
Établissements pénitentiaires	30.03.2005 (représentation du personnel)
Inspection du Travail et des Mines	29.03.2005 (représentation du personnel)
Inspection générale de la Sécurité sociale	29.06.2004

Inspection générale des Finances	17.03.2005
Institut national d'Administration publique	01.10.2005
Institut national des Sports	16.07.2004
Laboratoire national de Santé	22.06.2004 (représentation du personnel)
Lycée Robert Schuman	11.03.2005
Lycée technique d'Ettelbruck	03.2005
Maisons d'Enfants de l'État	01.04.2005
Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration	20.12.2005
Ministère de la Famille et de l'Intégration	01.07.2004
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme adm.	01.10.2005
Ministère de la Justice	13.09.2005
Ministère de la Santé	10.06.2004
Ministère de l'Éducation nationale et de la Form. prof.	16.07.2004
Ministère de l'Égalité des Chances	13.05.2004
Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	16.07.2004
Ministère des Finances	23.05.2005
Ministère des Travaux publics	16.11.2005
Ministère du Travail et de l'Emploi	03.05.2005
Musée national d'Histoire naturelle	16.03.2005
Service central de Législation	11.06.2004
Service central des Imprimés	01.11.2005
Service de Contrôle de la Comptabilité des Communes	05.04.2005
Service de Coordination Recherche/Innovation péd. et techn.	16.07.2004
Service de la Formation professionnelle	16.07.2004
Service de l'Énergie de l'État	01.10.2005
Service d'Économie rurale	09.06.2004
Service des Médias et des Communications	14.07.2004
Trésorerie de l'État	16.06.2004
Union des Caisses de Maladie	01.06.2004

seront pris en compte les résultats obtenus par l'étudiant à l'étranger?

- Par ailleurs, qu'en est-il des études de master pour lesquelles la loi ne prévoit pas expressément de période obligatoire à l'étranger tout en faisant le deuxième niveau des études universitaires? Est-il donc sous-entendu que le master ne peut être obtenu que sur la base d'un bachelor de l'Université du Luxembourg ou peut-on concevoir un master délivré par l'Université du Luxembourg sans séjour obligatoire à l'étranger?

Réponse conjointe (14.2.2006) de **M. François Biltgen**, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

La durée de la période de mobilité obligatoire dans le cadre des études menant au grade de bachelor de l'Université du Luxembourg n'a pas été fixée dans la loi du 12 août 2003 afin de permettre à l'Université d'en moduler la durée ainsi que le moment en fonction des différentes formations.

L'Université est en train de conclure de nouveaux accords et de

reconduire des accords existants avec un certain nombre d'universités afin de permettre la mobilité des étudiants qui suivent une formation en vue de l'obtention du grade de bachelor. Ces accords prévoient, entre autres, la reconnaissance par l'Université du Luxembourg et par les universités partenaires, des crédits ECTS validés par les étudiants dans les universités respectives.

Pour ce qui est des études menant au grade de master, la loi ne prévoit pas de mobilité obligatoire étant donné que les étudiants inscrits dans ces formations de deuxième niveau ont tous effectué une période d'études à l'étranger, soit en ayant effectué leurs études de bachelor dans une université étrangère, soit en ayant effectué leurs études de bachelor, qui comprennent la période de mobilité obligatoire, à l'Université du Luxembourg. Par conséquent, tout étudiant qui se voit conférer le grade de master de l'Université du Luxembourg a, de facto, accompli une période d'études à l'étranger. Par ailleurs, l'accès au deuxième niveau n'est pas tributaire de l'obtention du grade de bachelor délivré par l'Université du Luxembourg, mais il est régi par l'article 12 point (3) de la loi du 12 août 2003, article qui prévoit la reconnaissance de grades étrangers sur base de la Convention de Lisbonne.

Question 0876 (25.1.2006) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant les critères de promotion:

Les nouveaux critères de promotion qui déterminent l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique ont été fixés par règlement grand-ducal le 14 juillet 2005. Cette nouvelle réglementation devra aboutir à mettre en place un système de promotion et d'orientation plus cohérent, qui permette aux élèves de progresser en fonction de leurs capacités réelles et d'éviter les échecs inutiles.

Pour ce qui est de la promotion des élèves, on peut lire dans l'article 6, point 1 du règlement que «dans les classes de 7^e, 8^e et 9^e de l'enseignement secondaire technique et les classes de 7^e, 6^e, 5^e et 4^e de l'enseignement secondaire, l'élève réussit (...), s'il peut compenser toutes ses notes annuelles insuffisantes ou s'il a une moyenne générale d'au moins 40 points». Pour ce qui touche à l'échec, il est précisé au point 2 du même article que l'élève échoue «...si le nombre des notes annuelles insuffisantes est supérieur au tiers du nombre total des branches à moins que, pour les classes de 7^e, 8^e et 9^e de l'enseignement secondaire technique et les classes de 7^e, 6^e, 5^e et 4^e de l'enseignement secondaire, sa moyenne générale annuelle soit supérieure ou égale à 40 points».

Ceci signifie dans d'autres mots qu'un élève du cycle inférieur peut réussir, même s'il présente des notes insuffisantes dans les trois branches principales. S'y ajoute qu'il n'y a pas de note seuil minimum sollicité pour pouvoir compenser. Quant à l'ajournement, l'article 7 précise au point 1 que l'ajournement peut consister en «un travail de vacances fixé individuellement pour chaque élève et chaque branche, qui se solde par une épreuve portant sur le travail de vacances et une décision de promotion» ou bien en «un travail de révision qui peut, selon la décision du conseil de classe, se solder par une épreuve».

NOMBREUSES sont les critiques qui se font entendre de la part des professeurs qui craignent qu'avec le

nouveau système de compensation, le niveau des classes dans les lycées secondaires et secondaires techniques ne se dégrade continuellement. En effet, ils argumentent que ce nouveau système prend la motivation aux élèves avec plus de difficultés et ne donne plus de défi stimulant aux élèves sans problèmes. Les enseignants redoutent qu'eux-mêmes voire les parents ne réussissent plus à motiver les élèves à faire plus qu'un minimum d'efforts.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- N'y a-t-il pas risque que ce nouveau système de compensation, au lieu d'encourager les élèves à exceller et à venir en aide aux plus faibles, n'entraîne une perte de motivation chez les élèves?

- Comme la société d'aujourd'hui ne mise que sur les meilleurs quant aux critères d'embauche, ne met-on pas les mauvais accents par un système de compensation dans les écoles qui n'évalue que partiellement les compétences de l'élève?

- Le fait qu'il existe deux différents types d'épreuves d'ajournement, les élèves ne courront-ils pas le risque d'être avantagés voire désavantagés par ce système?

- Madame la Ministre a-t-elle prévu de procéder à une évaluation des résultats obtenus par la mise en œuvre des nouveaux critères de promotion?

Réponse (1.3.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les nouveaux critères de promotion sont fondés sur l'idée qu'il faut stimuler les élèves à faire des efforts supplémentaires dans des branches ou des domaines où ils sont forts et où ils ont une chance réelle de prétendre à l'excellence. C'est un retourment sensible de la situation où l'élève qui par exemple avait une faiblesse chronique en mathématique était constamment obligé de concentrer tous ses efforts sur cette matière dans laquelle il n'avait aucune chance de briller.

Ces insuffisances insurmontables qui parfois tournaient au cauchemar des familles avaient pour effet de démotiver l'élève et de lui faire négliger les autres matières pour lesquelles l'école n'honorait pas ses performances.

1. L'honorable Députée évoque le cas d'un élève qui pourrait réussir son année même s'il a obtenu des notes insuffisantes dans trois branches principales. C'est un cas purement théorique. Pour l'année scolaire 2004/2005 aucun élève sur les quelque 15.000 concernés n'a obtenu simultanément une note insuffisante en allemand, français et mathématique et une moyenne de 40 points.

2. Ce n'est pas en promouvant la médiocrité, les résultats «passables» qu'on prépare les jeunes à la société qui ne mise que sur les meilleurs quant aux critères d'embauche. Il faut changer le modèle qui fait que les élèves apprennent surtout pour éviter de récolter des notes insuffisantes en un système où les élèves s'appliquent pour être bons ou excellents. Il est évident qu'il faut faire des choix et qu'on ne peut pas exiger des élèves qu'ils soient tous bons dans tous les domaines.

3. Il importe que le conseil de classe dispose d'une marge de manœuvre afin d'adapter les mesures de remédiation - dont l'ajournement fait partie - à la situation de l'élève.

4. L'évaluation des résultats scolaires se fait en continu puisque tous les résultats trimestriels sont saisis. L'évolution des effectifs scolaires et des bilans scolaires est analysée chaque année et fait l'objet d'une publication spéciale par le SCRIPT.

Question 0880 (26.1.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les poursuites pour des contraventions au Code de la Route commises en France:

Au cours des dernières semaines la presse luxembourgeoise s'est faite l'écho de mésaventures d'automobilistes luxembourgeois poursuivis pour des contraventions routières apparemment commises en France au moyen de leur voiture à un moment où ni eux-mêmes ni leur voiture n'avaient frôlé le territoire de l'hexagone.

Il semble que les mésaventures vécues par les concernés se placent dans le cadre de la coopération entre les autorités judiciaires et policières françaises et la police luxembourgeoise, mise en place dans le sillage de l'intensification de la répression de la délinquance routière décidée par le Gouvernement français qui a entre autres conduit à la mise en place de radars routiers permettant la prise d'images de voitures en infraction au Code de la Route roulant notamment à vitesse excessive.

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il confirmer si une telle coopération a été mise en place et, si oui, m'expliquer selon quelles modalités cette coopération fonctionne en pratique?

- Quelle est la base légale pour l'organisation d'une telle coopération? Est-il notamment garanti que l'intimité de la sphère privée est assurée et que les règles légales de la protection des données personnelles sont appliquées? Y a-t-il eu à cet égard une consultation de la commission nationale de la protection des données? Si oui, que dit cet avis? Sinon, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cet avis n'est pas requis au regard de la législation en vigueur?

- Y a-t-il eu enquête sur les plaintes formulées par des citoyens luxembourgeois affirmant faire de façon non justifiée l'objet de poursuites pour des infractions qu'ils n'ont pas pu commettre et qui n'ont pas non plus pu être commises au moyen de leur véhicule? Les autorités luxembourgeoises sont-elles associées à ces enquêtes, dans la mesure où celles-ci ont été initiées, et, dans la négative, y a-t-il déjà eu initiative du Gouvernement pour réclamer une telle enquête?

- Monsieur le Ministre estime-t-il compatible avec les règles d'un Etat de droit dont se réclament aussi bien la France que le Luxembourg, et notamment avec le principe de la présomption d'innocence, le fait pour les autorités françaises d'insister sur le paiement de l'amende prévue en cas d'excès de vitesse, préalablement à l'examen de toute réclamation des concernés clamant leur innocence?

- S'agissant toujours des amendes les autorités françaises prévoient deux moyens pour payer ces dernières à savoir un timbre amende, qu'il faut se procurer en France, ou encore un chèque, une pratique qui est tombée en désuétude au Luxembourg. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de proposer aux autorités françaises de permettre le paiement d'amendes par virement d'autant plus que le système IBAN a été mis en place afin de faciliter les transactions financières au sein de l'Union européenne?

Réponse (16.2.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

En application de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale en vigueur, les autorités judiciaires luxembourgeoises transmettent les informations nécessaires aux autorités françaises afin de permettre la poursuite des infractions constatées en France.

S'agissant de données judiciaires, leur traitement n'est pas sujet à autorisation de la commission nationale de la protection des données.

Actuellement une concertation entre les autorités compétentes est menée visant à changer certaines modalités pratiques afin d'éviter les problèmes constatés.

Question 0888 (31.1.2006) de **M. Charles Goerens** (DP) concernant le soutien au développement rural:

La loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural stipule dans son article 66 que «les mesures relatives à l'octroi des aides prévues par la présente loi ne sont valables que pour une durée de sept ans» et «qu'un règlement grand-ducal peut fixer les modalités d'application en rapport avec cette expiration, et notamment la date limite de la recevabilité des demandes d'aides, celle de l'achèvement des investissements susceptibles de bénéficier d'une aide financière, ainsi que celles de la décision à prendre sur l'allocation des aides».

Selon le même article 66, la loi qui est applicable à partir du 1^{er} janvier 2000 devrait cesser de produire ses effets à la fin de l'année 2006 sauf pour ce qui est des suites à réservoir aux investissements non achevés à la date d'expiration.

J'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Agriculture s'il peut se prononcer d'ores et déjà sur les modalités d'application en rapport avec cette expiration et plus particulièrement sur les conditions de recevabilité et d'éligibilité des demandes d'aides concernant les investissements dont le début de réalisation est antérieur au 31 décembre et dont l'achèvement est postérieur à cette date.

Réponse (24.2.2006) de **M. Ferdinand Boden**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

La loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, communément appelée loi agricole, prévoit effectivement à son article 66 la possibilité de fixer, par voie de règlement grand-ducal, les modalités d'application en rapport avec son expiration au 31 décembre 2006.

Étant convaincu que de telles modalités sont utiles et nécessaires afin de guider au mieux les bénéficiaires des aides dans la planification de leurs investissements, j'ai demandé aux différentes commissions consultatives instituées pour aviser les demandes d'aides de me soumettre, en fonction des différents régimes d'aides, des propositions quant aux dates limites de la recevabilité des demandes et à celles de l'achèvement des investissements éligibles aux aides.

Dès que je serai en possession de ces propositions, je ne manquerai pas de saisir le Conseil de Gouvernement d'un projet de règlement grand-ducal afin que les modalités proposées puissent entrer en vigueur dans les meilleurs délais possibles.

Question 0891 (1.2.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les actes d'agression contre les clients et le personnel d'accompagnement dans les moyens de transports publics:

Les organisations syndicales ne se lassent pas d'attirer l'attention des milieux politiques sur le phénomène de la recrudescence inquiétante des actes d'agression dans les moyens de transports publics dont sont de plus en plus souvent victimes les clients et le personnel d'accompagnement.

En guise de réponse à ce cri d'alarme Monsieur le Ministre des Transports vient de diffuser en tout et pour tout un bref communiqué de presse comme quoi les pouvoirs publics maîtriseraient la situation et que prochainement les résultats de la réflexion menée au sein d'un groupe de travail interministériel seraient examinés en vue de prendre, le cas échéant, des mesures permettant de mettre un terme au malaise actuel.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports si des données statistiques existent en la matière et, dans l'affirmative, si les données recensées montrent au cours des dernières années une tendance à la hausse de ces agressions tant pour ce qui est le nombre qu'en ce qui concerne la gravité des faits recensés.

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend, le cas échéant, mettre en place pour enrayer le problème? Quel est le sens des propositions sur lesquelles travaille actuellement encore un groupe interministériel? À quand peut-on s'attendre à des initiatives concrètes de la part des autorités publiques? Les communes qui exploitent leurs propres services de transports publics seront-elles associées à cette prise de décision et si oui, de quelle façon?

- Monsieur le Ministre des Transports ne croit-il pas qu'il soit temps de mettre enfin en œuvre les mesures d'exécution relatives à la sûreté dans les gares et les moyens de transports prévues par la législation sur les transports publics de 2004 (loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics) qu'avait encore initiée son prédécesseur?

- Un an et demi après l'entrée en vigueur du cadre légal en question combien d'agents sont formés et assermentés en vue de pouvoir procéder à la surveillance hautement nécessaire à en juger de par les dires des organisations syndicales des transports?

- Quels sont les critères de formation prévus à cet effet, quelle est la durée de cette formation et selon quelles modalités les candidats sont-ils sélectionnés? Quel est l'effectif prévu pour être mis en place en vu de répondre aux besoins de sûreté identifiés?

Réponse (1.3.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 1^{er} février 2006, l'honorable Député Xavier Bettel souhaite s'informer sur la sûreté dans les transports publics.

Il apparaît en effet que les agents employés dans le secteur des transports publics sont de plus en plus souvent victimes d'agressions verbales voire physiques ou d'autres incidents en relation avec la sûreté.

En vue d'améliorer la sûreté des usagers et des agents employés dans le secteur des transports publics, un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte le comité de pilotage a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» à l'aide duquel l'agent concerné peut signaler les incidents dont il a été victime ou témoin. Les données ainsi collectées sont centralisées pour servir notamment à l'établissement de sta-

tistiques reflétant la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

Differentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment la présence d'agents de sécurité, la surveillance par caméras ou encore l'équipement des agents avec des téléphones portables.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la Tripartite ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public.

En vue d'assurer la sûreté dans les moyens de transports publics ainsi que dans les gares et d'améliorer l'efficacité de la surveillance, le législateur a décidé d'alléger les procédures judiciaires et a prévu à l'article 22 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics des règles de police.

La surveillance du respect des règles de police s'effectue notamment par le contrôle des titres de transports qui consistera à requérir l'exhibition du titre de transport et à percevoir à charge des fraudeurs découverts les surtaxes prévues à cet effet par la réglementation afférente. Ce contrôle est assuré par des agents qui ont, à cet effet, été spécialement formés et qui sont assermentés par le Ministre des Transports. Il s'agit d'agents relevant des opérateurs, de la Communauté des Transports ou bien du Ministère des Transports.

Il convient d'ajouter que les agents autorisés à procéder au contrôle du respect des règles de police en matière de transports publics ont la possibilité d'enjoindre à des personnes qui, dans les moyens de transports ou dans l'enceinte des gares, haltes et arrêts, se sont comportées de manière à troubler l'ordre ou à mettre en cause la sécurité, de quitter le véhicule et de s'éloigner des lieux.

La loi modifiée du 29 juin 2004 précitée prévoit en son article 22 paragraphe 3 qu'un règlement grand-ducal portera approbation du programme de la formation spéciale que doivent avoir suivies les agents concernés en vue de leur agrément.

Dans cet ordre d'idées, mes services ont élaboré un avant-projet de règlement grand-ducal qui précise les matières à traiter lors de la formation spéciale des agents visés. Ce projet de règlement grand-ducal sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 24 février 2006.

Question 0893 (2.2.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant la chasse en battue dans la zone de protection à vocation récréative du Grünwald:

Mercredi 30 novembre 2005 une chasse en battue aux chiens courants a été organisée par l'Administration des Eaux et Forêts dans la réserve cynégétique du Grünwald. Des chasseurs privés et des chasseurs publics, agents et fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts, y ont participé. L'organisation de cette chasse a donné lieu à la question parlementaire N°0787 (cf. compte rendu N°5/2005-2006). Or, puisque la réponse ministérielle aux questions soulevées a été incomplète j'aime-rais avoir les précisions suivantes:

Le fait que la zone de protection visée du Grünwald a été exclue des lots de chasse par arrêté ministériel du 4 janvier 1957 pris en conformité avec l'article 2 de la loi du 20 juillet 1925 a comme conséquence qu'aucune chasse en battue ne peut être organisée sur ce terrain, à moins de disposer d'une autorisation ministérielle explicite.

- Quels arrêtés ministériels ont été pris pour justifier et organiser les trois chasses annuelles dans cette zone protégée?

59 «miradors de battue» enfouis dans le sol et dûment numérotés ont été érigés spécialement pour la circonsistance. Ces miradors ont été construits, apportés sur place et spécialement aménagés par des agents de l'Administration des Eaux et Forêts.

- Sur quel article ces dépenses ont été imputées?

- Quel arrêté ministériel a été pris pour autoriser ces 59 miradors?

- J'aimerais également savoir quel est le sens d'aménager des réserves cynégétiques et des zones récréatives exclues des lots de chasse alors que l'Administration des Eaux et Forêts y organise chaque année deux battues aux chiens courants et une en pousse.

Trois experts cynégétiques étrangers, spécialement mandatés par le Gouvernement, ont retenu à l'unanimité dans trois avis distincts que la pratique du nourrissage par les adeptes de la chasse loisir est la cause principale de la surpopulation du gibier. Cette constatation est donc en contradiction flagrante avec la réponse ministérielle qui prétend que les prélèvements de gibiers seraient insuffisants au regard des tableaux de chasse annuellement établis.

- Pourquoi l'Administration des Eaux et Forêts n'a-t-elle pas engagé de suite des initiatives en vue d'interdire le nourrissage responsable de la surpopulation?

- Pourquoi n'a-t-elle pas diffusé largement les avis de l'expert allemand, le professeur Dr Klaus Pohlmeier, ainsi que des experts suisses, le Dr sc. nat. Hannes Geisser et le Dr Peter Lüps?

- Est-ce que des inventaires spéciaux basés sur le gibier et les dommages du Grünwald ont été faits avant l'organisation des trois chasses annuelles?

- Pourquoi, en dépit de la mauvaise expérience faite dans des lots de chasses privés, des supports à sels de gemme et autres oligoéléments favorisant la reproduction, ont aussi été installés dans la zone protégée du Grünwald?

- Monsieur le Ministre de l'Environnement n'est-il pas d'avis que des conflits d'intérêts peuvent survenir du fait que des fonctionnaires de l'administration gouvernementale, chasseurs passionnés et chevronnés, sont chargés en même temps de la surveillance et du contrôle de la législation sur la chasse?

Réponse (20.2.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre de l'Environnement:

- À la demande de l'Administration des Eaux et Forêts, les chasses organisées dans le domaine du Grünwald ont été dûment autorisées en date du 8 septembre 2005.

- Vu que le domaine du Grünwald présente un relief peu prononcé, il a été jugé utile de pratiquer un maximum de mesures préventives de sécurité en vue de garantir un tir fichant (sans ricochets). Depuis plusieurs années, l'administration prend recours à ces «miradors de battues» ou «podiums» qui sont stockés après usage. Vu qu'il s'agit de dispositifs amovibles qui sont mis en place uniquement pour assurer une plus grande sécurité à tous les participants d'une chasse en battue, ils ne sont pas considérés comme construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

La fabrication des podiums est réalisée à l'atelier du centre forestier du Senningerberg par les ouvriers forestiers pendant les périodes d'intempéries à partir de déchets de bois notamment.

Les autres miradors et échelles d'affût présents sur le domaine du Grünwald et correspondant à des constructions au sens de l'article 5 de la loi précitée ont été dûment autorisés en date du 20 décembre 1999 par le Ministre du ressort compétent à l'époque.

- Le rôle de la réserve cynégétique du Grünwald est actuellement le suivant: Concilier les prélèvements nécessaires pour la gestion durable de la zone «Natura 2000» et «Habitats» du Grünwald (zone spéciale de conservation LU0001022) avec les intérêts des autres utilisateurs de ce complexe forestier périurbain (promeneurs, cavaliers, joggers, cyclistes, etc.).

Le rôle de la réserve cynégétique est aussi celui d'une chasse pilote et expérimentale dans le cadre du réseau des chasses pilotes européennes en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Les populations d'herbivores, mais aussi les carnivores et les omnivores peuvent fortement modifier les buts recherchés des zones «Habitats». Dans le cas du Grünwald, zone considérée zone «Habitats» et «Natura 2000» avec comme habitat principal la hêtraie autochtone du grès de Luxembourg, le projet de gestion élaboré par l'Université de Trèves prévoit le prélèvement de chevreuils, de sangliers et de renards par les moyens d'une chasse durable, comme une des mesures de gestion et de monitoring les plus importantes. Une des constatations de l'Université de Trèves est celle que l'accroissement annuel du cheptel de chevreuils et de sangliers n'est pas encore réalisé par la chasse.

- Le nourrissage artificiel n'est pas pratiqué dans le domaine du Grünwald.

- L'Administration des Eaux et Forêts a bien engagé une initiative en vue d'interdire respectivement de limiter le nourrissage et l'agrainage du gibier, mais cette initiative n'a pas été poursuivie par le gouvernement d'autan. Il faut encore ajouter qu'il n'existe actuellement aucune base légale pour réglementer le nourrissage du gibier, des initiatives dans ce sens ne pourront donc revêtir au stade actuel que le caractère d'une recommandation.

- En ce qui concerne les trois experts cynégétiques étrangers cités par l'honorable Député, il y a lieu de préciser que ces personnes n'ont pas été mandatées par le Gouvernement mais demandées en leur avis de manière informelle.

- Les avis en question ont été largement diffusés par voie postale aux chasseurs, agriculteurs, organisations de protection de la nature, forestiers, etc., soit à 1.000 personnes environ.

- Des inventaires ont été réalisés par l'Université de Trèves.

- L'installation de supports à sels de gemme est spécialement conseillée par les experts de l'Université de Trèves et ceci en vue de réduire les dégâts causés par le gibier aux plantes ligneuses et en vue de réduire les accidents routiers avec le gibier, en tant que dissuasion du sel routier.

- Je ne partage pas les vues de l'honorable Député en ce qui concerne un éventuel conflit d'intérêt. Je tiens à souligner qu'il s'agit de fonctionnaires assermentés respectueux du statut du fonctionnaire et des obligations d'impartialité qui en découlent.

Question 0894 (2.2.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **distribution de seringues stériles aux toxicomanes au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)**:

Il me revient par voie de presse (reportage dans «De Journal» de RTL Télé du mercredi 1er février 2006) que des seringues stériles ont été distribuées par une personne bénévole aux détenus, notamment aux toxicomanes au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL). Selon les témoignages dans le même reportage, il existait un trafic de drogues prospère au sein du CPL.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la distribution de seringues? Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons cette distribution a été supprimée?

- Vu le risque de contagion par des seringues déjà utilisées, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des seringues stériles devraient être mises à la disposition de tous les toxicomanes au sein du CPL, et notamment à ceux atteints d'une maladie contagieuse (sida, hépatite)?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'entrevue mentionnée dans le reportage? Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que lors de cette entrevue des noms de personnes travaillant au CPL et supposées d'être involvées au trafic de drogues lui ont été relevés? Quelles suites Monsieur le Ministre a-t-il réservé à cette entrevue?

Réponse (24.2.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Après adaptation de la législation, la distribution de seringues à des détenus toxicomanes et l'échange de seringues nouvelles contre des seringues utilisées sont effectuées au CPL sous la responsabilité du service médical et ceci depuis août 2005.

La personne visée à la question parlementaire a visité certains détenus du CPL dans le cadre d'une convention conclue entre le Ministère de la Justice et l'a.s.b.l. «Onofhängig Aidshëllef» et a eu comme mission d'informer les détenus sur les risques de certaines infections et maladies sexuellement transmissibles et d'assurer le suivi social des détenus infectés. Il est apparu que contrairement aux dispositions de la convention, aux instructions du directeur du CPL, et au mépris des dispositions du règlement grand-ducal du 23 décembre 2003 prévoyant la distribution de seringues par un médecin agréé par le Ministre de la Santé, la personne en question a distribué des seringues au CPL à des détenus toxicomanes. Entre-temps la convention dont question a été révisée par l'Etat.

Les informations données par la personne en question ont été continuées par Madame la déléguée du Procureur général d'Etat aux établissements pénitentiaires aux autorités de poursuite. Aucun nom de personnes travaillant au CPL n'a toutefois été révélé dans le contexte d'un prétendu trafic de drogues.

Question 0899 (3.2.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG) concernant le **fonds spécial de la chasse**:

L'indemnisation des dommages causés aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon est réglée par le fonds spécial de la chasse. Si la recette annuelle et le fonds de réserve ne suffisent pas au paiement intégral des indemnités et des frais, l'Etat avancera les fonds né-

cessaires et les droits supplémentaires prévus pourront être augmentés par règlement grand-ducal.

- Les recettes annuelles suffisent-elles à couvrir l'intégralité des indemnités et les frais?

- Combien de dotations supplémentaires ont été versées par l'Etat dans ce fonds depuis 1995?

- Comme il s'agit d'avances, ces dotations supplémentaires ont-elles été remboursées intégralement?

- La loi du 1^{er} août 2001 prévoyant une augmentation des droits supplémentaires au cas où la recette annuelle des fonds de réserve ne suffit pas au paiement intégral des indemnités et des frais, j'aimerais savoir si les droits supplémentaires, perçus sur les permis de chasse, ont été augmentés?

Réponse (17.2.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1: Vu l'insuffisance des moyens du fonds spécial de la chasse (Wildschadenskasse) et conformément à l'article 13 de la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, l'Etat a avancé en 1997 par dotation budgétaire une somme de 6.000.000 LUF. Cette avance a été remboursée par tranches de 2.000.000 LUF pendant les exercices budgétaires 1999 à 2001. En 2004, l'Etat a dû faire une nouvelle avance de 200.000 €. Cette avance sera remboursée par tranches de 50.000 € pendant les exercices budgétaires 2006 à 2009.

ad 2: Les droits supplémentaires perçus sur le permis ont été augmentés à partir de l'année cynégétique 1999 par le biais de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1997 (en passant de 4.500 LUF à 7.500 LUF)

ad 3 et 4: Par le biais de l'article 45 de la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat le mode de financement de l'indemnisation revenant au propriétaire terrien ou à l'exploitant en cas de dommage causé aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon a été modifié. Les motifs qui ont amené le Gouvernement à proposer cette modification ont été expliqués dans le commentaire des articles de ladite loi dont je rappelle ci-après le contenu:

«Les recettes annuelles du fonds se chiffrent actuellement à +/- 370.000 euros (2000 permis grevés d'un droit supplémentaire de 185 euros). La moyenne des déclarations des dégâts de gibier des trois dernières années, dont les données sont disponibles complètement (2001/2002/2003), est de 693.000 euros dont 6/10e à charge du fonds spécial (\pm 415.000 euros par an). Les dépenses dépassent donc les recettes de quelque 45.000 euros par an.

Vu que les crédits disponibles sur le fonds étaient insuffisants, l'Etat a avancé en 2004 la somme de 200.000 euros, crédit qui devra être remboursé à raison de 50.000 euros pendant les années budgétaires 2006 à 2009. La somme disponible sur le fonds spécial dans les prochaines années n'atteindra donc que +/- 320.000 euros.

Etant donné qu'aucune des deux mesures utilisées dans le passé, à savoir, ni l'augmentation du droit supplémentaire sur le permis de chasse (185 euros pour le permis annuel), ni la diminution globale de la part à payer par le fonds spécial (6/10^e de l'indemnisation accordée), n'a réussi à établir un équilibre entre les recettes et les dépenses du fonds, un nouveau mode de calcul est proposé: le locataire de chasse devra désormais avancer les 9/10es du montant de l'indemnisation accordée pour cause de dégâts de gibier au propriétaire lésé (le dixième restant restera à charge du syndicat de

chasse). Le locataire de chasse pourra cependant être remboursé en fin d'année cynégétique par le fonds spécial, et ce jusqu'à concurrence d'un montant maximal résultant de la multiplication de 4 euros par le nombre de ha du lot de chasse en question.

Ce mode de calcul équivaut à responsabiliser davantage l'adjudicataire de chasse individuel: les lots accusant de faibles dégâts sont remboursés intégralement par le fonds spécial, tandis que les locataires des lots accusant des dégâts dépassant de façon substantielle la moyenne des dégâts doivent payer une plus grande partie à partir de leurs propres moyens.

Vu le fait que les dégâts de gibier sont répartis de façon inégale sur les différents lots de chasse du pays, ce système devra permettre de limiter les dépenses du fonds spécial d'une façon durable à +/- 300.000 à 350.000 euros par année. Des simulations calculées avec les données détaillées de 2001 et 2002 confirment cette hypothèse.

Etant donné que les contrats de bail de chasse sont conclus pour une durée de neuf années cynégétiques (1er août - 31 juillet), le remboursement des locataires se fera également à la fin de l'année cynégétique.»

Question urgente 0960 (13.3.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les **mesures de précaution dans le cadre de la grippe aviaire**:

La grippe aviaire continue non seulement à se répandre dans nos régions mais touche désormais aussi des animaux domestiques mammifères. En effet, en Allemagne un chat mort, porteur du virus H5N1, vient d'être découvert. En conséquence, le Ministère de l'Agriculture y fait appel à garder les chats domestiques dans les régions touchées à l'intérieur des maisons.

Au Luxembourg, le manque de directives de la part des autorités nationales commence à conduire à des initiatives et dispositions anarchiques au niveau communal. Ainsi par exemple, la commune de Remich vient d'interdire aux passants de nourrir des oiseaux aquatiques.

Face à cette évolution les questions suivantes s'imposent:

1. Quelles sont les dispositions de précaution actuellement en vigueur?

2. Le Gouvernement n'entend-il pas renforcer et étendre ces mesures et recommandations de précaution?

3. Ne serait-il pas sage de recommander à la population de garder leurs animaux domestiques autant que possible à l'intérieur des maisons?

4. La possibilité de vacciner des animaux domestiques contre le virus H5N1 existe-t-elle?

5. Le pays dispose-t-il le cas échéant de stocks de vaccins suffisants pour contrer une expansion du virus sur des animaux domestiques et voire même l'homme?

6. En cas d'épidémie, l'approvisionnement du pays en médicaments antiviraux serait-il assuré?

7. Existe-t-il un plan national d'urgence spécifique au cas où la grippe aviaire ferait son apparition sur notre territoire, si oui, qu'est-ce que ce plan national prévoit-il?

Réponse commune (6.3.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement ru-*

ral et de M. Mars Di Bartolo-meo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La question parlementaire de l'honorable Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la peste aviaire appelle les réponses suivantes:

En premier lieu, nous voudrions insister sur le fait que pour le moment le Luxembourg est toujours indemne de la peste aviaire, alors que depuis le début de 2006 quelque 200 échantillons d'oiseaux sauvages, collectés dans les différentes régions du pays, ont été analysés. À noter que ce chiffre est fort important par rapport au nombre d'analyses effectuées dans d'autres pays aux surfaces territoriales beaucoup plus grandes.

Concernant les dispositions de prévention actuellement en vigueur dans notre pays, nous renvoyons au communiqué du 15 février 2006 publié par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et des Services vétérinaires qui entre autres retient:

- d'éviter le contact direct et indirect avec les oiseaux sauvages;
- le confinement des volailles domestiques;
- les mesures de biosécurité et d'hygiène à observer dans les exploitations avicoles;
- la limitation des rassemblements des volailles et autres oiseaux;
- l'appel à la déclaration des sites de détention de volailles par leur propriétaire.

Dans les communiqués du Groupe de coordination de la lutte contre l'influenza aviaire du 16 février 2006 et du 1er mars 2006, les mesures de prévention suivantes sont publiées:

- Les préventions à prendre en face à la découverte d'un oiseau mort et la collecte des oiseaux morts par les soins des Services de Secours disponibles 24 heures sur 24 heures et sept jours sur sept, tout en appelant aux enfants de ne pas toucher les oiseaux morts;

- Les mesures de prévention à prendre à l'égard des animaux de compagnie, notamment chats, avec l'appel de confiner les chats et de sortir les chiens à la laisse dans les zones à risque en cas d'apparition de la peste aviaire sur le territoire luxembourgeois.

Répétition des règles d'hygiène élémentaires à observer par les personnes et plus spécialement la sensibilisation des enfants.

- Les informations obtenues des experts de la Commission européenne en date du 1er mars 2006 indiquent qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucun vaccin contre le virus de l'I.A. éventuellement détecté sur les chats et les chiens.

Concernant une éventuelle vaccination préventive des volailles domestiques, les autorités compétentes, en concertation avec les experts de la Commission européenne, observent d'une manière intéressée le projet-pilote des campagnes de vaccination effectuées dans des régions spécifiques et sur des espèces aviaires spécifiques en France et aux Pays-Bas. Les conclusions à tirer à partir de cette expérience devraient permettre à la Commission et au Luxembourg de se positionner d'une manière plus précise à l'égard d'une vaccination préventive contre la peste aviaire, vaccination qui, rappelons-le, ne connaît pas seulement des avantages, mais est accompagnée de beaucoup d'aléas pas encore définis d'une manière précise.

Cela n'empêche qu'il y a des réflexions en cours sur une éventuelle vaccination préventive des oiseaux détenus dans un parc zoologique ouvert au public pendant la saison estivale.

Ces vaccins utilisés pour la vaccination des volailles sont dispo-

nibles auprès de trois entreprises pharmaceutiques internationales avec lesquelles l'Administration des Services vétérinaires est en contact régulier.

Par contre il n'existe pas actuellement de vaccin contre le H5N1 qui pourrait être administré à l'homme. Le Luxembourg a réservé une quantité limitée d'un tel vaccin «expérimental» mais qui est toujours en phase d'études cliniques.

Des négociations pour la pré-réservation d'un vaccin en cas de pandémie grippale éventuelle sont en phase finale. La production d'un tel vaccin ne pourra toutefois commencer que lorsque le virus causant une éventuelle pandémie sera connu et prendra à ce moment trois à six mois au moins; rien ne permet de dire que ce sera le virus H5N1 actuel, qui se propage parmi les animaux depuis dix ans maintenant, mais qui reste très difficilement transmissible de l'animal à l'homme et qui n'est pas transmissible d'homme à homme à ce stade.

Nous disposons déjà actuellement d'une réserve nationale d'antiviraux, garantissant le traitement de 25% de la population en cas de pandémie éventuelle de grippe humaine (taux d'attaque clinique de la pandémie la plus grave du dernier siècle, la grippe espagnole). Une commande supplémentaire a été faite, qui augmentera cette couverture à 35%.

Quant à la dernière question, il y a lieu de mettre en évidence que le plan national d'urgence vétérinaire spécifique à la peste aviaire a été mis au point une première fois en 1999, puis révisé en fonction de l'évolution des données scientifiques et des expériences sur le terrain.

La dernière version vient d'être adaptée à la situation actuelle de la peste aviaire et prévoit dans les détails les interventions nécessaires à chaque phase de la peste aviaire:

- phase de vigilance;
- phase de suspicion;
- phase du foyer déclaré;
- phase d'assainissement du foyer;
- nettoyage et désinfection du foyer et des environs;
- levée du foyer et des zones de restriction;
- vaccination éventuelle.

De même un plan pandémie grippe a été élaboré par le Ministère de la Santé. Ce plan fournit le cadre à un processus de planification qui subit des adaptations permanentes en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, de la situation épidémiologique et les moyens prophylactiques et thérapeutiques disponibles.

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures